

## Le pape et son discours

**N**ostradamus en est pour ses frais : le troisième voyage du pape en France, du 4 au 7 octobre, n'a été marqué par aucun incident sérieux. Ce fut, de bout en bout, un séjour parfaitement conforme au programme et marqué par des assemblées très chaleureuses, malgré un énorme dispositif de sécurité.

Hormis l'Italie, la France est le seul pays que Jean-Paul II aura déjà visité trois fois. Faut-il y voir la faveur particulière d'un ami ou la sollicitude inquiète d'un pasteur ?

En 1980, son premier voyage à Paris avait souligné une incompréhension réciproque. Polonais, patrie de traditions et de certitudes, Karol Wojtyla, comparé à Paul VI, détonnait tellement ! Son prédécesseur, Italien de naissance mais Français de culture, était un homme d'interrogations inquiètes plutôt que le chef d'une Église affirmant haut et fort son existence et ses dogmes.

L'accueil de Paris, il y a six ans, n'avait pas été sans accroc : les maigres foules du Bourget contrastaient avec les rassemblements imposants de Cracovie ou de Dublin. Des groupes de catholiques avaient boudé le pape, d'autres avaient tenté de le récupérer. Le style provocateur de Jean-Paul II - « France, qu'as-tu fait des promesses de ton baptême ? » - n'était pas passé inaperçu. Et on avait reproché aux évêques français une participation trop timide à cet événement.

**R**ien de tel, cette fois, dans la région Rhône-Alpes. Malgré la psychosé de l'attentat, les fidèles sont venus nombreux aux rendez-vous du pape. Celui-ci n'a pas varié d'un iota, mais les catholiques français le comprennent peut-être un peu mieux. En tout cas, ils se sont habitués à son style. Plus qu'hier, ils acceptent de se rassembler et de se montrer, de redécouvrir leurs racines religieuses, d'affirmer leur identité.

Mais Jean-Paul II, qui est le contraire d'un homme tiède, suscite rarement des sentiments mitigés : il agace volontiers tous ceux qu'il n'enthousiasme pas. Parmi ces derniers, il faut compter, bien sûr, de nombreux Français qui, n'étant pas croyants, s'irritent qu'une région entière se mobilise pour accueillir le pape et sont choqués de l'entendre critiquer des lois de la République. Mais Jean-Paul II a également le don d'irriter certains chrétiens, catholiques comme protestants, qui détestent voir l'Église s'efforcer, donner l'impression de céder au veltarisme, sinon au culte de la personnalité.

Ce pape charismatique ne peut, certes, être accusé de dérapage. S'il aime les foules et soit le contraire, ce n'est pas pour les caresser dans le sens du poil. Les propos qu'il a tenus ces derniers jours sur le clergé vont à l'encontre de toute une évolution du catholicisme français depuis les années 50. De même, ses thèses sur la morale sexuelle ignorent totalement la manière dont vivent la plupart des Occidentaux, catholiques compris.

**J**ean-Paul II n'en a cure, et il est difficile de ne pas s'incliner devant la cohérence et la force de ses convictions. Reste à savoir s'il a des chances d'être suivi. Le sondage récemment publié dans nos colonnes a montré un grand décalage entre l'estime portée au pape et l'usage qui est fait de son discours, entre « le chanteur et la chanson ».

Beaucoup de catholiques français ont tendance, depuis quelques années, à se comporter un peu comme des protestants : à se fabriquer chacun une religion personnelle. Toute la question est de savoir si l'action de Jean-Paul II, qui se situe délibérément à contre-courant, contribue à diminuer cette atomisation ou à la favoriser.

(Lire nos informations page 11.)

## Le débat à l'Assemblée nationale

### M. Chirac durcit le ton face au terrorisme

Alors que s'ouvre, le mercredi 8 octobre, à l'Assemblée nationale, un débat sur le terrorisme, le gouvernement s'interroge sur le sens de l'offensive dont la France fait l'objet et sur la façon de riposter aux menaces. M. Chirac devrait durcir le ton face aux terroristes, mais il doit mettre au point une tactique pour contrer cette escalade du chantage.

L'arrivée en France ce mercredi, pour sa dernière visite en qualité de chef du gouvernement, M. Shimon Peres, en application de la règle de l'alternance - c'est son poste à M. Shamir, est, selon le communiqué de l'Armée secrète arménienne (ASALA) rendu public mardi, l'occasion d'un « cadeau » demandé au Djihad à l'intention du « sioniste Mitterrand » : la mise à mort de l'otage Jean-Paul Kauffmann « conformément à la loi islamique ». Cette formule odieuse et provocatrice fait craindre le pire et M. Kauffmann a adressé aussitôt un appel au président de la République et au premier minis-

tre, leur demandant d'« unir leurs efforts » et d'« apporter la preuve qu'ils sont capables de sauver des innocents ». « Il faut sauver Jean-Paul et nos compatriotes otages au Liban », dit notamment M. Kauffmann, ajoutant : « Nous tenons à vous dire que nous continuerons à appuyer fermement tout effort du gouvernement dans sa recherche d'une solution pour obtenir la libération des otages. (...) Je vous demande ainsi qu'à votre gouvernement de réussir ; j'ai confiance en vous. »

(Lire la suite page 6 et page 7, l'article d'ANDRÉ PASSERON.)

## Interventions concertées des banques centrales

### La RFA et le Japon tentent d'enrayer la baisse du dollar

L'action concertée des banques centrales du Japon et de RFA a permis, semble-t-il, d'enrayer - momentanément - la chute du dollar. Mercredi 8 octobre, en l'absence de toute intervention, le billet vert s'échangeait entre banques à 2,0010-2,0040 DM et à 6,55-6,56 F, soit un niveau légèrement inférieur au cours de clôture de la veille.

(Lire page 26 l'article de FRANÇOIS RENARD.)



## Une simulation sur le découpage électoral

### Nationalement équitable, localement contestable

Le premier ministre a obtenu mercredi 8 octobre en conseil des ministres l'autorisation d'engager sa responsabilité sur les projets de découpage électoral soumis à l'Assemblée nationale, conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. M. Mitterrand a observé que « s'il ne pouvait être envisagé de priver le gouver-

nement d'un droit qu'il tient de la Constitution, il n'en convenait pas moins de préserver également le droit du Parlement de mener à son terme, dans des conditions normales, l'examen du projet qui lui était soumis ». Le chef de l'Etat a souligné une nouvelle fois, à l'indiqué son porte-parole, « l'importance pour la

République de l'équilibre des institutions ».

M. Mitterrand avait refusé de signer les ordonnances sur le découpage électoral. Selon une étude de la SOFRES, réalisée pour « le Monde » et TFI, ce découpage est nationalement équitable et localement contestable.

Un découpage électoral nationalement équitable, localement contestable, et qui favorise le RPR : tels sont les enseignements de l'étude de la SOFRES sur le projet de découpage des circonscriptions législatives.

Cette étude, qui n'est en rien un sondage ou une enquête d'opinion, a été réalisée à partir des votes réellement exprimés le 16 mars dernier. La SOFRES a agrégé ces résultats dans les nouvelles circonscriptions (telles qu'elles ont été publiées dans nos éditions du 27 septembre), avant de procéder à des simulations électorales, avec le concours de M. Colette Ysmal, chargée de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques.

Pour apprécier la validité du découpage en lui-même, deux principes ont été posés : dans chaque circonscription, les voix écologistes ont été comptées avec les voix de gauche, celles de

l'extrême droite avec les voix de droite ; les reports de voix au second tour ont été considérés a priori comme parfaits : si le PCF devait donner une consigne de type « bonnet blanc-bonnet noir » pour le second tour, on/et si M. Le Pen faisait de même à droite, il y aurait là un problème politique qui n'a pas été pris en considération pour la réalisation de cette étude et rend donc celle-ci politiquement, et non techniquement, aléatoire.

Enfin, seules ont été étudiées les 555 circonscriptions métropolitaines. Sous ces réserves de méthodes, les résultats de l'enquête sont de nature à valider aussi bien les arguments du premier ministre, qui plaide l'« objectivité » du découpage, que ceux de la gauche, qui soutient que le RPR s'est taillé la part du lion.

1) Un découpage nationalement équitable

Selon le projet actuel, en effet, la gauche serait majoritaire en

siège si elle obtenait 50,1 % des voix. Avec 50,5 % des suffrages, la gauche obtiendrait 280 sièges contre 275 à la droite. Dans le découpage qui était en vigueur de 1958 à 1981, la gauche devait atteindre 51 % des voix pour être majoritaire en sièges. Cette différence d'un découpage à l'autre et le caractère équitable du nouveau seuil de victoire pour l'actuelle opposition tiennent largement au fait que le ministre de l'intérieur a respecté le rééquilibrage démographique opéré par la gauche dans la loi électorale de 1985 : les grands départements urbains ne sont plus sous-représentés en nombre de sièges à pourvoir.

La gauche, en l'état actuel de ses forces, n'est pas handicapée par le « découpage Pasqua », mais par le scrutin majoritaire lui-même, qui amplifie fortement les mouvements en faveur des vainqueurs et au détriment des vaincus : le tableau de l'attribu-

tion des sièges entre la gauche et la droite, réalisé en faisant varier le score de la gauche, le montre de façon éclatante. L'effet propre au scrutin majoritaire crée une différence - considérable - de 100 sièges en faveur de la droite. Du coup, toujours en fonction des résultats de mars 1986, bon nombre de personnalités de gauche sont menacées dans leurs nouvelles circonscriptions, et non des moindres, puisque figurent dans cette liste aussi bien MM. Roland Dumas et Jack Lang que MM. Mauroy, Rocard ou Joxe. Ces menaces peuvent évidemment disparaître si la gauche remonte, et si le poids personnel de tel ou tel lui permet de surmonter son handicap théorique.

JEAN-MARIE COLOMBANI et JÉRÔME JAFFRÉ.

(Lire la suite page 9 et nos informations page 36.)

## Les zones d'entreprises

« Paradis fiscaux » pour compenser le déclin de la construction navale.

PAGE 24

## Le brevet de fin de 3<sup>e</sup>

L'examen donnera une part prépondérante aux contrôles trimestriels.

PAGE 12

## Nouvelle « mobilisation » à Lomé

Les paras ont cédé la place aux organisateurs du sommet franco-africain.

PAGE 4

## Spécial Albertville

Le dossier de la candidature de la Savoie à l'organisation des Jeux olympiques d'hiver.

PAGES 27 à 32

## Les archives de la Gestapo

Les documents trouvés par M. de Marenches à la DGSE auraient été récupérés en Allemagne à la fin de la guerre.

PAGE 12

## Le Monde

### ARTS ET SPECTACLES

Cinéma : « Aliens », de James Cameron  
Tradition : Bercy à l'heure du sumô  
Photo : Six ans de Stadio 666

Pages 16 à 18  
Le sommaire complet se trouve page 36

## BRUNO LUSSATO

GÉRALD MESSADIE

### Bouillon de culture

Après Le défi informatique : la culture du défi

ROBERT LAFFONT

## L'isolement croissant du chef de l'Etat chilien

### Le général et la cordillère

SANTIAGO-DU-CHILI de notre envoyé spécial

Le compte à rebours a commencé. Le général Augustin Pinochet, chef de l'Etat chilien, ne semble pas en effet aujourd'hui en mesure de remporter le plébiscite qu'il a lui-même prévu pour 1989 dans la Constitution (1). Mais surtout, jusqu'à cette date, une véritable course d'obstacles jalonne son parcours : vote ce mois-ci à la Banque mondiale des crédits en faveur du Chili, visite en avril 1987 du pape Jean-Paul II, campagne électorale américaine esotique... Autant d'étapes difficiles à franchir pour le gouvernement dans ce pays que la géographie a condamné à l'isolement en le coinçant entre la cordillère des Andes à l'est, le Pacifi-

que à l'ouest, les glaces du Sud et le désert du Nord.

Telle est bien, transposée en termes politiques, la situation du chef de l'Etat. L'opposition au régime représente au minimum 75 % du corps électoral. Malgré ses multiples divisions, celle-ci s'apprête à relancer la mobilisation sociale et entend faire campagne prochainement en faveur d'élections libres et directes. L'Eglise catholique, encore très prudente dans son opposition, conteste de plus en plus le gouvernement actuel, et la préparation du voyage du souverain pontife va relancer ce débat dans la hiérarchie. Chez les militaires eux-mêmes, la contestation, pour être discrète, est aussi de plus en plus nette.

Enfin, la pression internationale, et principalement celle des

Etats-Unis, s'accroît nettement. Washington a déjà annoncé que son vote sur les crédits au Chili ne pourrait être favorable sans d'importants changements, allant vers un assouplissement du régime. Le secrétaire d'Etat américain George Shultz vient encore de faire part au ministre chilien des affaires étrangères, M. Jaime del Valle, des « graves préoccupations de Washington face à la situation au Chili », et presse ce pays d'honorer sa promesse de retour à la démocratie.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.  
(Lire la suite page 5.)

(1) La « première étape » de la transition vers la démocratie prévoit la nomination, par les quatre membres de la junte, d'un candidat au plébiscite choisi parmi celle-ci. En cas d'échec, un organisme élargi doit procéder à ce choix.



# Débats

## Géopolitique

Les formes de la « guerre » évoluent de plus en plus vite : le terrorisme, l'économie, font maintenant partie de la panoplie. Christian Schmidt met en lumière quelques raisons peu commentées de la prochaine rencontre entre M. Reagan et M. Gorbatchev. Bernard Esambert, de son côté, insiste sur l'importance de la recherche pour la conquête de nouveaux marchés.

## La dimension cachée

La conjoncture économique américaine favorisera le développement d'une longue partie stratégique-diplomatique

DEUX phénomènes dominent la scène internationale : l'accélération des manifestations terroristes, en relation avec l'implosion du Moyen-Orient, et la mise en place progressive de pré-négociations sur les armements entre le président Reagan et M. Gorbatchev. Tout a presque déjà été écrit sur les dimensions politiques, militaires, diplomatiques et religieuses du premier, tandis que les diverses implications du second sur la sécurité internationale ont déjà fait l'objet d'examen fouillés (1).

Bien peu d'observateurs, en revanche, se sont encore penchés sur les liens éventuels entre ces événements et certaines évolutions récentes de l'économie mondiale, comme la chute vertigineuse du prix du baril de pétrole et l'arrêt brutal de la croissance économique aux États-Unis. L'affaiblissement de la position économique des pays de l'OECE fait peser des menaces sur une organisation dominée jusqu'à présent par des États réputés politiquement modérés. Plus précisément, c'est l'Arabie saoudite qui assume l'essentiel de la charge économique qu'entraînent ces ajustements imposés. Son degré de liberté s'en trouve réduit, ce qui diminue le contrôle qu'elle exerce dans la région, sans qu'aucune puissance ne semble encore préparée à prendre la relève.

par CHRISTIAN SCHMIDT (\*)

La conséquence internationale la plus sérieuse de cette crise économique des pays du Golfe concerne les courants d'immigration. La dynamique de ces pays, alimentée par l'activité pétrolière, avait attiré un flux considérable de travailleurs étrangers, puisque en Arabie saoudite, par exemple, la part des nationaux ne représentait plus que 25 % environ de la population active. L'abandon du report de très nombreux projets s'est naturellement accompagné du retour forcé dans leur pays d'origine d'un grand nombre de travailleurs en provenance du Yémen, de Jordanie et du Liban. La difficulté de leur réinsertion a donc contribué à gonfler les rangs des réseaux terroristes en infléchissant la ligne de leur action dans la radicalisation.

### L'IDS enrichit l'espace des négociations

L'arrêt de la croissance américaine en 1986, s'il ne constitue pas un événement d'une ampleur comparable, a surpris bon nombre.

(\*) Professeur à l'université Paris-IV-Dauphine, président de l'International Defence Economics Association (IDEA).

NOUS vivons actuellement en état de guerre économique mondiale. Il ne s'agit pas seulement d'une analogie militaire. Ce conflit est réel, et ses lignes de force orientent l'action des nations et la vie des individus. L'objet de cette guerre

est, pour chaque nation, de créer chez elle emplois et revenus croissants au détriment de ceux de ses voisins. Car si les économies des nations se sont fait le courtage échelle lors de la période des « miracles économiques » des années 60 et du début des années 70, elles se font des crochets depuis que la crise a fait son apparition. C'est en exportant davantage de produits, de services, d'invisibles, que chaque nation essaie de gagner cette guerre d'un nouveau genre, dont les entreprises forment les armées.

Au-delà du formidable accroissement du commerce mondial qui en est la manifestation la plus éclatante, la guerre économique impose également des débarquements chez l'ennemi par l'implantation à l'étranger, la défense du front arrière par des entreprises à caractère régional et l'établissement de protections au travers des tarifs douaniers, qui ne représentent plus que des murets de fortune, de mouvements monétaires, qui ont pris le relais des barrières douannières, enfin d'innombrables entraves aux échanges qui protègent ici ou là un pan de l'économie.

Il se confirme aujourd'hui que, contrairement à l'idée intuitive selon laquelle l'IDS constituerait un obstacle dirimant aux politiques d'« arms control », les déclarations du président Reagan ont, au contraire, réouvert un dialogue sur les armements stratégiques entre l'Union soviétique et les États-Unis. Le projet IDS a, en effet, incité les Russes à multiplier les propositions de désarmement, comme en témoigne la série de déclarations et de décisions multilatérales annoncées par M. Gorbatchev depuis le sommet de Genève de novembre 1985. L'introduction de l'IDS enrichit l'espace des négociations. Certes, le président Reagan n'est toujours montré inébranlable sur le principe de sa décision, mais les modalités, notamment temporelles, de sa réalisation restent susceptibles de modulations. Il peut, dans ces conditions, paraître tentant de présenter comme une concession ce qui se trouve dicté par la contrainte économique. La conjoncture américaine semble donc favoriser le déroulement actuel d'une longue partie diplomatique-stratégique.

Il serait inexact de conclure de ces analyses que la baisse du prix du pétrole a engendré le terrorisme et que les difficultés économiques récentes des États-Unis sont à l'origine du dégel des négociations stratégiques entre l'Est et l'Ouest. Mais la négligence des rapprochements entre les facteurs économiques et les variables stratégiques expose au risque de myopie. Les décisions énergétiques ont un coût politique, de même que les choix militaires, des conséquences financières. Ces considérations se trouvent étroitement imbriquées dans le déroulement des relations internationales ou la simultanéité observée dans le progrès des négociations stratégiques et la multiplication des manifestations terroristes n'est sans doute pas non plus fortuite (2). L'évolution du prix du pétrole et celle du cours du dollar, qui ne sont évidemment pas sans liens cumulant leurs effets en un temps où les deux grandes puissances, polarisées par la redéfinition du rapport des forces stratégiques, ont tendance à interpréter toutes les situations régionales à l'intérieur de cette grille réductrice.

(1) Cf. Michel Tsm. « Les idées dérangeantes de M. Gorbatchev » (Le Monde du 22 janvier 1986), et « La nouvelle bataille des euro-missiles », (Le Monde du 14 février 1986).

(2) Cf. Christian Schmidt, « Négociation ne signifie pas détente » (Le Monde du 7 mai 1986).

## Ingénieurs mes frères officiers de la guerre économique

Tous les managers doivent redonner ses titres de noblesse à la recherche

par BERNARD ESAMBERT (\*)

« L'étranger, le tout au moins », dit-on. Les qualités qui leur sont nécessaires sont : l'imagination, le non-conformisme, la créativité, l'ouverture sur le monde, le professionnalisme et la compétence, le sens des responsabilités et le sens du devoir, l'humilité, qui permet l'apprentissage sur le tas, à l'écoute des autres.

Comment former les managers afin de leur permettre de développer ces qualités ? — l'imagination : par l'encouragement à la démarche inductive dans l'apprentissage des sciences et par l'utilisation de l'intuition ; d'où l'intérêt des enseignements qui font dialoguer plusieurs sciences sur des thèmes communs.

— l'ouverture sur le monde : par « les voyages qui forment la jeunesse », le contact avec les élèves étrangers (en nombre insuffisant) formés dans les écoles et universités françaises, et surtout les compléments de formation dans des systèmes universitaires étrangers qui devraient ouvrir l'esprit des futurs managers et leur montrer la place exacte de la France dans le monde ; ce qui ne veut pas dire que nous ne devons pas être ambitieux, bien au contraire, pour notre pays.

— le professionnalisme : par l'apprentissage d'une technique (pas forcément une technologie : ce peut être la finance, par exemple...) qui permettra aux ingénieurs de rendre service à l'entreprise et de s'affirmer jusqu'au jour où le professionnel deviendra, selon l'expression de Louis Armand, un spécialiste des idées générales. Cette technicité passe par l'apprentissage rigoureux des disciplines scientifiques.

— le sens des responsabilités : les travaux de groupe et de nombreuses activités extra-scolaires devraient permettre aux étudiants qui en ont le goût de commencer à s'affirmer. Sans doute faudrait-il aussi attirer l'attention de nos jeunes ingénieurs sur la disparition des voies royales qui permettaient, jusqu'à une époque récente, des cursus de haut niveau sans grands risques. La crise est passée par là et a balayé ces facilités qui ne sont plus de mise : à l'étranger, bref, de vivre dans un contexte devenu intérieurement mondial.

Dans ces conditions, les managers sont désormais les officiers de la guerre économique et ils doivent faire en sorte que l'entreprise innove, vende et produise (dans l'ordre), exporte et s'implante à

l'étranger, le tout au moins.

Les qualités qui leur sont nécessaires sont : l'imagination, le non-conformisme, la créativité, l'ouverture sur le monde, le professionnalisme et la compétence, le sens des responsabilités et le sens du devoir, l'humilité, qui permet l'apprentissage sur le tas, à l'écoute des autres.

Comment former les managers afin de leur permettre de développer ces qualités ? — l'imagination : par l'encouragement à la démarche inductive dans l'apprentissage des sciences et par l'utilisation de l'intuition ; d'où l'intérêt des enseignements qui font dialoguer plusieurs sciences sur des thèmes communs.

— l'ouverture sur le monde : par « les voyages qui forment la jeunesse », le contact avec les élèves étrangers (en nombre insuffisant) formés dans les écoles et universités françaises, et surtout les compléments de formation dans des systèmes universitaires étrangers qui devraient ouvrir l'esprit des futurs managers et leur montrer la place exacte de la France dans le monde ; ce qui ne veut pas dire que nous ne devons pas être ambitieux, bien au contraire, pour notre pays.

— le professionnalisme : par l'apprentissage d'une technique (pas forcément une technologie : ce peut être la finance, par exemple...) qui permettra aux ingénieurs de rendre service à l'entreprise et de s'affirmer jusqu'au jour où le professionnel deviendra, selon l'expression de Louis Armand, un spécialiste des idées générales. Cette technicité passe par l'apprentissage rigoureux des disciplines scientifiques.

— le sens des responsabilités : les travaux de groupe et de nombreuses activités extra-scolaires devraient permettre aux étudiants qui en ont le goût de commencer à s'affirmer. Sans doute faudrait-il aussi attirer l'attention de nos jeunes ingénieurs sur la disparition des voies royales qui permettaient, jusqu'à une époque récente, des cursus de haut niveau sans grands risques. La crise est passée par là et a balayé ces facilités qui ne sont plus de mise : à l'étranger, bref, de vivre dans un contexte devenu intérieurement mondial.

statut social élevé, responsabilités et charges de travail écrasantes, et cela en permanence. Le diplôme n'est plus qu'une prescription de savoir.

Le croisement de deux des qualités nécessaires au futur manager, imagination et professionnalisme, conduit à mettre l'accent sur la nécessaire innovation qui doit être la nouvelle culture de l'entreprise. J'ai pris la responsabilité, en tant que président du conseil d'administration de l'École polytechnique, de conseiller aux élèves de s'orienter davantage vers la recherche que par le passé et d'envisager à leur sortie de l'école une formation par la recherche. Encore faudrait-il que le sort qui leur sera fait dans les entreprises où ils se formeront ne les amène pas à regretter d'avoir choisi une voie qu'ils sentaient trop à l'écart des préoccupations des équipes dirigeantes. Je lance donc un solennel appel à tous les managers pour qu'ils prennent conscience de la nécessité de redonner ses titres de noblesse à la recherche en améliorant la rémunération et le statut social de leurs chercheurs.

### COURRIER DES LECTEURS

#### Nouvel évêque et Action catholique

Voire numéro du 27 septembre, page 2, « courriers des lecteurs », cite la phrase suivante de M. Gilbert Declercq : « Mais tous les militants de l'Action catholique et leurs supérieurs ont considéré, comme absolument catastrophique, une pareille nomination ». À la suite de la désignation de M. l'abbé Dubigeon comme évêque de Stes.

L'affirmation si péremptoire de M. Declercq relève de l'affabulation. Certains groupes de l'Action catholique du diocèse de Nantes peuvent considérer cette nomination comme « catastrophique », ce en quoi il font preuve d'exclusivité. Ils ne sont pas, en tout état de cause, représentatifs de « tous » les militants d'Action catholique.

H. JANNET (Nantes.)

#### Libérez Abdallah !

Bien sûr, pour M. Chirac, il n'en est pas question (ni pour M. Mitterrand, d'ailleurs, et je suis bien d'accord !). Mais pour nous, « pauvres gens », innocents, qui ne demandons pas mieux qu'une paix mondiale soit établie, qui demandons juste de vivre tranquillement sous un coin de ciel bleu, dans « notre petit chez nous », Pourquoi avons-nous été tués à notre insu, comme ça, en sortant d'un magasin à 17 heures ? Quelle drôle d'idée ! C'est injuste ! Mais réfléchissez-le donc, ce Libanais, avant qu'il ne tue d'autres personnes, avant que d'autres vies soient ruinées (...).

MURIEL ARCHAMBAULT, seize ans. (Valley.)

#### Le terrorisme au quotidien

(...) Le terrorisme au quotidien, de l'écologie au volant, du chauffard trop pressé, n'aient plus. Mais si l'on passe du bolide meurtrier à une vraie bombe, de 12 000 à 37 morts par an (1), si le terrorisme s'affiche clairement, alors il devient insupportable et provoque la mobilisation des médias, les déclarations des hommes politiques et l'émotion des citoyens. Et si l'on se décidait à déclarer la guerre aux accidents de la circulation ? Que se passerait-il si l'on osait affronter les vrais problèmes, ceux qui touchent dans leur quotidien nos concitoyens ? Alors peut-être pourrions-nous vivre, circuler, sans risque à tout moment de se faire tuer ou estropier dans un stupide accident de la route.

Docteur L. GABRIELLE, médecin directeur du S.A.N.U. 26. (Valence.)

(1) Le Monde, du 16 septembre 1986. « Un défi pour les services secrets », par J. Janet.

### Des ouvrages de référence en GASTRO-ENTÉROLOGIE



**Gastro-entérologie**  
J.-J. BERNIER  
2<sup>e</sup> édition revue, corrigée et augmentée.  
Traite de façon particulièrement exhaustive de tous les aspects de cette discipline.  
Iconographie endoscopique très abondante, et de qualité exceptionnelle.  
1986, 2 vol., relié, 1716 p., 500 ill., 1950 F.  
ISBN : 2.257.12431.6

### Maladies du foie et des voies biliaires

J.-P. BENHAMOU, S. ERLINGER  
Un livre très attendu !  
L'essentiel sur le mécanisme, les manifestations, le diagnostic, le traitement des maladies du foie et des voies biliaires, nouvelles techniques diagnostiques et méthodes thérapeutiques.  
1986, relié, 224 p., 25 fig., 175 F.  
ISBN : 2.257.10471.4

### Maladies du foie et des voies biliaires

J.-P. BENHAMOU, S. ERLINGER  
Un livre très attendu !  
L'essentiel sur le mécanisme, les manifestations, le diagnostic, le traitement des maladies du foie et des voies biliaires, nouvelles techniques diagnostiques et méthodes thérapeutiques.  
1986, relié, 224 p., 25 fig., 175 F.  
ISBN : 2.257.10471.4

### A paraître :

**Gastro-entérologie pédiatrique**  
J. NAVARRO, J. SCHMITZ  
Collection « Pédiatrie »

Fait un point complet et précis sur les problèmes gastro-entérologiques du nouveau-né, du nourrisson et de l'enfant : chirurgie digestive, démarches diagnostiques et thérapeutiques, méthodes actuelles d'exploration, assistance nutritionnelle.  
1986, broché, 400 p., 110 ill. - ISBN 2.257.10481.1  
A paraître Novembre 1986.

Ouvrages en vente en librairie ou par correspondance à : VPC 26, 26, rue Jacob - 75006 PARIS. Joindre le règlement à l'ordre de VPC 26. Tirés de part : 0 à 250 F : 25 F - 250 à 500 F : 30 F - 500 à 800 F : 35 F. Plus de 100 F : franc. Rappeler la réf. AM156.

FLAMMARION MÉDECINE-SCIENCES  
4, rue Casimir-Delavigne - 75006 PARIS

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75447 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPUB 65072 F  
Télécopieur : (1) 45-23-86-31  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateurs.

Administrateur général :  
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet

Correspondant en chef :  
Claude Salas

Le Monde  
PUBLICITE

5, rue de Montmoyne, 75001 PARIS  
Tél. (1) 45-45-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde USPS 785-610 is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde s/o Speedpost, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde s/o Speedpost, U.S.A. P.M.C. 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par airmail)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : avis écrits, ou par téléphone : nos abonnés sont invités à envoyer leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les vœux proposés en capitales d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapis LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2017

مكتبة العالم



## YOUgoslavie : le Parti communiste mis en cause

### Des intellectuels serbes réclament le « rétablissement du règne du droit »

BELGRADE  
de notre correspondant

Le Comité de défense de la liberté d'expression, connu pour ses interventions en faveur des personnes condamnées pour activités politiques « hostiles », vient d'adresser à l'Assemblée nationale fédérale et à l'opinion publique yougoslave un projet portant sur le « rétablissement du règne du droit, qui n'existe plus dans ce pays ».

C'est le document le plus complet jamais élaboré par un groupe de citoyens contestant les fondements du système politique et juridique en vigueur, notamment la mainmise du Parti communiste sur les organes du pouvoir et de la justice. Il est signé par dix-sept des plus éminents intellectuels serbes, dont douze sont membres de l'Académie des arts et des sciences, et parmi lesquels figurent, entre autres, les écrivains Dobrica Cosic et Dragoslav Mihajlovic, les philosophes Ljubomir Tadic et Mihajlo Markovic, le peintre Mica Popovic, qui ont déjà manifesté publiquement à plus d'une reprise leur attachement aux principes universels des droits de l'homme.

Condamnant tout « exercice arbitraire » du pouvoir, ils se prononcent en faveur de la liberté de la presse et de la suppression de toute forme de

censure. « La justice, déclarent-ils, doit être véritablement indépendante, et les juges ne doivent pas recevoir d'instructions du parti ou d'une quelconque organisation sociale. » Ils dénoncent avec force les paragraphes de la constitution sur les libertés, les droits et les devoirs des citoyens, qui, en réalité, permettent aux tribunaux de condamner des personnes qui auraient présenté d'une « façon malveillante » la situation politique et sociale du pays, d'ordonner des arrestations préventives et l'interdiction des citoyens.

#### Des paragraphes « intolérables »

Tout un passage est consacré aux fameux paragraphes du Code pénal réprimant le délit dit de « propagande hostile », de « diffusion d'informations mensongères », d'atteinte à l'autorité des plus hauts représentants du pouvoir fédéral des républiques et régions autonomes.

Ces paragraphes qui autorisent la condamnation des personnes ne partageant pas les points de vue officiels sont « intolérables » dans un gouvernement de droit et de démocratie, de la législation. En revanche, il est indispensable que celle-ci exprime sans équivoque le droit des citoyens à se réunir, à for-

mer des associations et à organiser des grèves pour défendre leurs intérêts, ainsi que le secret absolu de la correspondance et des conversations téléphoniques, la vie privée devant être « inviolable ».

Les signataires du document relèvent enfin que la liberté d'expression est un droit élémentaire de la vie sociale et culturelle, de la création scientifique et artistique. C'est d'elle que découlent les autres libertés assurant la dignité de l'homme et empêchant l'établissement de tout pouvoir « despotique ».

PAUL YANKOVITCH.

« Un mémorandum de l'Académie serbe des arts et des sciences. — L'Académie serbe des arts et des sciences a entrepris la rédaction d'un mémorandum destiné aux autorités, qu'elle accuse d'immoralisme à un moment où « la crise yougoslave est devenue telle que les risques d'une désintégration catastrophique de la Fédération ne sont pas à exclure ». Ce texte, qui est toujours en cours d'élaboration, mais dont le journal Novosti a déjà publié quelques extraits, émane de l'Académie en tant que telle, il est distinct du manifeste du Comité de défense de la liberté d'expression (voir ci-dessus), dont un certain nombre d'académiciens serbes sont membres.

## RFA : le congrès de la CDU

### M. Helmut Kohl, chef incontesté de la « coalition du milieu »

MAYENCE  
de nos envoyés spéciaux

Malgré sa dénomination, l'Union chrétienne démocrate du chancelier Helmut Kohl ne fait pas de ses congrès des grands-massages. Ce parti, qui ouvrira mardi 7 octobre ses dernières assemblées avant les élections législatives du 25 janvier 1987, ne s'est pas non plus laissé aller au romantisme wagnérien qu'aurait pu lui suggérer le lieu où elles se tenaient : le Rheingoldhalle (Palais de l'Or du Rhin) à Mayence. Non, les 780 délégués représentant les quelque sept cent cinquante mille membres de la CDU semblaient plutôt être venus ici pour une réunion de famille, une fête de l'harmonie retrouvée.

On était bien loin de la cacophonie qui avait marqué les premiers pas du gouvernement dirigé par le chancelier Kohl. Oubliés les gaffes et les faux pas d'un chancelier débutant, dont la posture politique ne parvenait pas à faire pâlir l'aura de son prédécesseur, M. Helmut Schmidt. M. Kohl était rayonnant. Souriant, détendu, il se permit dans cette capitale de Rhénanie-Palatinat, où s'est déroulé l'essentiel de sa carrière, de délivrer au pays un message simple et puissant : tel que je suis, en dépit de toutes les critiques dont j'ai été l'objet, me voici,

plus fort que jamais, prêt à mener la coalition vers un nouveau bail de quatre ans avec les électeurs. Certes, Helmut Kohl manque toujours de brio oratoire et ne parvient pas à capter l'attention d'un congrès accueillant ses paroles dans un aimable hrouhaha. Mais il lui suffisait d'être là, chef un peu gauche mais désormais incontesté d'un parti qui semble avoir le vent en poupe, pour qu'il estime son contrat rempli.

Il put même se payer le luxe de faire intervenir, en vedette américaine, son allié-ennemi de toujours, Franz Josef Strauss, veau apportant son salut au congrès entre deux meetings de la campagne électorale en Bavière. Le chancelier n'avait en effet rien à craindre de la fouguese rhétorique du Bavarois. Au contraire, les outrances langagères d'un Franz Josef Strauss dénonçant même les « irresponsables du SPD », les casseurs qui manifestent devant les centrales nucléaires, et faisant un éloge appuyé du régime de M. Botha en Afrique du Sud ne pouvaient que servir le dessein de M. Kohl : apparaître comme l'homme du centre, le chancelier du « juste milieu ». Sa petite musique, redoublée plus plaisante par son contraste avec la grosse caisse de Bavière, va être entendue à satiété jusqu'à la fin du mois de janvier. C'est tout à la fois la mise en valeur

du bilan économique et social de la législature qui s'achève et la présentation des projets d'un gouvernement futur qu'il entend bien diriger.

Le projet de société défendu par la CDU lors de sa prise de pouvoir en 1982 n'est pas remis en cause. L'Allemagne de Helmut Kohl se reconnaît dans les valeurs de la famille chrétienne et de la patrie, dans l'économie sociale de marché, où la réussite individuelle est encouragée mais où les garanties sociales minimales sont préservées ; enfin, dans l'alliance atlantique et la Communauté européenne.

#### A la limite du triomphalisme

Le chancelier s'est livré à une attaque co règle du « glissement à gauche du SPD », et de sa tentative de s'allier aux Verts. « Le SPD est poussé à une alliance avec les Verts par son idéologie et son opportunisme. Notre pays et ses citoyens ne peuvent pas prendre le risque d'une telle expérience », a-t-il déclaré.

Brochant les syndicats empressés dans l'affaire Neue Heimat (le Monde du 7 octobre), il a affirmé que sa volonté de pondération avec ces derniers « ne devait pas être à sens unique ». « Notre bilan est positif et encourageant », a ajouté le chancelier Kohl, qui a fait valoir la baisse de l'inflation, la croissance retrouvée, les revenus en hausse et enfin l'amélioration de la situation de l'emploi. On était à la limite du triomphalisme.

Reprenant l'offensive dans le domaine de la politique de l'énergie, le chancelier s'est fait l'ardent défenseur du nucléaire, « en attendant de trouver de nouvelles sources d'énergie ». Auparavant, le ministre-président de Rhénanie-Palatinat, M. Bernard Vogel, avait pris vivement la défense des positions du gouvernement français dans l'affaire de Cattenom, stigmatisant les opposants à la centrale : « Ceux qui traitent la centrale de Cattenom de centrale de mort et le gouvernement français de mafia atomique encouragent un nouveau nationalisme de gauche cette fois-ci ! ».

L'annonce du prochain sommet de Reykjavik ne pouvait mieux tomber pour le chancelier Kohl. La réduction des armes nucléaires à moyenne portée qu'il espère voir s'effectuer à l'issue de la rencontre Reagan-Gorbatchev justifie à ses yeux l'attitude adoptée en 1983 lors du déploiement des euromissiles. Selon M. Kohl, c'est cette attitude qui a permis le dialogue soviétique à la table des négociations, et non le désengagement unilatéral prisé par les sociaux-démocrates. Le poids de l'Allemagne dans les affaires du monde en est d'autant renforcé, estime-t-il. Enfin, le chancelier Kohl s'est prononcé une fois de plus pour une union plus complète de l'Europe occidentale, estimant que « c'est là, dans une Europe libre, que l'Allemagne tout entière trouvera sa place ».

HENRI DE BRESSON  
et LUC ROSENZWEIG

## Après l'annonce du départ de M. M'Bow de l'UNESCO

### Washington et Londres ne réintégreront pas « automatiquement » l'Organisation

La décision du directeur général de l'UNESCO, M. Amadou Mahtar M'Bow, de ne pas solliciter en 1987 un troisième mandat (le Monde du 8 octobre) n'annule pas « automatiquement » les Etats-Unis à reconstruire leur retrait de l'Organisation, a indiqué mardi 7 octobre le département d'Etat. Elle pourrait cependant, a-t-il précisé, permettre à l'UNESCO d'envisager les réformes recommandées depuis longtemps par Washington.

La décision de M. M'Bow n'entraînera pas non plus le retour de la Grande-Bretagne au sein de l'Organisation, où des réformes « fondamentales » demeurent nécessaires, a indiqué de son côté le Foreign Office.

Quant au Japon, il s'est félicité de la décision du directeur général. Des responsables de ministères des affaires étrangères ont fait savoir que Tokyo ne désirait pas voir la direction de l'UNESCO confiée au même homme pour une si longue période (M. M'Bow est en fonctions depuis novembre 1974).

D'autre part, le conseil exécutif de l'UNESCO, dont la session de printemps s'ouvrira ce mercredi, a décidé mardi de reporter à une réunion ultérieure sa décision concernant un éventuel recours à la Cour internationale de justice de La Haye à propos de la contribution financière des Etats-Unis au budget de l'Organisation. Washington, qui a quitté l'UNESCO le 31 décembre 1984, au milieu de l'exercice budgétaire 1984-1985, mais après un préavis légal d'un an, refuse toute contribution pour 1985, contrairement à ce que souhaitait M. M'Bow et de nombreux pays membres.

Enfin, l'annonce du départ dans un an de M. M'Bow a aussitôt relancé les spéculations sur les candidats à sa succession. Seul l'ancien ministre portugais des affaires étrangères, M. Victor Sa Machado, a pour l'instant fait part officiellement de sa décision de briguer le poste de directeur général de l'UNESCO. — (AFP, Reuters.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Italie

#### Vaste escroquerie à la Sécurité sociale

En trois ans, plus de 350 milliards de lires (1,75 milliard de francs) ont été payés en Sicile, en Calabre et en Campanie, par la Sécurité sociale pour rembourser des tonnes de médicaments qui n'étaient jamais été prescrits par les médecins ni consommés par les malades. « Il s'agit probablement d'une véritable infiltration du crime organisé dans certaines structures sanitaires », affirmait récemment le ministre de la santé, M. Donat Cattin. Les auteurs de l'escroquerie avaient imprimé de fausses ordonnances et de fausses vignettes, correspondant aux médicaments les plus courants. Il leur suffisait ensuite de bénéficier de la bienveillance d'un certain nombre de pharmaciens, mais aussi de fonctionnaires des administrations sanitaires locales et régionales, obtenue souvent sous la menace. Les trois régions victimes de la fraude sont celles où les organisations criminelles — la Camorra à Naples, la N'drangheta en Calabre ou la Mafia en Sicile — sont le plus implantées. — (Corresp.)

### Maroc

#### Rabat souhaite participer au ravitaillement des troupes américaines en Europe

Rabat. — Le Maroc pourrait prochainement prendre en charge une partie du ravitaillement des troupes américaines stationnées en Europe, notamment en fruits frais. Cette éventualité a été examinée, mardi 7 octobre, à Rabat, par le vice-

secrétaire américain au commerce, M. Clarence Brown, et le ministre marocain du commerce et de l'industrie, M. Tahar Masroufi, dans le cadre de la session annuelle de la commission économique mixte. Si un accord intervenait, il serait une bénédiction pour l'agriculture marocaine, sans cesse à la recherche de nouveaux débouchés pour ses agrumes, ses légumes et ses olives.

En ce moment, les Américains sont particulièrement bien disposés envers le Maroc, fidèle allié qui n'a pas hésité à passer outre aux protestations des pays arabes les plus radicaux pour recevoir le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès.

M. Brown a rencontré, mardi, le nouveau ministre marocain, M. Azzidine Laraki, à qui il a remis un message du président Reagan au roi Hassan II. Auparavant, les deux parties avaient fait état, dans un communiqué commun, de « progrès considérables » dans les conversations sur l'adhésion du Maroc au GATT. — (AP.)

### Suède

#### Création d'un ministère de l'environnement

Stockholm. — Le premier ministre, M. Ingvar Carlsson, a annoncé, mardi 7 octobre, un remaniement de son gouvernement. Un ministère chargé de l'environnement et de l'énergie est créé et confié à M<sup>me</sup> Birgitta Dahl (ce secteur était auparavant rattaché au ministère de l'industrie). Le programme du gouvernement Carlsson met l'accent sur les questions écologiques.

En outre, le ministre de l'agriculture, M. Svante Lundqvist, qui prend sa retraite, est remplacé par celui du commerce extérieur, M. Mats Hellström, dont le poste revient à l'ancien ministre de l'immigration, M<sup>me</sup> Anita Gredin. — (AFP.)

## La préparation du sommet de Reykjavik

### M. Reagan compte parler avec M. Gorbatchev des droits de l'homme en URSS

Le président Reagan a reçu, mardi 7 octobre, à la Maison Blanche, M. Yuri Orlov. Il a assuré au dissident soviétique, récemment libéré par l'URSS et réfugié aux Etats-Unis, qu'il insisterait auprès de M. Gorbatchev, lors du sommet de Reykjavik, les 11 et 12 octobre prochains, pour qu'il y ait « un réel mouvement de l'URSS à propos des droits de l'homme », fait de quoi « nous aurons pas l'atmosphère politique nécessaire pour faire des progrès durables sur d'autres questions ». Le président américain a salué en M. Orlov « un homme ayant plus fait que quiconque sur la terre pour informer le monde des violations soviétiques des droits de l'homme ».

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a déclaré de son côté, mardi, que les entretiens de Reykjavik pourraient porter, outre la limitation des armements et les droits de l'homme, sur des « questions régionales », comme l'Afghanistan. « A ce sujet, il est estimé que l'Union soviétique pourrait annoncer le retrait d'une petite partie de ses troupes juste avant ou pendant le sommet, quitte à ce que ce « geste publicitaire » soit compensé rapidement par l'arrivée de nouvelles forces de l'armée rouge. M. Shultz a, par ailleurs, insisté sur le fait que la rencontre avait principalement pour objectif de préparer un véritable

sommet ultérieur, où des décisions réelles pourraient être prises à propos de la limitation des armements, mais qu'il ne fallait pas s'attendre à ce qu'un accord puisse être conclu sur ces questions dès le « présommet » de Reykjavik.

#### Messages

De MM. Kohl et Craxi. On indique à la Maison Blanche que MM. Reagan et Gorbatchev devraient avoir au total trois entretiens de deux heures environ chacun. Le président américain et le numéro un soviétique ne devraient pas, en revanche, tenir de conférence de presse commune : mais M. Reagan envisage de s'adresser à ses compatriotes à la télévision dès son retour aux Etats-Unis, dimanche soir. Il doit arriver en Islande dès la fin de la journée de jeudi et consacrer celle de vendredi à un dernier tour d'horizon avec ses conseillers. Mardi, il a lancé un « appel spécial » au Congrès pour que les élus des deux grands partis américains « ne fient pas les mains » dans les négociations avec M. Gorbatchev. « J'ai besoin de votre soutien bipartite », a-t-il notamment déclaré, selon son porte-parole, M. Larry Speakes, à une délégation de parlementaires qu'il recevait.

On a, d'autre part, appris que le chancelier Kohl et le président du

conseil italien, M. Craxi, avaient l'un et l'autre adressé un message à MM. Reagan et Gorbatchev, leur demandant de faire en sorte que la rencontre de Reykjavik soit fructueuse. Le chef du gouvernement de Bonn insiste, indique-t-on dans la capitale ouest-allemande, sur la nécessité de réduire le nombre des fusées soviétiques à courte portée installées en RDA et en Tchécoslovaquie et braquées sur l'Europe occidentale, immédiatement après un accord sur la diminution des arsenaux de missiles à portée intermédiaire. Il rappelle, en outre, que la RFA est très favorable à l'interdiction totale des armes chimiques et qu'elle attache un grand prix à la réussite de la troisième phase de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui s'ouvrira le 4 novembre prochain à Vienne.

Du côté soviétique, le rédacteur en chef de la Pravda, M. Viktor Afanassiev, compare, ce mercredi, le sommet de Reykjavik à « un examen de maturité politique » pour MM. Reagan et Gorbatchev.

« L'URSS s'est bien préparée à cet examen », écrit-il. Elle y va sans nourrir l'arrière-pensée d'obtenir vingt sur vingt pour une copie médiocre. — (AFP, AP, Reuters.)

## L'Islande en état de siège

REYKJAVIK  
de notre correspondant

Les demeures du consul de France à Reykjavik ont été récemment une vocation historique. Georges Pompidou avait résidé chez le consul de France, M. Albert Gudmundsson, actuel ministre islandais de l'Industrie, après être passé par les finances et le Racing Club de Paris (foot-ball), dont il fut la vedette dans les années 60. MM. Reagan et Gorbatchev se rencontreront samedi deux fois, et dimanche une troisième fois, dans une maison de bois, près de la mer, qu'un consul de France avait fait construire en 1909. Il l'avait commandée sur catalogue en Norvège, et fait venir, planche par planche, en Islande. Vendue plus tard au consul d'Angleterre, qui parvint à persuader le Foreign Office de son défilé pour cause de fantôme (la ?), alla aujourd'hui la maison d'hôtes de la ville de Reykjavik.

Les délégations se rencontreront à l'hôtel Saga. M. Reagan logera à l'ambassade américaine, tandis que M. Gorbatchev garde jusqu'ici secret son lieu de résidence. Les journalistes en sont réduits à repérer, en ville, les plus grosses concentrations d'agents des services secrets russes. Les Soviétiques ont vidé leur ambassade et installé vingt matelas à la délégation commerciale. Serait-ce une indication ? Il semblerait pourtant être les plus nombreux au port de la capi-

tales, sur le ponton des balnéaires, lesquels ont fait retraite derrière l'unique vaisseau des gardes-côtes. Les Soviétiques envoient deux navires de croisière, et M. Gorbatchev, dit-on, logerait sur l'un d'eux.

L'Isa est en état de siège. L'accès au pays est ouvert aux seuls journalistes accrédités, les touristes sont « vidés » des hôtels sans ménagement et les ambassades « squattent » les appartements proches des lieux de rencontre ou de résidence.

La spéculation sur le prix des chambres, après avoir atteint des sommets en début de semaine (un appartement s'est loué 10 000 francs la nuit), retombe déjà. Beaucoup de journalistes, effrayés par les prix, ont déclaré forfait.


On se doute bien que la « brigade viking », section armée de la police islandaise, ne suffira pas à assurer, avec ses quinze membres, la sécurité des deux hôtes, même si elle a été spécialement entraînée pour la circonstance. Américains et Soviétiques se partageront de fait la sécurité de leurs dirigeants. Les manifestations seront d'ailleurs sans doute limitées. Les Islandais hostiles à la base américaine se contenteront de réciter des poèmes nationalistes dans un préau d'école, tandis que les adeptes des deux nordiques se limiteront à quelques pratiques de sorcellerie au service de la paix.

GÉRARD LEMARQUIS.

Paul-Henri SIRIEX

HOUPHOUËT BOIGNY

ou la sagesse africaine



« Un cerveau politique de premier ordre... »  
(Charles DE GAULLE)

« Un des authentiques grands hommes qu'il m'ait été donné de rencontrer. »  
(Président René PLEVEN)

L'auteur révèle le secret de Félix Houphouët-Boigny et de son pari de la sagesse africaine, face aux déchirements de notre époque.

Un demi-siècle d'action du sage de Yamoussoukro, à la tête d'un « pays qui dérange ».

Les Nouvelles Éditions Africaines

nathan



# Afrique

TOGO : après la « tentative de déstabilisation »

## La préparation de la « fête » franco-africaine

LOMÉ

de notre envoyé spécial

A l'avant-veille du retrait du détachement français du Togo, effectué le 5 octobre après neuf jours de présence, des Jaguar faisaient encore des démonstrations à basse altitude au-dessus de Lomé. « Espérons que nous n'aurons pas à le regretter », disait songeusement un expatrié en observant les impressionnantes évolutions des avions d'attaque venus appuyer les parachutistes.

Les sentiments de la communauté française — quatre mille personnes — sont partagés. Les uns ont été rassurés par la présence des « bérats rouges », allant jusqu'à demander qu'on les « montre » en ville au lieu de les tenir cantonnés près de l'aéroport. D'autres se disent que, si le président Eyadéma était renversé un jour, les ressortissants du pays qui l'a si ostensiblement aidé lors de l'alerte du mois dernier pourraient subir les contrecoups de cet acte.

Qu'on le veuille ou non, le transport et le stationnement des cent trente hommes du troisième régiment de parachutistes d'infanterie de marine n'ont pas été de simples « manœuvres en ambiance réelle » de la force d'intervention rapide. Ils avaient une signification politique : la France a cautionné le régime en place à Lomé, même si, assurément, on ne peut pas se vanter de l'avoir aidé à « des opérations de maintien de l'ordre » sans menace étrangère.

La réponse à donner à la requête du général Eyadéma n'était pas aisée. Même si elle pouvait paraître intempestive à certains égards, son rejet eût entamé la crédibilité de la France auprès de ses meilleurs amis africains. « Une question d'honneur et de loyauté », a estimé M. Mitterrand, approuvé par M. Chirac et par son conseiller pour les affaires africaines, M. Jacques Foccart. Un bel exemple de cohésion, en tout cas, à quelques semaines de la conférence franco-africaine, qui se tiendra en présence du président de la République et du premier ministre.

Après avoir déjoué la « tentative de déstabilisation », les dirigeants togolais se consacrent déjà à la préparation de ce sommet. Le général Eyadéma nous a confirmé, le 2 octobre, une rumeur qui circulait dans les milieux diplomatiques : le président Houphouët-Boigny n'a pas l'intention de se montrer à la « réunion de famille ». Malgré l'envoi de plusieurs émissaires français pour l'apaiser, il entend manifester ainsi son courroux après la parution dans l'Unité, organe du Parti socialiste, d'un article très hostile à sa personne.

Le chef de l'Etat togolais, pour lequel cette absence du « doyen » serait aussi un échec, va s'employer à le faire revenir sur sa décision.

Les paras sont partis, les techniciens arrivent. Les missions vont se succéder à Lomé pour évaluer les besoins avant les assises du 13 novembre. Il faut étudier les questions de sécurité, prévoir un renfort de moyens en matière de télécommunications et de médecine hospitalière, en cas de malheur.

### La leçon de Carrefour du développement

Traditionnellement, les conférences franco-africaines sont une fête et aussi, pour le pays hôte, une occasion d'embellir et de moderniser la capitale avec le concours de l'ancienne puissance

**Les paras sont partis, les techniciens arrivent, pour préparer, à Lomé, la grande rencontre du 13 novembre**

tutelaire. Ville de séminaires et de rencontres internationales, Lomé est déjà dotée d'infrastructures hôtelières. Il ne faudra pas tout créer ex nihilo comme ce fut le cas pour le sommet de Bujumbura, dont le financement acrobatique avait permis au Carrefour du développement les fructueuses opérations que l'on sait.

Des dispositions ont été prises pour assurer la « transparence » de l'aide française au Togo en vue du sommet. En principe l'enveloppe pour cet événement est de 10 millions de francs. Il est probable que la note finale sera plus élevée. Il y a des « financements spécifiques liés au sommet » : santé, sécurité, « frais de séjour de la délégation française », communication (par exemple le matériel de reportage offert par Paris aux médias togolais). S'y ajouteront des aides pour des travaux d'un intérêt en principe plus durable : amélioration de la voirie à Lomé, construction d'un salon d'honneur à l'aéroport.

On comprend que les adversaires du président Eyadéma aient choisi ce moment pour essayer de le renverser. On réalise aussi que c'était un véritable défi à la France : une équipe des voyages officiels se trouvait déjà à Lomé pour la préparation du séjour de M. Mitterrand lors du raid du 23 septembre. Informées de ce qui se préparait, les autorités togolaises attendaient le commando du pied ferme. La situation dérapa de façon inattendue le surlendemain. Les forces de l'ordre n'avaient pas

été relevées, elles n'avaient ni dormi ni mangé quand quelques assaillants en fuite se mirent à tirer en pleine ville à partir de banales voitures civiles, fournies par des complices ou prises de force, le riposte désordonnée de l'armée et de la police fit une cinquantaine de morts et, à ce moment-là, le général Eyadéma crut que le contrôle des événements allait lui échapper, d'où son appel pressant à l'Élysée.

Les plus hauts responsables togolais écartant l'hypothèse de complicités au Ghana et au Burkina à l'instar des présidents de ces pays. « En Afrique, le chef de l'Etat, surtout quand il est militaire, sait tout ce qui se passe dans les casernes », nous a-t-on dit à Lomé. Néanmoins, le président Eyadéma ne tire pas les ultimes conséquences de ses soupçons. Il n'a pas rompu les relations diplomatiques avec Accra, se réservant de porter l'affaire devant les organisations régionales, tels le Conseil de

Ghanéens résident au Togo interpellés pour contrôle d'identité.

Les auteurs du raid spéculent sans doute sur le mécontentement suscité par le blocage des salaires qui, depuis 1982, a privé certains habitants de Lomé d'un tiers de leur pouvoir d'achat. Ces mesures ont été imposées par la baisse des revenus tirés de l'exportation des phosphates. « Si nous vivions au-dessus de nos moyens, vous seriez les premiers à nous le reprocher », nous a dit le président Eyadéma. Au moins, chez nous, chaque fonctionnaire est assuré de toucher son traitement à la fin du mois. Pour offrir des emplois aux jeunes, nous avons institué la retraite obligatoire au bout de trente ans de service. Cela impose des sacrifices, mais la pire est ainsi évitée. Alors que nous commençons à redresser la situation, nous rencontrons de nouvelles difficultés. Parce que notre phosphate contient du cadmium, substance réputée cancérigène, l'Agence fédérale, un de nos principaux clients, veut arrêter ses importations sous la pression des écologistes. J'ai demandé à la France de nous aider au sein des institutions européennes en attendant l'exploitation de nouveaux gisements sans cadmium.

Tenu pour un incapable par la bourgeoisie du sud, l'ancien agent-chef cordiste a mis en œuvre, avec l'aide de certains ministres de la région côtière ralliés à lui, une politique économique qui, à l'aune africaine, n'est pas déshonorante. Le Togo a réduit sa dette extérieure, et il est presque autosuffisant sur le plan alimentaire.

Le président Eyadéma souligne que les prisons étaient pleines de détenus politiques sous Sylvanus Olympio et que le Ghana, où l'on a fusillé plusieurs anciens chefs de l'Etat, est mal placé pour lui faire le leçon. Le Togo n'est pas au-dessus de tout soupçon en matière de respect des droits de l'homme. Du moins n'est-il pas totalement fermé aux investigations des organisations étrangères et tient-il compte, parfois, de leurs observations.

La chef de l'Etat, qui fita en janvier 1987 ses vingt ans de pouvoir, est maintenant en quête de respectabilité pour accéder au rang des sages de l'Afrique. Mais ses ennemis évoquent toujours son « péché originel » : la mort, dans des circonstances controversées, de Sylvanus Olympio, en 1963, intrigué sur la possibilité de démissionner à l'instar de ses collègues de l'ancien président, Giscard d'Estaing et Bonito Olympio réfugiés au Ghana, afin de mettre un terme à la vendetta, il nous a dit tenir cette solution pour impossible en raison de « la mauvaise foi » de ses adversaires.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

### En quête de respectabilité

L'implication d'éléments étrangers dans les événements de septembre paraît établie ; reste à évaluer sur quelles complications intérieures pouvaient tabler les assaillants. La semaine dernière, nous avons vu plusieurs fois à Lomé des hommes conduits, menottés aux poignets, par l'armée. Officiellement, il s'agit de

### UGANDA

## Vingt inculpés pour haute trahison

Les arrestations se multiplient depuis quelques jours en Ouganda. Des officiers et des hommes politiques, accusés de préparer le renversement du président Yoweri Museveni, ont été mis sous les verrous, notamment M. Paulo Mawanga, ancien vice-président, et trois ministres en exercice (le Monde du 7 octobre).

On apprenait également, mardi 7 octobre, que la plupart des officiers du 35<sup>e</sup> bataillon de l'armée ougandaise, stationné dans le nord du pays, ont été arrêtés par les forces de sécurité. Ces arrestations ont commencé vendredi, après que l'armée eût surpris une rencontre clandestine de six officiers membres du Mouvement ougandais pour la liberté (UFGM), dirigé par le ministre de l'énergie, M. Andrew Kayiira. Les soldats du 35<sup>e</sup> bataillon sont tous d'anciens membres de l'UFGM.

Cette réunion se déroulait dans un hôtel situé à une vingtaine de kilomètres à l'est de Kampala. Des documents portant sur la stratégie à adopter pour prendre le pouvoir auraient été saisis, rapporte le journal gouvernemental New Vision, qui précise que « plusieurs réunions secrètes avaient lieu depuis quatre mois », auxquelles assistaient des membres du gouvernement ou leurs représentants.

Au total, plus de vingt officiers et hommes politiques ont été inculpés et accusés de complot.

Les documents saisis indiqueraient que les comploteurs entendaient s'emparer du pouvoir pour s'opposer à une « dérive pro-communiste » de l'Ouganda. Les trois ministres et certains des hommes politiques aujourd'hui emprisonnés appartiennent à la grande tribu des Bugandas, qui est dominante dans la région de Kampala et qui est traditionnellement conservatrice.

Il y a quelques mois, le prince Ronald Mutebi, rentré en Ouganda après un exil de vingt ans, avait annoncé son intention d'être proclamé kabaka (roi) du Buganda. Début septembre, vingt-cinq « royalistes » avaient été arrêtés et inculpés de « conspiration en vue de renverser le gouvernement ». Tous appartenaient à la tribu des Bugandas.

New Vision précise que les inculpés condamnent le « glissement à gauche » du président Museveni, prouvés à leurs yeux par la visite, le mois dernier, du colonel Kadhafi et l'établissement de liens avec les « comités de résistance » d'inspiration libyenne. Le journal gouvernemental affirme en outre que le 35<sup>e</sup> bataillon a collaboré avec les rebelles du Nord lorsqu'ils ont attaqué, le mois dernier, la garnison de l'Armée nationale de la résistance (NRA) de Naam-Oloka, située à 340 kilomètres au nord-est de Kampala. Vingt personnes ont été inculpées de haute trahison par un tribunal de la capitale. — (AFP, Reuter, UPL)

# Asie

BANGLADESH : la répression autour de Chittagong

## Amnesty International accuse les forces de sécurité d'avoir tué des centaines de villageois en dix ans

Dans un rapport diffusé mercredi 8 octobre, Amnesty International accuse les forces militaires et para-militaires du Bangladesh d'avoir torturé ou tué des centaines de villageois désarmés, au cours des dix dernières années dans la région de collines autour de Chittagong (sud-est du pays).

Selon l'organisation humanitaire, la plupart des atrocités ont été commises lors d'opérations anti-insurrectionnelles consécutives aux attaques que des membres de l'ethnie des Shanti Bahini lancent régulièrement contre des soldats ou de nouveaux arrivants dans leur région sous-peuplée.

Les Shanti Bahini s'opposent depuis près de dix ans, les armes à la main, à la politique de peuplement forcé de leur région conduite par plusieurs gouvernements successifs. Amnesty International, qui cite la réticence de nombreux témoins oculaires, indique que les troupes gouvernementales ont multiplié les exactions entre les mois de février et de mai de cette année. Plusieurs raids de représailles ont suivi une fusillade entre un groupe tribal armé et les forces gouvernementales.

Ainsi, au cours d'un incident survenu à la mi-mai, une unité de fantassins des Bangladesh Defense Rifles (BDR) a intercepté une colonne de quelque deux cents villageois qui cherchaient à fuir en Inde. Les soldats ont conduit leurs prisonniers dans une vallée encaissée, entre les villages de Taidang et de Comilla, et ont ouvert le feu à volonté.

Amnesty fait, par ailleurs, état des récits de villageois qui déclarent avoir été torturés dans des centres de détention ou des camps militaires. Certains affirment avoir été pendus par les pieds et battus, ou placés dans des tranchées alors que leurs genoux les empêchaient d'être bouillants les soumettaient à des chocs électriques ou leur infligeaient des brûlures à l'aide de cigarettes. En d'autres circonstances, des groupes de soldats ont torturé des villageois pour les amener à s'installer dans les « villages protégés » qui leur étaient assignés.

Amnesty demande, en conclusion, au gouvernement du Bangladesh de faire cesser immédiatement les violations des droits de l'homme dans les collines autour de Chittagong, et de revenir sur son refus d'ouvrir une enquête.

CHINE : nouvelle détermination à Pékin

## La politique du contrôle des naissances est renforcée

PÉKIN de notre correspondant

La Chine vient de donner un nouveau tour de vis à sa politique de contrôle des naissances. Vieille de six ans, celle-ci a pour objectif de limiter la croissance de la population chinoise à 1,2 milliard d'ici à l'an 2000. La nouvelle détermination de renforcer des contrôles déjà très stricts pour les quelque deux cent millions de citoyens intervient après plusieurs mois de ce qui avait semblé être une toute relative « libéralisation ».

En septembre, des économistes ont mis en garde contre un risque d'explosion démographique qui pourrait amener la population chinoise à 1,3 milliard en l'an 2000. M. Ma Bin a ainsi estimé que le nombre d'enfants par famille devrait passer de 2,2 à 1,5 d'ici à 1990 si l'on voulait que les objectifs du plan soient respectés.

Selon le Quotidien de Qingdao, un port situé au sud-est de Pékin, « il ne faut pas relâcher les contrôles car les objectifs du plan quinquennal, qui autorise une augmentation de la population locale de 304 000 personnes, seraient largement dépassés ». La remontée en flèche des naissances s'explique, essentiellement, par la relative prospérité que connaît actuellement le pays.

« C'est une erreur de croire qu'il n'est pas nécessaire de poursuivre notre politique parce que notre économie s'est développée », a écrit l'éditorialiste des Nouvelles de la santé, faisant écho au Quotidien de Qingdao, qui précisait : « Le problème est que localement certains citoyens ne comprennent pas bien que la politique de limitation des naissances est difficile et de longue haleine. Ils pensent que, l'économie ayant fait de grands progrès, on

peut avoir quelques enfants de plus. Surtout après l'autorisation du second enfant pour les parents jeunes, des centres ont relâché leur pression. » Ainsi, la province du Shanxi a reconnu avoir « partiellement perdu le contrôle de la population » dans vingt-huit circonscriptions rurales.

En effet, dans ces campagnes, la réglementation avait été assouplie depuis fin 1985, pour tenir compte des réalités, et en premier lieu de la profonde réticence des paysans à n'avoir qu'un enfant, surtout si c'était une fille. Les infanticides de petites filles n'ont toujours pas cessé dans certaines zones reculées. Dans le nord-est, le sud-ouest et le centre-sud de la Chine, la plupart des femmes ont au moins quatre enfants, alors que le maximum toléré — pour certaines minorités ethniques, qui ne représentent que 5 % de la population totale du pays — est de deux ou trois.

Dans les campagnes, les moyens de pression de l'administration et du parti sont moins contraignants qu'en ville. En ville, en effet, ceux qui ne respectent pas la politique de l'enfant unique sont soumis à de très fortes pressions, perdent leur droit aux allocations sociales et peuvent être chassés de leur emploi, voire de leur logement. Les paysans, quant à eux, ont guère de couverture sociale, sont propriétaires de leur maison et, de plus, ont besoin d'un maximum de mains pour les travaux ruraux et artisanaux. Pourtant Pékin s'efforce que l'on mette en doute le caractère « volontaire » de sa politique. Le refus des Etats-Unis de continuer à subventionner le Fonds des Nations unies pour la population, sous prétexte que la Chine pratique l'avortement forcé, a suscité de violentes réactions.

PATRICE DE BEER.

● PAKISTAN : remaniement ministériel. — Le premier ministre, M. Junjo, a procédé à un léger remaniement de son gouvernement. M. Wasim Sajid, quarante-cinq ans, ancien professeur à l'Université de Londres et avocat, a été nommé ministre de la Justice, en remplacement de M. Iqbal Ahmad Khan, qui hérita du délicat portefeuille des affaires religieuses et des minorités. L'ancien détenteur de ce poste, M. Mir Hajj Tareen, devient ministre des sciences et des techniques, poste qui était vacant depuis la démission de son précédent titulaire, M. Hamid Nasir Chaudhry, à la présidence du Parlement. Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et des coopératives, M. Qazi Abdul Majid Abid, devient conseiller spécial du premier ministre, conservant son rang de ministre d'Etat. — (Reuter.)

● CORÉE DU SUD : bateau de pêche saisi par les Soviétiques. — Un bateau de pêche sud-coréen a été saisi par la marine soviétique au large de l'île japonaise d'Hokkaido, a annoncé, ce mercredi 8 octobre, la police maritime sud-coréenne. Un porte-parole de la police a déclaré à la presse que quatre marins d'un navire sud-coréen avaient mis pied mardi à bord du Hwalong-Ho-101, transportant vingt-six Sud-Coréens, et avaient ordonné au capitaine de mettre le cap au nord. Il a ajouté que le bateau se trouvait dans des eaux internationales au moment où la marine soviétique l'a enlevé. — (Reuter.)

● INDONÉSIE : l'exécution de dirigeants communistes. — A la suite de nouvelles condamnations de dirigeants communistes internés depuis au moins quinze ans en Indonésie (le Monde du 8 octobre), le PCF a publié une déclaration, mardi 7 octobre, dans laquelle il affirme que « le président de la République, comme le premier ministre, ne peuvent contribuer à rester silencieux devant ces crimes ». « Combien faudra-t-il encore de victimes des pelotons d'exécution, demande le Parti communiste, pour que les plus hautes autorités de l'Etat condamnent vigoureusement ces crimes et mettent tout en œuvre pour que cessent les exécutions et qu'une amnistie générale soit décrétée pour tous les faits relatifs aux événements de 1965 ? »

● TUNISIE : M. Mahmoud Mestiri nommé représentant à l'ONU. — Le président Bourguiba a nommé mardi 7 octobre le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Mahmoud Mestiri, au poste de représentant permanent de la Tunisie auprès des Nations unies à New-York. Agé de cinquante-sept ans,

M. Mestiri, qui a déjà exercé cette fonction à l'ONU de 1967 à 1969 et de 1976 à 1979, a été ambassadeur en Belgique, au Luxembourg, à Bonn et à Moscou, avant d'être nommé en 1981 au poste qu'il vient de quitter. Aucune indication n'a été donnée sur le nom de son successeur aux affaires étrangères. — (AFP.)

(Publicité)

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE  
APPRENEZ LE  
**CHINOIS**  
dans une grande université  
Pékin, Shanghai, Canton...  
PLACES LIMITÉES  
A partir de février 87, UN SEMESTRE 15.500 F + droits inscription. Logement compris.  
CEPES, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.45.08.19 ou 47.22.94.84.

**Je fais mes courses d'un coup de baguette**

TéléMarket

Faites vos courses de votre fauteuil.

Le Monde sur Minitel  
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

مكتبة الأمل



# Amériques

L'isolement croissant du chef de l'Etat chilien

## Le général et la cordillère

(Suite de la première page.)  
L'attentat contre le chef de l'Etat avait pourtant fait croire un moment que le régime trouverait là une excellente occasion de reprendre l'initiative, et de justifier le durcissement de la répression dans la guerre déclarée au « terrorisme marxiste ». C'est presque l'inverse qui s'est produit. L'état de siège, version 1986, est en effet beaucoup plus « doux » que celui de l'année précédente, malgré la gravité des faits qui ont justifié sa mise en œuvre (décoverture d'arsenaux dans le Nord et attentat contre le général Pinochet). Il y a même été difficile à obtenir, selon plusieurs sources bien informées.

Le jour même de l'attentat, vers 18 heures, le ministre de l'Intérieur, M. Ricardo García, avait, en effet, annoncé une déclaration télévisée pour 21 heures. Celle-ci, proclamant l'état de siège, ne sera finalement lue qu'à minuit. Le retard s'expliquerait par le refus d'au moins deux des quatre membres de la Junte d'apposer leurs signatures au bas du décret. Les généraux Stange (carabiniers) et Matthei (aviation) ne se seraient résignés à signer que par un

le chef de l'Etat — où la responsabilité de l'armée (au minimum elle a laissé faire, et peut-être prêtée la main) est indéniable (2) — un nouvel épisode d'une « campagne d'avertissement » au général Pinochet.

De même les arrestations qui ont suivi la déclaration de l'état de siège ont été, tant par leur nombre que par leur nature (une quarantaine de personnes), comparées aux mille cinq cents relégués de l'année précédente, qui par l'identité des opposants archaïques. Dans ce « coup de filet », figuraient un dirigeant communiste octogénaire et malade, un dirigeant socialiste connu (tous deux libérés depuis), une femme enceinte, deux dirigeants « publics » du MDP (partis de gauche associés au PC) et même un inconnu, vite devenu une sorte de « vedette » à Santiago : M. Tapia-Tapia, arrêté par homonymie, et toujours incarcéré au troisième commissariat de San-Martin. Cet homme, qui n'avait aucun contact avec l'opposition, qui ignorait ce que pouvait être une ambassade, s'échappa de voir défilé, depuis plusieurs semaines, éclaboussé

terre, la plus nombreuse, la plus fidèle et la plus secrète, e un poids prépondérant, incité à la prudence. « Il faut prendre garde », dit General Arriagada, directeur de Radio Cooperativa (3), à ne pas faire une lecture trop civile des événements à caractère militaire. Dans l'armée, la dissension s'appelle la trahison, et elle est punissable de la peine de mort. Pour M. Arriagada : « Si la capacité de réponse du régime est de plus en plus faible, le coup d'Etat, lui, ne se fera que comme il a été fait, par des militaires. Mais il faudra que ceux-ci puissent exprimer clairement leur volonté. »

C'est à ce schéma que travaillent un certain nombre de responsables politiques. Surtout après le relatif échec de la manifestation du 4 septembre, qui semble indiquer que « la mobilisation sociale », très forte au début de l'hiver austral, marque quelque peu le pas. L'affaire d'espionnage révélée il y a quelques semaines dans l'entourage de l'ambassade d'Espagne trait d'ailleurs dans ce cadre. Des membres de la police politique chilienne s'étaient emparés de la retranscription de la conversation qui avait eu lieu entre le général Matthei, membre de la

Junta, et M. Hamilton, dirigeant de la démocratie chrétienne, dans les locaux de l'ambassade. Pour une partie de la plus grande de l'opposition chilienne, de telles discussions sont en effet nécessaires pour éviter un éventuel affrontement entre les militaires et les partisans de la lutte armée, qui pourrait conduire à la guerre civile. L'apparition de commandos comme celui du « 11 septembre » qui a revendiqué

les assassinats d'opposants renforce cette crainte.

Une anecdote, citée par une source très sûre, indique d'ailleurs que cette relative fragilité du pouvoir est aussi parfois ressentie au sommet même de l'Etat. Volant vers les Philippines, il y a quelques mois, le chef de l'Etat s'assoupit dans son fauteuil. Embarrassé, le pilote vint le trouver pour lui annoncer qu'il s'a

pas reçu l'autorisation de se poser et qu'il faut faire demi-tour. L'histoire ne dit pas ce qu'a répondu le président, mais son épouse, elle, s'est écriée : « Ça y est, ils l'ont renversé ! ». Décidément, comme le dit, narquois, un dirigeant de l'opposition : « On ne peut plus comparer le général Pinochet à la cordillère des Andes. »

DENIS HAUTIN-GURAUT.

## Un libéralisme à tous crins

Santiago du Chili. — Il ne se passe pas de jour, dans la capitale chilienne, sans que les journaux gouvernementaux ne fassent l'éloge de la politique économique du régime. « Le Chili honore ses engagements avec la FMI », « L'inflation à moins de 20 % », « Le chômage ne représente que 12 % de la population active. » Autant d'affirmations non dénuées de fondements, mais qui appellent quelques corrections. La santé financière du pays est incertaine, et le Chili rembourse effectivement sa dette extérieure (20 milliards de dollars) « rubis sur l'ongle ». La réduction du déficit budgétaire est de même très importante. Autant de « bons indicateurs » pour les organisations monétaires internationales, « Deux concepts importants sont cependant à introduire », dit M. Sergio Bitar, ancien ministre de l'économie du président Allende et l'un des économistes les plus écoutés au Chili. Tout d'abord certains de ces chiffres

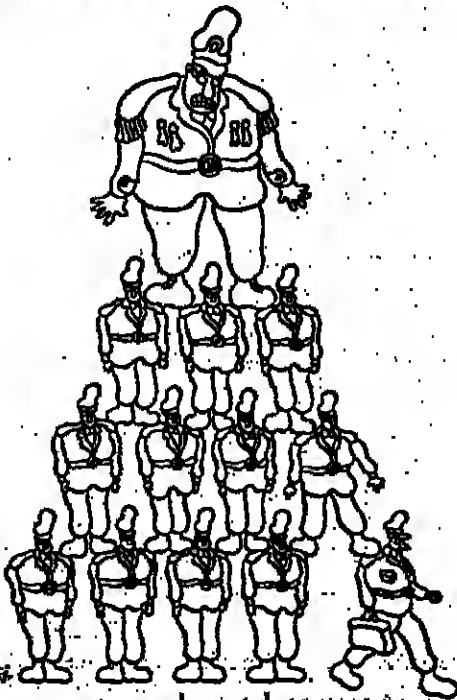
sont obtenus au prix d'une manipulation parfois grossière. Ainsi, pour le chômage, un enquêteur comprend des questions comme celles-ci : « Avez-vous travaillé une heure la semaine dernière ? » « Si oui, vous êtes considéré », dit M. Sergio Bitar, comme un travailleur occasionnel et ne faites plus partie des chômeurs. Tout comme ceux qui déclarent n'avoir pas cherché de travail depuis un mois sont comptabilisés comme « inactifs ». « Ce qui ramène le chiffre du chômage à environ 20 % actuellement », en conclut l'ancien ministre, tout en remarquant un certain progrès par rapport aux 30 % des années 1983 et 1984. « Mais surtout ces quelques indices sont obtenus au prix du bradage des richesses de l'Etat. »

La privatisation à outrance du secteur public n'est pas, en effet, au Chili une querelle d'experts. La prochaine société nationale qui devrait être vendue au secteur

privé est celle du téléphone. Dans un pays où s'étire sur plus de 5000 kilomètres, c'est un élément de la souveraineté nationale. La colonie chargée de cette tâche a d'ailleurs démissionné pour s'opposer à un tel choix. Les budgets sociaux sont eux aussi en constante diminution. A tel point que les hôpitaux ont de plus en plus de mal à se procurer des médicaments et que les patients doivent très souvent les fournir. L'accouchement est devenu payant (40 000 pesos, soit 1300 F environ) alors que le salaire minimum ne dépasse pas la moitié de cette somme. La municipalisation entraîne d'autre part une « autonomie » des écoles, qui relèvent désormais de leur commune.

Cette politique commence à provoquer le mécontentement au sein même de la grande bourgeoisie, qui n'hésite plus à financer — secrètement — certains partis politiques.

D. H.-G.



procédé de vaudeville, échauffé vraisemblablement par l'un des membres du gouvernement proche du général Pinochet (le secrétaire général du gouvernement, M. Cuadra ; le ministre de la justice, M. Rosende, ou le chargé des relations avec l'Eglise, M. Rillo). Le général Stange aurait été convaincu de signer... parce que son homologe de l'aviation l'avait déjà fait et réciproquement. Les communications entre les deux hommes avaient bien évidemment coupées.

L'affaire est révélatrice des dissensions de plus en plus perceptibles chez des militaires qui ne souhaitent pas tomber dans ce que beaucoup de Chiliens appellent l'« auto-piège de 1989 ». Le péché prévu pour cette date prévoit que le candidat des forces armées sera désigné par la Junte. Actuellement le général Pinochet semble n'avoir aucune chance d'être désigné par des militaires qui se sont déjà prononcés à plusieurs reprises pour une transition démocratique. Il doit donc trouver les moyens d'un « coup d'Etat pro domo », et certains militaires sont déjà tentés de prendre leurs distances d'un homme qui ne peut que les entrainer dans sa défaite.

La déclaration d'officiers du commandement de la V<sup>e</sup> région militaire de Punta Arenas (dans le sud du pays) condamnant l'assassinat d'un journaliste (membre du MIR, extrême gauche) s'inscrit dans ce sens. Certains analystes chiliens parmi les plus réputés n'hésitent pas non plus à voir dans l'attentat contre

tiques, avocats et personnalités politiques.

Au-delà de ce cas abusque, ces arrestations, alors qu'aucun auteur de l'attentat n'a pu être incarcéré, étonnent de la part d'un régime dont la réputation de répression « intelligente et sélective » n'est plus à faire. Beaucoup d'observateurs chiliens n'hésitent donc plus à parler aujourd'hui d'une « certaine mauvaise volonté des forces régulières de police ». (En opposition cependant avec la CNL, la police politique du régime, qui poursuit une politique plus radicale, comme le montre le démantèlement de l'avocat des étudiants arrêtés dans un véhicule diplomatique néerlandais, et qui ont été — assure-t-il — torturés).

Dans ce contexte, le problème posé à l'actuel gouvernement n'est pas aisé. Il peut se résumer ainsi : comment légitimer, dans un pays où l'opposition est majoritaire, un ordre politique militaire qui puisse encore relever du général Pinochet lui-même. Et cela d'autant que les forces politiques d'extrême droite qui soutenaient encore il y a peu le régime prennent souvent leurs distances. Soit parce qu'à leur avis ce gouvernement est devenu « trop faible et pas assez nationaliste », soit parce que la politique de libéralisation à outrance de l'économie nationale leur fait craindre un effondrement à terme du pays.

Mais le système de gouvernement, très pyramidal, où l'armée de

(2) Pour la plupart des observateurs chiliens, il ne fait en effet aucun doute que cette action du Front, par les moyens mis en œuvre et par les informations que nécessitent sa réalisation, n'a pu être perpétrée qu'avec l'appui de certains militaires. Quelques-uns vont même jusqu'à estimer qu'il s'agit d'un « échec parfaitement organisé ».

(3) A l'entente d'un ouvrage sur la Politique militaire du général Pinochet.

Pour fêter la sortie de son 400<sup>e</sup> volume, Jean de Bonnot offre à ses lecteurs un livre d'art au « prix éditeur », l'aventure fabuleuse d'un haut lieu de l'histoire de France :

## HISTOIRE ET LEGENDES DU MONT SAINT-MICHEL

par Edouard J. Corroyer (1837-1904)  
architecte des Monuments historiques élève génial de Viollet-le-Duc.

### Une île mystérieuse

Étrange vaisseau de granit encre dans les sables mouvants d'une baie dangereuse où se déploient, à la vitesse d'un cheval au galop, les marées les plus amples d'Europe, le Mont Saint-Michel, depuis toujours, a fasciné les hommes. Les Celtes l'appelaient le mont Tombe et quand, par temps d'orage, son front noir se couronnait d'éclairs, ces guerriers pourtant intrépides se taisaient frappés d'une terreur superstitieuse. Ce lieu prédestiné à l'aventure spirituelle par son isolement et sa grandeur sauvage fut de bonne heure investi par la chrétienté qui construisit là, sous le signe de l'échange Saint-Michel, une retraite pour ses moines ; un sanctuaire pour ses reliques, une église pour ses pèlerins, une forteresse contre les hérétiques

et les pillards, une bastille pour les irréductibles. Extraordinaire architecture dont l'édification fut poursuivie dans les pires conditions pendant plusieurs siècles ! Des murs cyclopes de la crypte primitive aux voûtes romanes et aux jaissements du gothique flamboyant, tous les styles se superposent et s'accroissent ici harmonieusement. Rêve de granit, pyramide de 170 m dont les murailles s'étagent dans un équilibre impressionnant, cette merveille attire comme autrefois des centaines de milliers de pèlerins amenés ici par le repentir ou l'espoir.

### La mémoire des vieilles pierres

Mais ce haut lieu de la dévotion est aussi un reliquaire de l'histoire. Ces échafaudages et ces nefs élancées, ces salles aux voûtes sonores, ces forêts de piliers bruisant encore des litanies et des misères dont la ruine couvrirait les cris des prisonniers saisis pour raison d'Etat dans les sinistres « fillettes » héritées de Louis XI, où l'on devenait inexorablement fou, tout ici témoigne d'un passé foisonnant qui, entre ces murs, résonne éternellement.

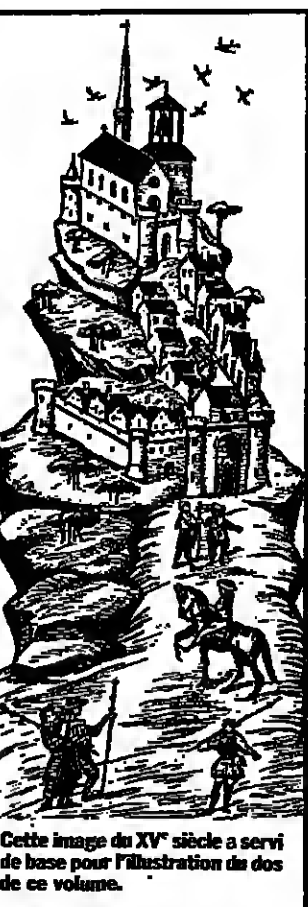
Edouard Jules Corroyer, qui a consacré sa vie à la restauration de cet ensemble architectural unique au monde et qui en a sondé les moindres recoins, nous conte, dans son admirable ouvrage, les méfaits et les hauts faits dont furent témoins ces dantesques minérales, les détours de ces secrètes galeries et les redans de ces escaliers majestueux. Jamais, peut-être, l'expression « livre de pierre » n'a été aussi justifiée tant est riche et dans l'histoire du Mont Sacré où saints, rois, princes, érudits,

artistes et pauvres gens laissèrent leur empreinte. Le beau volume de Corroyer est un des fleurons de cette littérature si attachante où l'amour de l'histoire se confond avec l'amour de l'art.

Avec le dossier complet des 150 plans, vues, détails et œuvres d'art de ce « livre de pierre » au passé chargé d'histoire. En plus, 22 photographies actuelles ont été ajoutées par Jean de Bonnot.

Un livre précieux et rare ! Mainteneur des traditions et amoureux des beaux livres comme autrefois, Jean de Bonnot est un des rares éditeurs, sinon le seul, à employer encore le cuir véritable décoré à l'or fin pour toutes ses reliures. En vous offrant aujourd'hui ce volume au « prix éditeur », il souhaite remercier ses lecteurs de leur fidélité. Ce prix exceptionnel n'implique aucune altération de la qualité proverbiale de ses ouvrages tant en ce qui concerne les matières nobles utilisées qu'en ce qui regarde les soins apportés à l'exécution.

Description de l'ouvrage  
Un volume grand in-octavo (14 x 21 cm) de 536 pages. Richelien, nographie : 150 dessins, 22 photographies hors-texte. Reliure pleine cuir de mouton d'une pièce. Décor original poussé sur or à 22 carats pour la dos et gaufré à froid pour les plats. Papier vergé chiffon filigrané « aux canons ». Tranche supérieure dorée à l'or.



Cette image du XV<sup>e</sup> siècle a servi de base pour l'illustration du dos de ce volume.

véritable. Signet et tranchefiles tressés. Cahiers cousus au fil. Coins remplis main...

Garantie à vie  
Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des ouvrages de qualité, soignés dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

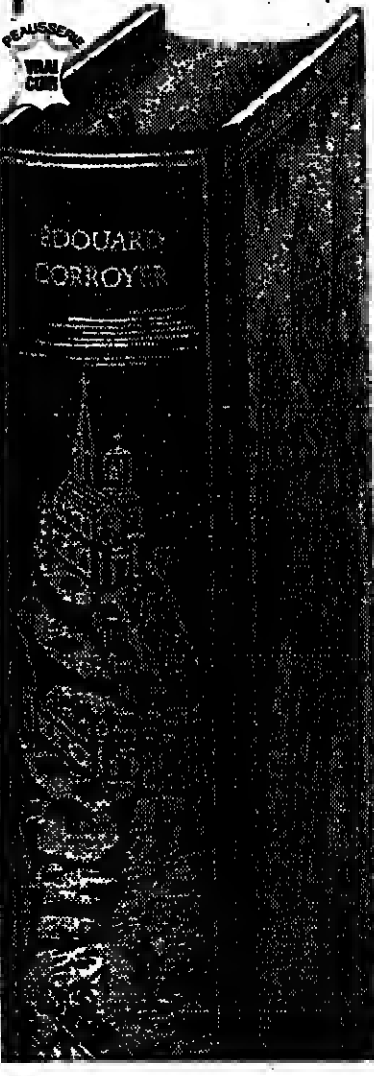
## ÉTATS-UNIS Controverse à propos de l'Américain fait prisonnier au Nicaragua

Washington (AFP, Reuters, UPI). — L'incertitude règne toujours sur les relations d'Eugene Hasenfus — seul survivant de l'équipage d'un avion abattu lundi au Nicaragua — avec l'armée américaine ou la CIA. Le secrétaire d'Etat américain George Shultz a affirmé, le mardi 7 octobre, que son administration n'avait « aucun lien » avec l'affaire de l'avion qui assurait le ravitaillement en armes de la Contra. Pour M. Shultz, il s'agit d'un « avion loué par des personnes privées ». Le Pentagone a de même démenti que Eugene Hasenfus — citoyen américain — soit un militaire d'active, comme l'avait affirmé le ministre nicaraguayen de la défense.

Un représentant démocrate du Texas, M. Henry Gonzalez, a cependant assuré que l'avion qui s'est

écrasé transportait des armes pour les rebelles nicaraguayens dans le cadre d'une mission organisée par la CIA. Il a indiqué que la compagnie aérienne Southern Air Transport, à laquelle appartenait l'avion, a une longue histoire de collaboration avec la centrale de renseignement américain. « C'est tragique. J'avais prédit que, tôt ou tard, nous allions avoir des soldats américains blessés ou tués », a déclaré M. Gonzalez.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a indiqué pour sa part que la CIA avait fait savoir à la présidence que « la personne soumise n'est pas un de ses employés ». Selon la CIA, a poursuivi M. Speakes, la cargaison de l'avion abattu n'était constituée que de pièces pour sièges éjectables.



## BON OFFRE EXCEPTIONNELLE

(limitée à un seul livre par lecteur)  
à envoyer à : JEAN de BONNOT  
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08  
Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant « Histoire et légendes du Mont Saint-Michel » en un fort volume in-octavo, relié plein cuir, décoré à l'or fin 22 carats.  
Veuillez trouver ci-joint mon règlement soit 159,00 F (+ 13,50 F de frais de port).  
Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai, dans son emballage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom .....  
Prénoms .....  
Adresse complète .....  
Code postal .....  
Ville .....  
Signature .....  
Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.



## Proche-Orient

## La lutte

Dans la « zone de sécurité » israélienne

## L'Armée du Liban sud tient bon !

NEBI-TAHER (Liban sud)  
de notre envoyé spécial

A l'horizon, le château de Beaufort dresse ses ruines hautes. Nabatiyah, gros bourg chiite, sommeille dans la vallée. Sur la crête, l'avant-poste de Nebi-Taher marque la frontière de la « zone de sécurité ». Maîtres du lieu, les soldats de l'Armée du Liban sud (ALS) — milice que Jérusalem finance, équipe et entraîne — bavardent au soleil, astiquent leurs canons ou font tirer à blanc leurs canons pour épater les journalistes de passage. L'ALS tient bon, au physique comme au moral. Où on se la dise !

A Nebi-Taher comme à Mansouriyah, plate-forme d'artillerie en contrebas, la vie n'était pourtant pas si paisible ces dernières semaines. A la mi-septembre, l'ALS connaît de rudes moments face aux assauts des extrémistes chiites. Une nuit, les Hezbollah lancèrent jusqu'à sept attaques simultanées mobilisant pour la circonstance environ deux cents hommes. Une position tomba avant d'être reconquise — le temps pour les assaillants de s'y faire photographier bannières au vent, — une autre fut à moitié prise pendant quelques heures. Dans ces combats d'une ampleur inédite, les deux camps payèrent un lourd tribut : une centaine de morts et de blessés chez l'attaquant, quinze tués dans les rangs de l'ALS.

« En face, ils avaient mis le paquet, admet M. César Sakr, porte-parole de l'ALS. Plus nombreux et plus déterminés qu'avant, ils ont voulu montrer

leur force, impressionner la population. Mais Israël nous a fourni l'aide nécessaire en temps voulu. » Vu de Jérusalem, ces coups de boulot contre l'ALS tonnent comme un défi. L'Etat hébreu n'avait d'autre choix que d'épauler rapidement son allié, il renforça son aide logistique et matérielle. Mais les soldats israéliens massés sur la frontière ressentent en Galilée. Leur mobilisation tapageuse eut l'effet dissuasif désiré. « Nous n'avons jamais douté de l'appui d'Israël, observe M. Sakr. Mais c'était encore mieux d'en avoir un témoignage palpable. »

Il n'empêche : défendre la « zone de sécurité » est un exercice de plus en plus coûteux. Depuis le retrait de l'armée israélienne du Liban sud, il y a quinze mois, l'ALS a dû déplorer sept morts, pendant la même période, elle n'a neutralisé que quatre-vingt et un groupes d'infiltrateurs qui s'approchaient de la frontière. « Nos alliés jouent le rôle d'une milice territoriale, note le colonel israélien Alex Sela, officier de liaison auprès de l'ALS. Ils connaissent chaque village, chaque pierre. Ils patrouillent, montent la garde, tendent des embuscades. Combien d'hommes auraient-ils perdus si nous étions restés ici à faire ce travail à leur place ? »

Un ennemi mal identifié

Si l'alerte fut chaude, l'ALS est aujourd'hui rassurée : « Israël ne nous laissera pas tomber. » L'ennemi ? Il est souvent difficile de l'identifier avec certitude.

Comment distinguer un combattant du Hezbollah d'un extrémiste d'Amel (les deux formations chiites libanaises) ? On croit plus ici à une irrésistible « contamination » des militants de Basse d'Amal — en principe « modérés » — par les soldats du Hezbollah qu'à une « transfusion » des effectifs de l'un vers l'autre. D'ailleurs, les attaques dont elle est l'objet, l'ALS voit la main des services de renseignement syriens. La présence des Iraniens lui semble épisodique. Des groupes sont « descendus » à Nabatiyah pendant la récente fête religieuse chiite de l'Achoura. Ils ont distribué argent et semence, mais ont regagné depuis le Bekaa.

La « zone de sécurité » abrite une population à peu près stable : environ cent trente mille habitants, dont plus de la moitié sont chiites et un bon tiers chrétiens. Commandées par le général Antoine Lahad, l'ALS et le Garde nationale (ensemble des milices villageoises d'autodéfense) comptent environ deux mille cinq cents hommes, dont deux tiers sont chiites (y compris la garnison stationnée à Jezzine, à 10 kilomètres au nord de la zone). Cinq voies de passage et le port de Ras-Nakoura relient cette région au reste du pays. Israël continue de tenir l'ALS à bout de bras et verse à chaque soldat une solde mensuelle de 110 dollars. Aujourd'hui, la zone a retrouvé un calme relatif. Et les israéliens ont voulu le faire savoir en y accueillant de nouveaux, mardi 7 octobre, un groupe de correspondants étrangers. Pour combien de temps ?

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

## Exécutions sommaires dans les régions chrétiennes

Beyrouth (AFP). — Les règlements de compte se poursuivent dans les régions chrétiennes, où, depuis dix jours, vingt partisans de l'ancien chef pro-syrien de la milice chrétienne des Forces libanaises (FL), M. Elie Hobeika, ont été tués.

Selon la police de Joumeh, le port chrétien à 21 kilomètres au nord de Beyrouth, les six victimes découvertes lundi ont été enterrées à l'endroit même où elles ont été retrouvées, à Nabr-ibrabim (31 kilomètres au nord de Beyrouth). Leur mort remonte à une semaine.

## Le meurtre de Cheikh Sahbi Saleh

Une source bien informée à Beyrouth-Est a affirmé à l'AFP que les morts sont tous des partisans de M. Hobeika, évêque le 15 janvier dernier par son chef d'état-major, M. Samir Geagea. Ils ont tous été tués dans les soixante-douze heures qui ont suivi leur assaut masqué contre le secteur chrétien de Beyrouth, le 27 septembre. Les militants de M. Geagea ont mené une véritable chasse à l'homme pour retrouver ceux qui avaient réussi à rester dans les régions chrétiennes.

La découverte des corps à Achrafieh, dans la montagne du Kesrouan et de Byblos, au nord de Beyrouth, montre que les partisans de M. Hobeika avaient réussi, malgré

la sévère surveillance des FL, à s'éparpiller dans le « pays chrétien ».

Le meurtre de cheikh Sahbi Saleh, dignitaire sunnite et ancien directeur de la faculté des lettres de l'Université libanaise (le Monde du 8 octobre), a créé une vive émotion au Liban, d'autant que le Cheikh Saleh était connu comme un partisan déterminé de la coexistence islam-chrétienne. Agé d'une cinquantaine d'années, originaire de Tripoli (Nord du Liban), il était un proche du premier ministre, M. Rachid Karamé, et du mufti (sunnite) de la République, le Cheikh Hassan Khalef. Homme d'une grande culture, il était docteur en philologie et en islamologie de l'Université de la Sorbonne, à Paris. Auteur de dix-huit ouvrages, il avait été doyen de la faculté des lettres de l'Université libanaise, où il continuait à enseigner.

Dar-el-Fatwa, la plus haute instance religieuse sunnite, a dénoncé ce « crime horrible » et a annoncé son inhumation pour ce mercredi. Les oulémas musulmans ont lancé un appel à une grève générale ce jour-là. Pour sa part, M. Karamé s'est déclaré « très peiné » par ce meurtre.

Le président Gemayel, le chef de la milice chrétienne des Forces libanaises (FL), M. Samir Geagea et d'autres personnalités politiques et religieuses chrétiennes ont également condamné ce « acte de barbarie qui a visé une personnalité nationale, académique et religieuse ».

## La guerre du Golfe

## Le terminal iranien de Kharg sérieusement touché

La jetée sud-est du terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg (sud-est du Golfe) a été « sérieusement endommagée » à la suite du raid mené lundi 6 octobre par l'aviation irakienne contre les installations de l'île, indique-t-on mardi de sources maritimes indépendantes dans la région. Bagdad avait annoncé avoir touché, lundi après-midi, le point de chargement sud du quai ouest de Kharg.

Ces mêmes sources se déclarent toutefois n'être pas en mesure de préciser l'ampleur des dégâts provoqués par ce raid, n'ayant pas reçu jusqu'à présent de rapports détaillés sur la situation actuelle à Kharg. Elles n'ont pas pu également estimer la durée des éventuels travaux de réparation.

Selon ces sources, les enlèvements de brut de Kharg — point de transit de la majorité des exportations pétrolières de l'Iran — avaient atteint, pendant la deuxième moitié de septembre dernier, entre 750 000 et 800 000 barils/jour.

Un pétrolier grec, le Phoros (138 000 tonnes), a été attaqué, lundi après-midi, par des appareils irakiens près de Kharg, alors qu'il venait de charger, selon un communiqué du parti de la République islamique du Téhéran, en juin 1981.

n'a pas fait état, à ce lieu probablement au moment du raid contre Kharg.

## Le petit-fils de l'ayatollah Montazeri meurt sur le front

Le petit-fils de l'ayatollah Hosein Ali Montazeri, le successeur désigné de l'imam Khomeiny comme guide de la République islamique iranienne, a été tué sur le front irano-irakien, a annoncé mardi Radio-Téhéran.

Yasser Rostami, âgé de dix-huit ans et petit-fils par sa mère de l'ayatollah Montazeri, est mort dans la péninsule de Fao (sud-est de l'Irak), occupée depuis février par les forces iraniennes.

Membre d'une unité de Bassidji (les volontaires de la mobilisation des déserteurs), le jeune Rostami était, depuis vingt-neuf jours, sur le front quand il a été tué dans des circonstances que la radio n'a pas précises.

La famille Montazeri a déjà été endeuillée par la mort de l'ayatollah Mohammad Montazeri, l'un des fils de l'ayatollah, tué dans l'explosion qui avait fait plus de soixante-dix morts parmi les cadres du Parti de la République islamique à Téhéran, en juin 1981.

## Un deuxième Israélien assassiné à Gaza

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Pour la deuxième fois en dix jours, un Israélien a été assassiné à Gaza. Israël Kitaro, quarante-trois ans, chauffeur de taxi à Ashkelon, a été poignardé mardi 7 octobre devant un garage de Gaza dont il était client depuis quatorze ans. La gorge tranchée, il a succombé à ses blessures.

Comme lors du meurtre le 27 septembre de Haim Azran, lui aussi résident d'Ashkelon, la nouvelle a soulevé une vague de colère dans cette ville. Des collègues de la victime, rassemblés au bord de l'autoroute, ont lancé des pierres en direction des véhicules immatriculés à Gaza en criant : « Mort aux Arabes ! » Les forces de sécurité ont instauré le couvre-feu, multiplié les perquisitions et arrêté huit suspects dont deux seulement restent détenus.

M. Itzhak Rabin, ministre de la défense, s'est rendu sur les lieux de l'attentat. « Si les mesures de sécurité ne reviennent insuffisantes, a-t-il dit, les Israéliens devront éviter certains endroits. »

J.-P. L.

La conférence de presse à Paris d'un responsable de l'OLP

## Les accusations voilées d'Abou Iyad

« Oul ou non, le terrorisme en France est-il relégué par la Syrie et l'Iran ? » Les quelque cinquante journalistes entassés dans un des bureaux exigus de l'OLP, rue Prosper-Mérimée, ont essayé, pendant près de trois quarts d'heure, d'arracher à Abou Iyad, responsable de l'organisation palestinienne pour les affaires de sécurité, une réponse claire à cette question.

A première vue, l'entreprise ne paraissait pas difficile. En effet, Abou Iyad a toutes les raisons d'accabler les Syriens et les Iraniens. Rien ne va plus entre l'OLP et Damas depuis que le président Assad a expulsé M. Arafat de Syrie, et la centrale palestinienne entretient les meilleures relations avec l'Irak en guerre contre les Iraniens. Pourtant, le dirigeant palestinien a dit et répété qu'il ne lui appartenait pas de porter des accusations contre tel ou tel pays, alors que la France ne le faisait pas. « C'est à la France de dire et elle a des preuves tangibles. Hier encore, M. Chirac a fait l'éloge de la Syrie. N'attendez pas de moi qu'aujourd'hui j'accable ce pays. Contentez-vous d'interpréter ce que j'ai déclaré. Mes propos sont clairs pour ceux qui savent lire entre les lignes. »

Dans sa déclaration liminaire, Abou Iyad avait affirmé que l'OLP était « contre le terrorisme » et ne ménagerait aucun effort pour aider toute partie en proie au fléau et « mettre un terme à cette vague terroriste qui, pour se justifier, invoque abusivement le problème palestinien ». Il avait par la suite ajouté, en réponse aux questions des journalistes, que les entretiens qu'il avait eus à Paris avaient bien porté sur le terrorisme, bien que la question « n'ait pas été traitée à fond », précisant : « Je suis en premier lieu un homme politique et non un professionnel de la sécurité, bien que les services de sécurité soient une de

mes spécialités. » Selon Abou Iyad, qui a déjà effectué plusieurs « visites de travail » en France, où il entretient d'excellentes relations avec les responsables de la sécurité, la vague actuelle de terrorisme a pour objectif majeur de contraindre la France à changer de politique au Proche-Orient et de la neutraliser au Liban. « On ne peut tout rejeter sur une seule famille. Il faut parler du terrorisme en termes politiques. Moi, j'ai suggéré aux responsables français d'entrer en contact à ce propos avec la Ligue des Etats arabes et d'autres pays du Proche-Orient, dont l'Iran, pour qu'il puisse y avoir une discussion en profondeur sur les problèmes avec ces pays. A mon avis, la vague actuelle de terrorisme est un autre aspect des conflits politiques. »

Abou Iyad s'est départi de son langage prudent lorsque, a été évoqué devant lui le problème de l'ASALA, qui, la veille encore, l'avait qualifié de « facteur entre les services de renseignement occidentaux ». Le responsable palestinien a de solides raisons d'être amer à l'égard des militants de l'ASALA, formés dans les camps de l'OLP puis ayant volé de leurs propres ailes avant de s'allier totalement aux Syriens. La houle, depuis le siège de Beyrouth, est totale, et l'ASALA a même accusé Abou Iyad d'avoir, lors d'un passage en France, « donné » son réseau français.

« Il ne faut attacher aucune importance aux propos de l'ASALA. Derrière les communiqués et déclarations de cette organisation et ceux du CSPPA se tiennent les services de renseignement syriens », affirme Abou Iyad, à la satisfaction des journalistes, qui tiennent enfin une mise en cause explicite. Ils demandent alors ce qu'il en est de l'Iran. « Tout ce que je peux vous dire, répond Abou Iyad

avec le sourire, c'est que je pense que, si les problèmes politiques avec l'Iran sont traités en profondeur, cela mettra fin à cette vague de terrorisme. »

Enfin, à propos des otages français détenus au Liban, Abou Iyad a démenti que l'OLP ait proposé d'aider les autorités françaises à obtenir leur libération, car, a-t-il dit, « nous savons bien que ceux qui détiennent ces otages ne sont pas en mesure de les libérer ».

JEAN GUEYRAS.

● L'ASALA : « Mensonges et ingratitude ». — L'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (ASALA) a démenti dimanche les déclarations d'Abou Iyad. Dans un appel téléphonique à une agence de presse occidentale à Beyrouth, le porte-parole de l'ASALA a qualifié ses propos de « mensonges et leures ». « Nous avons besoin du soutien de la Syrie et des pays arabes progressistes pour renforcer la lutte du peuple arménien et non pour rédiger nos communiqués », a souligné le porte-parole de l'ASALA.

Il n'a rappelé, « pour rafraîchir la mémoire de Salah Khalaf » (Abou Iyad), les services rendus par ses militants à la « révolution palestinienne », notamment les livraisons d'armes et d'explosifs à Bagdad (1978), Madrid (1979), Paris (1979), Koweït (1980). « Ces armes ont été transportées par les militants de l'ASALA », précise le porte-parole de l'Armée secrète. — (AFP.)

Pour le « Wall Street Journal »

M. Chirac

« a l'air d'un idiot »

Dans un éditorial consacré au procès d'un Jordanien à Londres et détaillant longuement les indices de la culpabilité de la Syrie dans l'attentat contre le Boeing d'El Al, le « Wall Street Journal » écrit ce mercredi 8 octobre :

« Dans ce contexte, Jacques Chirac, le premier ministre français, a l'air d'un idiot — la mot est brutal, mais nous le méritons — lorsqu'il appelle la Syrie à la réconciliation pour combattre le terrorisme, comme il l'a fait au début de cette semaine. Demander l'aide du président Assad contre le terrorisme, c'est comme si quelqu'un avait fait appel à Jack l'Éventreur pour mettre fin aux agressions contre les jeunes femmes à Londres. La Syrie n'est pas l'endroit où il faut chercher de l'aide pour combattre le terrorisme. Elle est l'un des principaux agresseurs dans cette guerre. »

## Le procès du « fiancé terroriste » en Grande-Bretagne

Le procès, devant le tribunal londonien de l'Old Bailey, du Jordanien Nezar Hindawi, accusé d'avoir placé une bombe dans les bagages de sa fiancée afin de faire exploser un avion d'El Al avec la complicité d'agents syriens, a été ajourné au jeudi 9 octobre.

M<sup>me</sup> Ann Murphy, qui transportait l'engin à son insu, « a paru comme prise de panique, puis s'est mise à pleurer » lors de son arrestation, a rapporté mardi un employé d'El Al. Présenté comme « M. X », celui-ci a témoigné dissimulé aux yeux du public derrière un paravent de bois, afin d'éviter toute identification.

La jeune Irlandaise, enceinte de sept mois, a relayé au procès sa rencontre avec Hindawi alors qu'elle était femme de chambre à l'hôtel Hilton de Londres. Pendant tout le contrôle, elle s'est soudainement tournée vers l'accusé, hurlant : « Je pourrais te tuer. Je te hais ! » — (AFP.)

● Réaction en Syrie. — Le quotidien syrien As-Saoura (fortement accusé, mercredi 8 octobre, la presse britannique de se livrer à une campagne de dénigrement contre la Syrie, mise en cause dans le procès Hindawi, et à l'instar de la campagne mensongère portant atteinte à la Syrie, et cherchant à l'impliquer dans des actes de terrorisme montés par les services sionistes, sont voués à l'échec », affirme As-Saoura. — (AFP.)

## Revue d'études Palestiniennes

Au sommaire du n° 21



Une rencontre avec JEAN GENET

FÉLIX GUATTARI  
Genet retrouvé

JANE HUNTER  
Israël, l'Afrique du Sud et les Banoutians

SAMI FAYEZ MUSALLAM  
Les structures de l'OLP

NOTES DE LECTURE - CHRONOLOGIE - REVUE DE PRESSE  
BIBLIOGRAPHIE COURANTE - INDEX

Le N° 53 F - Abonnement 1 an (quatre numéros) 175 F  
Étudiants (sur justification), 150 F

Réglement en nom des Editions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes  
Diffusion : les Editions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

هكنا من الوطن



## contre le terrorisme

### Le gouvernement s'interroge sur la signification des nouvelles menaces adressées à la France

La déclaration de M. Chirac, mercredi après-midi 8 octobre à l'Assemblée nationale, sur la politique du gouvernement face au terrorisme doit être suivie de l'intervention des porte-parole de chacun des groupes politiques.

M. Chirac devait, à la tribune du Palais-Bourbon, d'abord le ton. D'une part, pour affirmer qu'aucun changement ne contraindra la France à modifier sa politique à l'égard du monde arabe; d'autre part, pour proclamer que la riposte du gouvernement, en cas de nouvel attentat, serait « sans pitié » et même « foudroyante ». Cette volonté confirmée, cette fermeté accrue, cette escalade dans la condamnation et surtout dans la menace, correspondent au souci de M. Chirac de bien convaincre les terroristes que la résolution du gouvernement français n'a pas faibli. En réalité, par ce procédé, le premier ministre adresse une sorte de message codé, non seulement aux poseurs de bombes, mais surtout à ceux qui les aident et les commandent. Au-delà des parlementaires, c'est en effet à quelques Etats du Proche-Orient et à certains de leurs services secrets que s'adresse M. Chirac.

#### Des soupçons aux convictions

Il souhaite leur faire comprendre qu'il n'est pas dupe des protestations d'innocence et qu'il sait plus de choses qu'il n'en dit. Il utilise à son tour les subtilités, les méandres et les litotes de la dialectique orientale.

Ceux auxquels il pense sauront bien se reconnaître sans qu'il soit besoin de les nommer, assure le premier ministre. Les soupçons de M. Chirac sont en effet en train de devenir des convictions renforcées par les indices divers et parfois concordants que l'enquête policière, au dire du gouvernement, apporte régulièrement.

Toutefois, aucune preuve concrète et irréfutable ne peut aujourd'hui permettre au chef du gouvernement de formuler une accusation précise. Pour le moment, M. Chirac multiplie donc avertissements et menaces un peu comme s'il énonçait un ultimatum. Cette préparation psychologique et diplomatique lui permettrait, le jour où une culpabilité serait clairement établie, de prendre des mesures de rétorsion — au besoin de caractère militaire — sans autre forme de mise en demeure. Un tel comportement s'apparenterait à celui adopté par les Américains lorsque leurs avions ont bombardé Tripoli au printemps dernier. Jusqu'à plus ample informé, M. Chirac a donc décidé de croire en la bonne foi de ses interlocuteurs officiels telle qu'elle est ouvertement proclamée. C'est en vertu de cette attitude qu'il maintient des relations normales avec la Syrie et tente de poursuivre la normalisation avec l'Iran.

Pourtant, au sein du gouvernement, dont chaque membre est prié de ne pas gêner l'action du premier ministre, les sentiments sont plus partagés. Parmi les membres du conseil de sécurité intérieur, les ministres réputés les plus « durs » sont M. Alain Chalon, garde des

secrétaires, André Giraud, responsable de la défense, et Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité. S'il n'y a pas au sein du gouvernement à proprement parler de « columbes », la plupart constatent les difficultés de faire prévaloir « le droit, la logique et le rationalisme auprès d'interlocuteurs qui ne respectent que la force, pratiquent la ruse et ne veulent pas perdre la face ». La difficulté, reconnaissent plusieurs ministres, est de trouver à qui parler. Ne dit-on pas que M. Aurillac à Damas a pu recueillir l'assurance que le gouvernement syrien et « son » service secret d'étaient pas mêlés aux attentats, mais que beaucoup d'autres services tout aussi secrets dépendaient de la Syrie ?

La brusque flambée de revendications et de menaces allumées dans la journée de mardi par plusieurs mouvements terroristes intrigue le gouvernement par sa convergence. Cela confirmerait qu'il existe une coordination, même conjonctuelle, entre les marxistes d'origine chrétienne, qu'ils soient libanais ou de souche arménienne, et les intégristes musulmans, entre les poseurs de bombes et les ravisseurs d'otages. On se demande toutefois si cette opération n'est pas liée à l'intervention de M. Chirac à l'Assemblée nationale et à la visite de M. Shimon Pérès à Paris ce mercredi, si elle annonce une nouvelle vague d'attentats, ou encore s'il s'agit d'une simple surenchère verbale et médiatique destinée à compenser l'impossibilité pour les terroristes d'agir désormais en France.

ANDRÉ PASSERON.

Selon « le Canard enchaîné »

### Une offre de M. Robert Pandraud à Georges Ibrahim Abdallah

#### Le ministère de la sécurité dément

M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, aurait proposé, le 22 septembre, à Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des FARL, de se laisser filmer en prison par une équipe de télévision avec, en préalable, une déclaration de sa part condamnant les attentats commis en son nom, affirme « le Canard enchaîné » du mercredi 8 octobre. Dans l'entourage de M. Pandraud, on déclare que cette information est « sans fondement ».

Selon l'hebdomadaire, « cette offre, originale en diable, a été

transmise au plus célèbre détenu de France par Mgr Capucci, le 22 septembre dernier, lors de sa visite à la Santé. » Mais, ajoute le Canard enchaîné, ce clip d'un genre inédit n'a pas été tourné, [car] Abdallah est resté de marbre, ferme sur ses principes. »

D'autre part, selon l'hebdomadaire, M. Alain Chalon, garde des sceaux, se dit « furieux », comme le président Mitterrand, de la visite de Mgr Capucci à Paris. « Mais cette prétention à la rigueur

fait sourire au Palais de justice de Paris. Car, en juillet dernier, après la première condamnation de Georges Ibrahim Abdallah à Lyon, tout était prêt pour une libération anticipée et une expulsion sans autre forme de procès », selon le Canard, qui précise : « Voici comment : sur ordre du cabinet de Chalon, Robert Bouchery et Michel Jéol, respectivement procureur général et procureur de la République, avaient fait rédiger des projets de réquisitions en faveur d'un non-lieu. »

### La justice dans la tourmente

Pauvre justice, entraînée dans la tourmente terroriste, critiquée, courtoisée et finalement mal comprise. De nouveau sur la sellette, elle n'en sort pas indemne. Les hommes politiques se servent d'elle comme d'habitude, habillant leurs calculs de références aux grands principes. Les règles du jeu sont respectées en apparence mais, derrière l'hommage obligé à « l'Etat de droit », que de manœuvres en coulisses !

C'est ainsi qu'en toute indépendance de la justice le gouvernement a obtenu, l'été dernier, une condamnation symbolique de Georges Abdallah, car tel était son vœu du moment. C'est ainsi qu'il souhaita aujourd'hui placer des hommes avertis — l'affiliation au RPR est plutôt un étour — aux avant-postes de la lutte judiciaire contre le terrorisme.

Baillez la chose dans laquelle illustrent tous les gouvernements et qui justifient un long addendum aux programmes souvant livresques des facultés de droit.

L'été dernier, donc, la tendance est plutôt à la négociation, malgré les charges accablantes rassemblées contre Georges Abdallah. Une condamnation par la forme, comprend-on à Lyon, serait bienvenue. Elle permettrait la libération à mi-peine du chef des FARL. Son procès s'ouvre sur ces entrefaites et, comme par miracle, il n'écope que de quatre ans d'emprisonnement alors qu'il en risquait dix.

M. Alain Chalon, son explication pour la première fois sur cette surprenante indulgence, dimanche 5 octobre, au cours du « Grand Jury RTL-Le Monde ». Pour le garde des sceaux, la responsabilité de ce faux pas incombe à lui-même qui aurait dû — par l'intermédiaire du parquet qui lui est soumis hiérarchiquement — solliciter du tribunal une peine plus lourde. Mais cela incombe aussi au ministère public, comme la lui reproche M. Chalon à l'antenne : « Peut-être le parquet a-t-il insuffisamment requis... à ce moment-là ».

remarque d'un des journalistes présents, « Pourriez-vous donner des ordres au parquet et vous pouvez lui demander de requérir plus sévèrement ». M. Chalon, d'ailleurs, se rappelle l'adage : la parole est libre, la plume est servie. Quand le parquet n'a pas une réquisition écrite du garde des sceaux ou de la chancellerie, il fait ce qu'il veut. »

La malheure, c'est qu'aucun des magistrats du parquet de Lyon n'accrédite cette version. Certes, la ministre public n'a reçu aucune instruction écrite de la chancellerie, mais ses représentants se souviennent d'en avoir reçu oralement de

fort claires. La consigne était à l'indulgence.

Qui dit la vérité ? Les experts de la chose judiciaire ne doutent guère de la réponse. Il est inconcevable à leurs yeux que, dans une affaire aussi délicate, le parquet général de Lyon n'ait pas sollicité ou reçu d'instructions de Paris. C'est l'habitude, et, dans le cas de Georges Abdallah, l'usage a sûrement été respecté deux fois plutôt qu'une.

#### Une irritation partagée

A Lyon, certains magistrats sont furieux d'avoir à assumer ainsi une responsabilité qui n'est pas la leur. Ils goûtent modérément d'être montrés du doigt par le gouvernement, qui a longtemps hésité sur la conduite à tenir et qui, les attentats se multipliant, a finalement opté pour une fermeté judiciaire sans faille.

Cette irritation est certainement partagée par les magistrats du siège, ceux qui n'ont infligé à Georges Abdallah que quatre ans d'emprisonnement. Dans le dialogue codé qui s'instaure pour les affaires sensibles entre le pouvoir politique et ces magistrats-là, indépendants de par leur statut et donc insoupçonnables d'allégeance, certains signaux tiennent lieu de clinquant.

En entendant la parole ne réclamer contre la chef des FARL qu'une peine de principe, les magistrats du siège se sont forcément dit que la Chancellerie avait d'excellentes raisons de réclamer leur indulgence. Des raisons tenant à la haute diplomatie, aux menaces terroristes pesant sur la France et au sort des otages au Liban.

#### « Le petit juge »

Il est toujours héroïque pour des juges de résister à certaines sollicitations. Il eût été irresponsable de leur part de saboter un jeu dont ils ignoraient tout, en infligeant dix ans d'incarcération à Georges Abdallah. Ainsi va la justice, altière en apparence mais toujours balbutiante par les vents contraires de la politique.

La « petite juge » parisen qui aura à décider du renvoi aux assises de Georges Abdallah connaît bien ce dilemme (solitaire par fonction, un magistrat instructeur fait toujours figure de « petit juge ») lorsque sa responsabilité devient immense. Ce magistrat, M. Gilles Boulouqua, trente-six ans, a certainement perçu l'été dernier qu'en toute indépendance de sa fonction de juge du siège, la Chancellerie souhaitait qu'il prononce un non-lieu.

Ce dossier, commente un haut magistrat parisien, c'est comme

une bouteille à moitié vide ou à moitié pleine. Au mois de juillet, après la condamnation de principe de Georges Abdallah, à Lyon, la chancellerie le voyait plutôt vide, ce dossier parisien. Complice de l'assassinat de diplomates américains et israéliens, Abdallah ? Cela restait à prouver.

Aujourd'hui, après une nouvelle vague d'attentats sanglants, la coupe est pleine. Au juge de comprendre d'où souffla maintenant le vent, à quelle raison supérieure il doit se plier, même si M. Chalon lui reconnaît le droit de n'en faire qu'à sa tête. Cela aussi fait partie du jeu.

Un jeu dans lequel le parquet resta malgré tout un partenaire de poids. A tout moment il peut se faire communiquer le dossier en cours d'information. C'est lui aussi qui, la jour où l'enquête prend fin, fait connaître au juge d'instruction sa volonté de voir l'inculpé comparaître ou non aux assises et souvent le magistrat instructeur entérine ce choix.

Ce poids considérable du parquet justifie que le pouvoir politique y place des magistrats dont il est sûr d'être bien compris, surtout s'il lui arrive de varier sa ligne de conduite. Une opération en ce sens est en cours à Paris où sont désormais centralisés, en application de la nouvelle loi sur le terrorisme, tous les dossiers d'attentats.

A la place de M. Robert Bouchery, l'actuel procureur général nommé par M. Robert Badinter, le RPR verrait bien s'installer un de ses militants, M. Raoul Bételle, ancien directeur des affaires criminelles et des grâces et l'un des pères de la loi « sécurité et liberté ». La relève de M. Bouchery sera facilitée par son départ à la retraite le 31 décembre.

Membre du Parti socialiste et adhérent, renié par certains de ses camarades du Syndicat de la magistrature, M. Michel Jéol, procureur de Paris, craint aussi que ses jours ne soient comptés, malgré les gages renouvelés de loyauté qu'il donne à M. Chalon. Enfin, la nouvelle section du parquet de Paris spécialisée dans le terrorisme sera bientôt confiée à M. Alain Marsaud, militant du RPR lui aussi et proche de M. Jacques Toubon.

Tout cela fait partie du jeu mais n'interdit pas d'apprécier à leur juste mesure les belles déclarations, constamment renouvelées, sur l'indépendance du pouvoir judiciaire. Non que cette indépendance soit toujours bafouée, mais plutôt pour saluer les mérites de ceux qui continuent d'en faire preuve, même dans les moments de tourmente.

BERTRAND LE GENDRE.

#### POINT DE VUE

par Gilbert Bonnemaison  
délégué national du parti socialiste  
pour les problèmes de sécurité

LES épreuves traversées par notre pays marqueront nos mémoires, nos comportements futurs et les règles du jeu qui unifieront notre communauté nationale. La responsabilité des hommes politiques est grande, à la mesure de leurs pratiques et de leur capacité d'influer sur les événements et la gestion de l'Etat. Dans cet exercice difficile, il est nécessaire que les efforts soient retrouvés une hiérarchie et laissent place à une unité de vue sur la politique à entreprendre. Mais celui qui détiend le pouvoir a une double obligation, celle de proposer clairement la voie à suivre, celle également de ne pas succomber au vertige de la parole et à une surenchère démagogique dans les actions à mener.

Il faut rappeler que le terrorisme que nous subissons est externe. Il n'a aucune racine dans la vie sociale, politique, de notre pays. Si, dans les années 1978-1980, on a pu craindre qu'Action directe ait une certaine assise dans des mouvements dits « autonomes », la danger est momentanément écarté. Les arrestations opérées à Lyon ont anéanti ce terrorisme dit « national », dans la mesure où sa logique, ses objectifs, étaient nationaux. L'acquis de la gauche en la matière est qu'elle a su, par la négociation, désarmer le terrorisme corse, breton et arménien. L'intégration de ces mouvements dans le champ politique a assuré leur sortie de la marginalisation et ne laisse qu'un noyau de militants coupés de toute base populaire. Aujourd'hui, la fusion de ce qui reste d'Action directe avec les débris de la Fraction armée rouge est indéniablement de soutien à des mouvements terroristes internationaux. Mais son internationalisation est, au contraire, la marque d'une victoire sur le terrorisme endogène.

Ce terrorisme externe a pour but essentiel d'affaiblir la rôle de la France dans le Proche et le Moyen-Orient. Ce rappel nous unifie et nous donne une conscience collective. Quelle est la politique française dans ces régions ? L'épreuve du terrorisme donne, peut-être pour la première fois, une acuité très grande à un secteur de la politique étrangère. Au-delà des problèmes quotidiens, les Français s'interrogent sur notre présence au Liban, sur la nature des régimes que nous soutenons.

#### Une évolution dangereuse

Tenir à l'ONU un discours où l'on va tout dire sur la responsabilité des Etats pour ensuite remettre un voile pudique n'est pas fait pour donner à la collectivité nationale une résolution sans faille face au terrorisme. Que le terrorisme pèse sur notre démocratie et ses règles du jeu est un effet induit. L'ampleur de cet effet est entièrement entre nos mains. Notre démocratie est menacée si le pouvoir s'engage dans des changements radicaux des principes de droit régissant notre Etat. Le respect des droits et libertés des citoyens constitue l'équilibre incontournable de l'appréhension de ces changements.

Une évolution dangereuse ne peut que s'envisager si une fraction de responsables, de citoyens, développe une idéologie antidémocratique. Trop de discours du Front national ont été accueillis passivement. Et pourtant, quand M. Le Pen déclare que dans la cas où il n'aurait plus de représentation nationale une violence objective serait légitime, cela dépasse l'effet de tribune. Comment peut-on d'ailleurs tolérer les déclarations de policiers en exercice attaquant le régime républicain ? Pourquoi cette reconstitution d'un réseau d'hommes munis de cartes tricolores d'origine douane, ces embusqués importants d'enquêteurs de police destinés à

des « missions spéciales », ces conventions lourdement politiques dans le choix des magistrats destinés à la section spécialisée dans la lutte contre le terrorisme au tribunal de Paris ?

Si tant est que le mouvement veuille s'attaquer à la mouvance du terrorisme, qu'il combatte donc les complexités objectives préconisant ou utilisant les méthodes de ce terrorisme pour déstabiliser la démocratie. Ce danger n'est pas secondaire, d'autant qu'il se camoufle derrière un débat truqué qu'on veut nous imposer, celui de l'efficacité opposée à la démocratie. Les méthodes utilisées par les terroristes sont telles qu'elles appelleraient des réponses de même nature et surtout des changements de l'Etat de droit. Bien sûr, tout le monde se récrie de vouloir porter atteinte à la démocratie, mais il faut qu'elle soit musclée. Ce tour de passe-passe ne doit pas nous faire oublier qu'il y a des seuils incompressibles au-delà desquels un pays perd son caractère démocratique.

#### Le piège pour une démocratie

De multiples instances judiciaires, constitutionnelles, internationales, de multiples conventions, fixent ces seuils. Nous-mêmes les appliquons à maints égards, imposons-nous les à nous-mêmes. En aucun cas, ceci évacue le débat sur la nécessaire efficacité de mesures prises ou à prendre. Quelle est l'efficacité de l'armée aux frontières ? Quelle est l'efficacité des visas ? Ces mesures ne sont-elles pas plus prises pour dissuader l'immigration, phénomène radicalisant différent des filières terroristes ? Susciter l'éveil du citoyen pour repérer des colis suspects est certes utile, mais, au-delà de ces mesures spectaculaires, le reste est affaire de police, de services secrets.

Déclarer l'état de guerre, c'est une redondance de plus, une étape dans l'escalade pénienne des mots qui ne peut qu'élimer la porte de crédibilité du discours politique.

Aucune situation n'est établie une fois pour toutes. La quasi-disparition du terrorisme endogène n'est pas un état permanent. L'analyse du développement des terroristes qu'a connu l'Europe ces dernières années montre qu'ils se sont largement alimentés des injustices sociales, des délabements économiques et de législations mal adaptées. Paradoxalement, la banalisation de l'acte terroriste entraînée par sa fréquence peut amener des groupes à utiliser l'action violente dans les années à venir. La piège pour une démocratie, c'est aussi le risque de fabriquer ses propres terroristes. Les gouvernements ont le devoir d'éviter de créer des situations bloquées dans lesquelles l'homme se sent légitimé à employer la violence. D'opérer les projets de M. Chalon, 25 000 places de prison vont être construites, ajoutant au parc actuel de 33 000. D'ici quatre ans, ce sont donc près de 60 000 personnes qui seront placées en détention, c'est-à-dire plus de 180 000 personnes par an. L'utilisation de la prison dans notre système pénal n'a pas produit d'effets brillants quant à la réduction des délits.

Quant à la réinsertion des délinquants, le résultat est encore plus catastrophique. L'effet principal de cette politique rétrograde est de faire de la prison la mesure principale de notre système pénal pour les vingt ans à venir. La poids des 60 000 places sera tel qu'il anéantira toute politique de prévention, de recherche de sanctions novatrices et intelligentes. Le débat n'est pas tant celui du caractère public ou privé de la prison, il porte bien davantage sur ce nombre « magique » de 60 000 places. Les constructeurs

privés voudront légitimement des garanties sur la durée des concessions. Une prison ne se reconstruit pas, elle s'impose, elle va coûter cher, ou moins pour dix à quinze ans.

De la même façon, les mesures adoptées en matière de toxicomanie vont se traduire par une augmentation considérable du nombre des détenus. Tous les spécialistes ont démontré que le surpeuplement physique opéré par la prison n'empêche nullement la reprise de la drogue dès la sortie. Les seules assurances que M. Chalon cherche dans ces mesures, c'est l'occupation de ses prisons neuves. Il faut. Quant au résultat sur la diminution de la toxicomanie, on sait qu'ils seront inexistantes.

130 000 à 160 000 jeunes en France connaissent des situations particulièrement difficiles d'insertion. Ils sont le produit de l'échec des politiques d'éducation, de formation. Un dispositif spécifique s'était peu à peu construit entre 1981 et 1985 leur permettant, par palliers, de sortir de l'exclusion. L'assaut de ces mesures disparaît. Aucune entreprise ne les prendra en stage. Du vont-ils aller ? La seule structure d'accueil que leur offrira la société sera l'emprisonnement, sinistre déviation.

Depuis le 16 mars, la majorité actuelle apprend que la sécurité n'est pas le domaine de la surenchère et de l'affirmation qu'on détiend seul la solution. Les faits sont têtus et les slogans ne sont pas de mise. L'expérience menée au sein du CNPD, où se côtoient des élus de toutes tendances, ainsi que des professionnels, enseigne l'humilité, la nécessité de mettre son drapeau dans sa poche, pour s'atteler à traiter des problèmes. Si la délinquance baisse encore cette année, c'est bien cette expérience qui en sera en partie responsable. La leçon devrait être méditée, les enseignements tirés. La sécurité, c'est l'affaire de tous... Encore faut-il avoir la volonté de les réunir !

POUR LES 10-14 ANS

GRAND CONCOURS JE BOUQUINE

« ECRIVAIN, C'EST VOUS ! »



2 MICRO-ORDINATEURS A GAGNER

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Bouquins - Dossiers par milliers

Rayonnages Bibliothèques au prix de fabrique du lit au sur mesure

LEROUY FABRICANT



## Politique

Une enquête de la SOFRES pour « le Monde » et TF 1

## La répartition des sièges

% VOIX		SIÈGES		% SIÈGES	
Gauche + Écologistes	Droite	Gauche	Droite	Gauche	Droite
46 %	54 %	153	402	27,6 %	72,4 %
47 %	53 %	184	371	33,2 %	66,8 %
48 %	52 %	208	347	37,5 %	62,5 %
49 %	51 %	239	316	43,1 %	56,9 %
50 %	50 %	277	278	49,9 %	50,1 %
51 %	49 %	311	244	56 %	44 %
52 %	48 %	339	216	61,1 %	38,9 %
53 %	47 %	367	188	66,1 %	33,9 %
54 %	46 %	394	161	71 %	29 %
55 %	45 %	413	142	74,4 %	25,6 %

Le nouveau projet de découpage électoral en lui-même ne paraît pas handicaper la gauche. Mais le scrutin majoritaire, en revanche, amplifie les mouvements en faveur des vainqueurs, au détriment des vaincus. Ce mécanisme apparaît clairement lorsque l'on fait varier le score de la gauche de 46 % des voix à 55 % des voix.

## Si en mars 1986...

Compte tenu des caractéristiques du nouveau mode de scrutin et de son faible niveau de voix, la gauche aurait été beaucoup plus largement battue en mars 1986 qu'elle ne l'a été avec la représentation proportionnelle.

**MARS 1986**  
**AU SCRUTIN MAJORITAIRE**  
**DÉCOUPAGE ÉLECTORAL**  
(France métropolitaine, 555 sièges)

Gauche + Écologistes : 45,3 % des voix ; 143 sièges (25,8 % des sièges), dont : PS et divers gauche, 129 sièges (23,2 %) ; Parti communiste, 14 sièges (2,5 %).

Droite : 54,7 % des voix ; 412 sièges (74,2 % des sièges), dont : RPR-UDF-divers droite, 404 sièges (72,8 %) ; Front national, 8 sièges (1,4 %).

[N.B. - Les huit sièges du Front national sont acquis dans des situations de primaires RPR-UDF au premier tour. En cas de candidature unique RPR-UDF dans ces circonscriptions, le Front national ne serait en position de victoire que dans une seule circonscription (la septième des Bouches-du-Rhône).]

**MARS 1986 :**  
**RÉSULTATS RÉELS**  
**SELON LE SCRUTIN**  
**PROPORTIONNEL**  
(France métropolitaine, 555 sièges)

Gauche + Écologistes : 45,3 % des voix ; 243 sièges (43,8 % des sièges), dont : PS et divers gauche, 211 sièges (38 %) ; Parti communiste, 32 sièges (5,8 %).

Droite : 54,7 % des voix ; 312 sièges (56,2 % des sièges), dont : RPR-UDF-divers droite, 277 sièges (49,9 %) ; Front national, 35 sièges (6,3 %).

## La gauche défavorisée dans trente-neuf départements

Sur la base du nouveau découpage électoral, la gauche apparaît défavorisée dans trente-neuf départements sur 96, en supposant qu'elle obtienne 50,1 % des voix dans chaque département, elle serait minoritaire d'un siège dans vingt-sept d'entre eux (découpage imparfait), de deux sièges dans onze (distorsion plus criante), et de trois sièges en Meurthe-et-Moselle.

## ● IMPERFECTIONS

Ardenne, Aube, Aveyron, Charente-Maritime, Cher, Corrèze, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Eure, Gard, Hérault, Indre, Landes, Loire-et-Cher, Lot-et-Garonne, Manche, Mayenne, Oise, Orne, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Haute-Saône, Sarthe, Var, Vendée, Yonne, Val-d'Oise.

## ● DISTORSIONS

Ain, Bouches-du-Rhône, Drôme, Loire-Atlantique, Morbihan, Pas-de-Calais, Rhône, Saône-et-Loire,

Tarn, Vosges, Essonne, Meurthe-et-Moselle.

[N.B. - Toutefois, le fait que nationalement la gauche soit majoritaire avec 50,1 % des voix signifie que ces écarts défavorables dans 39 départements peuvent être compensés dans d'autres, par le jeu du nombre de sièges attribué aux départements les plus peuplés.

Pour apprécier dans le détail l'évolution du découpage électoral, la SOFRES a procédé les élections législatives de 1981 à une rétrospection département par département. De la même façon que pour 1986, on a supposé que la gauche obtenait 50,1 % des voix dans chaque département. Sur la base de l'ancien découpage électoral, la gauche apparaissait défavorisée dans 33 départements sur 96. Il apparaît ainsi que le nouveau découpage aggrave pour la gauche (de 33 à 39) le nombre des départements « défavorisés », où à une majorité des voix peut correspondre une minorité des sièges, - ainsi qu'il résulte (de 4 à 1) le nombre des distorsions les plus criantes.]

## Prime au RPR

Le grand nombre de listes d'union RPR-UDF en mars 1986 a permis de procéder à une étude systématique des effets du découpage électoral sur les rapports de forces entre les deux grandes formations de la majorité. Toutefois, dans les 35 départements où s'affrontaient des listes séparées RPR et UDF, cette étude a pu être conduite.

Résultats en mars 1986 dans ces 35 départements (292 sièges)

Nombre de sièges	% sièges
Gauche ..... 131	44,9
Droite ..... 161	55,1
dont :	
RPR ..... 74	46
UDF ..... 87	30
Divers droite ..... 3	1,0
Front national ..... 26	16,1

Résultats sur la base des pourcentages de mars 1986 dans les nouvelles circonscriptions (292 sièges)

Nombre de sièges	% sièges
Gauche ..... 71	24,3
Droite ..... 221	75,7
dont :	
RPR ..... 134	60,6
UDF ..... 79	35,8
Front national ..... 8	3,6

[Il apparaît que le scrutin majoritaire permet à la droite de gagner ici une soixantaine de sièges au détriment de la gauche. L'UDF progresse de vingt et un sièges et maintient son pourcentage au sein de la droite. Mais c'est le RPR qui enregistre le gain le plus net (60 sièges) au détriment de la gauche et du Front national réduit à huit sièges. Son influence au sein de la droite passe de 46 % des sièges à 60,6 %.]

## Remarques méthodologiques

La SOFRES a calculé les résultats des élections législatives de mars 1986 dans les nouvelles circonscriptions telles qu'elles ont été publiées dans le Monde du 27 septembre.

En raison des difficultés de collecte des données, certains résultats de circonscriptions doivent être considérés avec prudence. C'est en particulier le cas des circonscriptions des grandes métropoles urbaines.

Sur la base de ce travail, la SOFRES a procédé à des simulations électorales, en agréant au premier tour : les voix des listes de gauche et des listes écologistes ; les voix de toutes les listes de droite et d'extrême droite (UDF, RPR, divers droite et Front national).

Pour analyser le découpage électoral en lui-même, la SOFRES a fait l'hypothèse qu'au deuxième tour les transferts de voix dans chaque camp seraient parfaits. En effet, la prévision de mauvais reports est de nature politique et ne permet pas de mesurer les effets propres du découpage électoral. Pour les « rétro-simulations » (analyse du découpage antérieur), la SOFRES a procédé de la même façon.

L'analyse porte sur les 555 circonscriptions de la France métropolitaine.

## Liste des personnalités menacées

(Sur la base des résultats de mars 1986.)

Neel Rameau (PS)	Als 4 <sup>e</sup> circ.	(Gauche 38,7)	Berlé de Chantilly (UDF)	Nièvre	Quelle que soit la circonscription	
Jean-Claude Lammot (RPR)	Als 1 <sup>re</sup> circ. (Lam)	(Droite 49,6)	Jean-Jacques Dumas (UDF)	Nord 1 <sup>re</sup> circ. (Lille)	(Droite 49,8)	
Daniel La Mure (PC)	Als 2 <sup>e</sup> circ. (Sébas-Quénelle)	(PC 22,1, PS 29)	Georges Ruge (PC)	Nord 1 <sup>re</sup> circ. (Nord)	(PC 19,6, PS 25,9)	
Hector Rahmet (RPR)	Als 1 <sup>re</sup> circ. (Moulin)	(Droite 49,5)	Jean Jozet (PC)	Nord 2 <sup>e</sup> circ. (Moulin)	(PC 18,1, PS 26,9)	
André Bédou (PS)	Alpes de Hautes-Provence 2 <sup>e</sup> circ. (Mansuète)	(Gauche 44)	Jean Le Garrec (PS)	Nord 1 <sup>re</sup> circ. (Nord)	(Gauche 46,9)	
Daniel Chevalier (PS)	Alpes-Alpes 1 <sup>re</sup> circ.	(Gauche 43,9)	Pierre Mussy (PS)	Nord 1 <sup>re</sup> circ. (Lille)	(Gauche 47,2)	
Jean-Jacques Calvès (PS)	Alpes-Maritimes		Robert Flahaut (PS)	One 6 <sup>e</sup> circ. (Compiègne-Nord)	(Gauche 46)	
Henri Flahaut (app. PS)	Alpes-Maritimes		Michel Lumbert (PS)	One 3 <sup>e</sup> circ. (Argentan)	(Gauche 41,6)	
Henri Cui (RPR)	Als 1 <sup>re</sup> ou 2 <sup>e</sup> circ. (Fols-Pandans)	(Droite 34,5, 36,8)	André Delabade (PS)	Pas-de-Calais 1 <sup>re</sup> ou 2 <sup>e</sup> circ. (Arras)	(Gauche 44,4, 47,7)	
Michel Carlier (PS)	Als 3 <sup>e</sup> circ. (Baudilly-Troyes)	(Gauche 42,9)	Jean-Jacques Bertho (PC)	Pas-de-Calais 2 <sup>e</sup> circ. (Cambrai)	(PC 15,7, PS 25,9)	
Jean-Pierre Camille (RPR)	Als 3 <sup>e</sup> circ. (Castellane)	(Droite 44,9)	Philippe Yasson (UDF)	Pas-de-Calais 3 <sup>e</sup> circ. (Roubaix-Sud)	(Droite 45,5)	
Vincent Paré (PC)	Bouches-du-Rhône 1 <sup>re</sup> circ. (Aix)	(PC 22,1, PS 25,9)	Marcel Adrien-Paul (PS)	Pas-de-Calais 4 <sup>e</sup> circ. (Lille)	(Gauche 46,6)	
Michel Pout (PS)	Manche		Jacques Lavieille (PS)	Pas-de-Calais 5 <sup>e</sup> circ. (Lille)	(Gauche 48)	
Philippe Sammarco (PS)	Manche		André Lathuriez (PS)	Pyrenées-Atlantiques 1 <sup>re</sup> circ. (Pau)	(Gauche 47)	
Yvette Raudy (PS)	Calvados		Jean-Pierre Durrade (PS)	Pyrenées-Atlantiques 2 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)	(Gauche 36,6)	
André Lohes (PS)	Calvados 1 <sup>re</sup> circ. (Caux)	(Gauche 44,4)	Henri Prat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 3 <sup>e</sup> circ. (Pau)	(Gauche 46,9)	
René Souche (PS)	Calvados 1 <sup>re</sup> circ. (Aurillac)	(Gauche 46,6)	Pierre Huet (UDF)	Pyrenées-Atlantiques 4 <sup>e</sup> circ. (Lescar)	(Droite 42,9)	
Hervé Lambert (PS)	Calvados 2 <sup>e</sup> circ. (Cognac)	(Gauche 43,3)	Grand Tézenas (RPR)	Pyrenées-Atlantiques 5 <sup>e</sup> circ. (Lescar)	(Droite 46,1)	
Jean-Claude Camille (PS)	Calvados 3 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)	(Gauche 46)	Jean Elmer (PS)	Pyrenées-Atlantiques 6 <sup>e</sup> circ. (Lescar)	(Gauche 33,3, 34,2, 45,2)	
Nicolas Almon (RPR)	Calvados 4 <sup>e</sup> circ. (Ajaccio)	(Gauche 39)	Collette Trépoire (PS)	Pyrenées-Atlantiques 7 <sup>e</sup> circ. (Lescar)	(Gauche 34,8, 37,7)	
René Zaccarini (RPR)	Calvados 5 <sup>e</sup> circ. (Ajaccio)	(Gauche 43,3)	Jean-Marie Bouché (PS)	Pyrenées-Atlantiques 8 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Francis Paillet (PS)	Calvados 6 <sup>e</sup> circ. (Ajaccio)	(Gauche 42,3)	Charles Huet (PC)	Pyrenées-Atlantiques 9 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Roland Dumas (PS)	Dordogne 1 <sup>re</sup> circ. (Périgueux)	(Gauche 46,7)	Jean Puyguez (PS)	Pyrenées-Atlantiques 10 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Guy Boche (PS)	Dordogne 2 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)	(Gauche 45,9)	Jean-Jacques Durrade (PS)	Pyrenées-Atlantiques 11 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Radoules Ponce (PS)	Dordogne 3 <sup>e</sup> circ. (Vannes)	(Gauche 45,9)	André Jarrot (RPR) (1)	Pyrenées-Atlantiques 12 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Frederic Duchamps-Bonnet (PS)	Dordogne 4 <sup>e</sup> circ. (Vannes)	(Gauche 44,1)	Pierre Jozet (PS)	Pyrenées-Atlantiques 13 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Francis Leduc (PS)	Dordogne 5 <sup>e</sup> circ. (Vannes)	(Gauche 42,3, 47,5)	Jean-Pierre Wozan (PS)	Pyrenées-Atlantiques 14 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Guy Boche (PS)	Dordogne 6 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)	(Gauche 48,8)	Guy-Michel Chauveau (PS)	Pyrenées-Atlantiques 15 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Georges Lemaire (PS)	Dordogne 7 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)	(Gauche 44,9)	Lucie Rameau (PS)	Pyrenées-Atlantiques 16 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Francis Gaudet (PS)	Dordogne 8 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)	(Gauche 39,8)	J.-P. Cot (PS) (app. RPR)	Pyrenées-Atlantiques 17 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Marie-Jean (PS)	Dordogne 9 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)	(Gauche 44,4)	Robert Barrot (app. PS)	Pyrenées-Atlantiques 18 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean-Claude Camille (PS)	Dordogne 10 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)	(Gauche 47,1, 41,2)	Dominique Strauss-Kahn (PS)	Pyrenées-Atlantiques 19 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean-Paul (PS)	Dordogne 11 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)	(Gauche 47,2)	Robert Leroy (PC)	Pyrenées-Atlantiques 20 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Georges Dufour (PS)	Dordogne 12 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)	(Gauche 42,6, 43,7)	Michel Hervé (PS)	Pyrenées-Atlantiques 21 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Bernard Deschamps (PC)	Dordogne 13 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)	(PC 17,7, PS 25,6)	Monique Gesteau (PC)	Pyrenées-Atlantiques 22 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Reynaud (PS)	Dordogne 14 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Jacques Henry (PS)	Pyrenées-Atlantiques 23 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Lucien Jospin (PS)	Dordogne 15 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Charles Paire (PS)	Pyrenées-Atlantiques 24 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Buis (PS)	Dordogne 16 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Christian Guez (PS)	Pyrenées-Atlantiques 25 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Michel Peyrol (PC)	Dordogne 17 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		André Barot (PS)	Pyrenées-Atlantiques 26 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Gilbert Mitterrand (PS)	Dordogne 18 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Jean-Claude (PS) (app. RPR)	Pyrenées-Atlantiques 27 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jacques Buis (PC)	Dordogne 19 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Pierre Michel (PS)	Pyrenées-Atlantiques 28 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Georges Frêche (PS)	Dordogne 20 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Philippe Paret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 29 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean-Michel Bouchard (PS)	Dordogne 21 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edith Cresson (PS)	Pyrenées-Atlantiques 30 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Chastagnat (RPR)	Dordogne 22 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Marcel Rigaut (PC)	Pyrenées-Atlantiques 31 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Lemaire (PS)	Dordogne 23 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Barrot (UDF)	Pyrenées-Atlantiques 32 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christiane Miret (PS)	Dordogne 24 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Christian Piret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 33 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Provost (PS)	Dordogne 25 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Nollat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 34 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Gaud (PC)	Dordogne 26 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Paul Quilès (PS)	Pyrenées-Atlantiques 35 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Nollat (PS)	Dordogne 27 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Georges Sarrat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 36 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Buis (PS)	Dordogne 28 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Michel Chassat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 37 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jack Lang (PS)	Dordogne 29 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edwige Arico (PS)	Pyrenées-Atlantiques 38 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Paul Chassat (PC)	Dordogne 30 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Alain Buis (PS)	Pyrenées-Atlantiques 39 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Arnaud (PS)	Dordogne 31 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Philippe Paret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 40 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jacques Buis (PS)	Dordogne 32 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edith Cresson (PS)	Pyrenées-Atlantiques 41 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Chastagnat (RPR)	Dordogne 33 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Marcel Rigaut (PC)	Pyrenées-Atlantiques 42 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Lemaire (PS)	Dordogne 34 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Barrot (UDF)	Pyrenées-Atlantiques 43 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christiane Miret (PS)	Dordogne 35 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Christian Piret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 44 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Provost (PS)	Dordogne 36 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Nollat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 45 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Gaud (PC)	Dordogne 37 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Paul Quilès (PS)	Pyrenées-Atlantiques 46 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Nollat (PS)	Dordogne 38 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Georges Sarrat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 47 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Buis (PS)	Dordogne 39 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Michel Chassat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 48 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jack Lang (PS)	Dordogne 40 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edwige Arico (PS)	Pyrenées-Atlantiques 49 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Paul Chassat (PC)	Dordogne 41 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Alain Buis (PS)	Pyrenées-Atlantiques 50 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Arnaud (PS)	Dordogne 42 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Philippe Paret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 51 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jacques Buis (PS)	Dordogne 43 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edith Cresson (PS)	Pyrenées-Atlantiques 52 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Chastagnat (RPR)	Dordogne 44 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Marcel Rigaut (PC)	Pyrenées-Atlantiques 53 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Lemaire (PS)	Dordogne 45 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Barrot (UDF)	Pyrenées-Atlantiques 54 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christiane Miret (PS)	Dordogne 46 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Christian Piret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 55 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Provost (PS)	Dordogne 47 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Nollat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 56 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Gaud (PC)	Dordogne 48 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Paul Quilès (PS)	Pyrenées-Atlantiques 57 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Nollat (PS)	Dordogne 49 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Georges Sarrat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 58 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Buis (PS)	Dordogne 50 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Michel Chassat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 59 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jack Lang (PS)	Dordogne 51 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edwige Arico (PS)	Pyrenées-Atlantiques 60 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Paul Chassat (PC)	Dordogne 52 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Alain Buis (PS)	Pyrenées-Atlantiques 61 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Arnaud (PS)	Dordogne 53 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Philippe Paret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 62 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jacques Buis (PS)	Dordogne 54 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edith Cresson (PS)	Pyrenées-Atlantiques 63 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Chastagnat (RPR)	Dordogne 55 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Marcel Rigaut (PC)	Pyrenées-Atlantiques 64 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Lemaire (PS)	Dordogne 56 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Barrot (UDF)	Pyrenées-Atlantiques 65 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christiane Miret (PS)	Dordogne 57 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Christian Piret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 66 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Provost (PS)	Dordogne 58 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Nollat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 67 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Gaud (PC)	Dordogne 59 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Paul Quilès (PS)	Pyrenées-Atlantiques 68 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Nollat (PS)	Dordogne 60 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Georges Sarrat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 69 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Buis (PS)	Dordogne 61 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Michel Chassat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 70 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jack Lang (PS)	Dordogne 62 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edwige Arico (PS)	Pyrenées-Atlantiques 71 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Paul Chassat (PC)	Dordogne 63 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Alain Buis (PS)	Pyrenées-Atlantiques 72 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Arnaud (PS)	Dordogne 64 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Philippe Paret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 73 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jacques Buis (PS)	Dordogne 65 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edith Cresson (PS)	Pyrenées-Atlantiques 74 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Chastagnat (RPR)	Dordogne 66 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Marcel Rigaut (PC)	Pyrenées-Atlantiques 75 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Lemaire (PS)	Dordogne 67 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Barrot (UDF)	Pyrenées-Atlantiques 76 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christiane Miret (PS)	Dordogne 68 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Christian Piret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 77 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Provost (PS)	Dordogne 69 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Nollat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 78 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Gaud (PC)	Dordogne 70 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Paul Quilès (PS)	Pyrenées-Atlantiques 79 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Nollat (PS)	Dordogne 71 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Georges Sarrat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 80 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Buis (PS)	Dordogne 72 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Michel Chassat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 81 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jack Lang (PS)	Dordogne 73 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edwige Arico (PS)	Pyrenées-Atlantiques 82 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Paul Chassat (PC)	Dordogne 74 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Alain Buis (PS)	Pyrenées-Atlantiques 83 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Arnaud (PS)	Dordogne 75 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Philippe Paret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 84 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jacques Buis (PS)	Dordogne 76 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edith Cresson (PS)	Pyrenées-Atlantiques 85 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Chastagnat (RPR)	Dordogne 77 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Marcel Rigaut (PC)	Pyrenées-Atlantiques 86 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Lemaire (PS)	Dordogne 78 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Barrot (UDF)	Pyrenées-Atlantiques 87 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christiane Miret (PS)	Dordogne 79 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Christian Piret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 88 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Provost (PS)	Dordogne 80 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Nollat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 89 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Gaud (PC)	Dordogne 81 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Paul Quilès (PS)	Pyrenées-Atlantiques 90 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Nollat (PS)	Dordogne 82 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Georges Sarrat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 91 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Buis (PS)	Dordogne 83 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Michel Chassat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 92 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jack Lang (PS)	Dordogne 84 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edwige Arico (PS)	Pyrenées-Atlantiques 93 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Paul Chassat (PC)	Dordogne 85 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Alain Buis (PS)	Pyrenées-Atlantiques 94 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Arnaud (PS)	Dordogne 86 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Philippe Paret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 95 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jacques Buis (PS)	Dordogne 87 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edith Cresson (PS)	Pyrenées-Atlantiques 96 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Chastagnat (RPR)	Dordogne 88 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Marcel Rigaut (PC)	Pyrenées-Atlantiques 97 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Lemaire (PS)	Dordogne 89 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Barrot (UDF)	Pyrenées-Atlantiques 98 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christiane Miret (PS)	Dordogne 90 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Christian Piret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 99 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Provost (PS)	Dordogne 91 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Nollat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 100 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Gaud (PC)	Dordogne 92 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Paul Quilès (PS)	Pyrenées-Atlantiques 101 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Nollat (PS)	Dordogne 93 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Georges Sarrat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 102 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Buis (PS)	Dordogne 94 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Michel Chassat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 103 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jack Lang (PS)	Dordogne 95 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edwige Arico (PS)	Pyrenées-Atlantiques 104 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Paul Chassat (PC)	Dordogne 96 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Alain Buis (PS)	Pyrenées-Atlantiques 105 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Arnaud (PS)	Dordogne 97 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Philippe Paret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 106 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jacques Buis (PS)	Dordogne 98 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edith Cresson (PS)	Pyrenées-Atlantiques 107 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Chastagnat (RPR)	Dordogne 99 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Marcel Rigaut (PC)	Pyrenées-Atlantiques 108 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Lemaire (PS)	Dordogne 100 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Barrot (UDF)	Pyrenées-Atlantiques 109 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christiane Miret (PS)	Dordogne 101 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Christian Piret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 110 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Provost (PS)	Dordogne 102 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Nollat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 111 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Gaud (PC)	Dordogne 103 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Paul Quilès (PS)	Pyrenées-Atlantiques 112 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Nollat (PS)	Dordogne 104 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Georges Sarrat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 113 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Buis (PS)	Dordogne 105 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Michel Chassat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 114 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jack Lang (PS)	Dordogne 106 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edwige Arico (PS)	Pyrenées-Atlantiques 115 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Paul Chassat (PC)	Dordogne 107 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Alain Buis (PS)	Pyrenées-Atlantiques 116 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Arnaud (PS)	Dordogne 108 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Philippe Paret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 117 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jacques Buis (PS)	Dordogne 109 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Edith Cresson (PS)	Pyrenées-Atlantiques 118 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Alain Chastagnat (RPR)	Dordogne 110 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Marcel Rigaut (PC)	Pyrenées-Atlantiques 119 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Lemaire (PS)	Dordogne 111 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Barrot (UDF)	Pyrenées-Atlantiques 120 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christiane Miret (PS)	Dordogne 112 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Christian Piret (PS)	Pyrenées-Atlantiques 121 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Provost (PS)	Dordogne 113 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Henri Nollat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 122 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Jean Gaud (PC)	Dordogne 114 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Paul Quilès (PS)	Pyrenées-Atlantiques 123 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		
Christian Nollat (PS)	Dordogne 115 <sup>e</sup> circ. (Bordeaux)		Georges Sarrat (PS)	Pyrenées-Atlantiques 124 <sup>e</sup> circ. (Lescar)		



# Politique

## sur les effets du découpage électoral

### Liste des personnalités UDF et RPR en situation difficile en cas de primaire

(sur la base des résultats de mars 1986)

Maurice Togo (RPR)	Bouches-du-Rhône
Michel Colinet (RPR)	Ille-et-Vilaine 6 <sup>e</sup> circ. (Fougères)
Michel Aurillac (RPR)	Inde 1 <sup>re</sup> circ. (Châteauneuf-sur-Loire)
Gérard Lemaire (RPR)	Meurthe-et-Moselle 2 <sup>e</sup> circ. (Vandœuvre-lès-Nancy)
Jean-Paul Séguin (RPR)	Hauts-de-Seine
Michel Gosselin (RPR)	Lot-et-Garonne 1 <sup>re</sup> circ. (Châteauvieux)
Bruno Durieux (UDF)	Nord
Claude Delsol (RPR)	Nord 3 <sup>e</sup> circ. (Châteauvieux)
Jean-Michel Delamar (RPR)	Seine
Jean Besson (RPR)	Rhône 5 <sup>e</sup> circ. (Châteauvieux)
Pierre Massad (RPR)	Hauts-de-Seine
Albert Mamy (UDF)	Tout 4 <sup>e</sup> circ. (Mans)
Jean-Michel Corne (RPR)	Var
Jacques Domest (UDF)	Paris 1 <sup>re</sup> circ. (1 <sup>re</sup> , 11 <sup>e</sup> , 12 <sup>e</sup> , 13 <sup>e</sup> )
Gilbert Gauthier (UDF)	Paris 14 <sup>e</sup> circ. (XV <sup>e</sup> )
Georges Menais (UDF)	Paris 15 <sup>e</sup> circ. (XVI <sup>e</sup> )
Jean-Jacques Hyest (UDF)	Seine-et-Marne 2 <sup>e</sup> circ. (Châteauvieux)
Paul-Louis Tassin (UDF)	Yvelines 1 <sup>re</sup> circ. (Versailles)
Christine Boutin (UDF)	Yvelines 10 <sup>e</sup> circ. (Rambouillet)
Pierre-Amédée Wilton (UDF)	Essonne
Charles Duprez (UDF)	Hauts-de-Seine 3 <sup>e</sup> circ. (Clichy)
Didier Barthe (UDF)	Seine-Saint-Denis
Jean-Jacques Jégou (UDF)	Val-de-Marne

### Nationalement équitable localement contestable

(Suite de la première page.)

#### 2) Douze points noirs.

Ce handicap-là est aggravé dans 39 départements, du fait du découpage lui-même. Pour le mesurer, la SOFRES a procédé, dans chaque département, à une simulation en attribuant 50,1 % des suffrages à l'opposition. Dans 27 départements, la gauche serait, malgré ce score, minoritaire de 1 siège; dans 11 autres, onze points noirs, elle serait minoritaire de 2 sièges, tandis qu'en Meurthe-et-Moselle elle serait minoritaire de 3 sièges malgré une majorité de voix. Ce département constitue toutefois un cas limite, car les voix de gauche sont traditionnellement concentrées dans les bassins de Briey et Longwy, rendant tout

découpage particulièrement difficile.

#### 3) Le RPR avantage.

A une ganche localement défavorisée correspond un RPR avantage au sein de l'actuelle majorité. De ce point de vue, le grand nombre de listes d'union RPR-UDF le 16 mars dernier n'a pas permis une étude systématique du découpage sur les rapports de forces entre les deux composantes de la droite; mais cette étude a pu être menée dans les 35 départements où s'affrontaient des listes RPR et UDF. Elle permet de prendre la mesure d'un mécanisme fort subtil: M. Chirac a pu, sans craindre d'être démenti, garantir aux sortants UDF leur réélection, et même promettre à l'UDF quelques gains. La survie de la confédération est donc assurée, son poids relatif maintenu. Mais le RPR se réserve l'essentiel des gains escomptés de la droite. Les députés UDF, individuellement, ne sont pas menacés. Mais la capacité de développement de la majorité aux dépens de la ganche et de l'extrême droite est en fait réservée au RPR, qui espère ainsi devenir fortement dominant... avec le consentement de l'UDF.

Compte tenu de ces enseignements, on comprend mieux que le chef de l'Etat, en motivant son refus de signer les ordonnances électorales, n'ait pas mentionné l'iniquité d'un découpage qui, globalement, est difficilement attaquable. Le véritable débat est donc, comme il était prévisible, dans la pertinence du retour au scrutin majoritaire. Celui-ci peut recréer en sièges un fort écart droite-gauche alors que la cohabitation, plébiscitée par l'opinion, est née d'un très faible écart. Il pousse à la bipolarisation, au moment où toutes les enquêtes d'opinion montrent que les champs du consensus social se sont élargis.

JEAN-MARIE COLOMBANI  
et JÉRÔME JAFFRÉ.

### EN BREF

● La comte de Paris et la cohabitation. — La comte de Paris, chef de la Maison royale de France, vient de faire savoir qu'il n'approuve pas le refus du président de la République de signer les ordonnances sur le découpage électoral: «A se place, a-t-il dit, le roi aurait signé.» Le comte de Paris a ajouté, au micro de la radio 98.8 FM, qu'il serait candidat à la prochaine élection présidentielle «si le pouvoir politique devait ne plus commander, ni être obéi». Au cas où la cohabitation poserait des problèmes insurmontables, «je serais l'arbitre et l'homme du recours, prêt à servir le pays de toutes mes forces», a-t-il déclaré.

● Nouvelle-Calédonie: «stupéfaction» du Syndicat de la magistrature. — A la suite du non-lieu prononcé à Nouméa, au terme de l'instruction judiciaire sur les circonstances de la fusillade de Hienghène (le Monde daté 5-6 octobre), le Syndicat de la magistrature a affirmé, lundi 6 octobre, qu'il «découvre avec stupéfaction l'apparition d'un nouveau concept juridique: la légitime défense avec préméditation et guet-apens. Par une telle manipulation du droit, cette ordonnance de non-lieu perd le caractère de décision de justice dont elle a seulement l'apparence, ajoute le Syndicat. A l'évidence, cette décision provocatrice est purement politique, et on peut craindre ses conséquences sur la paix publique en Nouvelle-Calédonie». Le Syndicat «s'élève vivement de l'absence d'appel immédiat du parquet qui avait pourtant retenu l'inculpation d'assassinat dans son réquisitoire définitif».

● Maintien de la réunion à Paris des maires calédoniens. — La réunion prévue à Paris des maires de Nouvelle-Calédonie aura bien lieu, en dépit du refus des élus du FLNKS d'y participer, indiquent-ils, le lundi 6 octobre, au ministère des DOM-TOM. Cette réunion ne devrait pas se tenir, toutefois, avant la mi-novembre, compte tenu des «réponses tardives» des maires et de l'emploi du temps du premier ministre, précisait-on. C'est M. Chirac, lors de son voyage dans la région, fin août, qui avait invité les maires locaux à venir discuter en métropole des problèmes qu'ils rencontrent dans la gestion de leurs communes.

## 49-3 et cohabitation

Le président de la République peut-il empêcher le premier ministre de recourir à l'article 49-3 pour accélérer les débats au Parlement et s'assurer de la coalition de sa majorité? Juridiquement, la réponse est controversée; politiquement, elle est sans conteste négative.

«Le premier ministre peut, après délibération du conseil des ministres, engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un texte. Dans ce cas, ce texte est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée...»

Ces quelques lignes de la Constitution, le député célèbre article 3 de l'article 49, provoquent ces jours-ci bien des gloses et des interrogations.

M. Jacques Chirac s'est fait — après M. Raymond Barre à la tête de son troisième gouvernement en 1979-1980 — depuis sa deuxième arrivée à l'hôtel Matignon, une spécialiste du recours presque automatique à ce procédé. Il en a usé cinq fois déjà. Deux autres projets de loi, le texte relatif aux concentrations dans la presse et l'audiovisuel et celui qui instaure le nouveau découpage électoral sont menacés d'un sort semblable.

Au grand dam, bien sûr, de l'opposition, privée, à chaque fois des débats complets qu'elle souhaiterait pour exprimer griefs et contre-propositions. Mais jusque dans les rangs de la majorité des voix s'élevaient, du côté de l'UDF, pour déplorer la généralisation de cette pratique, trop courante et peu propice à l'expression des nuances.

Fait nouveau, l'opposition socialiste montre aujourd'hui d'un ton et d'un langage la critique traditionnelle (le 49-3 comme atteinte aux droits de l'Assemblée) vers une interrogation en forme de menace: et si le président empêchait M. Chirac d'avoir recours une fois de plus (pour le découpage électoral) à cette facilité?

Au début de la semaine, l'entourage de M. Mitterrand laissait la question en suspens, pour plus tard.

Dans le même temps, d'autres interrogations, du chef de l'Etat cette fois (ou qui lui sont prêtées), franchissent vers l'extérieur les murs de l'Élysée: ne faudrait-il pas se pencher quelque jour, par exemple au Conseil constitutionnel, sur cet empiètement du 49-3?

C'est si vrai, aux yeux de ses derniers, que les demandes successives de recours à l'article 49-3 de la Constitution, n'ont pas toujours figuré, à strictement parler, à l'ordre du jour des conseils des ministres successifs, au gré des hasards et des circonstances. Elles n'existent que par une prise de parole ultime du premier ministre, à la fin du conseil.

Il y a plus. Contrairement à ce que la lecture la plus présidentielle de la Constitution, la pratique et le vocabulaire qui en découlent ont longtemps pu faire croire, le chef de l'Etat n'autorise pas le premier ministre à engager la responsabilité du gouvernement. En tout cas pas dans la situation présente (cohabitation), où le premier ministre, issu d'une majorité hostile au chef de l'Etat, ne peut que revendiquer haut et fort ce que la lettre de la Constitution lui permet de faire: prendre lui-même cette décision.

M. Mitterrand peut donc prendre ses distances, exprimer des réserves, contester, même du conseil des ministres un nouveau recours à l'article 49-3, contraire à son vœu de voir l'Assemblée nationale faire son travail, évoquer l'article 5 de la Constitution, qui fait de lui l'arbitre du fonctionnement régulier des pouvoirs publics. Mais rien de plus.

Pas de risque de dégradation de l'image présidentielle et d'humiliation personnelle en cas de «refus» serait énorme puisque rien n'interdirait en fait à M. Chirac de passer outre.

#### Pas de juges du gouvernement

La voie, s'il y en a une, est donc ailleurs. Empêcher ou différer de façon significative l'inscription à l'ordre du jour d'un projet de loi? Le chef de l'Etat a en théorie cette possibilité (dont il n'a pas usé à propos de la loi sur le découpage électoral). Mais, encore une fois, cette possibilité théorique vient en briser sur la réalité concrète de la situation de cohabitation, sauf à prêter au chef de l'Etat l'hypothétique recherche conciliante d'un casus belli et d'une crise majeure (1).

Ainsi, abus du pas, le premier ministre peut, sans autre censure que celle (hypothétique) aussi de l'Assemblée, engager la responsabilité du gouvernement à l'aide de l'article 49-3 quand bon lui semble, fût-ce au mépris de la logique parlementaire. M. Chirac paraît du reste en faire bien peu de cas puisqu'il indiquait récemment que le débat sur le découpage électoral a déjà eu lieu dans l'opinion publique et dans la presse, suggérant ainsi qu'il était inutile de le recommencer au Palais-Bourbon. Raisonnablement, en fait, peut condamner tout débat au Parlement.

Reste l'hypothèque du Conseil constitutionnel. Il faut d'abord écarter l'idée que M. Mitterrand pourrait, à strictement parler, solliciter les neuf juges du Palais-Royal pour obtenir leur «avis» sur la question de l'usage et de l'abus de l'article 49-3. Aucun texte ne l'y autorise.

En revanche, une fois la loi définitivement adoptée, la méconnaissance de la saine du Conseil constitutionnel est à la disposition du chef de l'Etat, comme du premier ministre, des présidents de l'Assemblée et du Sénat et des parlementaires. A l'occasion d'une telle saine, la question peut effectivement être soulevée,

au milieu d'autres arguments, et faire partie de l'examen par la haute juridiction de la conformité à la Constitution.

Mais pourquoi le chef de l'Etat prendrait-il la peine de poser lui-même directement la question, au lieu d'attendre que l'un des députés lui inflige une réponse contraire à sa conviction?

Plus probable, la voie de la saine parlementaire socialiste laisse cependant subsister une interrogation majeure. Sollicité, le Conseil constitutionnel se pencherait sur la régularité de la procédure législative, avec vigilance sans doute mais aussi — du moins a-t-il procédé ainsi jusqu'ici — en évitant de sombrer dans un formalisme trop rigide.

Sur ce terrain juridique, seul «accident» à venir au cours des débats, les socialistes ont pu à attendre du Conseil. En fait, la véritable question qu'ils chercheraient à lui poser est: y a-t-il ou non dénaturation de la volonté du législateur à force de recours répétés à l'article 49-3? Lourde question puisque y répondre positivement reviendrait à sanctionner non l'inconstitutionnalité d'un texte mais l'action d'un gouvernement, ce qui n'entre pas dans les missions du Conseil constitutionnel.

La tumultueuse histoire de l'article 49-3 n'en finit pas. «Déposition dégradante» pour l'Assemblée, objet d'un débat au Comité consultatif constitutionnel, en août 1958, Paul Reynaud. Mauvais prophète, le garde des sceaux de l'époque, M. Michel Debré, tentait de le rassurer en parlant d'une «ultime sauvegarde... jalousement gardée en réserve», limitée aux «cas exceptionnels».

C'était compter sans la banalisation à venir du 49-3, et surtout les aléas de la cohabitation-coexistence. Car cette situation, et elle seule, explique en dernière analyse le renouveau actuel du débat sur l'article 49-3.

Se différencier pour exister (M. Mitterrand), tracer en permanence les frontières des zones d'intervention et des conflits possibles (M. Chirac et M. Mitterrand), tester les «nerfs» de l'autre et évaluer l'ampleur et les conséquences de la «guerre» en cas de franchissement: voilà bien le véritable enjeu de cette controverse et de quelques autres. Et l'Assemblée, le respect de la représentation nationale, le sain fonctionnement des institutions? Un prétexte? C'est à craindre.

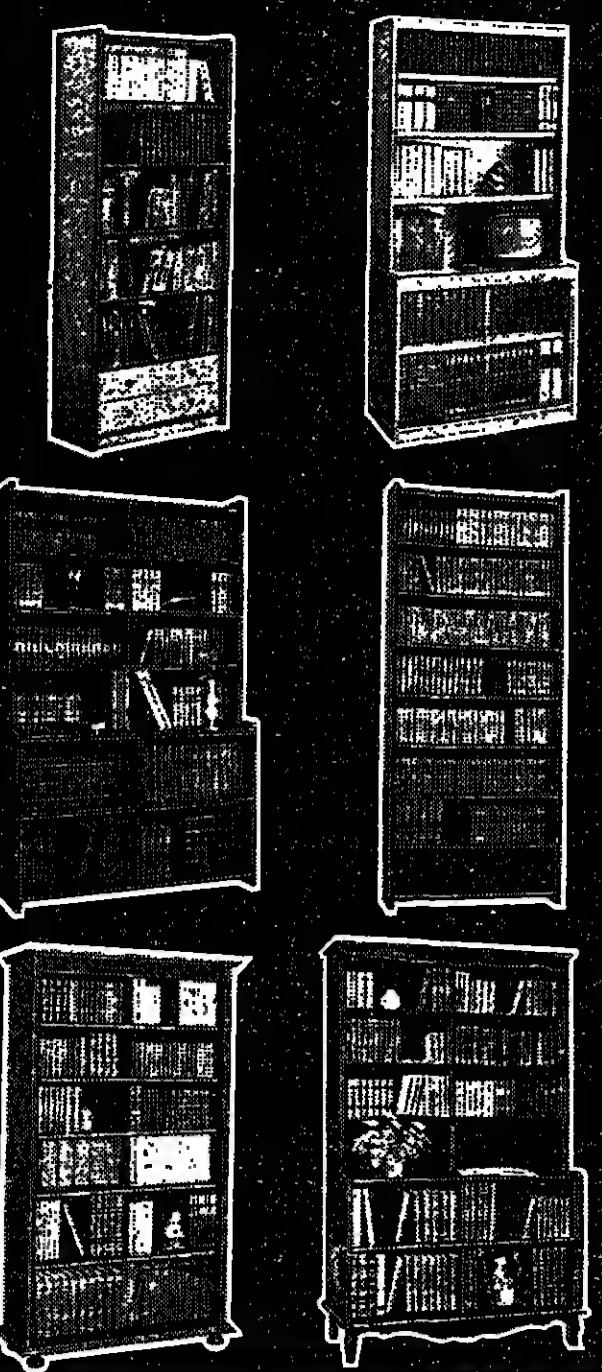
MICHEL KAJMAN.

(1) Toute autre était la situation de 1958 au 16 mars 1986, quand les premiers ministres étaient en fait «dans la main» du chef de l'Etat, et les conflits entre président, chef de gouvernement et majorité (il y en eut 1) maltraitables sans risque majeur immédiat. «Le président de la République», écrivait en 1980 M. Giscard d'Estaing dans une réponse à Gaston Defferre, (...) peut apprécier (...) à l'occasion du conseil des ministres si l'adoption d'un texte est effectivement nécessaire à la poursuite de l'action du gouvernement et, le cas échéant, en tirer les conclusions qu'il juge appropriées... En mai 1972, Georges Pompidou marqua dans ce domaine les limites du possible en laissant M. Jacques Chaban-Delmas engager «s'il le jugeait utile» la responsabilité du gouvernement malgré sa propre hostilité. Deux mois après cette prise de distance toute politique, M. Chaban-Delmas était «remercié».

## La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS • BRUXELLES • GENEVE • MILAN • VIENNE  
61, RUE FROIDEVAUX  
75014 PARIS

### Le plus grand choix de bibliothèques individuelles



### JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES,

SANS AUCUNE FIXATION MURALE, DONC DÉMONTABLES ET DÉMÉNAGEABLES A VOLONTÉ.

pour former des ensembles à la mesure de vos besoins, de l'espace dont vous disposez et de votre budget.



### 12 LIGNES ET STYLES

DEMANDEZ LE CATALOGUE COMPLET EN COULEURS

GRATUIT

Vous y trouverez tous les modèles, hauteurs, largeurs, profondeurs... et prix.

NOM: \_\_\_\_\_  
ADRESSE: \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL: \_\_\_\_\_ VILLE: \_\_\_\_\_  
LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75680 PARIS CEDEX 14  
OU PAR ☎ 24 h/24: (1) 43.20.73.33



## La préparation de l'élection présidentielle

## M. Fabius sur la ligne de départ

M. Laurent Fabius, ancien premier ministre et député socialiste de Seine-Maritime, est l'ancien ministre de l'Énergie d'Antenne 2. L'heure de vérité. M. Fabius sera le porte-parole du groupe socialiste de l'Assemblée nationale dans la discussion budgétaire qui s'ouvrira le 14 octobre. L'une et l'autre échéance permettront à M. Fabius de peser l'image d'un des principaux présidents du PS.

Pour gagner à ce jeu, il faut des nerfs d'acier. Mais aussi des jambes solides, et le coup d'aile fulgurant. Sinon, on rate le départ, et, du même coup, on rate le sprint final.

Les présidents socialistes s'apprêtent à vivre de rudes moments. Ils ont appris beaucoup, ils en apprennent encore, mais ils ne savent pas l'essentiel. Leur sort est suspendu au bon vouloir du président de la République. Il leur faut attendre, peut-être plus d'un an encore, qu'il veuille bien leur donner le signal ou décider... qu'il sera seul en course.

Tout le PS, aujourd'hui, est prêt à parier que M. Mitterrand se présentera, surtout si l'échéance est avancée. Mais sait-on jamais... Il convient donc de se préparer, sans y croire vraiment, tout du y passant quand même, et de surveiller les autres du coin de l'œil. Il y a du sang-froid et, aujourd'hui du moins, de la mesure. C'est pourquoi M. Fabius devrait jouer cette « heure de vérité » — qui constitue le véritable acte public de sa rentrée — sur un registre qui exclut le spectaculaire.

Si l'ancien premier ministre peut s'exprimer comme il le souhaite, il s'emploiera à dénoncer la « nocivité » de l'action gouvernementale (pour lui, notamment en matière de justice sociale, la PS, peut-être maintenant, critique les résultats de l'équipe au pouvoir) tout en essayant de montrer que les socialistes redevenant une force de propositions, et d'abord sur l'emploi.

M. Fabius engage une note de parti, pour lui comme pour son parti, qui, jugé-t-il, ne pourra revenir au pouvoir, et surtout y durer, qu'en évitant un nouveau décalage entre promesses et réalisations.

C'est à sa demande que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a adopté le principe d'une convention nationale sur l'emploi, qui sera organisée en décembre. Si le PS parvient alors à montrer qu'il a vraiment quelque chose à proposer, sa crédibilité sera renforcée. Si les propositions de M. Fabius, confrontées à celles des autres dirigeants du parti, s'imposent par leur pertinence, leur autorité et leur bienfaisance, dans le PS et dans l'opinion. Mais l'inverse vaut aussi pour l'image du PS comme pour celle de M. Fabius.

C'est pourquoi l'ancien premier ministre s'est mis au travail et a fait réfléchir les experts de solidarité modernes, qui regroupent les « grosses têtes » de l'économie Fabius. Selon l'un des proches de l'ancien premier



FABUS

ministre, ce groupe d'experts fabiusiens a « tourné » très bien. M. Fabius aurait, lui-même, préparé cette édition de « l'heure de vérité » avec un soin tout particulier.

Le député de Seine-Maritime s'emploie, depuis le 16 mars, à se

forger une identité politique à travers un corps de doctrine personnel qu'il élabore avec l'aide de ses experts. Objectif ? 1988, ou au-delà, c'est selon... M. Fabius refuse d'imaginer autre chose qu'une nouvelle candidature de M. Mitterrand. Mais, dans l'hypothèse contraire, il paraît évident qu'il n'a pas l'intention de laisser M. Rocard seul en piste.

## De la jeunesse à la « tradition »

Dès lors, il doit se préparer à incarner, face à M. Rocard, le second terme d'une alternative claire. Vis-à-vis du courant A (mitterrandiste) du PS, il doit jouer la carte de ceux qui n'envisagent pas que leur courant soit absent de la compétition. Sans candidature de M. Jospin ou foudroyant come-back de M. Delors, on ne voit pas d'autre non que celui de M. Fabius.

L'ancien premier ministre doit donc s'employer à acquiescer une légitimité incontestable, notamment parmi les mitterrandistes historiques, à qui il doit faire oublier le « lâchage » de M. Haraud dans l'affaire Greenpeace et son « trouble » publiquement exprimé lorsque M. Mitterrand a reçu le général Jaruzelski.

Son entourage s'emploie à accélérer l'idée que M. Fabius peut incarner à la fois la continuité historique et le renouvellement du mitterrandisme, au face d'un Rocard accusé de se laisser porter par les modes. « Il ne faut pas, explique M. Claude Bartolone, député de Seine-Saint-Denis, qu'il se fasse voler le pouvoir de renouvellement qu'il porte à gauche. » Le député de Seine-Maritime incarnerait donc, fort de son passage à Matignon, « la nouvelle base idéologique » d'une « société d'alternance », entre Mitterrand, de la « jeunesse » et de la « modernité ». M. Fabius s'essaie aujourd'hui à la synthèse entre la « tradition » et la « modernité ».

L'ancien premier ministre peut se prévaloir d'être « de la famille ». Quant à incarner le « mitterrandisme », d'un mitterrandisme modernisé, d'un autre côté, M. Bertrand Delanoë, ancien secrétaire aux fédérations, définit le mitterrandisme en trois formules : « ancrage à gauche, sens des rapports de forces, pragmatisme ». Nul n'aurait mieux défini le mitterrandisme que M. Fabius. Pour le reste, l'image demandée à être précisée, voire rectifiée. Tous les efforts de M. Fabius, au demeurant, seront vains si M. Mitterrand, le jour venu, n'apporte pas d'une manière ou d'une autre sa caution à la démonstration.

Pour peu qu'il rassemble les mitterrandistes, le présidentiable Fabius doit élargir cette audience supposée. C'est l'un des objets de la « plongée » qu'il opère dans le Parti socialiste depuis le 16 mars. Selon M. Bartolone, M. Fabius peut dès maintenant s'appuyer sur soixante-dix à quatre-vingts députés et sénateurs du courant A, qu'il voit au moins toutes les trois semaines. M. Fabius prend également des contacts avec des parlementaires de courants et s'efforce, dans ses fréquents déplacements en province, à un certain écumenisme. Ainsi dispose-t-il déjà, selon M. Bartolone, d'un « réseau transversal ».

## « Il ne fait pas socialiste »

M. Fabius peut également compter sur certains de ses anciens ministres. M. André Labarrère ou, dans une certaine mesure, M. Jack Lang. M. Paul Quilès, l'un des principaux « stars » du quotidien le *Matin de Paris*, est venu à la récente réunion plénière de Solidarités modernes. Mais l'ancien chef du gouvernement n'a pas su, ou pas pu, faire de tous ses anciens ministres un armée de choc. Quelques-uns ont quitté le camp de M. Jospin, qui depuis le différend public entre les deux hommes au printemps 1985, constitue au sein du courant A un « pôle » — selon l'expression de M. Louis Mermaz, qui affirme qu'il serait aujourd'hui « irréaliste » de choisir entre les deux — distinct, voire concurrent.

Quelle est sa tâche, aujourd'hui, du côté de l'ancien premier ministre, ou met en avant les invitations nombreuses qu'il reçoit pour aller se produire en province et l'accueil qui lui est alors réservé. Sans le nier, les socialistes non fabiusiens jugent, la plupart du temps, que M. Fabius ne « mord » pas vraiment dans le parti. « Que voulez-vous, ne fait pas socialiste », entend-on, souvent, et pas seulement parmi ses adversaires.

M. Fabius ne paraît pas avoir une idée arrêtée sur le type de parti que doit devenir le PS. Mais son avenir à lui passe par ce parti, qu'il devra réussir un jour à contrôler, directement ou indirectement, s'il veut aller au bout de son ambition. Or, après le débat télévisé du 27 octobre 1985 avec M. Chirac — débat manqué qui reste diaminalement présent dans les mémoires socialistes — quelque chose s'est cassé, que M. Fabius, presque un an après, n'a pas encore réussi à réparer.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

## Le débat sur les concentrations à l'Assemblée nationale

## La commission des affaires culturelles resserre les mailles du filet

Le projet limitant la concentration des médias, qui doit être examiné le 9 octobre par l'Assemblée nationale, a été adopté, le mardi 7 octobre, par la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale. Son président, M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire), et son rapporteur, M. Michel Péricard (RPR, Yvelines), ont fait approuver treize modifications au projet de M. François Léotard.

La majorité, qui aurait souhaité limiter « le journalisme taillonné » qu'elle reproche au Conseil constitutionnel de lui imposer, a donc dû se couler dans le moule préparé par le ministre de la culture et de la communication. La crainte d'une nouvelle censure du Conseil constitutionnel l'a emporté.

M. Barrot et Péricard ont quand même tenu à donner à la Commission nationale de la communication et des libertés les moyens de bâtir librement sa jurisprudence. Ils demandent, en effet, qu'elle accorde les autorisations d'extension de la concurrence. De même, ils reprennent une idée émise par M. d'Aubert (UDF, Mayenne) lors de la discussion de la loi sur l'audiovisuel, elle demande que la CNCL

tienne aussi compte « des participations, directes ou indirectes, détenues par le candidat dans le capital d'une ou plusieurs régies publicitaires ou dans le capital d'une ou plusieurs entreprises éditrices de publications de presse ».

M. Péricard a aussi fait adopter un certain nombre d'amendements de précision. Ainsi, les propositions de radius « périphériques » (Europe 1, RTL) sont clairement assénées aux titulaires d'autorisation d'émission purement française. Les radios de « caractère national » seront celles « desservant une zone dont la population recensée est égale à trente millions d'habitants ». La notion de contrôle d'une publication s'entendra « de toute situation dans laquelle une personne physique ou morale (ou un groupement de celles-ci) aurait placé une publication sous son autorité ou sa dépendance ». Ainsi seront resserres les « mailles » du filet tendu par ce projet.

La majorité a aussi jugé utile que le secteur des médias ne relève pas seulement de la CNCL mais aussi de la « commission de la concurrence », qui a en charge l'ensemble des secteurs économiques et dont les pouvoirs doivent être prochainement revus. M. Barrot envisage aussi de mettre au point avant M. d'Aubert un amendement permettant à la CNCL d'obliger un groupe demandant une autorisation d'émission à se défendre de telle ou telle de ses participations dans une entreprise en rapport avec les médias. De même, l'un

et l'autre souhaitent que la CNCL puisse continuer à surveiller l'évolution des groupes une fois qu'une autorisation d'émission leur aura été accordée. Mais M. Léotard n'a pas encore donné son « feu vert » à un tel accroissement du pouvoir de la CNCL.

Les socialistes, eux aussi, ont décidé de se couler, si possible, dans le moule du projet. Ils ont ainsi demandé — sans succès — l'abaissement de certains seuils : que l'on puisse être actionnaire que d'une seule télévision hertzienne ; que les éditeurs de journaux de programme ne puissent être actionnaires d'une télévision ; que les sociétés de télévision soient contraintes de faire réaliser une partie de leurs programmes par des « indépendants ». Un seul de leurs amendements a finalement été adopté par la majorité : il suffit de « contrôler » plusieurs quotidiens pour que les droits à obtenir une autorisation de posséder une radio ou une télévision soient limités.

Les socialistes ont prévu d'user des trois motions de procédure préalable, demande de renvoi en commission, mais ne défendent qu'une trentaine d'amendements. La majorité espère éviter un recours à l'engagement de responsabilité du gouvernement, que le conseil des ministres a déjà autorisé. « Il faut discuter de ce projet tranquillement », a dit M. Pierre Messmer. Mais il faut que ce texte soit voté avant le lundi 13 octobre à midi.

Th. B.

## Les principales dispositions

I. — Participation maximum d'une même personne au capital d'une même société :

— Télévision nationale : pas plus de 25 % du capital ;

— Télévision régionale : pas plus de 50 % du capital, si la chaîne dessert plus de 200 000 habitants (il n'y a aucune limite au-dessous de ce seuil). En revanche, au-dessus de six millions d'habitants (cas de la région parisienne), elle est assimilée à une chaîne nationale ;

— Télévision par satellite : pas plus de 50 % du capital ;

— Presse : aucune limite.

II. — Limitation des positions dominantes dans un même média :

— Télévision nationale : une société ne peut être titulaire que d'une autorisation de diffusion. Toutefois, un même groupe peut détenir des participations dans trois chaînes différentes : 25 % maximum dans la première, 15 % dans la seconde, 5 % dans la troisième ;

— Télévision régionale : pas de cumul d'autorisations d'émission au-delà de six millions d'habitants desservis ;

— Presse écrite : l'acquisition d'un quotidien d'information politique et générale est interdite si celle-ci donne au groupe acheteur le contrôle direct, indirect ou en location-gérance de plus de 50 % de la diffusion des quotidiens de même nature.

III. — Cumul des médias :

— La télévision hertzienne : radio, réseaux câblés, presse écrite ;

— Au niveau national, un même groupe peut être présent dans les

quatre médias. Mais il ne peut dépasser les seuils indiqués ci-dessous que dans deux des quatre cas suivants :

● Pour la télévision hertzienne, le seuil est fixé à quatre millions d'habitants desservis ;

● Radio : trente millions d'habitants ;

● Réseaux câblés : six millions d'habitants ;

● Presse : être l'éditeur de plus de 50 % de la diffusion totale des quotidiens d'information politique et générale.

Mais un délai de mise en conformité de six mois maximum est prévu.

— Au niveau régional et local, le choix est plus réduit. Un groupe, dans une zone considérée, doit choisir entre deux des quatre possibilités suivantes :

● La télévision hertzienne ;

● La radio, si le cumul des autorisations permet de desservir plus de deux tiers des habitants de la zone concernée ;

● Un réseau câblé ;

● Un ou plusieurs quotidiens.

## « Un projet de loi inefficace et inopérant » déclare M. J.-J. Queyranne (PS)

Majorité et opposition jouent à front renversé. Le gouvernement qualifie son propre projet de loi sur la concentration dans les médias de « compromis », élaboré sous la « contrainte » du Conseil constitutionnel et voué à devenir rapidement caduque, victime des réalités économiques. Pour le Parti socialiste, au contraire, comme l'explique au *Monde* son porte-parole, M. Jean-Jack Queyranne, qui tient une conférence de presse ce mercredi, « l'existence d'une loi anticongestion est indispensable ».

« Un texte de cette nature est au cœur de la démocratie. L'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme a posé le principe de la liberté de communication, mais ce principe doit être adapté aux réalités contemporaines. Il y a danger pour la démocratie quand le contrôle des moyens de communication tombe entre les mains de quelques hommes ou de quelques groupes. Pour avoir voulu figurer et s'être référés aux seules lois du marché, le gouvernement et sa majorité ont été sanctionnés à deux reprises par le Conseil constitutionnel. »

« N'était-il pas préférable d'agir avec pragmatisme et de laisser la future Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) juger, au cas par cas, des concentrations excessives ? »

« La France est un pays de droit écrit : le législateur ne doit pas abandonner sa compétence au profit d'une autorité administrative chargée, dès sa création, d'attribuer des autorisations de diffusion valables douze ans. La CNCL n'aura pas le temps de se forger une doctrine, la loi doit lui fixer un cadre de travail. »

Les contentieux existant en presse écrite montrent d'ailleurs l'insuffisance d'une législation précise, évitant les interprétations divergentes.

Mais à trop légiférer, ne risque-t-on pas d'élaborer des textes inapplicables ?

« Sans principes clairs, la réglementation est incomplète, et chacun sait qu'il est impossible de revenir ultérieurement sur les situations acquises. Le législateur a toujours la possibilité d'adapter les textes en fonction des nouvelles données. »

« De 1981 à 1986, tant pour les radios locales que pour la presse, les faits ont été vite débordés. Ne vous en êtes-vous rendu compte ? »

« Les deux exemples ne sont pas comparables. L'univers de la radio a, c'est vrai, énormément évolué, mais, nous l'oublions pas, à l'action des socialistes. Par contre, le dispositif adopté pour la presse écrite était justifié, même si M. Haraud l'a enfreint sans scrupule avec les encouragements de l'actuelle majorité. Le projet de loi qui nous est aujourd'hui proposé satisfait en apparence les prescriptions du Conseil constitutionnel. Mais tel qu'il est rédigé, il apparaît inefficace et inopérant. Inefficace, car il fixe des contraintes trop lâches. Inopérant, parce qu'il ne prend pas réellement en compte la notion de groupe de presse et de communication. Le texte gouvernemental ne l'envisage que de façon restrictive, sous l'angle des seules participations au capital. Il aurait fallu étendre cette notion à d'autres formes de contrôle comme, par exemple, celui exercé par les régies publicitaires sur le plan des ressources. »

« Jusqu'ici, le Parti socialiste a hésité entre deux attitudes : rédiger une contre-proposition de loi ou amender le projet gouvernemental. Avez-vous fait votre choix ? »

« En déposant des amendements, nous nous situons dans la logique des travaux parlementaires. Mais l'ensemble de ces amendements forme un contre-projet, car nous avons en le souci de trouver un point d'équilibre entre les exigences du pluralisme et la nécessité d'avoir des entreprises viables, capables d'affronter la concurrence internationale. »

« Quel peut être ce point d'équilibre ? »

« Contrairement au texte qui nous est proposé, nous distinguons trois fonctions différentes : la publicité, la production et l'information, et nous essayons, à travers elles, d'organiser le partage des pouvoirs dans la communication. Par exemple, pour la publicité, si une régie choisit d'entrer dans le capital d'une chaîne de télévision, elle ne doit pas assurer la collecte des ressources publicitaires d'une autre chaîne. Pour la production, il est indispensable qu'une télévision consacre une part de son budget à faire travailler des sociétés indépendantes. Pour l'information, il est nécessaire que les rôles des journalistes soient reconnus à travers l'existence d'une équipe rédactionnelle propre à chaque entreprise. »

« En ce qui concerne les cumuls médiatiques, il faut des règles plus strictes, contraignant dans certains cas des groupes à se défaire d'activités pour avoir le droit d'en développer de nouvelles. »

« La loi de M. François Léotard est la loi des trois H : Hachette, Havas, Hersant. Ils ne sont ni rien touchés par le projet gouvernemental. Pour faire passer ses favoris, M. Léotard n'hésite pas à organiser un tirage tiré ! »

Propos recueillis par PIERRE-ANGEL GAY.

le dernier rapport officiel publié ?

réponse sur votre Minitel... 36.15

DOCTEL

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

سكوان المجلد



## La fin du voyage du pape en France

Jean-Paul II est rentré à Rome, le mardi soir 7 octobre, après une visite de quatre jours dans la région Rhône-Alpes. Il a été salué à l'aéroport de Satolas par M. Jacques Chirac, premier ministre, avec lequel il a eu un entre-

tien privé. « Les Français ont suivi avec passion votre voyage, a affirmé le chef du gouvernement. Votre parole a retenu l'attention des croyants et aussi des hommes de bonne volonté. » Dans son discours, le pape a évoqué les

menaces terroristes et formé des vœux pour la sécurité de la France. Les dernières visites de Jean-Paul II l'avaient conduit mardi matin à Annecy et l'après-midi à l'Université catholique de Lyon et à la chapelle du Prado.

## Des saints patrons pour modèle

LYON  
de notre envoyé spécial

Le pape est parti et l'archevêque de Lyon, le cardinal Decourtray, est un homme heureux. Avant l'arrivée de Jean-Paul II, c'est moins la menace d'un attentat, les interdictions du ciel ou grogne des contestataires qu'il craignait, que les critiques sur le style d'un tel pèlerinage du pape — fréquent en Italie, nouveau en France — aux

sources de la foi chrétienne et auprès de ses modèles.

Lundi, à Annecy, c'est le saint curé qui était donné en exemple à tous les prêtres. Mardi, à Annecy et à l'Université catholique de Lyon, c'était au tour des évêques d'être invités à méditer sur l'œuvre de François de Sales, évêque de Savoie au dix-septième siècle, grande figure du catholicisme de la Contre-Réforme, et d'écouter, l'un des premiers évêques de Lyon, théologien qui a su « allier la fidélité de la tradition à une inventivité créatrice ».

La dernière étape de Jean-Paul II à la chapelle du Prado, dans un quartier populaire de Lyon, était également symbolique. Avec la visite à Annecy, avaient été prévus des petits groupes de catholiques contestataires. L'hommage rendu au fondateur du Prado, Antoine Chevrier, modèle du prêtre engagé du dix-neuvième siècle, constituait pour eux une sorte de compensation.

Au total, un pèlerinage décevant. Manifestement satisfait, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, en proposait une clé, devant les journalistes : ce voyage dans la tradition, ancienne et récente, du christianisme français est « une invitation adressée à la France pour qu'elle relise sa propre histoire et redécouvre la richesse de son patrimoine spirituel ».

A ceux qui craignaient le retour à une tradition dévote et à une religiosité encombrante, l'archevêque de Paris souligne que le concile Vatican II, dans sa constitution sur l'Eglise (Lumen Gentium), consacrait une large place à la sainteté.

Il ne s'agit pas, a précisé de son côté le pape, de faire des martyrs lyonnais du premier siècle ou du curé d'Arns des modèles à reproduire aujourd'hui à l'identique. Le monde a changé. Mais les saints sont également plus que des figures symboliques. Craignant de s'être pas compris, Jean-Paul II a répété, mardi soir à l'aéroport, au moment de quitter la France, que l'appel à la sainteté ne relève pas d'un « sentimentalisme éphémère », mais est un moyen de « conversion ».

Un brin provocateur, c'est en présence de M. Pasqua, ministre de l'Intérieur, que le pape avait traité des droits des travailleurs immigrés. Mardi soir à l'aéroport, c'est devant M. Chirac, premier ministre d'un gouvernement libéral, qu'il a insisté sur les devoirs de la France envers les populations et les pays les plus pauvres.

Les assemblées réunies au cours des quatre jours ont été un peu moins nombreuses que prévu, mais, s'agissant de la qualité de l'accueil, beaucoup d'organismes et d'évêques ont remarqué que celle de Lyon avait été supérieure à celle de Paris, il y a six ans. Evêque d'Autun et de Paray-le-Monial, Mgr Le Bourgeois nous a même dit : « Cette fois, on a pris la peine de bien le recevoir. Un milliard de centimes, ce n'est pas trop, comparé au bénéfice d'une telle opération pour l'Eglise de France. Quand les Français voient la destination de leur argent, ils sont généreux ».

HENRI TINCO.

## Loin du cloître

ANNECY  
de notre correspondant

Il est des moments d'extrême intensité religieuse, toujours trop brefs. Jean-Paul II, il aimerait s'arrêter, engager un dialogue avec ceux qui l'entourent, mais le pape est sans cesse rappelé à l'ordre d'un programme minuté et trop fourni.

Priant mardi 7 octobre à Annecy aux côtés des délégations de moines et moniales des couvents de la région devant les reliques de saint François de Sales, Jean-Paul II fut une nouvelle fois contraint d'écourter un moment de grande communion religieuse au contact des familles salésiennes. Cette vaste fédération de congrégations, forte de trente mille membres dont quatre mille

moines et moniales dispersés dans cent soixante-huit couvents et comprenant plusieurs milliers de missionnaires, travaillent sur tous les continents, avait défilé dans la basilique de la Visitation à Annecy plusieurs centaines de ses frères et sœurs. Voyage exceptionnel pour certaines religieuses comme les bénédictines de l'abbaye de la Rochette dans l'Ain, dont vingt-deux sur soixante et une avaient fait le déplacement d'Annecy. Certaines n'avaient pas quitté leur cloître depuis dix ans, consacrant leurs journées à la prière. Heureuses de retrouver le monde à l'apogée du pape et aux côtés des frères et sœurs des autres couvents de la région, plusieurs d'entre elles s'étaient même rapprochées des photographes de presse — saint

François de Sales est le patron des journalistes — pour leur demander quelques clichés de la cérémonie dans le basilique, griffonnant la note et l'adresse de leur couvent.

Déjà, sur les bords du lac d'Annecy, Jean-Paul II avait rejoint les soixante mille à soixante-dix mille Savoyards réunis pour la cérémonie en l'honneur de saint François. Ce dernier grand rassemblement fut particulièrement chaleureux, presque « intime », la foule communiant avec Jean-Paul II sans débordements excessifs ni manifestations bruyantes. Simplicité d'un accueil que le pape devait traduire en ces termes : « Je dois rester bref. Tout ce que je voulais dire se trouve dans ce petit mot : merci ».

CLAUDE FRANCILLON.

## Les derniers discours

En présence de M. Jacques Chirac, premier ministre, à l'aéroport de Lyon-Satolas, mardi soir 7 octobre, le pape a pris congé en ces termes des Français :

« Je désire d'abord que la France connaisse la paix à laquelle elle a droit, à l'abri des troubles d'un terrorisme international qui doit être repoussé par l'humanité entière, par les Etats et les organisations internationales.

« Je souhaite avec vous un effort concerté de tous les citoyens pour ne pas laisser en marge de nouveaux pauvres. Puissent le respect des autres dans leurs différences offrir un climat de tolérance et de coopération, cependant que chacun accepte les devoirs qui lui incombent en même temps qu'il revendique ses droits.

« J'encourage encore l'effort — que les Français ont si bien réalisé dans leur histoire — d'inventer des gestes solidaires pour les pays plus démunis que le leur, même lorsqu'ils se sentent plus limités dans leurs possibilités. Je souhaite que la France continue à faire honneur au génie de l'esprit et au génie du cœur.

« En ce qui concerne la foi, chers frères et sœurs chrétiens, il m'a semblé rejoindre l'âme profonde de la France, dont les fils et les filles n'ont pas oublié leur histoire chrétienne, leur vocation de baptisés, même environnés par le brouillard de l'indifférence religieuse, du doute ou du respect humain qui, trop souvent, tend à les replier sur eux-mêmes. Les jeunes ont manifesté une belle confiance. Nombre de prêtres, de religieux, de laïcs, redissent fermement leur volonté de remplir totalement leur vocation. Un nouvel élan spirituel et apostolique est possible pour l'Eglise de France.

« Quand les saints passent, Dieu passe avec eux... Vous avez la chance, chers amis, d'avoir en France des hauts lieux de sainteté. Ne voyez-vous pas que les pèlerins des autres pays, que le pape, viennent s'y recueillir ? Les saints nous montrent le chemin du vrai renouveau. (...)

« Ce ne sont que quelques sources de sainteté, à côté de celles qui existent dans vos autres régions. Elles sont toujours à votre portée pour votre vie quotidienne. Puissiez-vous avoir compris ces jours-ci que la sainteté n'est pas le privilège de

quelques-uns, que la douceur évangélique n'est pas une faiblesse, que parler de « cœur » selon Dieu n'est pas un sentimentalisme éphémère.

« C'est un amour fort, de la force de Dieu, qui change le cœur d'une

## « Annoncer l'Evangile avec fermeté »

Le pape s'est rendu, le mardi 7 octobre, à la chapelle du Prado, dans un quartier populaire de Lyon. C'est là, dans une ancienne salle de bal, que le Père Antoine Chevrier, déclaré bienheureux par Jean-Paul II, avait fondé son institut de prêtres séculiers, engagés dans le milieu ouvrier ou le tiers-monde.

La famille du Prado, présente dans trente-trois pays, compte mille deux cents prêtres et trois cents religieuses. Elle s'est illustrée par Mgr Alfred Assol, ancien supérieur général et évêque auxiliaire de Lyon, qui a joué un grand rôle au concile dans l'ouverture de l'Eglise aux pauvres.

« A travers le Père Chevrier, a dit le pape, je veux rendre hommage à tous les apôtres qui se font bon pain pour leur peuple : ouvriers, chômeurs, immigrés, populations des bidonvilles et des favelas, paysans des pays du tiers-monde... Ces hommes et ces femmes ont besoin de prêtres et de chrétiens entièrement consacrés à l'Evangile, qui cherchent à répondre à leur faim de pain, de dignité et surtout de Dieu. »

Jean-Paul II a donné à l'institut du Prado quelques orientations, directement inspirées par le document romain du 5 avril dernier, intitulé « Liberté chrétienne et libération » : « Allez jusqu'aux déshérités pour témoigner de la bonté de Dieu.

« Soyez les témoins de l'amour de la prédication de Jésus et de son Eglise pour les pauvres : « La Bonne Nouvelle est annoncée aux pauvres. » Bien sûr, sans aucune exclusive, sans aucun mépris des autres, car l'amour évangélique embrasse tous les hommes pour les sauver, et il y a bien des sortes de pauvretés, même au milieu des riches.

« Mais vous, rejoignez spécialement les pauvres, ceux qui trop souvent sont délaissés. Et pour que votre amour soit plus vrai, votre témoignage plus crédible, continuez à partager de près la vie des hommes, en restant libres par rapport à leurs choix temporels et politiques.

« N'ayez pas peur. Ne vous laissez pas arrêter par les raisonnements qui, au dire du Père Chevrier, « tuent l'Evangile ». Les hommes peinent ceux qui s'habituent à l'injustice, s'installent dans l'indifférence et l'incrédulité. Le monde a besoin de coanance par vous l'absolu de l'Evangile. Sans vous départir de la douceur et de l'humilité du bienheureux Antoine Chevrier, sans ignorer les conditions complexes de l'évangélisation, ni la pédagogie, montrez Jésus-Christ... »

Il a conclu : « Nous devons annoncer explicitement l'Evangile avec fidélité, simplicité, autorité et fermeté. »

## « Approfondir la doctrine sociale de l'Eglise »

Jean-Paul II s'est adressé, mardi 7 octobre, après-midi, aux enseignants et aux étudiants de l'université catholique de Lyon, qui accueillait dix mille élèves ou auditeurs.

« En acceptant d'enseigner dans une université catholique, a-t-il dit au recteur, Mgr Gérard Defois, et aux professeurs, vous avez en quelque sorte une mission vis-à-vis de la société française, vis-à-vis de l'Eglise, pour préparer les hommes et les femmes compétents, généreux, convaincus dont elle a besoin, au moment où beaucoup de valeurs humaines et chrétiennes subissent un certain flou.

« Dans la plupart des domaines où vous travaillez, les convictions éthiques chrétiennes projettent une nouvelle lumière ou une nouvelle exigence sur l'objet de votre enseignement, sans altérer les conditions de savoir scientifique et technique, car la vérité est une.

« On pourrait lui nommer, la

démarche du philosophe dans sa quête de la vérité ultime, métaphysique ; l'art de la pédagogie orienté vers l'épanouissement de la personnalité en toutes ses dimensions ; le domaine de la bioéthique, avec les questions délicates touchant l'intégrité du corps humain et les embryons humains ; les domaines de la communication et de l'informatique, avec le respect des personnes ; tout ce qui peut promouvoir les valeurs familiales ; tout ce qui a trait à l'action sociale, au développement des peuples, à l'inégalité Nord-Sud, au respect des droits de l'homme, de la vie humaine... »

« Comment oublier que Lyon a été, avec Martin Guin, avec Joseph Follet, le berceau du catholicisme social, avec les « Semeurs sociaux » et « La chronique sociale » ? Il est aujourd'hui tout aussi urgent d'approfondir la doctrine sociale de l'Eglise et de s'en inspirer pour les initiatives sociales et économiques au service de l'homme. »

## ARCHÉOLOGIE

### Les premiers des Parisiens

Le site de Paris, plus précisément la cour du Louvre proche du Pavillon de Flore, a été habité depuis au moins l'époque du néolithique ancien (vers 4000 avant Jésus-Christ). C'est ce qu'ont découvert les archéologues qui fouillent actuellement cette zone sous la direction de M. Yves de Kisch, inspecteur général de l'archéologie.

A première vue, la découverte est modeste : quelques mètres carrés d'un sol beige, légèrement bosselé. Les objets et les fragments d'objets — céramique décorée d'incisions, os d'animaux, pièces de pain, meules de grès, outils de pierre — ont déjà été repérés, après avoir été photographiés, dessinés, répertoriés, puis classés. Mais, pour M. Pierre-Jean Trombetta et Alberto Cornejo, tous deux archéologues, sont enthousiastes. C'est la première fois que l'on trouve à Paris des restes aussi anciens.

Mieux encore, un niveau plus ancien, datant du mésolithique (l'époque de transition entre le paléolithique récent et le néolithique

que ancien) pourrait se trouver sous le sol néolithique.

Au-dessus du niveau néolithique, la fouille a retrouvé des traces d'occupation de l'âge du bronze et de l'âge du fer, des temps gallo-romains et médiévaux, jusqu'aux fours des fabricants de tuiles qui ont fait donner le nom de Tuileries au palais construit au seizième siècle pour Marie de Médicis.

La fouille des niveaux anciens est obligatoirement minutieuse et donc, longue. Or, le travail des archéologues doit s'achever le 31 octobre. Déjà, d'ailleurs, les pelles mécaniques creusent les énormes trous où seront enfouis le laboratoire des musées nationaux et des locaux de service du futur Grand Louvre. Les archéologues auront-ils les deux ou trois mois supplémentaires nécessaires à l'achèvement de la fouille ? De même, auront-ils l'argent indispensable à la publication des résultats des travaux faits dans les cours du Louvre ?

Y. R.

## MÉDECINE

● Création d'un syndicat des centres privés de fécondation in vitro. — L'Union hospitalière privée vient d'annoncer la création d'un syndicat groupant les centres privés pratiquant la fécondation in vitro. Ce syndicat groupe quatorze centres de province qui ont permis, depuis 1982, la naissance d'environ cent cinquante enfants. Ce syndicat a pour but de défendre les centres privés de fécondation artificielle auprès des pouvoirs publics, qui réglementeront prochainement cette activité. (Le Monde du 25 septembre)

● Trop de médecins dans la société. — Un groupe d'experts réuni à Acapulco (Mexique) estime qu'il y a trop de médecins dans le monde. Les chiffres publiés le 3 octobre, à Genève, par l'OMS à partir du compte rendu de cette réunion font

valoir que cette pléthore vaut aussi bien pour le monde industrialisé que pour de très nombreux pays en développement. 6 000 médecins sont au chômage au Pakistan et 4 000 en Egypte. Au Mexique, ils sont 14 000 sans emploi dans une dizaine d'années. On observe toutefois de très grandes inégalités selon les pays. En 1980 les pays à faibles revenus avaient en moyenne 7,9 médecins pour 100 000 habitants contre 197 pour les pays industrialisés et 236 pour les pays de l'Europe de l'Est.

● Trente-deux mille cas de SIDA dans le monde. — Cinq ans après son apparition, l'épidémie de SIDA s'est propagée sur les cinq continents. Selon la docteur Jonathan Mann, responsable du SIDA à l'OMS, 32 590 cas ont été recensés à travers le monde dont 26 105 en Amérique du Nord et 3 130 en Europe. Selon le docteur Mann, le nombre des personnes affectées par le virus du SIDA est en réalité de 25 à 100 fois supérieur aux statistiques officielles.

# Placez-vous pour 87

Suivez le guide. Le Guide du Placement 87 du Journal des Finances. Il présente clairement chaque placement et produit financier rencontré sur les différents marchés.

Grâce à ses analyses et ses indications judicieuses sur les avantages et les inconvénients de chacun, il m'aide à réaliser mes objectifs.

Chaque année, le Guide du Placement se révèle être pour moi un excellent investissement.

Le Guide du Placement 87 vient de paraître, je le lis, je le choisis.

**LE JOURNAL DES FINANCES**  
JE LE LIS, J'AGIS.



## Les dix tonnes de papiers de M. de Marenches

« Il est urgent d'attendre », a dit M. Alexandre de Marenches (le Monde du 20 septembre), citant Talleyrand, à propos des archives de la Gestapo et de l'Abwehr découvertes par lui en 1970 dans une casemate de ce qui s'appelaient alors le SDECE. M. André Giraud, ministre de la défense et « tuteur » de la DGSE, exécuta le vœu de l'ancien directeur général des services spéciaux, qui, après avoir entrouvert le placard aux squelettes, souhaite aujourd'hui le refermer.

Le transfert de ces « dix tonnes » de papiers au service historique de l'armée laisse présumer que bien du temps s'écoulera avant que les historiens militaires officiels lisent et classent cet énorme stock. M. de Marenches avait fait évaluer à deux officiers germanistes, une équipe de sous-officiers et de secrétaires documentalistes, deux ans de travail et beaucoup d'argent pour les moyens nécessaires à l'autopsie du monstre. Le service historique, à moins de recevoir un renfort sérieux et d'importants crédits, ne peut espérer faire mieux de ce cadavre quelque peu empoisonné.

Quant à la commission nationale consultative de la Résistance auprès du ministère de la défense, qui sera juge de la communication des pièces, cet organisme fort peu connu, présidé par un général ancien membre des services spéciaux, dépend du pouvoir politique.

De l'avis de nombreux spécialistes, les documents auraient dû être versés aux Archives nationales. Elles ont obtenu déjà des papiers aussi exploités, si ce n'est plus. C'est le cas des archives du BCRA (Bureau central de renseignement et d'action) (1) qui, de Londres, contrôlait et alimentait l'action secrète en France.

Les règles de consultation aux Archives nationales sont sévères et rigoureusement observées par les historiens qui prennent l'engagement, s'ils obtiennent une dérogation au secret, de ne rien divulguer qui porte atteinte à l'honneur des personnes ou des familles. Les chercheurs qualifiés, d'autre part, n'ignorent pas qu'un document n'est pas une preuve en soi et savent quelles précautions exigent son utilisation.

De toutes les archives de M. de Marenches, il faut préciser que le terme de Gestapo (Geheime Staats Polizei, police d'Etat créée avant la nazification) recouvre une réalité com-

**Les archives de la Gestapo que M. de Marenches avait découvertes à la DGSE ont été sans doute récupérées en Allemagne**

plexes. La Gestapo faisait partie de l'Office central de sécurité du Reich (RSHA), qui comprenait aussi un service de renseignement et de contre-espionnage, le SD, sous le contrôle des SS. L'Abwehr était le service de renseignements et de contre-espionnage de l'armée allemande, dirigé jusqu'à sa disgrâce en 1943 par l'amiral Canaris. L'Abwehr entreprit la première la chasse aux mouvements et réseaux de résistance jusqu'au moment où le SD, son rival, parvint à s'implanter en France. Un homme du SD, le général SS Oberg, fut chargé à partir de mai 1942 du maintien de l'ordre sur l'ensemble du territoire français et réduisit jusqu'à la contrefortie les missions de l'Abwehr.

Ce sont donc vraisemblablement, outre les archives de cette dernière, celles du SD qui ont été stockées par le SDECE ou par la DGER (1) qui l'a précédé.

### Berlin ou Paris

Comment leur sont-elles parvenues ? Dans son dialogue avec Christine Ockrent, M. de Marenches laisse d'abord entendre qu'elles proviennent de Berlin. Mais il indique plus loin : « Il s'agit des fameux archives nazies (...) saisies à la libération et que les Allemands n'avaient pas réussi à emporter en se retirant ».

Cette seconde hypothèse apparaît peu probable. Selon le commissaire Jacques Delano, qui participa à cette saisie et a écrit une Histoire de la Gestapo (Fayard, 1983), les Allemands avaient eu largement le temps, dans les jours qui précédèrent la libération de Paris, de déménager ou de brûler leurs dossiers. Ils n'y avaient pas manqué. Les chemises de l'Hôtel Lutetia, siège de l'Abwehr, et celles des divers locaux occupés par le SD ont fumé assez longtemps pour que les Parisiens ne s'y trompent pas.

Le document probablement le plus précieux qu'il s'agit d'oublier fut trouvé dans un tiroir de la rue des Saussaies : une photographie sou-

venir où ces messieurs du SD souriaient devant l'objectif comme une noce campagnarde ou les élèves d'une classe de lycée. Elle permit d'identifier un certain nombre.

Le stock trouvé dans la casemate provient donc vraisemblablement d'Allemagne. Avec les troupes anglaises, américaines, soviétiques et françaises, des experts se précipitèrent dans le Reich, au fur et à mesure de sa défaite, sur les produits de la bureaucratie allemande. Ils mirent la main, non sans bousculades ni courses-poursuites, sur les secrets techniques, les documents industriels des vaincus, mais aussi sur d'autres trésors : les documents qui permettaient de poursuivre les nazis, de découvrir les traités cachés de leur propre pays et mieux encore de déceler leur traîtrise des pays alliés. Comme le rappelle l'ancien chef du SDECE, Roger Wybot, premier patron de la DST, saisi un stock considérable de pièces « allemandes » mettant en évidence les trahisons politiques. Elles étaient fabriquées par des condamnés à mort dans la prison de Fresnes.

La bataille de l'ombre a eu ses ombres, inévitables. On peut seulement se demander si le manège de la rapatriation a été, selon un terme cher à M. de Marenches, « convenable ».

JEAN PLANCHAIS.

elles ont été rendues, et la RDA possédait, aujourd'hui, une grande partie des archives nazies.

Pourquoi les tonnes de papiers découvertes par M. de Marenches n'avaient-elles pas été exploitées avant 1970 ? Prudence politique ? Peut-être. Il faut noter aussi que, pas plus qu'aujourd'hui, ni la DGSE, ni la DGER, du moins depuis septembre 1945, ni la SDECE n'ont eu pour mission de rechercher les agents ou les anciens agents de l'ennemi en France. Leur mission se limite strictement à l'étranger.

L'intérieur, c'est l'affaire de la direction de la surveillance du territoire (DST), maison rivale qui, bien entendu, possède ses propres dossiers. Y figurent certainement des papiers de l'Abwehr et du SD. Des vrais et des faux. En 1947, Roger Wybot, premier patron de la DST, saisi un stock considérable de pièces « allemandes » mettant en évidence les trahisons politiques. Elles étaient fabriquées par des condamnés à mort dans la prison de Fresnes.

La bataille de l'ombre a eu ses ombres, inévitables. On peut seulement se demander si le manège de la rapatriation a été, selon un terme cher à M. de Marenches, « convenable ».

JEAN PLANCHAIS.

1. — Le Bureau central de renseignement et d'action (BCRA), a fusionné en 1943 à Alger avec le Service de renseignement (SR) et le contre-espionnage (CE) traditionnels qui avaient continué à fonctionner en France dans la clandestinité pour former la direction générale des services spéciaux, confiée à M. Jacques Soustelle. La DGSS fut rebaptisée en 1944 Direction générale des études et recherches (DGER), puis, en 1946, sous les ordres du colonel Passy, Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE).

2. L'Association des Français libérés accorde « une médaille d'or » à la décision du ministre de la défense, M. André Giraud, de transférer pour dépouillement au service historique des armées les archives allemandes détenues par la DGSE, comme l'a indiqué M. de Marenches dans ses entretiens avec Christine Ockrent. Elle rend hommage aux résistants « qui purent échapper à la déportation » et des passages gravement ambigus de cet ouvrage.

## EDUCATION

### Le nouveau brevet des collèges donnera une part prépondérante aux contrôles trimestriels

Après le BEPC et le brevet des collèges, voici le « brevet ». Le nouveau examen que les élèves de troisième pourront subir dès juin 1987 reste facultatif et sans effet sur l'orientation. Il conduit à un diplôme national décerné par un jury départemental. Mais ses modalités sont modifiées, ses épreuves diversifiées selon le type d'établissement — collège ou lycée professionnel — et ses objectifs élargis : selon le ministère, le brevet devrait permettre, non seulement de jurer le travail des élèves, mais, à terme, d'évaluer les établissements les uns par rapport aux autres, dans la perspective concurrentielle ouverte par une désaturation progressive.

En 1986, M. Chevènement avait rétabli un examen en fin de troisième, alors que le brevet des collèges était décerné, depuis dix ans, au vu des notes obtenues au cours de l'année. Cet examen s'était traduit par une véritable hémorragie pour les collèges (57,9 % de refus) et surtout pour les élèves de technique (9 % d'admission). L'émotion suscitée par ces résultats a conduit le ministre à réformer à nouveau les épreuves. Comme son prédécesseur, le « brevet Monory » ne comportera que trois épreuves écrites — français, mathématiques et histoire-géographie — affectées chacune d'un coefficient 2. La formule du contrôle continu, déjà en vigueur, est renforcée : elle s'étend désormais à toutes les disciplines enseignées (coefficient 1 pour chacune), y compris celles faisant l'objet d'épreuves écrites.

Deux nouveautés devaient améliorer le taux d'admission. La première à l'écrit n'est plus, comme dans la version Chevènement, une condition d'admissibilité à la seconde partie de l'examen, le contrôle continu. Il suffira désormais d'obtenir la moyenne à l'ensemble des épreuves (écrit et contrôle continu) pour être admis. Les élèves pourront donc « rattraper » un accident à l'écrit, par leurs notes de la classe de troisième décernées à l'occasion de contrôles trimestriels seront prises en compte. Mais le ministre souhaite élargir l'évaluation à la classe de quatrième dès l'année suivante et « restaurer la liberté scolaire ».

La seconde nouveauté importante consiste à organiser des

épreuves différentes pour les collèges, les classes de « troisième technique » (1) et les lycées professionnels, en tenant compte des programmes spécifiques à chaque type d'établissement. Les élèves du technique devraient ainsi voir leurs chances accrues.

### Un examen « rituel »

Si l'on prend acte de cette réorganisation, le SNES (FEN) estime que « les défauts du précédent brevet sont conservés, notamment une conception déséquilibrée et restrictive de l'évaluation ». Quant au SCEN (CFDT), opposé par principe au brevet, il affirme qu'« un examen ponctuel et rituel (...) est contraire avec le concept même de rénovation des collèges, avec la pédagogie différenciée et la suivi individualisé des élèves ».

En effet, en dépit de quelques changements, le brevet n'a pas évolué sur le fond. Le contrôle continu aura davantage de poids et l'accent sera mis sur plusieurs classes. Mais l'occasion d'une nouvelle réforme n'a pas été saisie pour approfondir la réflexion sur l'évaluation des élèves, ni pour tenir compte des recherches existant à ce sujet. Les collèges d'aujourd'hui accueillent tous les enfants, c'est-à-dire un public largement hétérogène, dont les compétences, très variées elles aussi, peuvent difficilement se mesurer par référence à une norme unique.

La nouvelle formule du brevet ne rompt pas avec la tradition française du « moule unique ». A l'inverse, elle implique le retour en force des bonnes vieilles « compositions » dont les sujets sont choisis en fonction des capacités d'une minorité d'élèves, les mieux adaptés aux exigences strictement scolaires. Ce nouveau brevet risque de renforcer la tendance au bachotage.

Ph. Ba.

(1) Les classes de quatrième et troisième « techniques » ont été récemment créées pour accueillir les élèves orientés vers les lycées professionnels après la cinquième. Elles comportent un enseignement technique élargi à une famille de métiers (comme l'automobile) menant aux nouveaux CAP et BEP. Il existe 1 500 classes de ce type.

## Les 18 et 19 octobre à Paris

### Rencontres nationales sur le droit d'asile

Le samedi 18 et dimanche 19 octobre prochain, dans les locaux de l'UNESCO à Paris, les Rencontres nationales sur le droit d'asile réunissent près de cent quatre-vingts associations vont clore la campagne ouverte au mois de février 1986.

Cinq thèmes sont inscrits aux débats prévus : le statut des réfugiés, les procédures d'accueil, la vision européenne du droit d'asile, l'insertion des réfugiés et les rapports entre Français et réfugiés.

Ont été invités « les autorités morales et religieuses, les syndicats, les partis politiques et les hauts fonctionnaires concernés par ce problème », a expliqué M. Yves Jouffé, président de la Ligue des droits de l'homme, devant la presse, mardi 7 octobre. « Cette initiative n'a pas un caractère politique d'opposition au gouvernement en place », a tenu à souligner l'orateur. Hors débats, un gala est prévu dans la soirée du 18 octobre, avec la participation musicale de Zaitro, Armées, Latino-américains, Andalous et du chanteur Jean Guidon.

## Dans le Haut-Rhin

### L'informatique en prison

Onze détenus de la centrale d'Ensisheim (Haut-Rhin) ont reçu, lundi 6 octobre, des mains des autorités, le diplôme d'université « technique d'informatique de gestion ».

Au début de l'expérience, il y a trois ans, dix-sept détenus de diverses maisons d'arrêt de France avaient été regroupés à Ensisheim afin de pouvoir suivre cette formation hautement spécialisée, réalisée par le centre de formation et de réinsertion des adultes de Mulhouse : onze d'entre eux ont obtenu le diplôme après présentation d'un mémoire et les travaux pratiques effectués en prison.

## EN BREF

Plus de rabais sur le tabac pour les militaires. — A partir du 1<sup>er</sup> mars 1987, les célèbres cigarettes « troupes » auront vécu. L'article 17 du projet de loi de finances pour 1987 prévoit, s'il est adopté, la suppression de l'exonération du droit de consommation qui permettait aux militaires fumant à certains malades ou nécessiteux dans les hospices d'acheter leurs cigarettes beaucoup moins cher (1,60 franc au lieu de 4,80 francs) que dans le commerce. L'exposé des motifs de cet article indique qu'il a été décidé de supprimer cet avantage parce qu'il « porte atteinte à la santé publique en encourageant la consommation du tabac, notamment chez les jeunes et les personnes hospitalisées ». La consommation annuelle de « troupes » se monte à environ 1 500 tonnes de tabac, soit soixante-quinze millions de paquets.

Nuage toxique au Havre. — Vingt-sept élèves et deux secrétaires d'un collège du Havre ont été hospitalisés, mardi 7 octobre, à la suite d'une fuite de vapeurs toxiques émanant d'une usine de matières plastiques. Quelques dizaines de kilos de styrène et d'éthyl-benzène se sont échappés dans l'atmosphère à cause du mauvais fonctionnement d'un dispositif de sécurité. L'usine ATOCHEM du Havre, qui appartient au groupe Elf-Aquitaine, est classée « Seveso », c'est-à-dire qu'elle figure sur la liste des 350 établissements industriels français à hauts risques. Malgré les dispositifs d'alerte imposés par ce classement, il s'est écoulé une heure et demie avant que soit prévenue la direction régionale de l'industrie et de la recherche (DRIR), chargée de surveiller la pollution. Deux enfants et une femme enceinte ont été gardés en observation.

Réactions favorables au plan de dépollution du Rhône. Les explications de M. Carignon, ministre de l'environnement, ont satisfait tous les partenaires associatifs concernés par l'exploitation des Mines de potasse d'Alsace (MDPA). Les élus associatifs sont soulagés, car l'avenir industriel des MDPA paraît garanti pour environ deux décennies. Ils souhaitent seulement que les sais résiduaires stockées sur le carreau des mines soient d'une qualité commercialisable. Aux Pays-Bas, nous

signala notre correspondant, on se montre prudent, tant l'attitude française a jusqu'ici suscité de déconvenues. On attend le 5 janvier prochain pour juger sur pièces.

Le gibier français est faiblement radioactif. — Les premiers contrôles de radioactivité opérés sur le gibier tué, ces derniers jours en France, n'ont fait apparaître aucun cas de contamination grave. Sur cent vingt oiseaux migrateurs examinés, huit seulement (sept sarcelles d'hiver et un canard chipeau) présentaient de très faibles doses de césium 137. Quant au gros gibier observé en Alsace, ses doses de contamination sont identiques à celles des animaux domestiques. On craint davantage pour les bécasses qui feront l'objet d'un examen particulier.

Nouveau contrat pour Ariane. — Ariane lancera un troisième satellite Intelsat-6. La société Arianeespace a reçu un nouveau contrat de l'organisation Intelsat, qui gère les télécommunications internationales par satellite, pour le lancement à la fin de 1989 du satellite de la série Intelsat-6 (F3). Ces satellites de 3,7 tonnes, construits par Hughes Aircraft Company, peuvent relayer simultanément trente mille circuits téléphoniques et trois canaux de télévision. Ils doivent progressivement remplacer les satellites Intelsat-5 et Intelsat-5A qui sont actuellement utilisés. Comme les satellites Intelsat-6 (F1) et (F2), qui doivent être mis en orbite en janvier et en juin 1989, c'est un lanceur Ariane-4 de nouvelle génération qui sera utilisé, la messe des satellites dépassant la capacité des lanceurs actuels.

## SPORTS

FOOTBALL : championnat d'Europe des nations. — Philippe Jeannot (PSG) empêche Patrick Battistel (Girondins de Bordeaux), blessé, au sein de la défense centrale de l'équipe de France qui doit affronter l'URSS le 11 octobre au Parc des Princes pour la qualification aux prochains championnats d'Europe des nations.

AUTOMOBILISME : championnat du monde des rallyes. — Le constructeur suédois Volvo a annoncé le 7 octobre qu'il engagera deux voitures dans les épreuves du championnat du monde des rallyes 1987 où la sécurité ne pose pas de problèmes. Après les accidents mortels survenus pendant le tour de Corse et au Portugal, Audi avait suspendu sa participation au championnat.

VOILE : record de la Manche. — En effectuant l'aller-retour Calais-Douvres en 2 h 21 min. 57 sec., Philippe Poupin a la barre du trimaran Fleury-Michon a amélioré le 7 octobre le record de la traversée de la Manche. Il a effectué le parcours du Défilé Calais-Douvres, doté de 150 000 F, en 13 secondes de moins que Patrick Morvan sur Jet Service l'an passé.

JEUX OLYMPIQUES : opposition à la candidature d'Amsterdam. — Un comité d'opposition à la candidature d'Amsterdam pour les Jeux olympiques de 1992 a déposé une plainte le 7 octobre contre le maire de la capitale des Pays-Bas, M. Ed Van Thijn, pour tentative de corruption de membres du Comité international olympique. La présidence de ce mouvement, M<sup>me</sup> Saar Boersma, a déclaré que des magnétoscopes avaient été offerts aux membres du CIO afin de leur permettre de visionner les cassettes vantant la candidature d'Amsterdam, pour influencer leur vote le 17 octobre prochain.

**La Bourse c'est ma vie**

La Bourse sur Minitel.  
L'évolution de votre portefeuille personnel au jour le jour.

Le Monde sur Minitel  
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

## M. Martinez (FN) et le « naufrage des enseignants »

« Ce budget va dans la bonne direction, mais il reste aux budgets futurs à sauter le pas pour mettre fin à la confiscation des crédits de l'éducation nationale et à l'emprise idéologique qui s'exerce sur elle. » La conclusion du rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur le budget de l'enseignement scolaire est rude, mais en confiant le soin de le rédiger à un député du Front national, M. Jean-Claude Martinez (Hérault), la majorité ne pouvait s'attendre à une énumération de banalités.

Les vingt-quatre pages rédigées par M. Martinez sont remplies de formules percutantes. Ainsi celui-ci se demande si le budget de ce ministère, avec ses subventions et ses mises à disposition de personnels à des associations, à des syndicats, voire à certains établissements publics, « n'alimente pas certains des facteurs qui expliquent le délabrement de l'éducation et son amoindrissement ».

Il affirme même que l'Institut national de la recherche pédagogique et le Centre national de documentation pédagogique « semblent avoir été les responsables objectifs du travail de

sape mené méthodiquement au sein de l'éducation nationale ».

L'administration du ministère est accusée de ne pas mettre « la qualité de sa gestion au premier rang de ses préoccupations ». La mission des enseignants a fait « naufrage ». Faute de voir leur « statut » social reconnu, les enseignants se sont « réfugiés dans la fuite en avant la démission ». Bien entendu, la FN est accusée de tous les maux : c'est un « parasisme » qui s'est constitué « un empire », lequel lui permet de « corrompre une partie des crédits du budget et de poser anormalement dans le fonctionnement des affaires du pays ».

La « loi Debré » elle-même n'échappe pas à la critique du député du Front national. Il craint que les facilités qu'elle offre à l'enseignement privé « ne soient un jour déformées de leur vocation originelle et que le budget de l'Etat n'aille financer la transmission de cultures radicalement étrangères ».

La présentation d'un tel rapport, le mardi 7 octobre, à la commission des finances a provoqué de violentes réactions à gauche. Mais M. Philippe Auberger, député RPR de l'Yonne, a lui aussi regretté « le ton insultant polémique » de M. Martinez.

M. Pierre Magnin chargé d'un rapport sur les rythmes scolaires. — Le ministre de l'éducation nationale a chargé M. Pierre Magnin, médecin et ancien recteur, d'un rapport « faisant le point sur les résultats des recherches scientifiques, biologiques et physiologiques en matière d'organisation des rythmes scolaires », qui sera rendu public dans les prochaines semaines.

Né le 24 juillet 1926 à Nancy, M. Magnin est docteur en médecine, licencié en sciences, titulaire d'un certificat d'études supérieures de pneumophysiologie et agrégé de médecine (pneumologie). Professeur titulaire à la faculté de médecine de Besançon

(1965), il a été recteur de l'académie de Clermont-Ferrand en 1970, puis de celle de Besançon de 1972 à 1976. De septembre 1976 à janvier 1977, il dirige l'Institut national de recherche pédagogique. Membre du Conseil économique et social depuis 1976, il y a présenté, en 1978, un rapport sur les rythmes scolaires, précédant notamment le ras-concurrence des vacances d'été. M. Magnin, candidat UDF malheureux aux élections municipales de 1977, est nommé recteur de Strasbourg en 1979. Il quitte ces fonctions en juillet 1981 en déclarant que le nouveau personnel de la direction vers « une éducation de type marxiste qui ne pourra être qu'absolutiste ».

مكتبة الأمل

cent fleur

200 TRÈS  
BONS REPAS  
A PARTIR  
DE 100 F !  
C'EST POSSIBLE  
ET C'EST DANS  
GAULT-MALLARD  
MAGAZINE  
D'OCTOBRE



## Le Monde EDUCATION

### Les cent fleurs des PAE...

Les « projets d'action éducative » ont permis de nombreuses initiatives intéressantes pour ouvrir l'école et stimuler l'intérêt des élèves. Ils seront cette année sous le signe de la déconcentration et de l'austérité.

LANCÉS en 1981, les PAE (projets d'action éducative) ont connu un succès remarquable. Destinés à encourager la rénovation de l'enseignement, ils ont pour objectif d'ouvrir l'école sur l'extérieur, de stimuler l'intérêt des élèves et de lutter contre l'échec scolaire et les inégalités culturelles. L'an dernier, 5 200 lycées et collèges (soit plus de 70 % des établissements) ont réalisé 11 350 projets (1).

Les PAE sont invités maintenant à se conformer aux grands principes de l'action gouvernementale : déconcentration administrative, évaluation des résultats, austérité financière. Dans une circulaire publiée au Bulletin officiel de l'éducation nationale du 16 septembre, M. Saint-Sernin, directeur de cabinet de M. Monory, indique que la décision de subventionner les projets sera prise désormais par les inspecteurs d'académie et que les PAE devront s'inscrire dans les programmes d'action culturelle établis au niveau de l'académie. Un soin particulier devra être consacré à l'évaluation des actions entreprises, et des « outils d'évaluation » seront mis à la disposition des équipes présentant des projets nouveaux.

Les crédits de fonctionnement, comprenant le financement des heures supplémentaires et l'aide aux établissements, qui s'élevaient l'an dernier à 100 millions de francs, connaîtront en 1987 une légère augmentation (de 2 %). En revanche, les crédits d'« intervention », destinés à subventionner des institutions extérieures à l'Etat (en particulier des associations), subiront la baisse de principe de 20 % décidée par le gouvernement pour tous les fonds de cette nature. Ces crédits étaient, l'an dernier, de 17 millions de francs.

#### Priorité aux arts

Les thèmes des projets d'action éducative sont extrêmement divers. Ils peuvent porter sur l'environnement, le théâtre ou la poésie, l'expression interculturelle et le tiers-monde, les arts plastiques, les sciences et les techniques, l'audiovisuel, l'histoire et le patrimoine, l'écriture et la lecture, la musique et la danse, l'économie et le monde du travail, l'amélioration du cadre de vie, la presse et la communication... Dans sa circulaire, M. Saint-Sernin précise qu'une priorité devra être accordée cette année au domaine artistique.

Les PAE ont joué un rôle important dans l'ouverture du milieu scolaire sur le monde extérieur, que ce soit par le jumelage avec les entreprises, la collaboration avec les collectivités locales, la participation des professionnels, des artistes, des écrivains ou des scientifiques. Un organisme comme l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) a participé de façon active à leur développement.

Les établissements ont fait preuve d'une remarquable imagination dans

leurs propositions, et la liste est longue des projets originaux menés à bien : construction de fusées, de télescopes, de machines ; réalisations de journaux, de radios locales, d'expositions, de montages audiovisuels, de maquettes, de spectacles ; découvertes d'entreprises, de parcs naturels, de musées ; aménagement de jardins, de foyers, de bibliothèques, de terrains de sport ; enquêtes auprès des élèves, des habitants du quartier, des milieux professionnels...

Mais, plus que par les statistiques ou les catalogues, l'intérêt des PAE, de l'avis de nombreux enseignants, tient à l'intérêt qu'ils ont rencontré auprès des élèves — notamment ceux en difficulté dans la scolarité traditionnelle. « En faisant appel à la créativité des élèves, on a débarrassé les difficultés d'expression écrite que certains pouvaient avoir », observe M. Vigne, professeur de français au collège de Cesson-la-Forêt (Val-de-Marne), qui, avec sa collègue d'allemand, a lancé un PAE « lecture-écriture », après avoir suivi un stage de formation. Les deux enseignantes ont invité leurs élèves à écrire des contes, en s'inspirant de Grimm et de la littérature allemande. Puis ils les ont adaptés à la scène et les ont joués. Une façon concrète de comprendre la différence entre la langue écrite et la langue parlée.

Même constatation au lycée Eugène-Delauroix de Drancy (Seine-Saint-Denis), où M. Daniel Monteil, professeur d'histoire-géographie et d'informatique, est à l'origine, avec sa collègue d'allemand, d'un PAE « éducation pour la paix ». Commencé en décembre 1983 par une enquête auprès des élèves sur la guerre et la paix, le projet a mobilisé, en trois ans, trente-cinq professeurs de disciplines différentes.

Les succès, là aussi, ont été nombreux. « Des élèves allergiques à l'école se sont intéressés au PAE pour des raisons humanitaires. Puis leurs notes se sont améliorées. Et certains sont passés dans la classe supérieure, alors qu'on ne pensait pas au début de l'année qu'ils en seraient capables », dit M. Monteil. Une brochure a été publiée. D'autres activités se sont greffées : des ateliers de statistiques, utilisant l'informatique, pour travailler sur le désarmement et le développement ; une pièce de théâtre, le *Pari stupide*, que les élèves ont jouée au club UNESCO-France en juin dernier.

Certes, il y a aussi des PAE qui échouent, par désintérêt des élèves, par lassitude des enseignants ou, plus fréquemment, pour des raisons d'organisation pédagogique ou administrative : priorité aux programmes, difficulté de concilier les horaires des professeurs. Mais faire découvrir aux élèves le plaisir d'apprendre, c'est, pour tous ceux qui ont participé à ces expériences, un résultat suffisamment positif pour souhaiter longue vie aux PAE.

(1) Il y a eu aussi 2 156 PAE dans 4 224 écoles élémentaires.

### Le messie d'Orléans

Des élèves d'un lycée professionnel ont redécouvert un sculpteur génial et méconnu, mort au front à vingt-trois ans en 1915 : Henri Gaudier-Brzeska, dit « le Messie sauvage ».

par Roger Sécérain, ancien maire d'Orléans, ce fut le silence durant soixante-dix ans sur

l'abandon. On décide, en accord avec la mairie, de la restaurer. Les élèves voulurent en savoir

fonds de quelque cinq cents photos et même deux petits films. De quoi stimuler le musée d'Orléans, qui poursuit une sage politique d'acquisition et a ouvert dans ses nouveaux locaux en 1984 un espace consacré à Gaudier (3).

Les écoliers du LP de Saint-Jean-de-Braye, dont l'aventure dépasse largement l'action scolaire, ont reçu en février dernier la visite de Jack Lang. Ce n'est pas

#### Portrait

Sur un grand bout de papier, tu fais un bonhomme avec un tout petit nez et, d'un coup de gomme, tout s'efface malheureusement.

Sur ce même bout de papier, tu fais un chapeau, trempe ta plume dans l'encrier pour le beau manteau : c'est tout pour le mauvais temps.

Sous des sourcils, des yeux presque amoureux, une bouche formant un creux, la tête pensante et sa pipe marrante.

Mais qui est-il ? Gaudier poète !

Frank BEP 17 ans



Autoportrait à la pipe (1914)

l'homme et son œuvre, dans sa ville. Mais, depuis quelques mois, Orléans met les bouées doubles pour se faire pardonner. Et plus que les institutions culturelles locales, ce sont les élèves du lycée professionnel du bâtiment de Saint-Jean-de-Braye, avec sa section de tailleurs de pierre, qui sont les principaux artisans de la « redécouverte » de l'artiste.

Les enseignants cherchaient une idée de PAE. La maison natale, toute proche, était à

plus sur l'artiste. Ce fut le coup de foudre, suivi d'une foule d'initiatives pour faire connaître et réhabiliter « le Messie sauvage » dans sa propre ville. Après avoir édité un dépliant et des cartes postales, les élèves ont publié un livre remarquable où les très nombreuses reproductions de dessins et de sculptures sont accompagnées de textes qu'ils ont rédigés eux-mêmes (2). Ils ont également organisé une exposition itinérante. Le lycée, qui a demandé aux autorités académiques de s'appeler « Gaudier-Brzeska », possède un centre de documentation unique sur le sculpteur, qui fut aussi un peintre de pastel et un dessinateur au trait sûr. Y sont rassemblées quantités de livres et d'articles, les catalogues d'exposition, un

tous les jours qu'un ministre de la culture pousse les portes d'un EX-CET de hanicue.

RÉGIS GUYOTAT.

(1) Tate Gallery à Londres, Art Institute à Chicago, Musée national d'art moderne de New-York, MNAM Centre Pompidou...

(2) Henri Gaudier-Brzeska (1891-1915), vu et raconté par les élèves du lycée professionnel de Saint-Jean-de-Braye. Édité à compte d'auteur (195, boulevard Marie-Stuart, 45800 Saint-Jean-de-Braye. Téléphone : 38-86-14-47). 137 p., 70 F.

(3) Les Amis du musée d'Orléans viennent de publier un *Bestiaire de Gaudier-Brzeska*, fac-similé de trente dessins, en vente au Musée des beaux-arts d'Orléans, place Sainte-Croix, 45000 Orléans.

### CARRIÈRES COMPTABLES CAP • BP CPECF • DECS

Stages d'initiation  
et de perfectionnement  
Préparation aux examens d'Etat  
Séminaires

FORMATION  
PROFESSIONNELLE  
CONTINUE

Tél. 42 93 23 26  
39, rue de Moscou 75008 Paris

Notre expérience  
pour votre réussite  
professionnelle

Sous l'égide de la  
Société de Comptabilité de France  
Association loi 1901 reconnue d'utilité publique

### Rencontres

PHILOSOPHIE. — Le Collège international de philosophie organise un débat sur le thème « Les questions actuelles de l'enseignement philosophique », avec la participation de Jacques Derrida, Gérard Granel et Patrice Vermeren. Mercredi 15 octobre, à partir de 18 h 30. Amphithéâtre Poincaré, 1, rue Descartes, 75005 Paris. Renseignements : 46-34-36-99.

LANGUES ANCIENNES. — Le premier congrès de la CNA-RELA (Coordination nationale des associations régionales des enseignants de langues anciennes), 25, rue au Maire, 75003 Paris, aura lieu à Lyon-Caluire, du 28 au 30 octobre, sur le thème « L'Antiquité dans

le roman, aujourd'hui », avec la participation de romanciers.



Supplément gratuit sur l'enseignement supérieur

Prochain numéro :  
22 OCTOBRE 1986  
(avec le Monde daté du 23 oct.)

(Publicité)

### OFFRE BUREAUX DE REPRÉSENTATION A MILAN (ITALIE)

Société très connue offre ses bureaux à Milan et services commerciaux et administratifs. Disponibilité de 2 lignes téléphoniques, télex, télécopieur, magasins éventuels. Références bancaires, financières et commerciales de premier ordre. Aux environs un petit appartement élégamment meublé disponible. Écrire à : Casella T-166, S.P.I. 20100 Milano (Italie).

200 TRÈS  
BONS REPAS  
A PARTIR  
DE 100F!  
C'EST POSSIBLE  
ET C'EST DANS  
GAULT-MILLAU  
MAGAZINE  
D'OCTOBRE

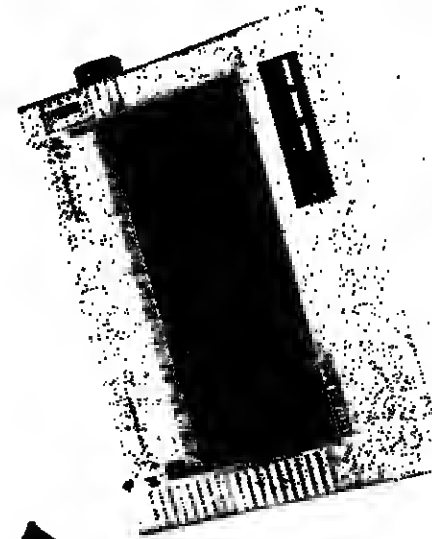
Chez votre marchand  
de journaux

Se perfectionner, ou apprendre  
la langue est possible  
en continuant  
LES COURS D'ANGLAIS  
DE LA BBC  
Cours avec applications en français  
Documentation gratuite :  
ÉDITIONS DISQUES BBCM  
8, rue de Belfort - 75008 Paris

Communication, Journalisme, Publicité  
Relations publiques, Relations presse  
EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER  
Cours de jour, cours du soir « à la carte »  
Reprise le 22 octobre  
INSTITUT INTERNATIONAL  
DE COMMUNICATION DE PARIS  
Établissement d'enseignement supérieur privé  
COMMUNISTE  
22, rue de l'Éducation, 75008 Paris. Tél. : 47-70-12-21



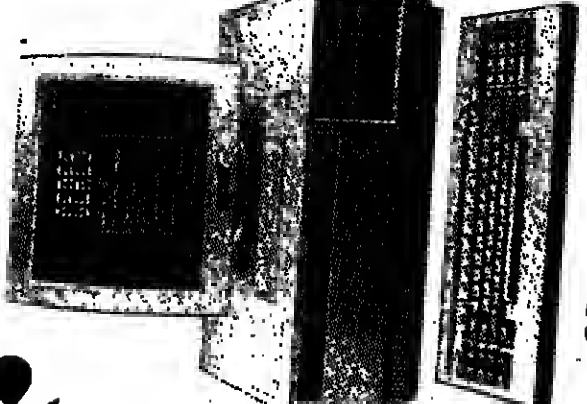
# La Secrétairerie livre tous les jours...



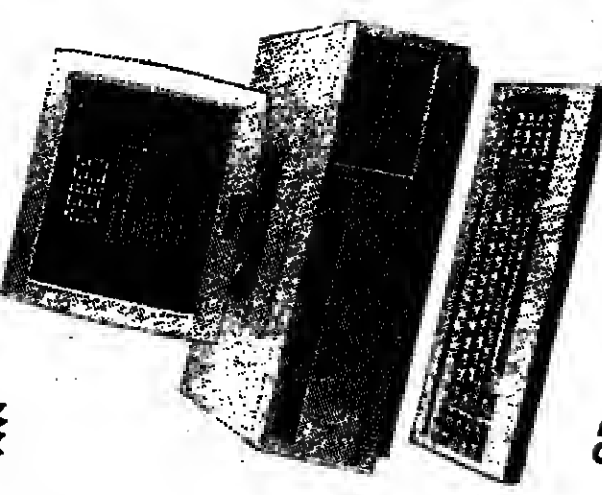
**CITIZEN®**  
**120 D N1Q**  
compatible IBM®  
120 cpi en draft  
Livré complète avec interface  
et câble 2 ans  
Garantie 2 ans  
**2150 F.H.T.**



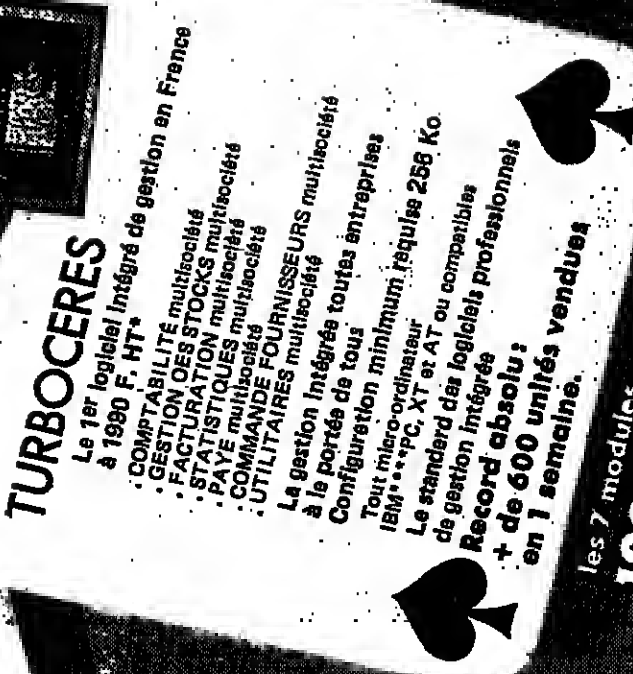
**Z-171 DE ZENITH\*\***  
ENFIN UN VRAI PORTATIF  
AUTONOME COMPATIBLE  
Portatif 6,5 Kg  
Processeur 80058  
640 Ko de mémoire 380 Ko (1/4")  
2 unités de disques 360 Ko  
2 unités de disques 360 Ko  
4 heures d'autonomie  
MS DOS 3.1  
Commandé par Amélie  
Yodanis  
à 18.000 exemplaires  
**14 900 F.H.T.**



**SPC 3**  
840 Ko mémoire de base  
2 unités de disques 360 Ko  
2 unités de disques 360 Ko  
Horloge, calendrier  
Klaxon, alarme  
Branche, secteur  
Livré avec MS DOS 3.1  
et GW Basic  
**9 900 F.H.T.**



**SPC 3**  
840 Ko mémoire de base  
2 unités de disques 360 Ko  
2 unités de disques 360 Ko  
Horloge, calendrier  
Klaxon, alarme  
Branche, secteur  
Livré avec MS DOS 3.1  
et GW Basic  
**9 900 F.H.T.**



**TURBOCERES**  
Le 1er logiciel intégré de gestion en France  
à 1890 F. HT  
• COMPTABILITÉ multioctets  
• GESTION DES STOCKS multioctets  
• FACTURATIONS multioctets  
• PAYS multioctets  
• COMMERCES multioctets  
• UTILITAIRES multioctets  
La gestion intégrée toutes entreprises  
à la portée de tous  
Configuration minimum 1 mégaoctet  
IBM® PC, XT et AT ou compatibles  
Le standard des logiciels professionnels  
de gestion intégrée  
Record absolu :  
+ de 600 unités vendues  
en 1 semaine.  
les 7 modules  
**1990 F.H.T.**

Avec  
• Disque dur 20 Mo  
• 2 Mo mémoire centrale  
• Compatibilité Intel  
**16 500 F.H.T.**  
Supplément couleur  
**3 900 F.H.T.**

Avec  
• Disque dur 20 Mo  
**13 900 F.H.T.**

*La Secrétairerie*

مكتبة الأنجلو

Gene et



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

Reprises de « Whirlpool » d'Otto Preminger et du « Grand Alibi » d'Alfred Hitchcock

### Gene et Marlène en plein suspense

Cinq ans après Laura, Gene Tierney retrouve Otto Preminger dans Whirlpool, un film sur le pouvoir des fantasmes et les remous de la personnalité. Il ressort aujourd'hui sur les écrans en même temps que le Grand Alibi d'Alfred Hitchcock avec Marlène Dietrich.

Otto Preminger n'avait pas inventé Gene Tierney, mais en lui donnant, en 1944, en pleine vogue du film noir, le visage mythique de Laura, fausse morte apparaissant soudain vivante devant le policier amoureux qui rêvait sur son portrait, il en fit une actrice dont la fascination psychologique tout autant que la beauté allaient troubler des générations de cinéastes. Pensez à Gene, Termes les yeux et dites-moi si ce n'est pas Laura qui surgit dans le noir de vos paupières, tandis que la musique de David Raskin évoque, autour d'elle, les obsessions de Dana Andrews, le policier, et de Clifton Webb, le chroniqueur dandy ?

Cinq ans après, la star Gene Tierney et Otto Preminger se retrouvent pour Whirlpool (le Mystérieux docteur Korvo), drame psychologique et criminel qui, bizarrement, laissera moins de traces. Plus tard, Otto Preminger dira à un historien qu'il ne s'en souvient absolument pas ? Et il n'en parlera pas dans sa biogra-

phie. Peu prolifique sur ce sujet dans la sienne (1), Gene Tierney rappelle pourtant que le scénario avait été écrit par Ben Hecht, consultant à prendre le pseudo-nyme de Lester Bartow parce qu'il figurait sur la liste noire. Entre Laura et Whirlpool, un certain McCarthy était devenu vedette de la « chasse aux sorcières ».

Ben Hecht auteur de Whirlpool, ce n'est pas rien, et la reprise du film de Preminger, après la sortie de l'adaptation (française) de Je hais les acteurs, nous invite à plus de curiosité que lors de la dernière diffusion (avril 1981) à la télévision. Comme dans Laura, Gene Tierney — Ann Sutton — forme le sommet féminin d'un triangle dont la base est constituée par deux hommes : Richard Conte, son mari le médecin psychiatre Bill Sutton, et José Ferrer, c'est-à-dire David Korvo, charlatan hypnotiseur qui, sous prétexte de la guérir de sa kleptomanie, la fait chanter et accuser d'un crime. Preminger recrée ici les ambiances lourdes, tendues, d'un monde où s'insinue le doute, où l'ambiguïté des comportements peut faire tout supposer. Suspense angoissant, bien sûr.

Mais on dirait que ce qui vient du scénario est plus fort que la mise en scène. Avec ses manières insidieuses, son élégance, sa froide perversité, José Ferrer-Korvo n'est-il pas le double maléfique, le « docteur Jekyll » de Richard Conte-Sutton, mari trop paternel et psychiatre incapable de guérir sa femme ? En proie à

l'insomnie, aux pulsions de vol, à la frustration sexuelle, Ann Sutton est plus attirée par Korvo, qu'elle en fera sa victime. Whirlpool, qu'on devrait, littéralement, titrer le Gouffre, est donc, avant tout, une admirable histoire de Ben Hecht sur le pouvoir des fantasmes et les remous de la personnalité. Or le scénariste écrit, ensuite, pour Preminger, le scénario de Where the sidewalk ends (Marx Dixon détective, 1950) où Dana Andrews est un policier violent, au bord de la folie, avec Gene Tierney comme partenaire. Ce n'est plus Laura, et Otto Preminger s'est montré tout autant amnésique sur Dixon que sur Korvo !

Mais, en 1950, Gene Tierney est allée à Londres pour le tournage des Forbans de la nuit (Julius Dassin, avant Text définitif). Dans son livre, elle raconte que Clifton Webb l'invita à dîner avec Noël Coward et Marlène Dietrich, qu'elle ne connaissait pas. Ces rencontres du hasard ont toujours quelque chose d'étonnant. Car, en 1950, à Londres, Marlène Dietrich est la star du Grand Alibi d'Alfred Hitchcock, film qui vient de ressortir cette semaine à Paris, en même temps que Whirlpool, dont le scénario aurait certainement convenu à un cinéaste de Notorious et de Spellbound.

Dans ses entretiens avec François Truffaut, Hitchcock n'accorde par beaucoup d'importance au Grand Alibi, dont il regrette le sujet et le flash-back mensonger — mais, assez rose, il raconte que Jane Wyman se met-

tait à pleurer chaque fois qu'elle allait aux rushes et qu'elle se comparait à Marlène Dietrich. On a bien le droit d'aimer ce film énormément et de ne pas tenir compte des marottes d'Alfred. Grande par le succès de Jody et le Faon 51, surtout, de Johnny Belinda, Jane Wyman — divorcée de Ronald Reagan — est alors une remarquable actrice de composition et c'est à une double composition, que l'invite le scénario du Grand Alibi.

Eve Gill, apprentie comédienne, aide Jonathan Cooper (Richard Todd), un camarade dont elle est éprise, à fuir la police. Dans la voiture, Jonathan lui raconte comment sa maîtresse, la vedette de music-hall Charlotte Inwood (Marlène Dietrich) est arrivée chez lui, après avoir tué son mari, avec une robe tachée de sang sous son manteau. Ne donnons pas les autres détails qui vont commander toute la suite de l'action. La police croit Jonathan coupable du meurtre du mari et, à la fin de ce « retour en arrière » qui contient certains éléments faux, on voit la scène que citait Truffaut dans Vivement dimanche : Jonathan arrivant demander de l'aide à Eve au cours dramatique où elle répète en costume.

Le « flash-back mensonger » n'est pas une erreur, puisque tout le suspense du film tient à ce qui en résulte : une pièce à conviction détraquée. Eve s'introduisant chez Charlotte Inwood comme femme de chambre, pour l'épicer, la démasquer. Or il est bien évident qu'il y a un mystère dans la mai-



Alfred Hitchcock et Marlène Dietrich pendant le tournage de « Grand Alibi ».

sou ; Charlotte cache quelque chose. Eve joue un rôle qu'aucun de ses professeurs n'aurait pu lui apprendre, elle met à l'épreuve sa fonction de comédienne, mais, comme femme, elle bascule lorsqu'elle se sent devenir amoureux de l'inspecteur Wilfred O'Smith (le très distingué Michael Wilding). Elle s'empêchera alors dans son enquête, et la confrontation Marlène Dietrich-Jane Wyman devient passionnante, puisque la star (dans le film) ne se méfie pas de la bécasse mal fagotée qui lui rend service et à laquelle elle apparaît comme un mensonge.

Hitchcock s'est souvent retrempé dans l'humour anglais, en particulier lorsqu'il décrit une kermesse sous la pluie et les allées et venues extravagantes d'Eve et de son père cherchant à piéger

Charlotte. Marlène, merveilleusement habillée par Christian Dior, essaie un costume de veuve qui la rend encore plus désirable et résiste à la dérision hitchockienne dans la scène de music-hall où elle se roule sur un canapé en échantant qu'elle est « la fille la plus paresseuse de la ville ». Qui d'autre aurait cette allure et cette façon royale de parodier son mythe ? Elle chante aussi la Vie en rose, ce qui vous file un petit coup de blues. L'heure de la vérité sonne dans un théâtre vide. Suspense à la fois pour Marlène et pour Jane. Et la grande Dietrich fait sa sortie en mettant tout le monde dans sa poche.

JACQUES SICLIER.

(1) Mademoiselle, vous devriez faire du cinéma... par Gene Tierney. Editions Hachette, 1983, 312 p., ill., 110 F.

« Aliens », de James Cameron

### Le retour de la bête

Sur une planète de métal, un commando dirigé par Sigourney Weaver combat une armée de suceurs visqueux. De la beauté naît l'effroi.

Ripley hibernait depuis cinquante-sept ans en compagnie de son chat quand on l'a retrouvée et tirée de son sommeil. Elle n'avait rien oublié. La bête immonde, le suceur visqueux qui prend vie en prenant possession des corps humains, hantait ses cauchemars. Une chose sans nom : Alien.

Sigourney Weaver était Ripley, c'était son premier grand rôle au cinéma dans le film de Ridley Scott, très beau, très effrayant : un grand succès. Et Sigourney Weaver, avec son physique particulier d'intellectuelle sportive aux jambes interminables faites pour les championnats de saut en hauteur, a gagné une notoriété considérable. Il fallait donc une suite. C'est Aliens. Ripley étant dans le premier film la seule survivante d'une équipe de cosmonautes, Sigourney Weaver est seule demeurée de la première distribution.

Tout est changé, y compris le metteur en scène, qui cette fois est James Cameron également auteur du scénario. Son précédent film Terminator avec Schwarzenegger, n'avait pas un énorme budget, mais offrait une formidable double poursuite, crispée, violente avec les justes respirations d'humour qui permettent de repartir plus fort dans l'épouvante. Terminator ayant fort bien marché, James Cameron a disposé pour Aliens de beaucoup plus d'argent. Il en a profité avec bonheur.

Illustrateur, grand maître en effets spéciaux, il dessine une planète fabuleuse, toute de métal, de panneaux transparents, dure, déshydratée, un dédale de caves, de souterrains, de tunnels que des bêtes démesurées, sortes d'araignées préhistoriques parcourent à toute vitesse, leurs longues pattes glissant sur les parois courbes. C'est de la beauté insolite que naît l'effroi.

L'intrigue est simple : une colonie de Terriens installée sur cette



Sigourney Weaver et Carrie Henn.

station spatiale a été détruite par les bêtes, les Aliens. Puisque seule Ripley les connaît, elle est chargée de guider un commando de « marines », formé d'hommes et de femmes, tous des soudards, plus un androïde — un sage — qui, bien entendu, ne connaît ni la peur ni la douleur physique, mais dont les traits expriment une douceur tourmentée.

L'organisateur de l'expédition est un technocrate de type washingtonien — un clair, joli sourire, bien propre sur lui. Mais ce bon garçon est un cynique. Il veut seulement sauver le matériel qui peut encore l'être, installer d'autres colons, plus tard, et ramener une bête sur la Terre. Peu lui importent les vies humaines sacrifiées. James Cameron a construit les péripéties de son scénario à partir de ce personnage.

An pays de la libre entreprise, le « monstre froid » c'est l'argent.

Paul Reiser est excellent, tellement sympathique qu'on a du mal à croire à son hypocrisie. James Cameron dit qu'il a passé des centaines d'auditions à Los Angeles, New-York et Londres — une partie du film a été tournée en Angleterre — et choisis les interprètes avec un soin minutieux. Il les a fait travailler comme s'ils jouaient un drame psychologique. Une telle fable exige que les acteurs soient immédiatement crédibles, que leurs relations soient authentiques. C'est toute la valeur du film, plus encore que la splendeur de la réalisation.

James Cameron tient au réalisme des comportements, des réactions, des rapports entre les personnages et à leur apparence. Ils sont habillés comme on l'est aujourd'hui, dans une sorte de neutralité intemporelle, si bien que leurs affrontements avec les Bêtes semblent proches de nos vio-

lences quotidiennes. Le commando se conduit comme on le voit dans les films de guerre, si confiants dans l'efficacité de leurs armes. Ils s'imaginent invincibles et vont au casse-pipe en roulant des mécaniques, plus victimes que brutes finalement mais assez bornés pour qu'on ne s'appuie pas sur leur sort.

Bien qu'il ne se pose pas en moraliste, James Cameron n'est pas un apôtre de la violence. Il montre les Terriens comme des prédateurs, des colonisateurs impérialistes. Des Aliens, il ne justifie pas leur massacre par les Bêtes, il dit seulement que les Bêtes font comme les humains, elles tuent pour survivre.

Dans toute histoire, il doit y avoir une histoire d'amour : Ripley éprouve de la sympathie pour un soldat moins conditionné que les autres, mais sa « tendresse » elle la vit avec une petite fille de colons qui a échappé à la destruction, seule avec sa poupée. Elle est née là, connaît les dédales de la station. « Elle y a joué au temps de son enfance heureuse. De sa mémoire dépend la vie de ces soldats hyper-armés », raconte James Cameron. Je tenais beaucoup à ce qu'elle ait la gravité terrible des gosses cassés par l'expérience de l'horreur. Ils gardent la vitalité de leur âge, et ils jugent. Je ne voulais pas que Ripley adopte une attitude maternelle, protectrice, ça ne pouvait pas aller. Elles doivent avoir des rapports d'adultes, en tout cas de complicité.

Les personnages accrochent, les images sont superbées, le scénario impeccable. Aliens est le troisième film de James Cameron. Il ne reconnaît pas le premier : Piranha. « Je ne veux pas paraître arrogant, mais le scénario n'était pas de moi, et je n'ai pas eu le contrôle du montage. » Avant ça, il a travaillé chez Roger Corman, a fait un court métrage avec un copain. Avant encore, il a été camionneur (« pendant deux ans ») tout en écrivant des scénarios, à sa sortie de l'université où il a étudié les sciences : « Je voulais devenir un savant », dit-il. Il est devenu cinéaste.

COLETTE GODARD.

« De l'Argentine », par Werner Schroeter

### Reportage intime

Invité en 1983 par le Goethe Institut de Buenos-Aires, Werner Schroeter y a dirigé un séminaire de cinéma. Il y reste quatre semaines et demande aux étudiants de lui raconter, en films, la « réalité sociale du moment », dernier moment de la dictature militaire, et pas le moins dangereux. Werner Schroeter doit partir. Il a emmené le matériel, mais ce travail inachevé lui pèse. Le retour à la démocratie qui suit la guerre des Malouines lui offre l'occasion de le poursuivre. Jack Lang, alors ministre de la culture, lui permet d'en compléter le financement.

Werner Schroeter retourne à Buenos-Aires en 1985. Il met en scène le spectacle d'une comédienne — que l'on voit dans le film dire un extrait du Galilé de Brecht. Il retrouve ses étudiants et il regarde l'Argentine blessée.

Il faudrait ignorer totalement Werner Schroeter pour imaginer un documentaire habituel, une tentative d'information exhaustive, objective. Schroeter nie le sens du mot « objectif » et son utilité. C'est en poète qu'il saisit le réel. Cinéma, metteur en scène de théâtre et d'opéra, les mondes qu'il édifie montent et racontent la vérité de cette vision poétique, souvent noire, cruelle,

et certainement belle, flamboyante.

A son second voyage à Buenos-Aires, Werner Schroeter se promène dans la ville, et laisse traîner son regard d'étranger amoureux sur les visages, sur un visage d'enfant, fasciné. Il suit l'actualité à la télévision, travaille au théâtre, entre dans le quotidien. Il retrouve des gens, en rencontre d'autres, entend les confidences. Il suit le rumeur sans fin des médias qui appellent encore, toujours, leurs disparus. Il boit du vin blanc dans des restaurants d'artistes, traîne dans la nuit pluvieuse, s'enveloppe de ce que les discours, les analyses ne peuvent pas dire.

En disposant dans le champ de sa caméra des gens vers qui le pousse un élan qui ressemble à l'amour, Werner Schroeter raconte son amour pour l'Argentine, pays lointain dont il voudrait appréhender les secrets, secrets que reflètent les regards, les visages, plus que dans les scènes reprises dans l'actualité. De l'Argentine est un reportage d'intimité, l'histoire d'une rencontre fulgurante et tendre, fascinante, trop riche, trop brève. Il faut voyager dans cette Argentine visitée par Schroeter.

C. G.

GEORGE-V - FORUM ARC-EN-CIEL - FRANÇAIS PATHÉ - PARNASSIENS  
SAINT-GERMAIN STUDIO - 14-JUILLET BEAUGRENELLE  
ÉLYSÉES-LINCOLN - GALAXIE





## DANSE

## Karole Armitage à Bobigny

## Le peintre et la danseuse

Karole Armitage et le peintre David Salle tentent d'injecter au ballet classique une énergie contemporaine. Ce n'est pas si simple.

Il se passe aujourd'hui pour Karole Armitage le même phénomène que pour Twyla Tharp. A force d'attirer l'attention sur elle, de déranger, d'agresser, elle a séduit le Tout-New-York. Vanity Fair consacre un long article à la « princesse punk », nouvelle star de la danse, fiancée au jeune peintre David Salle.

Aujourd'hui, la danseuse a beaucoup de mal à se débarrasser de son étiquette « punk ». A maintes reprises, elle a affirmé avec véhémence son attirance pour le classique, dans le sens où classique signifie force technique et économie de moyens. La voici qui propose une nouvelle alternative au ballet traditionnel en le situant dans un environnement scénique et musical contemporain et en le chargeant d'une énergie et de rythmes nouveaux, avec son ballet, *The Elisabeth Phrasing of the Late Albert Ayler* — plus succinctement *Elz* — présenté à Bobigny par la Festival d'Automne.

Les décors ont été réalisés par David Salle, « nouveau figuratif » new-yorkais. Ses rideaux mobiles, ses peintures géométriques d'objets usuels, s'intègrent bien à la chorégraphie, une suite d'entrées, de variations, dansées par une troupe jeune, pleine de vie.

C'est la retour aux pointes, aux figures d'écoles, mêlées de

gestes quotidiens, cassées dans leurs enchaînements selon un jeu subversif pratiqué par bon nombre de jeunes chorégraphes actuels et qu'avait poussés très loin Balanchine, usant des rythmes de jazz, des déhanchements du bassin et des cassures de pieds, mais avec quelle invention ! Par comparaison, Karole Armitage paraît presque timorée.

## Des « pointes » d'araignée

On se demande quel accueil le public aura fait à une troupe inconnue venue présenter ce programme. S'agissant de l'impertinente Karole, on peut lui prêter des intentions au second degré qui n'apparaissent pas dans l'exécution. Ou alors il aurait fallu que toutes les danseuses possèdent la même présence qu'elle, ses « pointes » d'araignée, ses développements anguleux, cassés d'équilibrements « glorieux ».

La seconde partie, inspirée par la musique free d'Albert Ayler, est la plus réussie. Un climat de tendresse, de jeunesse, s'installe dans un foisonnement de « grands jets », « fouettés », danses folkloriques, surchauffées par le duo des saxos. Les costumes sont pimpants, acides, et c'est vrai qu'à certaines moments on peut penser à l'époque parisienne des ballets Diaghilev.

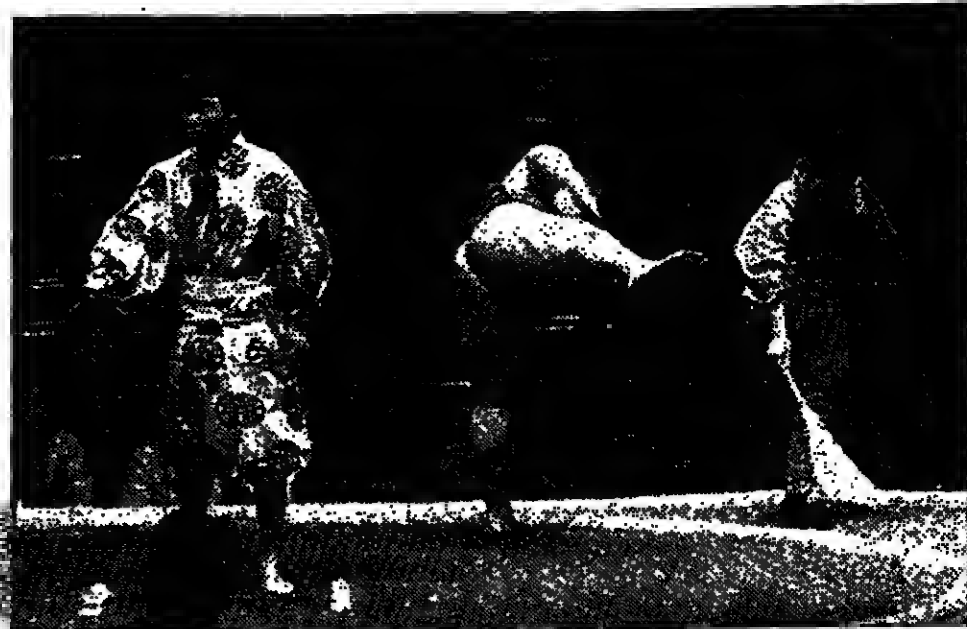
MARCELLE MICHEL.

\* Créé à la maison de la culture de Rennes le 18 septembre, ce ballet est présenté à la maison de la culture de Bobigny jusqu'au 11 octobre (20 h 30), et ira ensuite à Barcelone du 12 au 20 octobre.

## TRADITION

## Bercy à l'heure du sumô

## Le rituel et le muscle



Pendant deux jours, les 10 et 11 octobre, le Palais de Bercy va vivre à l'heure japonaise. Les « sumôtori », montagnards de chair et de muscles, vont s'empoigner, pour la première fois, sous l'œil d'un public parisien.

Autant que le sport national japonais par excellence, le sumô — ce combat de deux colosses de chair et de muscles au crâne planté d'un chignon — est une sorte d'institution. Sa popularité est immense et ses six tournois annuels, d'une durée de quinze jours, entraînent des foules considérables qui achètent les tickets des semaines à l'avance. La télévision et la radio diffusent les combats en direct, et le nom et la silhouette des champions sont familiers à tous les Japonais (leurs photographies figurant plus souvent sur la couverture des hebdomadaires que celle du premier ministre). Le sumô est une tradition plus complexe que ne le laisse a priori penser la simplicité de ses règles — faire toucher le sol à l'adversaire — et dont les origines se confondent avec la mythologie nipponne.

Selon la légende, le sumô remonte à la lutte entre deux divinités dont le vainqueur, le dieu Takeminakata, serait à l'origine de la lignée impériale. La force, dans le Japon mythique, passant pour indiquer la volonté des dieux.

Plus prosaïquement, le sumô est lié au culte shinto (religion première du Japon) et il s'apparente à des formes de lutte venues de Corée et de Chine. Les associations de combat apparaissent à l'époque Nara (VII-VIII siècles), et les combats commencent

alors à être patronnés par la cour. Ayant fait partie des arts martiaux au cours de la période des guerres civiles (XVI<sup>e</sup> siècle), il devint par la suite un sport professionnel et populaire pratiqué lors des fêtes villageoises ou de cérémonies shinto, notamment des cultes de la fertilité. C'est au cours de la période Edo (XVII-XIX<sup>e</sup> siècles) qu'il prit à peu de chose près la forme que nous lui connaissons. Il se pratiqua longtemps aux coins des rues, et il existait même un sumô entre une femme et des aveugles : un spectacle au caractère scabreux certain.

Certains sumôtori (luteurs) ayant pris part au renversement du régime shogunal aux côtés des réformateurs de Meiji, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le nouveau pouvoir leur témoigna ses faveurs. Mais ils n'en furent pas moins l'objet d'une sérieuse controverse : pour les modernistes, leur nudité était « choquante » et un signe de « barbarie », pour les traditionalistes, ils faisaient partie de la culture japonaise. Ce furent ces derniers qui l'emportèrent et, en 1884, l'empereur Meiji assista à un tournoi de sumô consacrant définitivement son prestige. Lorsque les sumôtori se rendirent, il y a deux ans, à New-York, M<sup>re</sup> Reagan n'en joua pas moins les effarouchés devant leur nudité et refusa de les recevoir à la Maison Blanche.

L'atmosphère des salles de tournoi, où les spectateurs boivent et mangent en regardant le spectacle, l'adulation dont les luteurs sont l'objet (les femmes n'étant pas les dernières passionnées par les combats), témoignent du côté divertissement de masse qu'est resté le sumô — même si le baseball tend désormais à lui ravir cette place.

Les rituels du combat de sumô, aussi importants peut-être que l'affrontement lui-même, sont encore liés au culte shinto. Par exemple, le toit des arènes sus-

pendu au-dessus de l'arène (*dohyo*), c'est-à-dire un cercle de 4,55 mètres en sable tassé délimité par les bourrelets de paille, évoque celui d'un temple. Au début des tournois, un prêtre shinto vient d'ailleurs purifier l'air du combat. Les luteurs eux-mêmes jettent en l'air une poignée de sel, élément purificateur, avant de s'affronter : plus de 650 kilos de sel sont ainsi utilisés au cours d'un tournoi.

Le combat est réglé par un arbitre (*gyoji*), revêtu du riche costume en soie des nobles de la période Muromachi (XIV<sup>e</sup> siècle). Ils sont traditionnellement issus de deux grandes lignées que les connaisseurs distinguent à la manière dont ils manient l'éventail qu'ils utilisent pour diriger l'empoignade, poussant d'une voix haute perchée ce qui peut sembler de longs hululements modulés mais qui en fait indiquent aux spectateurs l'évolution du corps à corps.

## De lents rituels avant l'empoignade

Le contraste est étonnant entre les lents rituels précédant l'empoignade et l'affrontement lui-même qui ne dure souvent que quelques secondes. Les luteurs arrivent simplement vêtus du *maewashi*, étoffe de soie ceinte autour des hanches, tressée entre les jambes et fixée par un nœud dans le dos. Cette étoffe de plusieurs mètres de long sert autant à voiler leur nudité qu'à assurer un point d'appui à certaines prises.

Le rinçage de la bouche avec de l'eau sacrée et la projection du sel sur l'arène sont précédés par une flexion des jambes, l'extension des bras en croix (en trois temps de haut en bas : signifiant le ciel, l'homme et la terre) et le claquement des mains (rituel d'exorcisme). Puis, c'est la levée successive des deux jambes dans une sorte de grand écart, surprenant pour ces mastodontes, qui se

termine par une claque sur les cuisses (une pratique qui vise à se dégoûter). Enfin, les deux adversaires sont face à face, accroupis les poings au sol, leur énorme postérieur en l'air, s'observant. L'empoignade est proche. La tension monte dans la salle. Et puis : rien. Les luteurs se relèvent et toute la cérémonie recommence. Limitée à quatre minutes, ces faux départs constituent autant un artifice pour exciter le public qu'un moyen de concentration, d'évaluation de l'adversaire et de bluff à son égard.

Le choc, quand finalement il a lieu, est fulgurant. Filmé au ralenti, cela donne deux masses de chair s'aplatissant l'une contre l'autre, se déformant, se pétrissant, s'agrippant et se claquant le visage. Il s'agit d'expulser l'adversaire de l'aire de combat ou de lui faire toucher le sol. La technique de lutte du sumô compte soixante-huit prises qui se ramènent à pousser, tirer, renverser, soulever, projeter des hanches, faire trébucher ou tout bonnement gifler.

Les luteurs peuvent peser de 180 à 250 kilos, mais on aurait tort de faire de ceux-ci de simples obèses. Ce sont aussi à leur manière des athlètes. Tout leur poids est concentré sur l'estomac et les hanches où réside leur force de pousser et de résistance à l'assaut de l'adversaire. Si autrefois, le sumô a pu être d'une rare violence, aujourd'hui la force, la vitesse et l'équilibre sont les facteurs essentiels.

Les luteurs font partie de deux grandes « écoles » : celle de l'Est et celle de l'Ouest. Ils sont classés en fonction d'une hiérarchie stricte dont les échelons correspondent aux performances de chacun et non à son poids. Bon joueur, le sumôtori ne montre jamais sa déconvenue ni son désaccord avec l'arbitre. Le sumô est une confrontation mais l'agressivité en est absente.

PHILIPPE PONS.

Au Grand Palais à Paris  
du 25 Septembre au 12 Octobre 1986

# La XIII<sup>e</sup> Biennale internationale des Antiquaires

avec  
la Haute Joaillerie de France  
et le Livre rare



Ouvert tous les jours de 11 h à 23 h  
et le dimanche de 10 h à 20 h  
métro : Champs-Élysées-Clémenceau

galerie des orfèvres

66 quai des orfèvres - 75003 Paris - Tél. 42-78-61-79

georges yoldjoglou

7 octobre au 25 octobre 1986

Ecole des Beaux-Arts  
de Rueil-Malmaison

Cours préparatoire  
aux concours nationaux

Renseignement :  
Lundi, mardi, mercredi,  
de 16 h à 20 h

Tél. : 47-08-30-35

Découvrez aujourd'hui  
les peintures de demain

EN PERMANENCE  
ÉCOLE NORMANDE CONTEMPORAINE  
GALERIE VICTOR-HUGO

Place Victor-Hugo  
81, rue Boissière, 75116 Paris

Du mardi au samedi  
de 14 h à 19 h et sur rendez-vous  
Tél. 46-01-26-01

GALERIE DART DE LA PLACE BEAUVAU  
94, Faubourg Saint-Honoré, Paris, 42.65.66.98

VERLINDE

Jusqu'au 31 octobre

Galerie TENDANCES

105, rue Quincampoix, 75003 Paris

Tél. 42-78-61-79

HUNDERTWASSER

œuvres anciennes

jusqu'au 20 octobre

USA  
LANGUAGE

Anglais tel qu'on le  
parle en Amérique

Cours semestriels :  
15 octobre au 14 février 1987.

Stages intensifs  
toute l'année.

Cours spécialisés :  
American Literature,  
Medical English.

Ateliers de création en anglais :  
Creative Writing,  
Art Workshop, Theatre.

Cours pour enfants.

COUNCIL

Centre Franco-Américain

1, place de l'Odéon, 75006 Paris

Tél. : 46-34-16-10

مكتبة الأمل

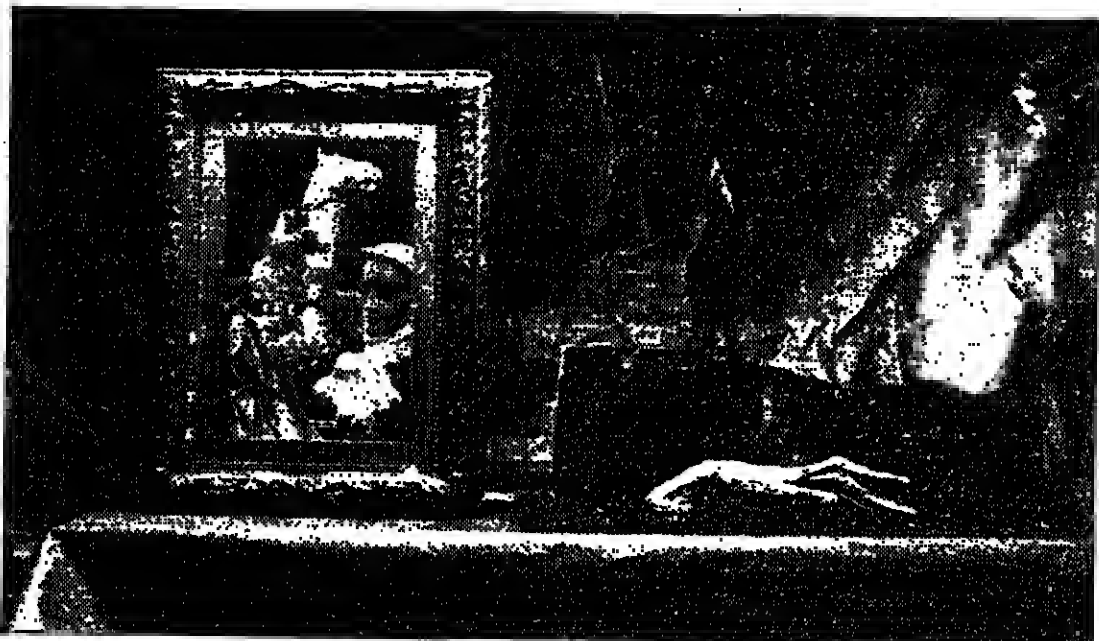


## Six ans de Studio 666, à Metz Un antimusée

Le Studio 666 de Carol Marc Lavrillier a ouvert ses portes à Metz il y a six ans. Une rétrospective de son travail est présentée à Metz.

Une chose sante aux yeux quand on entre dans le cadre splendide des caves Sainte-Croix, à Metz (1). C'est que la plupart des œuvres présentées ne l'auraient jamais été ailleurs qu'au Studio 666. Et encore, sur les cinquante noms prévus, faute de place ou par choix artistique, Lavrillier en a écarté près d'un tiers, notamment les reporters, dont il estime, sans nier leurs qualités, qu'ils ne répondent plus aux questions que la photographie pose aujourd'hui.

Cette épurée est significative. Et permet de dégager trois lignes de force, en tête desquelles s'illustre la relation unissant photographie et sculpture. C'est le cas de Pierre Mercier avec ses *Statues de mineur*, de Gormezano et Minot « imitant » la nature, et de l'ahurissante série d'autopourtraits de l'Américain John Coplans fixant avec un humour sans concession l'état de son corps vieillissant. Détournant à son profit la nature morte (Michel Dheurlie; Winfred Evers) ou le portrait (Pruszkowski, Finkas), une seconde tendance réside dans l'affrontement aux composantes traditionnelles de la photographie, qu'il s'agisse de la lumière (Houmanti), de l'espace (Dyrydale, Wijnanda Deroy, Rittersman), de la couleur (De Fraye), du mouvement (Müller-Pöhlle) ou de la perception qu'on en donne, ce qui aboutit par la mise en cause du cadre (Fostel, Bergeron) à mettre en jeu le sens des choses et à



Le grenier de la mémoire (1984).

l'épreuve la spécificité même du médium (Tom Drahos). Enfin, le troisième courant fait de la prise de vue l'enjeu d'une théatralisation, d'un questionnement sur l'imaginaire et la représentation comme le réussit sur des registres variables l'« école hollandaise » (de Marko Brockmans à Erica Uhlenbeck, Boonstra ou Henk Tas) qui apporte un formidable bol d'air en développant une pratique radicalement inventive, aux accents inédits pour la France.

En revanche, c'est sur le registre de l'œuvre que se déploie, solitaire, la réflexion sur l'apparence que poursuit Alain Fleischer, le Catalan Catany, dont les calotypes annoncent la superbe réalisation couleur sur les fleurs, ou le Laotien Rasi, qui évoque sans

pesanteur la symbolique du temps par le jeu de la lumière et de l'ombre. Jouissant d'une réputation internationale, tous trois explorent des voies nouvelles qui contribuent à enrichir le vocabulaire de la photographie.

Invitant à suivre, pour ainsi dire pas à pas, la logique et la complexité d'une expérience originale, cette rétrospective de six années d'activité n'est pourtant pas un album de souvenirs ni un monument érigé en hâte pour célébrer la création qui se fait. Mais un antimusée, plus hétéroclite qu'homogène, qui traite l'art comme un puzzle et n'hésite pas à prêter ses erreurs pour mieux révéler derrière les errances et les aberrations — si cruelles avec le recul — la vitalité d'un art jeune qui cherche et s'interroge.

Comme l'écrit Jean-Claude Lemagny : « On ne communique la création que par la création continue. » Sans souci de récolter des dividendes, donnant sa chance à l'éphémère, Lavrillier a toujours combattu pour défendre les œuvres qu'il aime.

Non content de gérer sa galerie, ce révéru têtue vient d'engager un nouveau pari en éditant à ses frais trois livres d'un coup (2). Objet bibliophilique autant qu'ouvrage de référence, réunissant 106 œuvres de 39 photographes, tiré en cahiers séparés et susceptible d'être complété par la suite, ce premier bilan d'un travail de recherche ne prétend pas que l'évolution d'un art peut s'écrire en six ans à travers la seule ouverture d'une galerie.

Mais il présente à coup sûr un moment de l'histoire de la photographie. Et, à travers elle, de l'art en général.

P. Ro.

(1) « Un choix photographique dans la création contemporaine », Caves Sainte-Croix, Metz, présenté par le Studio 666 et Metz pour la photographie, jusqu'au 2 novembre.

(2) *Le Studio 666*, Carol Marc Lavrillier, présenté par Jean-Claude Lemagny et suivi d'un entretien, coffret imprimé sur papier héli 190 grammes, 785 F. en souscription jusqu'au 29 novembre, 695 F.

★ *Bourdelle, peinture*, introduction de Jean Seltz, 120 reproductions, éd. 666, 495 F.

★ *Portraits d'artistes - Les années 50/60*, par Denise Colomb, préface Dominique Carré, commentaires Denise Colomb, éd. 666, 455 F.

## Carol Marc Lavrillier, ou la photo révélée

Photographe attiré de la revue l'Œil, auteur d'ouvrages sur Bourdelle et Delacroix, Carol Marc Lavrillier ouvre en novembre 1980 le Studio 666 à Metz. Porté par sa passion pour la création contemporaine, il y présente plus de cinquante photographes, dont quarante pour la première fois en France. Certains, comme Pierre Mercier, Alain Fleischer ou Tom Drahos, figurent

aujourd'hui dans les collections des FRAC et des musées. Souvent avec des moyens de fortune, se disputant, créant des ouvertures, prenant des risques, explorant la relation entre les arts, l'art, l'exposition et l'édition, Lavrillier continue à cinquante-trois ans d'assouvir son irrépressible besoin de liberté. Et d'assumer sans spéculations le rôle pilote qu'il souhaite jouer dans la découverte de nouvelles expressions. Sa galerie, étagée sur deux niveaux, est sa vraie demeure, sa seconde peau, sa coquille d'escargot.

« J'appartiens à une famille d'artistes, dit Carol Marc Lavrillier. Dès l'instant où j'étais en âge de tenir un crayon, on m'a appris à dessiner, autrement dit, à voir. Amené à faire des études de sculpture et de gravure, je me retrouve, entre dix-sept et vingt-trois ans, à l'École des beaux-arts. C'est ainsi que j'ai découvert la magie de la photographie. En 1959, j'ai commencé à travailler pour la revue l'Œil jusqu'en 1974. J'y ai appris un équilibre dans la compréhension des différents arts et j'ai décidé de m'en servir concrètement en ouvrant une galerie.

« Mon intention était seulement de permettre à des jeunes artistes de s'exprimer. Je n'avais aucune idée de ce que pouvait

être le marché, mon intérêt s'est porté d'emblée sur ceux qu'on appelle aujourd'hui les plasticiens. J'ai toujours considéré la photographie comme une discipline égale aux autres. Ce que je voulais montrer, ce n'était pas un type d'artistes bien précis mais un bouquet des diverses tendances. Pour moi, le rôle d'une galerie n'est pas d'accumuler les noms célèbres mais de révéler la création qui se fait.

« Lorsqu'on est directeur de galerie, la liberté et les contraintes s'affrontent dans tous les domaines, à commencer par les problèmes matériels qui consistent à tenir un lieu en vie quand on ne dispose pas de ressources suffisantes. J'aurais pu m'installer dans le système de la double vente, ancienne et moderne, mais je ne l'ai pas voulu. Je me consacre à ce qui se fait chaque jour. La marginalité dans laquelle je m'inscris est incontestable.

« La photographie est un phénomène en marche. Chaque petit moment peut sembler faible mais recèle peut-être une clé qui ouvre des horizons nouveaux. Son développement est comparable à celui de la science. Dans le temps, on attribue le prix Nobel pour une grande découverte. On le donne aujourd'hui à une recherche de l'infinimental qui va permettre au reste de continuer à avancer. Ceux qui veulent figer la création

devraient se souvenir que les photos anciennes, qui ont acquis une telle valeur à présent, ne constituaient rien d'autre, elles aussi, qu'une étape.

« La photographie qui m'intéresse commence en 1910 avec les futuristes italiens, meurt en 1920 avec le fascisme, renaît avec le Bauhaus qui meurt avec le nazisme et renaît après les années 60 avec une photographie libérée du reportage, du souci d'informer et de traduire la réa-

lité. Ce qui me satisfait, c'est de voir mon travail s'inscrire dans une tradition qui lui donne son sens. Pour moi, la photographie n'est pas un art du souvenir, et je ne serai jamais quelqu'un de sage. J'avance, je continue de prendre des risques, j'essaie de rester le premier spectateur. »

Propos recueillis par PATRICK ROEGERS

★ Studio 666, 6, rue Maître-Albert, Paris 5<sup>e</sup>, présente « Des Américains », photographiés par Todd Merrill, jusqu'au 18 octobre.

« Ce n'est pas un film sur le jazz. C'est un film (et un acte) d'amour sur l'amour du jazz ».

Francis MARMANDE - LE MONDE

« Le film le plus abouti, le plus envoûtant de Bertrand Tavernier ».

L'EXPRESS

« Autour de Minuit confirme que Tavernier est bien l'un des meilleurs cinéastes français ».

PARIS LE MAGAZINE

« Des sommets d'émotion rarement atteints ».

Gérard EDELSTEIN - L'EQUIPE

Un nouveau film de Bertrand Tavernier dédié à Bud Powell et Lester Young.

## AUTOUR DE MINUIT

WARNER BROS Présente Une Production de IRWIN WINKLER.

Le Film de BERTRAND TAVERNIER

Avec DEXTER GORDON FRANÇOIS CLUZET

« AUTOUR DE MINUIT » (ROUND MIDNIGHT)

SANDRA REAVES-PHILLIPS

LONETTE McKEE CHRISTINE PASCAL

HERBIE HANCOCK JOHN BERRY, MARTIN SCORSESE

Chorégraphe ALEXANDRE TRAUNER

Directeur de la Photographie BRUNO DE KEYSER

Musique Composée et Dirigée par HERBIE HANCOCK

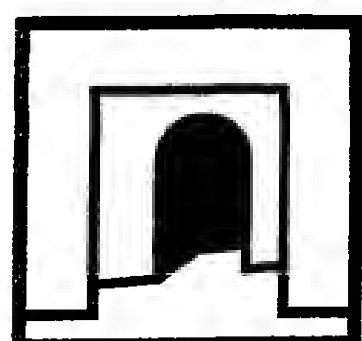
Soutenu par DAVID RAYFIEL & BERTRAND TAVERNIER

Produit par IRWIN WINKLER Réalisé par BERTRAND TAVERNIER

ÉTAGES D'ORIGINE DE FILM À 16 MM. ET 35 MM. (C.B.S.)

DISTRIBUÉ PAR WARNER-COLUMBIA FILM

A WINKLER COMMUNICATIONS COMPANY



THEATRE DU GYMNASE  
ARMAND HAMMER MARSEILLE  
DIRECTION PATRICK BOURGEOIS

DU 16 AU 31 OCTOBRE 86  
CHAT EN POCHÉ  
DE GEORGES REYDEAU  
MISE EN SCÈNE : ALAIN MILAULTI

DU 12 AU 16 NOVEMBRE 86  
MADAME DE SADE  
DE YUKIO KISHIMOTO  
MISE EN SCÈNE : SOPHIE LOUCACHEVSKI

DU 25 AU 29 NOVEMBRE 86  
L'EFFET GLAPION  
DE JACQUES AUDIBERTI  
MISE EN SCÈNE : JACQUES SEIER  
AVEC BRIGITTE FOSSEY

DU 27 AU 31 JANVIER 87  
LA MÉTAPHYSIQUE D'UN  
VEAU À DEUX TÊTES  
DE STANISLAW IGNACY WITKIEWICZ  
MISE EN SCÈNE : ALAIN OLIVIER

DU 10 AU 14 FÉVRIER 87  
M. LE MODÈRE  
D'ARTHUR ADAMOV  
MISE EN SCÈNE : ALAIN FOURNEAU

DU 18 AU 22 MARS 87  
LES FAUSSES CONFIDENCES  
DE MARIVAUX  
MISE EN SCÈNE : CÉCILE LARTICAU  
AVEC LAMBERT WILSON

DU 7 AU 11 AVRIL 87  
LES AMOUREUX DE MOULIERE  
MISE EN SCÈNE : CHRISTIAN KIST

ABONNEZ-VOUS !  
91.94.18.00  
4, Rue de Théâtre Français  
13001 MARSEILLE

## PIERRE DESPROGES

se donne  
en spectacle

Actuellement

THEATRE GREVIN

R. de Montmartre - M. Rue Montmartre

Location  
par tél. : 42.46.84.47  
sur place et agences



## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h, sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

**QUEST-CE QUE LA SCULPTURE MODERNE ?** Jusqu'au 13 novembre. Grande Galerie.

**REINHARD MÜLLER, GILBERTO ZORIO.** Galeries contemporaines. Jusqu'au 14 décembre.

**LA ROUTE DES VACANCES, L'ÉTÉ 86, ET QUELQUES AUTRES.** Grand Foyer, 1<sup>er</sup> sous-sol. Jusqu'au 10 novembre.

**LIEUX ? OE TRAVAIL.** Jusqu'au 13 octobre. CCI.

**DESIGN : LE PROBLÈME D'ORDRE.** Jusqu'au 27 octobre. CCI (espace des Brèves).

**HANS POELZIG (1869-1936).** CCI (centre d'information). Jusqu'au 5 janvier 1987.

**PALETTE GRAPHIQUES.** Salle d'actualité de la PBL. Jusqu'au 10 novembre.

**LES MUSICIENS MIGRATEURS.** Atelier des cultures. Jusqu'au 15 novembre.

## Musées

**BOUCHER.** Grand Palais (entrée avenue du Général Eisenhower) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 janvier 1987.

**LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE.** Grand Palais, avenue Winston Churchill. Du 12 h à 19 h. Jusqu'au 29 mars 1987.

**QUINZE PHOTOGRAPHIES DE JACQUES-HENRI LARTIGUE.** Cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale, 38, rue de Richelieu (42-96-36-21). Sauf dimanche, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 18 octobre.

**BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES.** Grand Palais, avenue Winston Churchill. Du 11 h à 23 h. Dim. de 11 h à 20 h. Jusqu'au 12 octobre.

**SALON DE L'UNION DES PEINTRES-SCULPTEURS, DÉCORATEURS (Rétrospective de femmes créatrices décoratrices des années 1920 à 1950).** Grand Palais, avenue Winston Churchill. Du 10 h à 19 h 30. Jusqu'au 13 octobre.

**BEISSIERE, 1836-1964.** Jusqu'au 16 novembre. MUSEUMS ET CULTURES D'ART ET D'ARTS. Jusqu'au 4 janvier. MANUEL ALVAREZ BRAVO. Photographies 1920-1964. Du 9 octobre à décembre. BRUCE NAUMAN. VOYAGES LAIS. Du 11 octobre au 30 novembre. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F.

**MARINETTE CUBO.** Herbes. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 octobre.

**HENRI LE SECQ: PHOTOGRAPHIE DE 1850 à 1866.** Jusqu'au 30 novembre; MARY. Retour d'Italie. Peintures 1964-1984. Jusqu'au 3 novembre. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli. Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h; dimanche de 11 h à 18 h.

**LE CORPS ET SON IMAGE. PHOTOGRAPHIES DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.** Jusqu'en novembre; IRVING PENN: THÉÂTRE DES RÉALITÉS (vingt-quatre auteurs et plasticiens contemporains). Du 9 octobre au 8 décembre. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président Wilson (47-23-61-27). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 30.

**LA PEINTURE À L'ÉCOLE DES BEAUX-ARTS AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE. LES CONCOURS DES PEINTRES.** Jusqu'au 14 décembre. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 14, rue Bonaparte (42-60-34-37). Sauf mardi, de 13 h à 19 h; LES CONCOURS DES PEINTRES (1816-1863). Du 9 octobre au 8 décembre. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (47-23-61-27). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 30.

**ART ANIMALIER AU TEMPS DES OERNIERS SHOGUNS, XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles - ANIMAUX D'ÉPOQUE. Foues Cornu, 1871-1872. Musée Cornu, 7, avenue Velasquez (43-63-50-75). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 12 octobre.**

**YVES SAINT LAURENT, 28 années de création.** Musée des arts de la mode, 109-111, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h 30. Dim. de 11 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 26 octobre.

**PAUL POIRET ET NICOLE GROULT.** Maîtres de la mode et du costume. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Sicile (47-20-52-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 octobre.

**BENI.** Peintures et vitraux de Paris. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 12 octobre.

**GOLF.** Peintures, gravures anglaises, lithographies, affiches. Galerie Pierre Huet, 36, rue du Bac (42-61-10-15). Jusqu'au 31 octobre.

**ANOUA.** Galerie Polaris, 25, rue Michel-Le-Comte (42-72-21-27). Jusqu'au 19 octobre.

**JOHN ARMEDER.** Galerie Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 16 octobre.

**JANOS BER.** Galerie Clingens, 46, rue de l'Université (42-96-09-57). Jusqu'au 25 octobre.

**PIERRE BERG.** sculptures. Galerie Bernard Jordan, 54, rue de Vernueil (42-96-37-47). Jusqu'au 18 octobre.

**MICHEL BLUM.** Galerie Breteau, 70, rue Bonaparte (43-26-40-96). Jusqu'au 13 novembre.

**JEAN-PAUL BRONZ.** Photographie. Galerie-Atelier Jean-Pierre Lambert, 3, place du Marché-Sainte-Catherine (42-78-62-74). Jusqu'au 25 octobre.

**BRUGHEL, PIERRE D'ENFER ET JEAN DE VELOURS.** Galerie Salomon, 257, rue Saint-Hippolyte (42-60-15-03). Jusqu'au 30 novembre.

**SAUVEUR BURL.** Galerie Jean Brinon, 23-25, rue Guénégaud (43-26-85-31). Jusqu'au 31 octobre.

**BEATRICE CASADESUS.** Transparences. Galerie Charles-Salmon, 21, avenue du Maine (43-48-10-48). Jusqu'au 18 octobre.

**AXEL CASSEL.** Galerie Albert Loch, 12, rue de Beaubourg (43-33-06-87). Jusqu'au 25 octobre.

**JEAN-JACQUES CECILLI.** Galerie Martin, 133, rue Saint-Martin (48-87-81-71). Jusqu'au 30 octobre.

**ISABELLE CHAMPION-MÉTAYER.** Objets terrestres. Galerie Admaghi, 46, rue du Bac (42-22-12-59). Jusqu'au 14 octobre.

**OLIVIER DESBÉ.** Peintures récentes. Galerie Daniel-Temples, 1, impasse Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 15 octobre.

**DOURNON.** Galerie Bellin, 28 bis boulevard de Sébastopol (42-78-01-91). Jusqu'au novembre.

**MANUEL ESCILISA.** Voyage au port. Galerie Tension, 3, rue de la Fausbourg-Saint-Antoine (43-42-26-26). Du 10 au 23 octobre.

**HAMISH FULTON.** Galerie Gillespie-Lucas-Salomon, 51, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 15 octobre.

**LÉON GISCIA.** Galerie d'Art International, 12, rue Jean-Ferrand (43-48-84-28). Jusqu'au 31 octobre.

**ROSELINE.** Galerie Darthez, 6, rue Jacques-Caillet (43-54-78-41). Jusqu'au 31 octobre.

**HENRI HAYDEN.** Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger (42-71-82-20). Lundi-mercredi de 12 h à 18 h; samedi-dimanche de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 2 novembre.

**WALLONNE-BRUXELLES AU CARREFOUR DE L'EUROPE.** Centre Valois-Brunelle, 127-129, rue Saint-Martin (Piazza Beaumont). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 19 octobre.

**RAYMOND E. WADDELL.** Centre national des arts plastiques, 11, rue Berthollet, de 11 h à 18 h, sauf mardi. Jusqu'au 9 novembre.

**DIVAS, PARCOURS D'UN MYTHE.** Théâtre national de l'Opéra de Paris. Jusqu'au 8 novembre.

**THÉÂTRE DU ROND-POINT TUNISIEN.** Théâtre du Rond-Point, Maison internationale, avenue Franklin-Roosevelt, 06 11 30 à 20 h 30, dim. de 10 h 30 à 17 h. Jusqu'au 31 octobre.

**LA BO ENTRE MODE ET PÉTURE.** BD Hall du CNAF, 27, avenue de l'Opéra. Sauf samedi et dimanche, de 12 h à 18 h 30. Du 10 au 23 octobre.

**LE CINÉTISME DANS LES PAYS LATINS.** Galerie Rando la Laine, 20, rue du Temple (47-34-94-29). Jusqu'au 27 octobre.

**PIERRE CHARREAU, ROBERT MALLAT-STEVENS.** Galerie Nickel-Orléans, 5, rue Castille-Deville (46-34-79-92). Jusqu'au 15 novembre.

**LITTÉRATURE EN CUL-DE-LAMPE.** Exposition des Éditions Tiers, Cabaret de l'Édition, 1977-1986. Galerie Jacob, 8, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 30 octobre.

**LES MODERNES CLASSIQUES.** E. Boothy, M. Caba, S. Charbonnet, F. Cresset, etc. Galerie Franck-Bernier, 11, rue de l'Écluse (43-25-52-73). Jusqu'au 13 novembre.

**STEINBERG, SIMONDS, BEUYS.** Galerie Magist-Lelong, 14, rue de Téhéran (43-63-15-19). Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.

**LOS AMERICANOS.** Peintures et sculptures d'Amérique latine. Artcarrel, 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 22 novembre.

**ART ABSTRAIT 1910-1960.** Peintures, sculptures et objets. Les musées, vers 1950.

72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 12 octobre.

**SCIENCE ET TECHNIQUE AU SECOURS DE L'ART.** Musée national de la Légion d'honneur, 2, rue de Beethoven (43-55-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 16 novembre.

**SUR L'EAU, SOUS L'EAU.** Imagination et technique dans la Marine 1680-1730. Archives nationales - Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'en décembre.

**L'ŒUVRE DE SAM FRANCIS ONS.** LES COLLECTIONS DU MUSÉE IDEMITSU. Pavillon des Arts, les Halles-Terrasse Rambuteau (42-33-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 16 novembre.

**LA LUMIÈRE DANS TOUS SES ÉTATS.** Jusqu'au 2 novembre; LES ANNÉES PLASTIQUES. Jusqu'au 4 janvier 1987. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (42-78-70-00).

**LA LEON DE CHARCOT - VOYAGE DANS UNE TOILE.** Hôtel de Montmorency, 47, quai de la Tourneville (42-77-11-22). Sauf lundi, mardi et jours fériés, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

**CHRISTOPHE BART-LÉS COULLES.** L'OPERA. Bibliothèque nationale, Galerie Colbert, 4, rue Vivienne. Sauf dimanche, de 12 h à 18 h. Entrée libre.

**ESTAMPES DE SOULAGES (Rétrospective, gravures et dessins).** Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugouard (43-20-15-30). Jusqu'au 31 octobre.

**BACCARAT VOUS FAIT REVIVRE SON PASSÉ.** Musée Baccarat, 30 bis rue de Paradis (47-70-64-30). Jusqu'au 22 novembre.

**Centres culturels**

**CHRISTIAN BOLTANSKI, MONUMENTS.** LEONS DE TÈNÈRES. Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital. De 13 h à 19 h. Sauf samedi, jusqu'au 9 novembre.

**FEITTES SCÈNES-GRAND THÉÂTRE.** Théâtre de création et d'avant-garde de 1944 à 1960. Mairie du V<sup>e</sup>, 21, place du Panthéon (43-26-67-57). Du 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 26 octobre.

**HOMMES DE VERTÈRE.** Verreries françaises contemporaines. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Fignier (42-78-14-00). Du mardi au samedi, de 13 h à 20 h. Sauf dimanche, de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 2 novembre.

**REINHOLD BROMS (Peintures), HAKAN REINHOLD (Objets, peintures).** Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (42-71-82-20). Lundi-mercredi de 12 h à 18 h; samedi-dimanche de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 2 novembre.

**WALLONNE-BRUXELLES AU CARREFOUR DE L'EUROPE.** Centre Valois-Brunelle, 127-129, rue Saint-Martin (Piazza Beaumont). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 19 octobre.

**RAYMOND E. WADDELL.** Centre national des arts plastiques, 11, rue Berthollet, de 11 h à 18 h, sauf mardi. Jusqu'au 9 novembre.

**DIVAS, PARCOURS D'UN MYTHE.** Théâtre national de l'Opéra de Paris. Jusqu'au 8 novembre.

**THÉÂTRE DU ROND-POINT TUNISIEN.** Théâtre du Rond-Point, Maison internationale, avenue Franklin-Roosevelt, 06 11 30 à 20 h 30, dim. de 10 h 30 à 17 h. Jusqu'au 31 octobre.

**LA BO ENTRE MODE ET PÉTURE.** BD Hall du CNAF, 27, avenue de l'Opéra. Sauf samedi et dimanche, de 12 h à 18 h 30. Du 10 au 23 octobre.

**LE CINÉTISME DANS LES PAYS LATINS.** Galerie Rando la Laine, 20, rue du Temple (47-34-94-29). Jusqu'au 27 octobre.

**PIERRE CHARREAU, ROBERT MALLAT-STEVENS.** Galerie Nickel-Orléans, 5, rue Castille-Deville (46-34-79-92). Jusqu'au 15 novembre.

**LITTÉRATURE EN CUL-DE-LAMPE.** Exposition des Éditions Tiers, Cabaret de l'Édition, 1977-1986. Galerie Jacob, 8, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 30 octobre.

**LES MODERNES CLASSIQUES.** E. Boothy, M. Caba, S. Charbonnet, F. Cresset, etc. Galerie Franck-Bernier, 11, rue de l'Écluse (43-25-52-73). Jusqu'au 13 novembre.

**STEINBERG, SIMONDS, BEUYS.** Galerie Magist-Lelong, 14, rue de Téhéran (43-63-15-19). Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.

**LOS AMERICANOS.** Peintures et sculptures d'Amérique latine. Artcarrel, 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 22 novembre.

**ART ABSTRAIT 1910-1960.** Peintures, sculptures et objets. Les musées, vers 1950.

**Galerie**

**LE CINÉTISME DANS LES PAYS LATINS.** Galerie Rando la Laine, 20, rue du Temple (47-34-94-29). Jusqu'au 27 octobre.

**PIERRE CHARREAU, ROBERT MALLAT-STEVENS.** Galerie Nickel-Orléans, 5, rue Castille-Deville (46-34-79-92). Jusqu'au 15 novembre.

**LITTÉRATURE EN CUL-DE-LAMPE.** Exposition des Éditions Tiers, Cabaret de l'Édition, 1977-1986. Galerie Jacob, 8, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 30 octobre.

**LES MODERNES CLASSIQUES.** E. Boothy, M. Caba, S. Charbonnet, F. Cresset, etc. Galerie Franck-Bernier, 11, rue de l'Écluse (43-25-52-73). Jusqu'au 13 novembre.

**STEINBERG, SIMONDS, BEUYS.** Galerie Magist-Lelong, 14, rue de Téhéran (43-63-15-19). Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.

**LOS AMERICANOS.** Peintures et sculptures d'Amérique latine. Artcarrel, 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 22 novembre.

**ART ABSTRAIT 1910-1960.** Peintures, sculptures et objets. Les musées, vers 1950.

**Galerie**

**LE CINÉTISME DANS LES PAYS LATINS.** Galerie Rando la Laine, 20, rue du Temple (47-34-94-29). Jusqu'au 27 octobre.

**PIERRE CHARREAU, ROBERT MALLAT-STEVENS.** Galerie Nickel-Orléans, 5, rue Castille-Deville (46-34-79-92). Jusqu'au 15 novembre.

**LITTÉRATURE EN CUL-DE-LAMPE.** Exposition des Éditions Tiers, Cabaret de l'Édition, 1977-1986. Galerie Jacob, 8, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 30 octobre.

**LES MODERNES CLASSIQUES.** E. Boothy, M. Caba, S. Charbonnet, F. Cresset, etc. Galerie Franck-Bernier, 11, rue de l'Écluse (43-25-52-73). Jusqu'au 13 novembre.

**STEINBERG, SIMONDS, BEUYS.** Galerie Magist-Lelong, 14, rue de Téhéran (43-63-15-19). Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.

**LOS AMERICANOS.** Peintures et sculptures d'Amérique latine. Artcarrel, 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 22 novembre.

**ART ABSTRAIT 1910-1960.** Peintures, sculptures et objets. Les musées, vers 1950.

**Galerie**

**LE CINÉTISME DANS LES PAYS LATINS.** Galerie Rando la Laine, 20, rue du Temple (47-34-94-29). Jusqu'au 27 octobre.

**PIERRE CHARREAU, ROBERT MALLAT-STEVENS.** Galerie Nickel-Orléans, 5, rue Castille-Deville (46-34-79-92). Jusqu'au 15 novembre.

**LITTÉRATURE EN CUL-DE-LAMPE.** Exposition des Éditions Tiers, Cabaret de l'Édition, 1977-1986. Galerie Jacob, 8, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 30 octobre.

**LES MODERNES CLASSIQUES.** E. Boothy, M. Caba, S. Charbonnet, F. Cresset, etc. Galerie Franck-Bernier, 11, rue de l'Écluse (43-25-52-73). Jusqu'au 13 novembre.

**STEINBERG, SIMONDS, BEUYS.** Galerie Magist-Lelong, 14, rue de Téhéran (43-63-15-19). Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.

**LOS AMERICANOS.** Peintures et sculptures d'Amérique latine. Artcarrel, 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 22 novembre.

**ART ABSTRAIT 1910-1960.** Peintures, sculptures et objets. Les musées, vers 1950.

**Galerie**

**LE CINÉTISME DANS LES PAYS LATINS.** Galerie Rando la Laine, 20, rue du Temple (47-34-94-29). Jusqu'au 27 octobre.

**PIERRE CHARREAU, ROBERT MALLAT-STEVENS.** Galerie Nickel-Orléans, 5, rue Castille-Deville (46-34-79-92). Jusqu'au 15 novembre.

**LITTÉRATURE EN CUL-DE-LAMPE.** Exposition des Éditions Tiers, Cabaret de l'Édition, 1977-1986. Galerie Jacob, 8, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 30 octobre.

**LES MODERNES CLASSIQUES.** E. Boothy, M. Caba, S. Charbonnet, F. Cresset, etc. Galerie Franck-Bernier, 11, rue de l'Écluse (43-25-52-73). Jusqu'au 13 novembre.

**STEINBERG, SIMONDS, BEUYS.** Galerie Magist-Lelong, 14, rue de Téhéran (43-63-15-19). Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.

**LOS AMERICANOS.** Peintures et sculptures d'Amérique latine. Artcarrel, 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 22 novembre.

**ART ABSTRAIT 1910-1960.** Peintures, sculptures et objets. Les musées, vers 1950.

Galerie Arnoux, 27, rue Guénégaud (46-33-04-66). Jusqu'au 25 octobre.

**GOLF.** Peintures, gravures anglaises, lithographies, affiches. Galerie Pierre Huet, 36, rue du Bac (42-61-10-15). Jusqu'au 31 octobre.

**ANOUA.** Galerie Polaris, 25, rue Michel-Le-Comte (42-72-21-27). Jusqu'au 19 octobre.

**JOHN ARMEDER.** Galerie Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 16 octobre.

**JANOS BER.** Galerie Clingens, 46, rue de l'Université (42-96-09-57). Jusqu'au 25 octobre.

**PIERRE BERG.** sculptures. Galerie Bernard Jordan, 54, rue de Vernueil (42-96-37-47). Jusqu'au 18 octobre.

**MICHEL BLUM.** Galerie Breteau, 70, rue Bonaparte (43-26-40-96). Jusqu'au 13 novembre.

**JEAN-PAUL BRONZ.** Photographie. Galerie-Atelier Jean-Pierre Lambert, 3, place du Marché-Sainte-Catherine (42-78-62-74). Jusqu'au 25 octobre.

**BRUGHEL, PIERRE D'ENFER ET JEAN DE VELOURS.** Galerie Salomon, 257, rue Saint-Hippolyte (42-60-15-03). Jusqu'au 30 novembre.

**SAUVEUR BURL.** Galerie Jean Brinon, 23-25, rue Guénégaud (43-26-85-31). Jusqu'au 31 octobre.

**BEATRICE CASADESUS.** Transparences. Galerie Charles-Salmon, 21, avenue du Maine (43-48-10-48). Jusqu'au 18 octobre.

**AXEL CASSEL.** Galerie Albert Loch, 12, rue de Beaubourg (43-33-06-87). Jusqu'au 25 octobre.

**JEAN-JACQUES CECILLI.** Galerie Martin, 133, rue Saint-Martin (48-87-81-71). Jusqu'au 30 octobre.

**ISABELLE CHAMPION-MÉTAYER.** Objets terrestres. Galerie Admaghi, 46, rue du Bac (42-22-12-59). Jusqu'au 14 octobre.

**OLIVIER DESBÉ.** Peintures récentes. Galerie Daniel-Temples, 1, impasse Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 15 octobre.

**DOURNON.** Galerie Bellin, 28 bis boulevard de Sébastopol (42-78-01-91). Jusqu'au novembre.

**MANUEL ESCILISA.** Voyage au port. Galerie Tension, 3, rue de la Fausbourg-Saint-Antoine (43-42-26-26). Du 10 au 23 octobre.

**HAMISH FULTON.** Galerie Gillespie-Lucas-Salomon, 51, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 15 octobre.











# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation :  $\Delta$  A éviter  $\square$  On peut voir  $\blacksquare$  Ne pas manquer  $\blacksquare\blacksquare\blacksquare$  Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 8 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

**BRICO-DECO**  
-20%  
**ET PRIX BHV**  
SUR DES MILLIERS D'ARTICLES  
Du 29 septembre  
au 18 octobre 86  
DANS LES 11 BHV

20 h 30 Tirage du Loto.  
20 h 35 Série : Arsène Lupin.  
D'après l'œuvre de Maurice Leblanc. Réal. Fritz Ungel.  
Double jeu.  
Avec Georges Desfrères, Yvon Bouchard, Andréa Dahmen, Gunter Spörle, Bernd Helfrich.  
Déguisé en Lutz Fiedler, comte Pyrrhich-Artikoffen, le seul homme à avoir été dans un cercle hippique des Alpes bavaroises où le maître de mariage vient d'être assassiné.  
21 h 30 Variétés : Un soir aux courses.  
Émission de Guy Lux, en direct de Vincennes.  
Des courses de chevaux, d'interviews, des chansons de Carlos, Stéphane, Michèle Torr, Sandra, Julie Pietri, Marc Lavoine, Renaud, Alphaville.  
23 h 30 Journal.  
23 h 45 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 L'heure de vérité.  
Émission présentée par François-Henri de Vico.  
Invité : Laurent Fabius.  
L'ancien premier ministre sera interrogé par François-Henri de Vico, Alain Duhamel, Albert du Roy, Michèle Cotta, et Jean-Louis Leclercq, qui présente les questions des téléspectateurs.  
21 h 55 Le dossier d'Alain Decaux.  
150 millions de fausses livres sterling pour Hitler.  
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Variétés : Embarkement immédiat.  
Émission de M. et G. Carpentier.  
Avec Marianne Joubert, Catherine Lara, Michel Boujenah, André Dussolier, Yves Duteil, Jean-Luc Lahaye, Mylène Farmer, le groupe Gold, Viktor Lazlo, Jesse Garon, Chantal Goya, Yves Lecoq, Jeanne de Rosnay, Philippe Chancel, Flore Bachelot, Linda de Saxe, Bonnie Tyler.  
21 h 35 Série : Les secrets de la mer Rouge.  
21 h 35 Série : Huckleberry Finn et Tom Sawyer.  
21 h 35 Croquis Soliel.  
21 h 35 L'19-20 de l'information.  
21 h 35 Actualités régionales.  
21 h 35 Dessin animé : Les entrecroisés.  
21 h 35 Les jeux à la télé.  
21 h 35 Cinéma : Folies bourgeoises.  
Film français de Claude Chabrol (1976), avec Stéphane Audran, Bruce Dern, Jean-Pierre Causat, Ann Margret.  
22 h 10 Journal.  
22 h 10 Documentaire : Un ticket de métro pour la Chine.  
Les 35 000 Chinois du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris.  
23 h 40 Prélude à la nuit.

21 h 45 Magazine : L'enjeu.  
De François de Closets, Emmanuel de La Taille et Alain Weil.  
Au sommaire : Points de repère ; Vise juste (des conseils pour choisir un micro-ordinateur) ; L'actualité belge ; L'homme du mois : Patrick Massard ; L'enjeu de l'immigration.  
23 h 15 C'est à lire.  
Avec Clarisse Nicolais pour son livre *Frères de sang*, et Daniel Mesgnoch.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Magazine : Aujourd'hui la vie.  
21 h 35 Série : Sargents Anderson.  
Escroquerie aux assurances, avec Angie Dickinson, Ian McEwan.  
21 h 35 C'est encore mieux l'après-midi.  
Présenté par Christophe Dechavanne. Avec Kim Wilde, Darryl Cowt, Dominique Paturot.  
21 h 35 Réalité A 2.  
Super Doc : Quoi et Flaplo : Les mondes engloutis.  
21 h 35 Série : Capitaine.  
21 h 35 Magazine : C'est la vie.  
Le com.  
21 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont.  
21 h 15 Actualités régionales.  
19.40 Émission directe.  
CCTV.  
21 h 30 Journal.  
21 h 30 D'accord, pas d'accord.  
21 h 35 Cinéma : Un caprice de Caroline chérie.  
Cyclé Caroline Chérie.  
Film français de Jean Dewailly (1952), avec Marthe Cadiot, Jean-Claude Pascal, Jacques Deschamps, Denise Provost.  
22 h 50 Magazine : Résistances.  
Au sommaire : Belfast, une ville sous le terrorisme ; Terrorisme et musulmans ; Réinsertion des prisonniers.  
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

12 h Tribune libre.  
12 h 15 Magazine : La vie à plein temps.  
13 h Feuilleton : Demain l'amour.  
(1<sup>er</sup> épisode).  
13 h 30 Muppets show.  
13 h 55 Jazz Off.  
14 h Magazine : Thalassa (rediff.).  
14 h 30 Série : Bizarro, bizarro.  
15 h Boîte aux lettres (rediff.).  
16 h Documentaire : Architecture et géographie sacrées.

21 h 55 Magazine : Thalassa.  
22 h 45 Journal.

Ce soir, 23h00 sur FR3  
**MACH 3**  
Et sur mobile : 3615 LIBE + MACH3

23 h 15 Magazine : Mach 3.  
23 h 40 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20 h 30, Les tripes ; 21 h, Cinéma : Christine.  
Film américain en v.o., de John Carpenter (1983), avec Keith Gordon, John Stockwell, Alexandra Paul ; 22 h 50, Flash d'information ; 23 h, Cinéma : Au-dessus du volcan.  
Film américain en v.o., de John Huston (1954), avec Albert Finney, Jacqueline Bisset, Anthony Andrews ; 0 h 45, Cinéma : Haine tenace.  
Film américain de Rémi Kramar (1981), avec Ben Gazzara ; 2 h 35, Série : Cinq Kd.

LA 5

20 h 30, Série : Thriller ; 21 h 45, Série : L'inspecteur Derrick ; 22 h 50, Série : Arabesque ; 0 h 05, Série : Thriller ; 1 h 20, Série : L'inspecteur Derrick ; 2 h 25, Arabesque.

TV 6

14 h, Tonic 6 ; 17 h, Système 6. Invité : Camille de Casablanca ; 19 h, NRI 6. Invité : Jean-Pierre Mader ; 20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRI 6 (rediff.) ; 0 h, Tonic 6.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour ainsi dire. Invité : Joseph Guglielmi. Portrait : Pierre Dhanin pour son livre *Terre des voix* ; Reportage : Démophilie Dawet.  
21 h 30 Musique : Perspectives du XX<sup>e</sup> siècle (enregistrement public le 22 mars 1986 à l'auditorium 106 de la Maison de Radio France) : Orchestre de Vivaldi ; Spilting ; Campana ; Khamsavavane ; de Vivaldi ; Improvisation II, de Maderna, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Farhad Mechtchi.  
22 h 30 Nuits magiques. La nuit et le moment.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné au Palais des fêtes de Strasbourg le 26 septembre 1986) : Concerto pour harpiste et orchestre n° 1, de Maderna ; La mort de Procris, de Dufourt ; Laborintus II, de Berio, par le Nouvel Orchestre philharmonique, groupe vocal de France, dir. Yves Prin, soliste : Jacques Vandewille, Jean-Pierre, Et. Coqueret (donné le 23 septembre 1986 au Palais des fêtes de Strasbourg) ; Cummings ist der Dichter, de Boulez, par l'Ensemble intercontemporain, Chœur de chambre de Stockholm, dir. Pierre Boulez, chef des chœurs Eric Criscon.  
23 h 30 Les sélections de France-Musique. Jazz-club : en direct du Sunset, André Ceccarelli, batterie.

Jeudi 9 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 50 Feuilleton : Déeses (rediff.).  
14 h 40 Ravi de vous voir.  
15 h 25 Quatuor à Eury.  
15 h 45 Feuilleton : Paul et Virginie. (13<sup>e</sup> et dernier épisode).  
16 h 15 Variétés : Show blues.  
Émission de Jean Chazet, avec Philippe Lavil, Emmanuel, Richard Berry et Alain Page, pour la pièce B 29.  
17 h 25 Feuilleton : Le canon paisible. (3<sup>e</sup> épisode).  
18 h 25 Mini-Journal, pour les jeunes. De Patrice Devot.  
19 h 40 La vie des Botas.  
19 h 10 Feuilleton : Santa Barbara.  
19 h 40 Cocoricochey.  
20 h Journal.  
20 h 35 Série : Columbo.  
Édition tragique.  
Avec Peter Falk, Mickey Spillane, Jack Cassidy, Mariette Hartley, John Chandler... (rediff.).  
21 h 45 Magazine : L'enjeu.  
De François de Closets, Emmanuel de La Taille et Alain Weil.  
Au sommaire : Points de repère ; Vise juste (des conseils pour choisir un micro-ordinateur) ; L'actualité belge ; L'homme du mois : Patrick Massard ; L'enjeu de l'immigration.  
23 h 15 C'est à lire.  
Avec Clarisse Nicolais pour son livre *Frères de sang*, et Daniel Mesgnoch.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Magazine : Aujourd'hui la vie.  
21 h 35 Série : Sargents Anderson.  
Escroquerie aux assurances, avec Angie Dickinson, Ian McEwan.  
21 h 35 C'est encore mieux l'après-midi.  
Présenté par Christophe Dechavanne. Avec Kim Wilde, Darryl Cowt, Dominique Paturot.  
21 h 35 Réalité A 2.  
Super Doc : Quoi et Flaplo : Les mondes engloutis.  
21 h 35 Série : Capitaine.  
21 h 35 Magazine : C'est la vie.  
Le com.  
21 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont.  
21 h 15 Actualités régionales.  
19.40 Émission directe.  
CCTV.  
21 h 30 Journal.  
21 h 30 D'accord, pas d'accord.  
21 h 35 Cinéma : Un caprice de Caroline chérie.  
Cyclé Caroline Chérie.  
Film français de Jean Dewailly (1952), avec Marthe Cadiot, Jean-Claude Pascal, Jacques Deschamps, Denise Provost.  
22 h 50 Magazine : Résistances.  
Au sommaire : Belfast, une ville sous le terrorisme ; Terrorisme et musulmans ; Réinsertion des prisonniers.  
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

12 h Tribune libre.  
12 h 15 Magazine : La vie à plein temps.  
13 h Feuilleton : Demain l'amour.  
(1<sup>er</sup> épisode).  
13 h 30 Muppets show.  
13 h 55 Jazz Off.  
14 h Magazine : Thalassa (rediff.).  
14 h 30 Série : Bizarro, bizarro.  
15 h Boîte aux lettres (rediff.).  
16 h Documentaire : Architecture et géographie sacrées.

17 h Série : Les secrets de la mer Rouge.  
17 h 30 Série : Huckleberry Finn et Tom Sawyer.  
17 h 55 Croquis Soliel.  
19 h L'19-20 de l'information.  
19 h 15 Actualités régionales.  
19 h 35 Dessin animé : Les entrecroisés.  
20 h 35 Les jeux à la télé.  
20 h 35 Cinéma : Folies bourgeoises.  
Film français de Claude Chabrol (1976), avec Stéphane Audran, Bruce Dern, Jean-Pierre Causat, Ann Margret.  
22 h 10 Journal.  
22 h 10 Documentaire : Un ticket de métro pour la Chine.  
Les 35 000 Chinois du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris.  
23 h 40 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20 h 30, Les tripes ; 21 h, Cinéma : Christine.  
Film français de La Patellière (1957), avec Michèle Morgan, Daniel Billa, Bernard Blier, Peter Van Eyck ; 15 h 55, Cinéma : Bataillon de fer.  
Film français de Gérard Vergez (1985), avec Bernard Giraudeau, Christophe Malavoy, Angelina Molina ; 17 h 35, Série : Flash Gordon à la conquête de l'espace ; 18 h 05, Des films à la télé ; 18 h 15, Les sélections de France-Musique ; 18 h 45, Top 50 ; 19 h 15, Zénith ; 20 h 05, Starquest ; 20 h 30, Les tripes ; 20 h 35, Cinéma : La chair et le sang.  
Film américain de Paul Verhoeven (1985), avec Rutger Hauer, Jennifer Jason Leigh, Tom Berenger ; 22 h 35, Flash d'information ; 22 h 40, Cinéma : Firefox, l'arme absolue.  
Film américain de Clint Eastwood (1982), avec Clint Eastwood, Freddie Jones, David Huffman ; 0 h 40, Série : Mike Hammer ; 1 h 30, Bataillon de fer ; 2 h 30, Série : New-York. Christophe Tasso-Hard Priester (poids moyens).

LA 5

13 h 35, Série : Arabesque ; 16 h 45, Série : Jaimie ; 17 h 35, Série : Shérif falo-moi pour ; 18 h 25, Série : K 2000 ; 19 h 15, Série : Happy Days ; 19 h 40, Série : Star Trek ; 20 h 30, Série : Thriller ; 21 h 45, Série : Les Grands ; 22 h 35, Série : Arabesque ; 23 h 25, Série : Thriller ; 0 h 40, Série : Les Grands ; 1 h 35, Arabesque.

TV 6

14 h 00, Tonic 6 ; 17 h 00, Système 6, invité : Caryl Chesson ; 19 h 00, NRI 6, invité : Bille ; 20 h 00, Tonic 6 ; 22 h 00, NRI 6 (rediff.) ; 23 h 00, Profil 6, invité : Kate Bush ; 0 h 00, Tonic 6.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de l'église Saint-Louis des Invalides). Passacelle pour orchestre, op. 1, de Weber ; Trois petites liturgies de la présence divine, de Messiaen ; Requiem, de Darius, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, chef de chœur Michel Tranchant, dir. Hans Drews ; chef de chant : Monique Fanbon ; Guy Comte, premier violon ; solistes : Eva Caspo, soprano, et Lutz-Michael Harder, ténor.  
23 h Les sélections de France-Musique. Pinnomnie. Avec des œuvres de Bach, Clementi, Beethoven, Albin, Thalberg, Kalkbrenner, Field, Paganini, Chopin, Liszt.

FRANCE-CULTURE

20 h Musique : mode d'emploi. François Mauriac et la musique.  
20 h 30 Épisode II.  
21 h 30 Musique : Michel Corbea, par Antoine Livio.  
22 h 30 Nuits magiques. La nuit et le moment.

# Informations « services »

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4330

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Motifs de décoration. — II. Ferme donc les yeux après avoir été bercé. Pièce. — III. Œil pour œil. — IV. Cité grecque pleine de mystères. — V. Démonstratif. Emboîte le « pas ». — VI. Mère de nombreuses familles. Abréviation hôtelière. — VII. Un « poteau » sur lequel on peut s'appuyer. Épargné par l'orage. — VIII. Ensemble de flûtes. — IX. France parler. A moitié ruinée. — X. Concho de coche. Ne revient pas de la « pêche ». — XI. Grande surface américaine. Plein d'os ou plein d'artères.

VERTICALEMENT

I. Responsable du service de l'entretien. — 2. Ne peut pas porter le canotier. Se « lève » à midi. A souvent la ligne. — 3. Préparation à base de lentilles. Participe. — 4. S'exprime comme un duc. Supporte la canadienne en toute saison. — 5. Concerne l'essence. — 6. Moule à pâté. Le mot de la solution. — 7. Souvenirs de guerre. Dans le comp. Conjonction. — 8. Préposition. Fait donc partie de l'héritage. — 9. Masque la menace.

Solution du problème n° 4329

Horizontalement

I. Entail. — II. Canal. Aga. — III. Uvules. Al. — IV. Ré. Œil. — V. Erratum. — VI. Unité. Isc. — VII. Lemset. — VIII. Gosiens. — IX. Net. Dû. — X. Mot. Repas. — XI. Glace. Ire.

Verticalement

I. Euren. Mg. — 2. Taverne. Col. — 3. Ann. Ring. Ta. — 4. Lalla. — 5. Ile. Teseur. — 6. Sou. Site. — 7. Ré. Emile. Pl. — 8. Gal. Sirdar. — 9. Taille. Suse.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 8 octobre 1986 :

UN DÉCRET

● N° 86-1084 du 1<sup>er</sup> octobre 1986 relatif à l'harmonisation des pensions de retraite des personnes non salariées de l'agriculture avec celles des salariés du régime général de la Sécurité sociale.

DES ARRÊTÉS

● Du 10 septembre 1986 portant règlement particulier de police de la navigation.

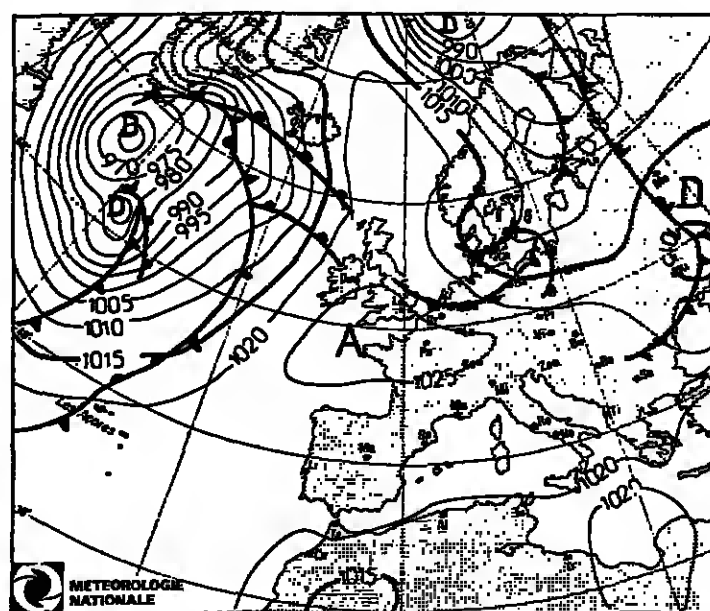
● Du 9 septembre 1986 portant nomination des élèves admis en 1986 à l'École polytechnique.

● EXPOSITIONS : la planète alimentaire. — Les comportements alimentaires, mais aussi la technologie ont profondément évolué au cours des siècles. Notre époque, avec l'essor du travail féminin, est celle des surgelés et du « prêt-à-manger ». La Cité des sciences et de l'industrie de La Villette présente jusqu'au 29 mars une exposition, La planète alimentaire. Parmi les sujets abordés au cours de semaines thématiques sous forme de conférences, débats et démonstrations : « L'école des sens » (physiologie du goût), jusqu'au 12 octobre ; « Nourrir la planète », du 14 au 19 octobre (avec des films : *Le Malbouffe*, 5 milliards d'hommes à nourrir) ; « La faim des héros » (28 octobre-2 novembre) ; l'alimentation en milieu extrême ; « L'agro-business » (2 au 7 décembre) ; « Les tables du plaisir » (grande restauration, fêtes), du 16 au 28 septembre, et « Les robots aux fourneaux », du 6 au 11 janvier.

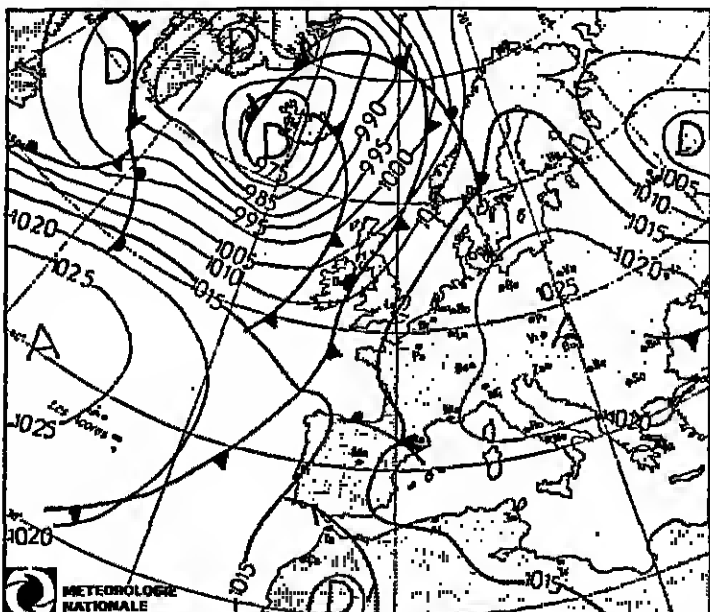
● Gravure. — Organisé par l'Académie des beaux-arts, le prix Florence Gould, d'une valeur de 20 000 francs, est ouvert aux graveurs français sans limite d'âge. Les candidats devront présenter trois gravures (au moins) en creux, sur métal. Les inscriptions ont lieu du 13 au 24 octobre 1986. Le règlement et le bulletin d'inscription sont à demander (uniquement par correspondance) au secrétariat de l'Académie des beaux-arts, 23, quai de Conti, 75006 Paris.

## MÉTÉOROLOGIE

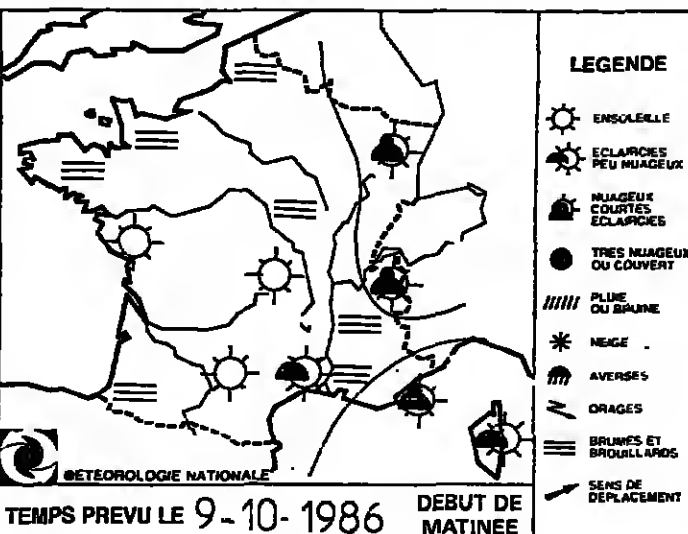
SITUATION LE 8 OCTOBRE 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 10 OCTOBRE A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 9 octobre à 0 heure et le jeudi 9 octobre à 24 heures.  
Les hautes pressions situées sur le nord-ouest du pays vont se décaler vers l'Europe centrale. De ce fait, le flux va s'orienter à l'est puis au sud-est, ramenant ainsi des masses d'air continental moins humides sur le pays.  
Jeu. matin : le ciel sera nuageux des Ardennes au Nord-Est, au Lyonnais et aux Alpes ainsi que sur la Côte d'Azur. Ces nuages se dissiperont en cours de matinée et l'après-midi sera bien ensoleillé sur ces régions. Toutefois, l'amélioration sera un peu moins franche sur les Alpes. Sur le reste du pays, les brumes et les nappes de brouillard, denses par endroits, seront encore fréquentes. Mais, moins épaisses que ces derniers jours, ces formations brumeuses disparaîtront un peu plus vite. L'après-midi, le ciel sera clair sur la quasi-totalité du pays.  
Les vents d'est à sud-est seront faibles.  
Les températures minimales seront voisines de 12 à 14 degrés près des côtes, de 7 à 10 degrés dans l'intérieur, mais elles pourront localement être inférieures à 5 degrés du Centre-Est au Nord-Est. Les températures maximales resteront très agréables pour la saison. Elles varieront de 18 à 22 degrés du nord au sud et seront voisines de 25 degrés près des Pyrénées et des côtes méditerranéennes.



TEMPÉRATURES maxima - minima				Temps observé			
Valeurs extrêmes relevées entre le 7-10-1986 à 6 h TU et le 8-10-1986 à 6 h TU				le 8-10-1986 à 6 heures TU			
FRANCE				ÉTRANGER			
ALGER	25	14	S	TOULOUSE	27	10	S
MARRAKECH	23	16	P	POINTE-À-PIC	-	-	-
BORDEAUX	23	11	S				
BRESCIA	20	9	S				
CAEN	22	9	S	ALGER	27	18	O
CHERBOURG	20	11	B	AMSTERDAM	19	7	C
CLEMONT-FERR	20	13	C	ATLANTA	21	16	N
DOON	18	7	N	BANGKOK	31	26	N
GENÈVE	21	15	P	BARCELONE	22	16	S
LILLE	21	15	N	BERGAMO	23	8	C
LONDRES	22	11	S	BERLIN	16	12	P
LYON	21	15	S	BIRMINGHAM	17	14	P
MARSEILLE	25	15	B	LE CAIRE	28	20	S
NANCY	18	7	C	COPENHAGUE	14	11	S
NANTES	22	10	S	DALLAS	27	17	C
NICE	24	17	N	DELHI	34	24	S
PARIS-MONT	19	12	C	DENVER	30	23	S
PARIS-MONT	26	12	N	GENÈVE	21	13	C
PERDRE	25	14	S	HONGKONG	28	24	S
RENNES	22	9	S	ISTANBUL	30	18	S
STRASBOURG	20	12	C	JERUSALEM	26	18	C
STRASBOURG	19	7	C	LEHANE	26	18	S
				LONDRES	22	13	P

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



**valentino**

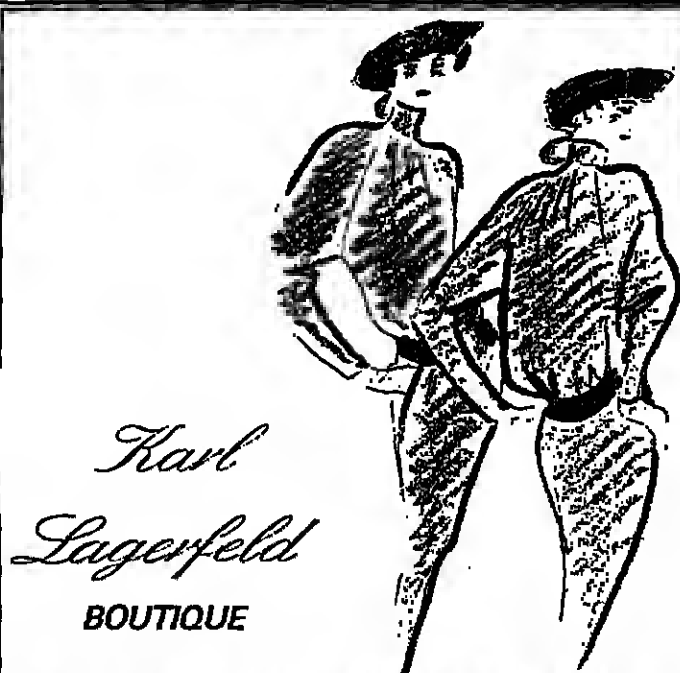
femmes

VALENTINO COUTURE S.A.  
17-19, avenue Montaigne  
75008 Paris ☎ 47.23.64.61

**GIANFRANCO  
FERRE**

PARIS

BOUTIQUE HOMME  
22-24, rue Cambon, 75001 Paris  
BOUTIQUE FEMME  
25-27, rue Cambon 75001 Paris



*Karl Lagerfeld*  
BOUTIQUE  
62, r. du Fg-Saint-Honoré, PARIS-8e. Tél. 42-86-08-66

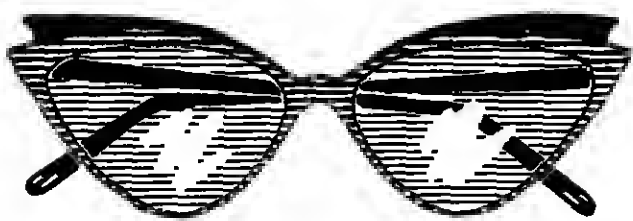
**Gianni Versace**  
FEMMES.

PARIS 64-66, rue des Saint-Pères Tél. (1) 45-49-22-66

CANNES 13, rue Notre-Dame

SAINT-TROPEZ 11, place de la Garonne

**jean lafont.**  
OPTICIEN



11, rue Vignon 75008 Paris. Tél. 47.42.25.93.

## VITRINES D'AUTOMNE

Les vitrines de l'automne accrochent le regard, tant les différentes facettes de la mode s'articulent autour de thèmes visuels. Les carrures féminines perdent de leur agressivité, en faveur de lignes arrondies, taille cambrée, sur une jupe tube ou ample et cache-mollet. Comme toujours, les réalités de la vie tendent à gommer les excès des défilés des couturiers créateurs. L'influence de Gaultier, d'Alala, de Lagerfeld, d'Ungaro ou de Saint-Laurent, se fait certes sentir, mais les industriels corrigent leurs lignes après le marathon de la cour Carrée du Louvre. Une constante sécurisante : Chanel reste la référence

commune. A l'intérieur des grands magasins, une révolution autour des stands de parfumerie : Claude Montana fait un tabac avec ses démonstrateurs musclés en blousons épaulés noirs à col officier et pantalons souples, remplaçant les jeunes femmes sur-maquillées. Fascinées, les clientes font la queue à la caisse... C'est dire l'influence de la mode-spectacle aujourd'hui, confirmée par les couturiers et tailleurs qui habillent les pièces de théâtre, les films ou les ballets et répercutent en ville les lignes nettes, parfois en trompe-l'œil, exigées sur scène.

## Fausse fourrures et vrai cachemire

Dans les manteaux, les grandes emmanchures donnent de l'aisance aux redingotes. Les vestes et les trois-quarts jouent l'ampleur carrée, comme les fausses fourrures, qui reprennent les robes de léopard et de panthère en formes simples à grands cols pour protéger des frimas.

Rien de plus pratique que la maille en lignes nettes : vestes étiées au genou et bouts de jupes droites à compléter plus tard par un pantalon fuselé coordonné dans les tons de rouge, de chamois ou de gris flanelle, moins dur que le noir, omniprésent à tous les niveaux.

Séduisantes et somptueuses, les robes tiennent du maillot de danse par leur côté noir, moult et brillant, rehaussé de paillettes, de pois, de nœuds, de tissages gaufrés en relief, matelassés et lamés ou velours ciselés.

Courtes ou longues, ces silhouettes mettent la jambe en valeur par des collants opaques et vifs dont Dim s'est fait une spécialité. Gerbe, DD, Le Bourget et Exciting déclinent les fantaisies imprimées et les dentelles.

Christian Dior multiplie les bas sans jarretelles, Cerruti les chinés, Lanvin et Rochas les géométriques noirs.

A côté de la haute couture, certains tailleurs développent le sur-mesure pour femmes, dans les draperies aux tons subtils, mettant en vedette le cachemire et la

laine d'agneau. C'est cher, mais superbe.

Les formes se caractérisent par leur sobriété de bon aloi à jupe droite ou pantalon.

Charvet (28, place Vendôme) offre, comme la plupart de ses collègues, trois gammes de prix :



**GIANFRANCO FERRÉ** : robe droite à effet de basque devant sous une ceinture corset. En fin drap de laine blanc, beige ou rose cyclamen (7 800 F).

le sur-mesure, à partir de 11 000 F, la demi-mesure à 7 250 F et le prêt-à-porter à 4 750 F.

Marcel Bur (138, Faubourg-Saint-Honoré) travaille sur une palette d'une vingtaine de tons cachemire qu'il taille en pelisses. Ses vestes en cachemire à carreaux grenat et kaki sur jupes de flanelle kaki sont à 5 500 F.

Mondor (1, rue Anber) commence à 3 500 F les tailleurs en Harris tweed, flanelle grise ou shetland : vestes à trois boutons, finitions à la main et boutonnères aux manches.

Dans un prêt-à-porter haut de gamme, Francesco Smalto (44, rue François-1<sup>er</sup>) joue les grosses manches sur ses redingotes de drap rouge comme sur

Gianni Versace (64, rue des Saint-Pères) joue l'art optique en motifs plus ou moins couvrants de strass sur soie noire, photographique à souhait.

Hémisphères (1, boulevard Emile-Augier) propose les intemporels autrichiens en vert, marron et rouge : cardigans brodés à partir de 1 200 F, chemisiers de coton ajouré, 600 F, jupes de panne de velours, de 1 500 F à 2 500 F.

Karl Lagerfeld (62, Faubourg-Saint-Honoré) arrondit les angles de ses tailleurs ou redingotes longues et drapées dans le dos les décolletés savants des robes du soir courtes.

Louis Féraud (88 et 72, Faubourg-Saint-Honoré) galbe ses robes de jersey fluide comme les ensembles à tuniques géométriques sur longues jupes noires en alternance avec les robes bustiers.

**LOUIS FÉRAUD** : redingote de flanelle de laine grise à boutonage décentré accentuant la carrure en corset (3 797 F).

les trois-quarts à gros carreaux noirs et blancs sur haut et jupe noire au genou.

Gianfranco Ferré (25, rue Cambou) séduit avec ses mélanges de laines et de soies unies et imprimés en rose cyclamen, blanc, beige et noir, d'une élégance nonchalante.

**GIANNI VERSACE** : ensemble du soir de soie rouge, noire ou violette à corsage moultant comme la jupe terminée de trois volants (13 600 F).

Pascal de Courcelles (32, rue du Dragon), c'est le style trente ans abordable, à dominante de chemisiers, jupes et maille, du 36 au 44, voire au 52 en huit jours.

Les cotons réputés  
**d'ELYSEES  
SOIERIES**

**Chemise**

3 long. manche  
10 formes de col  
du 37 au 45  
OXFORD 310 F

Échantillons sur demande

**MARCEL BUR**

138 Fg St Honoré 8.

**Pascal de Courcelles**

Femmes

Boutique 32, RUE DU DRAGON 75006 PARIS ☎ 42 22 48 34  
Séjour 32, RUE DU DRAGON 75006 PARIS ☎ 42 22 57 84

**CLAUDE CHAUMARD**  
TAILLEUR

7, RUE D'ARTOIS, PARIS 8<sup>e</sup> 43-59-17-66

**Louis Féraud**  
PARIS

88, rue du Faubourg-Saint-Honoré  
285, rue Saint-Honoré  
47, rue Bonaparte  
Palais des Congrès, Porte Maillot  
17, rue Germain-Bien, Neuville  
4, rue de l'Oratoire, Strasbourg  
23, avenue Louise, Bruxelles



**CENTENAIRE  
John  
Baillie**

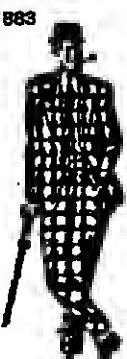
Un grand tailleur  
en boutique  
Depuis 1883

GRANDE  
MESURE  
à partir  
de 7.800 F

Livraison  
en 48 heures  
si nécessaire

Se diffusion  
(mesure  
traditionnelle)  
à partir de  
8.200 F

1, r. Auber - 5, pl. de l'Opéra  
75009 Paris - 47-42-49-17



هكتان من الأمل



# porter

## Le dandy musclé

Dominique Morlotti, chez **Christian Dior Monsieur** (32, avenue Montaigne), travaille au confort des dandys musclés en subtil camafeu de gris, relevé des notes de couleurs vives des rayures de chemise. Ses modèles sont diffusés dans les boutiques de la maison à travers l'Europe.

Patrik Lavoix de **lanvin** (2, rue Cambon) revient en prêt-à-porter à la veste de costume à quatre boutons, un rien Belle Époque, s'ouvrant sur un gilet vif et un pantalon droit.

**Torrente** (9, faubourg Saint-Honoré) lance le concept *Accent* de costumes personnalisés aux mesures, livrés sous huit jours, dans une sélection de trois cents tissus. De 2 800 F à 3 500 F.

**Valentino** (17-19, avenue Montaigne) harmonise à l'italienne les différents dessins de draperies aux dominantes bleues et grises. Ses derniers polos suggèrent un effet de cravate par leur petite de boutonnage en contraste.

**Claude Berceville** (4, boulevard Malesherbes) s'intitule tailleur-costumier itinérant. Le prochain ballet de Roland Petit, *Pavlova*, lui inspire des réminiscences de 1930, notamment de soufflets d'aisance en vestes de sport pied-de-poule sur pantalons unis.

**Claude Chaumard** (7, rue d'Artois) joue, pour les PDG musclés, les costumes croisés à tomber droit, uniquement sur mesures, à partir de 8 000 F. Ses pelisses, luxe caché, sont fourrées de ragondin, de ventres de vison, voire de zibelines.

**Henri Urban** (8, rue Marbeuf) allonge les silhouettes des jockeys

et des entraîneurs par des costumes droits à quatre boutons, gilets coupés à la taille et demi-revers au pantalon emboîtant le talon, dans les tons roux de l'automne.

**John Bailly** (5, place de l'Opéra) offre une garantie décennale de tissu et main-d'œuvre pour ses costumes sur mesures, à partir de 8 500 F en tissus anglais exclusifs, dont certains contiennent des poils de vison ou de zibeline.



**LANVIN**: costume de Patrik Lavoix en flanelle gris bronze (5 800 F) sur un gilet jougille (1 300 F). Chemise à carreaux (710 F), cravate de soie imprimée cachemire (320 F) et chapeau tyrolien de G&H (1 200 F).

**Stark and Son** (16, rue de la Paix) préconise le costume croisé et le pantalon à revers, en sur-mesures, à partir de 8 000 F, prêt-à-porter de 2 850 F à 3 950 F, prix du pardessus cachemire, le loden se situant à 2 450 F.

**Marcel Lassance** (17, rue du Vieux-Colombier) recolorise les classiques en formes confortables. Ministres et chanteurs viennent chercher ici les vestes vert gazon ou prune, ainsi que les tricotés jacquard de laine d'agneau spécialement douillet, à partir de 620 F.

**Nicoll** (29, rue Tronchet), c'est le domaine sport-ville à partir d'un important rayon *Daks*: vestes à partir de 1 490 F, dufile-coat de gros drap chameau, vert bouteille ou marine, doublé d'écossois, 3 290 F, sans oublier la mesure industrielle.



**VALENTINO UOMO**: pardessus de cachemire marbré bleu gris (14 000 F), col de velours et larges revers sur costume en poigné de laine et cachemire gris et blanc à chevrons (7 000 F), chemise de popeline rayée (750 F) et cravate de soie à carreaux (395 F).

## Nouvelles enseignes

**Enrico Coveri**: investit la rive gauche, à l'angle de la rue des Saints-Pères et de la rue de Grenelle. L'ouverture de la nouvelle boutique est prévue pour décembre, 250 mètres carrés, sur deux niveaux. A trente-quatre ans, le spécialiste italien de la mode jeune, de la naissance à vingt-cinq ans, a prévu à partir de Paris son internationalisation à travers un réseau de distributeurs et de boutiques. Directeur général de *Coveri International*, Jean-Claude Combaut jongle avec une trentaine de gammes de vêtements pour toute la famille, des maillots de bain paillottés à la fourrure, sans oublier le cuir, les jeans, le sport et les accessoires.

Plus besoin de Piccadilly pour trouver le genre de panoplie de sport portée par le capitaine Mark Phillips M.V.O. En effet, *Daks Corner* vient de s'ouvrir (269, rue Saint-Honoré), apportant la totalité de ses ensembles pour elle et lui, des blazers et spencers en tweeds à carreaux très diversifiés et de beaux unis, rouge vif, vert bouteille, marine et terre des Landes. Même la moquette est tissée sur ce thème servant également de logo.

**Burberrys** fait peau neuve (8, boulevard Malesherbes, et ce sur cinq niveaux), les femmes se voyant réserver les deux étages supérieurs comprenant le rayon d'enfants. Le décor de teck et de laiton se complète de gravures anglaises et de meubles anciens dans un style « Madeleine sur

Tamise » qui met les couleurs en valeur. La nouvelle doublure allège en rectangles de couleur l'écossois qui a fait le tour du monde, sur fond de sable mouillé. Le décor permet la présentation d'ensembles de tissus et de tricotés jusque-là dispersés. Sor le même trottoir de 12, boulevard Malesherbes, à l'angle de la rue Chanveau-Lagarde, *Mettez* regroupe dans un spacieux local ses lodens, et ses tenues autrichiennes pour toute la famille. Et tout, dix vitrines, dans un décor vert et beige, des culottes de cheval en whipcord. Alain Francis importe aussi des flis Britanniques de quoi satisfaire les golfeurs les plus exigeants. Et sous-sol, le rayon inversé de modèles d'été, l'automne.

**Le Printemps de la mode** se termine. La refonte intérieure du grand magasin du boulevard Haussmann apporte à la capitale une image globale de prestige à l'américaine. Quatre niveaux, sur 11 000 mètres carrés, regroupent toutes les options du premier étage conçu par Philippe Stark avec des « laboratoires » de jeunes stylistes primés tous les ans, au quatrième étage où se regroupent les couturiers et les services VIP (Votre Image Personnelle) destinés aux femmes occupées et pressées. Elles choisissent désormais leur garde-robe d'après des pré-sélections de conseillers dans un salon-bureau confortable et tranquille.

## De la tête aux pieds

Dans le domaine des chaussures, **Aubercy** (34, rue Vivienne, et 3, faubourg Saint-Honoré) représente l'artisanat traditionnel français, tant par la qualité de ses matières premières que par ses semelles cousues, surtout choisies aujourd'hui en box noir lacé. De 1 300 à 1 700 F. Pour elle, les escarpins de lézard existent en trois hauteurs de talon et soixante coloris, 1 895 F.

Du fond de la forêt américaine, **Timberland**, chaussure de bûcheron, unisex, s'étend aux loisirs d'extérieur. Etanches et confortables, quatre formes sont montées à la main sur semelle de caoutchouc haute densité. De 750 F, le modèle de

bateau, à 1 350 F, la borte fourée, chez **Tunmar** (6, place Saint-Augustin).

Les accessoires, c'est aussi les lunettes: **Alain Mikli** en avant-garde, 750 F environ. **Jean Lafont** propose sa propre gamme à partir de 500 F en ton écaille ou vif. **Meyrowitz** joue les néo-classiques, 800 F environ, et les plantes, 800 F.

• **Alain Mikli**, optique Mazet, 7, rue de Buci; **Jean Lafont**, 11, rue Vignon; **Meyrowitz**, 5, rue de Castiglione.



## HEMISPHERES

Manteau classique **Michel SIRER**

En exclusivité pour HÉMISPHERES, en laine à chevrons en 3 coloris, 3 650 F.

Uni en cashmere, 3 950 F.

Une palette de couleurs importante pour une écharpe en cashmere, 1 080 F.

1, boulevard Émile-Augier, 75116 PARIS  
22, avenue de la Grande-Armée, 75017 PARIS

## Mondor

Prêt-à-porter féminin

Création d'un rayon  
**TAILLEUR SUR MESURE « couture » : 3 500 F**  
(Shetland, Flanelle, Harris Tweed...)

5, place de l'Opéra - 1, rue Auber (75009)  
Tél. : 42-65-32-59

## HENRI URBAN

COUTURE MASCULINE



Un style

une qualité !

8, rue Marbeuf, Paris (8<sup>e</sup>) 47-20-16-34

## AUBERCY

L'exceptionnel depuis 50 ans

3, rue de la St Honoré Paris 8<sup>e</sup> (Madeleine)  
34, rue Vivienne Paris 2<sup>e</sup> (Place de la Bourse)



hommes

**VALENTINO COUTURE S.A.**  
17-19, avenue Montaigne  
75008 Paris ☎ 47.23.64.61

La Haute Couture  
Homme  
en Prêt-à-Porter

**STARK AND SONS**  
16 rue de la Paix  
1<sup>er</sup> étage  
Paris

## SAINT LAURENT

rive gauche

HOMMES

12, place Saint-Sulpice, Paris (6<sup>e</sup>)  
38, faubourg Saint-Honoré, Paris (8<sup>e</sup>)

## MARCEL LASSANCE

17, rue du Vieux-Colombier, Paris (6<sup>e</sup>)

■ Tél. 45-48-29-28

66, Champs-Élysées, galerie Point-Show

■ Tél. 42-56-01-94

HOMMES



FEMMES

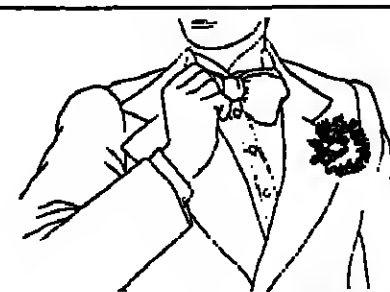
La tradition anglaise du vêtement  
à Paris, 29 rue Tronchet

## Claude BERCEVILLE

Au sommet de son art, Claude Berceville est l'un des grands tailleurs où se rencontre le Tout-Paris, de la politique, des affaires et aussi du théâtre. Ne dit-on pas de lui qu'il est le « tailleur des comédiens ». Il oriente la mode masculine française et contribue à rendre à l'art du tailleur ses lettres de noblesse.

A noter : un département « Jeunes » avec des costumes en mesure accélérée à partir de 3 500 F.

4, bd Malesherbes, PARIS-8<sup>e</sup>.



**smalto**

Le choix mesuré de ses prix  
étonne lorsque l'on sait  
ses exigences de qualité

HOMME : 44, RUE FRANÇOIS-1<sup>er</sup>

HOMME ET FEMME :

5, PLACE VICTOR-HUGO et 275, RUE SAINT-HONORÉ







## Economie

### FAITS ET CHIFFRES

#### Affaires

● **Contrat gabonais pour Motorola** grâce à un crédit américain. — Le groupe américain Motorola a reçu des Postes et télécommunications gabonaises une commande de 8,5 millions de dollars grâce à un crédit mixte de l'Eximbank. Il s'agit du deuxième contrat remporté grâce à un crédit mixte par une firme américaine au Gabon, un marché traditionnellement dominé par la France. Sur les treize crédits mixtes lancés par l'organisme américain pour répondre aux mêmes pratiques — qu'il juge « déloyales » — des Français et des Japonais, six ont déjà permis à des entreprises américaines de remporter des contrats.

● **Un comité de liaison des décideurs économiques.** — Cinq organisations professionnelles du monde patronal, libéral et agricole ont décidé de créer un Comité de liaison des décideurs économiques (CLIDE) pour coordonner l'action de leurs organisations, en particulier dans le domaine de l'emploi des jeunes. La création du CLIDE a été annoncée le lundi 6 octobre, à Paris, par les présidents de cinq organisations membres : MMA, Yvon Gettax, président du CNPF, René Bismarconi (Confédération générale des petites et moyennes entreprises CG-PME), Raymond Lacombe (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles-FNSEA), Jacques Bœupère (Union nationale des associations de professions libérales-UNAPL), Jean Millet (Union professionnelle artisanale UPA). Outre l'insertion professionnelle des jeunes, le comité de liaison se donne trois missions prioritaires : améliorer l'efficacité des systèmes d'enseignement et de formation, améliorer la fiscalité locale (en allégeant notamment la taxe professionnelle) et faciliter les transmissions d'entreprises.

#### Agriculture

● **Les opérations de cœm-** mendo contre les importations de moutons britanniques se poursuivent. — Après des éleveurs dans la Creuse et près de Poitiers ont intercepté vendredi et lors du week-end des camions transportant des moutons importés, des manifestants ont brûlé les carcasses de deux moutons, le lundi 6 octobre, à la foire de Bussière-Poitevine (Haute-Vienne). Les négociations entamées entre la Fédération nationale ovine et le ministère de l'Agriculture ne semblent pas satisfaire les producteurs.

#### Marché commun

● **La CEE institue un droit anti-** dumping sur les moteurs électriques des pays de l'Est. — La CEE a institué un droit antidumping provisoire sur les importations de moteurs électriques en provenance de sept

pays de l'Est, qui équivaut à un relèvement moyen de leurs prix de 60 %. D'ici à la fin janvier 1987, les pays de la CEE devront se prononcer sur le maintien ou non de ce droit.

#### Social

● **Normed: La CFDT ne signe** pas l'accord. — La CFDT a décidé, le mardi 7 octobre, de ne pas signer l'accord social conclu la semaine précédente entre les syndicats FO, CGC, CFTC et l'administrateur judiciaire des Chantiers du Nord et de la Méditerranée (Normed), qui intéresse six mille huit cents salariés. Les représentants CFDT ont précisé que seuls leurs militants de Dunkerque s'étaient déclarés en faveur de la signature. La CGT, de son côté, a déjà indiqué que sa réponse sera négative.

● **Une prélecion de Gilbert** Jaume. — A la suite du jugement du tribunal de grande instance de Paris du 30 septembre déboutant la CGT de sa demande contre Gilbert Jaume (le Monde du 3 octobre), la direction de la société nous demande d'apporter la précision suivante : le tribunal a soumet cependant aux sociétés Gilbert Jaume Librairie, Gilbert Jaume Papeterie et Gilbert Jaume-Diagues la possibilité de prendre l'engagement de proposer à tous leurs anciens collaborateurs licenciés le 8 février, sans

aucune distinction, s'ils en expriment le désir, de les reprendre à leur service, au fur et à mesure que l'avancement des travaux de remise en état permettra une reprise de l'exploitation commerciale des locaux situés, 5, place Saint-Michel, et de leur réserver une priorité d'emploi, avec maintien de leur ancienneté et de leur rémunération antérieure.

● **La CGT appelle à la grève, le** 21 octobre, à EGF et à la SNCF. — La fédération de l'énergie CGT a appelé à une grève de vingt-quatre heures le 21 octobre à EGF, alors que d'autres syndicats avaient déjà annoncé des « actions » ce jour-là. La FEN, la CFDT, FO et les autonomes de la FGAF ont annoncé une grève de vingt-quatre heures dans la fonction publique le 21 octobre, jour choisi ensuite par la CGT pour un « temps fort » dans le secteur public et dans le secteur privé. A la SNCF, la CGT a appelé à une semaine d'action du 20 au 25 octobre, avec « un temps fort » marqué par des grèves le 21. La fédération CFTC de la fonction publique n'a prévu qu'une semaine d'action du 20 au 25 octobre, mais ses syndicats des impôts, du Trésor, de l'INSEE et sa fédération des P et T ont décidé de participer à la grève du 21. La FEN Ile-de-France, organisera, comme FO et la CGT, une manifestation « séparée » à Paris le 21 octobre.

### CONJONCTURE

#### Le rapport économique et financier du gouvernement pour 1987

### Les effectifs salariés devraient recommencer à croître

Si les effets bénéfiques du « contre-choc » pétrolier sur la croissance dans les pays industrialisés ont été plus faibles que prévu au cours du premier semestre 1986 — « l'évolution de l'activité y a été décevante » — ils devraient être plus sensibles au second semestre de cette année et l'an prochain. Tel est l'hypothèse retenue par le gouvernement dans le rapport économique et financier associé au projet de loi de finances pour 1987, rendu public cette semaine.

Compte tenu d'un dollar à 7,08 F en moyenne en 1987 (7,13 F en 1986) et d'un prix moyen du baril de pétrole brut importé de 16,9 dollars (15,9 dollars en 1986), le gouvernement escompte pour l'an prochain une croissance du PIB française de 2,8 % (en volume), légèrement supérieure donc à celle attendue pour 1986 (2,5 %). L'économie française devrait ainsi croître « d'un rythme moyen voisin de celui de ses principaux partenaires et connaître l'un des taux d'inflation [2 % en moyenne annuelle] les plus

faibles depuis la seconde guerre mondiale ».

Les moteurs de la croissance devraient cependant se modifier progressivement, la demande externe venant prendre en partie le relais de la demande interne. Le rôle joué par la consommation et les investissements devrait en effet être moins important l'an prochain, du fait, notamment, du ralentissement de la progression du pouvoir d'achat des ménages (+ 3,1 % en 1986, mais + 1,8 % seulement en 1987). L'investissement des entreprises non financières devrait rester soutenu (+ 4,1 % en 1986, + 5 % en 1987).

En revanche, le gouvernement compte davantage l'an prochain sur la demande externe comme soutien à l'activité nationale. Les exportations devraient augmenter en volume de 5,7 % en 1987, sous l'effet à la fois de l'augmentation attendue de la demande mondiale adressée à la France (+ 4,5 % d'après les prévisions du ministère de l'Economie) et des conséquences du réajustement monétaire d'avril dernier.

Ce rythme de croissance devrait permettre une stabilisation de l'emploi : après une baisse de 0,1 % en 1986, les effectifs salariés devraient croître de 0,1 % l'an prochain. L'excédent commercial enregistré sur les produits industriels devrait se maintenir en 1986 et en 1987 aux environs de 50 milliards de francs (88,7 milliards en 1985). Le poids des prélèvements obligatoires dans le PIB sera maintenu en 1987 à son niveau de 1986 : 45,1 % (45,6 % en 1985). En revanche, le besoin de financement des administrations publiques sera légèrement réduit (2,5 % du PIB en 1987 contre 2,9 % en 1986).

**RECTIFICATIF.** — M. Jean-Pierre Garçon, cité dans l'article de G. Herzlich, « Natalité et chômage : les étrangers se rapprochent des Français » (le Monde du 7 octobre), est assistant à Paris-X-Orsay et non Paris-X-Nanterre. D'autre part, en note 1 du même article, il fallait lire « Economie et statistique » et non « Economie et stratégie ».

### AUTOMOBILE

#### Le tribunal de Rouen donne raison à un importateur de voitures françaises

Va-t-on vers une généralisation des prix cassés pour les automobiles neuves ? Le tribunal de commerce de Rouen vient de débouter récemment la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile (CSNCRA) de son action contre un importateur de voitures neuves, françaises pour la plupart, mais réimportées, et qui pratique depuis deux ans des rabais de 8 % à 14 %. M. Claude Rouvère, PDG de la société Eco-System, a vendu, en 1985, environ neuf cents voitures neuves importées de Belgique, des Pays-Bas et du Danemark. On se souvient que M. Michel Leclerc (le frère de M. Edouard Leclerc, fondateur des centres qui portent son nom) avait lancé à grand bruit le même type d'opération, mais s'était heurté au corporatisme des concessionnaires.

Sans faire de vagues, mais sans doute avec plus de sérieux, la société Eco-System a obtenu la bénédiction du tribunal de commerce, qui estime qu'« habilité en sa qualité de marchand » elle est en droit d'importer en France des voitures pour les revendre à un prix inférieur à celui pratiqué par les constructeurs et leurs concessionnaires.

Il est vraisemblable que la CSNCRA ne se tiendra pas pour battue, mais les constructeurs n'ignorent pas qu'il y a là une préférence même irréversible : au reste, en 1992, l'unification du marché intérieur européen sera chose faite, et cette querelle n'aura plus de sens.

Nous le trouvons où qu'il soit.

**LE PÉTROLE** est notre principale source d'énergie. C'est lui qui fait tourner le monde et il en sera ainsi pendant bien des années. Encore faut-il être prêt à arracher de haute lutte ce trésor aux profondeurs les plus secrètes de la terre, en recourant aux technologies les plus avancées, et aller l'extraire dans des lieux hostiles et insaisissables.

Agip, la société pétrolière nationale de l'Italie, a relevé ce défi il y a 60 ans. Inlassablement elle s'est donnée la tâche de trouver du pétrole, de creuser de nouvelles techniques et mobiliser pour ces activités des ressources humaines et économiques toujours à la hauteur des difficultés à surmonter.

Pourquoi la moindre possibilité de trouver du pétrole existe, Agip est sur les lieux, avec son esprit d'initiative et ses décennies d'expérience. Les succès qu'Agip a remportés dans 30 pays et 5 continents, seuls ou en collaboration avec d'autres compagnies pétrolières de premier plan, font de cette société un interlocuteur fiable dans tous les domaines de l'activité pétrolière.

Y compris ceux où nul autre ne s'est jamais aventuré.

**Agip**  
En Group.

Recherche en profondeur.  
Réussite au sommet.



## La bataille pour le dollar

## Le combat des chefs

Mardi 7 octobre, à 8 heures, heure de Paris, le dollar se mettait à baisser brusquement sur le marché des changes de Tokyo, seule grande place ouverte à cette heure-là avec Hongkong. Motif : la négociation des actions de la Bankamerica, deuxième établissement bancaire aux États-Unis, venait d'être suspendue. Cet établissement, en situation délicate depuis des mois, venait d'annoncer qu'il étudiait une offre de fusion - de rachat, disaient les mauvaises langues - émanant d'une autre banque américaine, la First Interstate, au neuvième rang du pays.

Certes, le sort de la Bankamerica, qui a perdu 640 millions de dollars (plus de 4 milliards de francs) pour le seul deuxième trimestre de cette année et a dû vendre son siège social de San Francisco et un certain nombre d'actifs, ne peut laisser indifférents les milieux financiers internationaux. Mais, dans ce cas précis, l'annonce de cette offre d'acquisition à l'étude pouvait également constituer un prétexte pour vendre le dollar, que beaucoup voient ou souhaitent voir encore baisser, comme M. James Baker, secrétaire américain au trésor, par exemple, qui en a fait une menace permanente pour ses collègues d'Europe et du Japon.

La riposte, ou plutôt le contre-feu, de ces derniers ne tardait pas. Dans les minutes qui suivent l'ouverture des marchés européens, les banques centrales d'Allemagne, de Grande-Bretagne, de Suisse, des Pays-Bas, d'Autriche et même du Japon, dit-on, par les filiales londoniennes des banques nippones, intervenaient pour faire barrage. Le cours du dollar, qui menaçait de glisser fortement en-dessous de la barre fatidique des 2 DM, remontait de 1 % au-dessus de cette barre. La Bundesbank avait jeté près de 500 millions de dollars dans la bataille, ce qui est peu, mais l'avait fait savoir, ce qui est beaucoup.

Mardi après-midi toutefois, le billet vert faiblissait à l'ouverture du marché de New-York. Les Américains vendent. Ils ne croient pas à

l'efficacité durable des interventions européennes, commentait un opérateur parisien. C'est donc le « combat des chefs » entre une Europe qui estime que la baisse du dollar, depuis l'accord du 22 septembre 1985 à New-York, est désormais suffisante, du moins pour l'instant, et une Amérique qui pense le contraire. Sans doute M. Baker fait-il semblant de ne pas agiter ces menaces, comme il l'avait fait publiquement il y a une dizaine de jours, avec des résultats fracassants. Mais il a de nouveau répété, ces jours derniers, que le dollar pouvait se déprécier encore de lui-même s'il n'y avait pas accélération de la croissance dans les autres pays : « C'est une simple constatation ».

## L'Europe défend sa cohésion

Dans cette affaire, l'Europe défend non seulement ses exportations vers les États-Unis, menacées par un dollar faible, mais aussi sa cohésion. Un dollar faible, c'est surtout un deuschemark fort qui attire irrésistiblement la spéculation mondiale, et tous les capitaux qui veulent jouer le bon cheval dans la grande course monétaire. Or, si toutes les monnaies sont censées être égales au sein du système monétaire européen, il y en a qui sont plus fortes que d'autres. Et le mark est bien dans ce cas. Résultat : les autres devises européennes ont bien de mal à le suivre dans sa ascension, ce qui distend le système en question.

Qu'on demande son avis à la Banque de France qui, depuis des semaines, défend le cours de 3,2760 F pour 1 mark. Lundi 6 octobre, elle y a consacré 300 à 400 millions de marks (1,2 milliard de francs) : c'était une petite journée. Dans la semaine de 15 en 19 septembre, elle a dû vendre l'équivalent de plus de 20 milliards de francs en monnaie allemande, toujours pour défendre le fameux cours de 3,2760 F, un peu au-dessus du cours pivot du mark à Paris, soit

3,2562 F, et à distance raisonnable, et indispensable, de son cours plafonné de 3,33 F. La semaine dernière, ce furent 1,5 milliard de marks (près de 5 milliards de francs) qui furent ainsi jetés du haut des remparts. Certes, les munitions sont abondantes, à commencer par les 70 milliards de francs de devises que la Banque de France a dû acheter après la dévaluation du 6 avril dernier pour empêcher le cours du mark de tomber au-dessous de son nouveau cours-plancher de 3,1877 F. Un comble à l'époque.

Mais pendant combien de temps l'Institut d'émission va-t-il devoir se battre ainsi en crâchant, surtout si le dollar continue à baisser et le mark à monter ? De plus, si l'envie prenait à la France d'abaisser à nouveau ses taux d'intérêt, encore trop élevés pour l'état de son économie, la situation actuelle du marché des changes lui interdirait toute fantaisie en ce domaine. Il est encore heureux qu'elle ne soit pas contrainte de relever un jour les taux en question si un tel mouvement se dessinait en Allemagne, ce qui n'est pas totalement exclu.

Le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, ne déclarait-il pas, il y a quinze jours, après avoir refusé une fois de plus toute diminution des taux allemands : « Si nous devions fidèles à nos principes, nous devrions les relever », faisant allusion aux craintes de surchauffe outre-Rhin.

Sans doute les élections américaines se tiennent dans un mois, ce qui explique les manœuvres de M. Baker. Mais les Européens voudraient tout de même attendre qu'une dévaluation du dollar de plus de 40 % en moins d'un an, la plus forte et la plus rapide variation jamais enregistrée, ait le temps de faire sentir ses effets sur la balance commerciale américaine. C'est bien le moins, et c'est bien le sens des mesures décidées par les Douze, en Ecocon, le 21 septembre dernier. Reste à savoir qui tiendra le plus longtemps.

FRANÇOIS RENARD.

## Pour ses partisans

## L'avenir de l'énergie nucléaire n'est pas menacé

L'énergie nucléaire a-t-elle un avenir ? La question a eu le mérite d'être posée, mais la réponse apportée à la table ronde qui lui était consacrée, le mardi 7 octobre, à Cannes, par les participants du treizième congrès de la conférence mondiale de l'énergie fut sans surprise. C'est oui, assurément. Seule change la manière de le dire, selon que l'on est Américain, français, allemand, finlandais ou soviétique.

CANNES  
de notre envoyé spécial

Ce n'est un secret pour personne que le marché du nucléaire n'est guère actif, même si l'on salue avec complaisance la signature récente par la Chine du contrat de commande d'une tranche nucléaire. En fait, sans tomber dans un optimisme béat, les acteurs de cette table ronde n'ont pas semblé nourrir d'inquiétudes profondes. D'autant moins qu'un était entré soi, presque à l'abri des pétroliers, des charbonniers et des politiciens.

Aussi, chacun est allé dans le même sens. Avec diplomatie chez le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Hees Blix, pour qui « le nucléaire va continuer pour des raisons à la fois économiques et écologiques ». Le charbon, qui n'est pas exempt de nuisances pour l'environnement, « ne peut pas tout remplacer », a dit M. Blix. Il faut donc poursuivre sur la voie du nucléaire « en méritant un regain de confiance » de la part du public, en obtenant des centrales nucléaires en activité un fonctionnement sans failles et en évitant la multiplication des accidents nucléaires.

Côté américain, on aime à souligner que l'on dispose d'une capacité installée de 95 000 mégawatts fournis par 102 réacteurs - le quart du parc mondial - et que les programmes vont se poursuivre. Quand ? Difficile de le dire. Mais M. Henry Reich, de la Bechtel's Eastern and Western Power Corporation, voit « des signes positifs » de relance dans la mesure où « l'utilisation de l'électricité augmente, et ce plus vite que la PNB ». Mais, ajoute-t-il, la période actuelle et la situation de ralentissement du programme électro-nucléaire américain conduisent à constater « la diminution importante des fournisseurs qualifiés de matériel nucléaire ». Un

exemple : s'il y avait en 1980 plus de 360 spécialistes dans les matériaux, aujourd'hui, il n'y en a plus que 195. Côté allemand, l'inquiétude des producteurs d'électricité nucléaire ne vient pas tant « du fonctionnement de l'industrie nucléaire » que de l'attitude des hommes politiques à la veille des élections. Pour M. Hans-Dieter Kramer de la Preussag Elektra AG, tout l'avenir du nucléaire allemand se jouera à ce moment-là. Un avenir dont il a déploré qu'il soit devenu un problème politique. Mais, à long terme, pense-t-il, la place de cette énergie ne sera pas amoindrie, mais renforcée en raison des besoins qui se feront jour après l'an 2000.

## Assurer l'indice de production

Que faire en attendant ? Tenir. Assurer malgré la production, en raison d'une opinion publique plutôt favorable, la France et, d'une manière différente, le Japon. Le Japon qui, l'on en juge par les tableaux du vice-président de la Japan Power Association, M. Ichiro Hori, voit grand avec ses quarante-cinq tranches nucléaires en 2010 et ses cent douze en 2030. Seule pause dans cet ambitieux programme : « le délai supplémentaire que le Japon s'est donné pour passer des réacteurs à eau légère et à eau légère avancée au surgénérateur », ces réacteurs d'après-demain qui utiliseront mieux l'énergie des combustibles nucléaires et dont la France s'est fait le champion avec Super-Phénix.

Si, dans ce domaine, l'industrie nucléaire française appelle de ses vœux la construction d'un deuxième Super-Phénix, elle se hâte lentement à cause des réticences allemandes, des sarcasmes d'une telle machine et de la surcapacité actuelle du parc électro-nucléaire français. On discute donc avec nos partenaires, conscients du fait, comme l'a dit le directeur de l'équipement d'EDF, M. Rémy Carle, qu'un nouveau projet de surgénérateur ne peut être qu'européen. Pour le reste, ça va.

Et l'Union soviétique dans tout cela ? Elle continue, comme l'a fait remarquer l'académicien Valeri Legassov, qui a déclaré : « Je ne suis pas si, après l'accident de Tchernobyl, il y aura un ralentissement de notre programme nucléaire pendant quatre ans. Mais, en 1990, nous pourrions reprendre la construction

de centrales présentant une sécurité accrue, et nous allons accélérer le passage aux filières avancées : haute température et une série de surgénérateurs installés d'ici dix à douze ans et totalisant une puissance de 5 000 à 6 000 mégawatts. » Il n'y avait guère de fausses notes dans ce concert, même si les Pays-Bas et la Finlande ne se sont pas exprimés ; après Tchernobyl, ces deux pays ont décidé d'attendre un peu. Mais c'était sous la pression, il est vrai, des politiques.

J.-F. AUGEREAU.

## ÉTRANGER

## La réforme des offices agricoles devant l'Assemblée nationale

## La « troisième voie » de M. Guillaume

Les députés ont commencé mardi 7 octobre l'examen en première lecture du projet de loi sur l'organisation économique en agriculture, qui met notamment en place une réforme progressive des offices agricoles par produit créés ou transformés en 1982 à l'initiative des socialistes.

Le ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, dont c'était le baptême du feu au Palais Bourbon, s'est défendu d'avoir fait machine en arrière par rapport à son projet initial en ne supprimant pas purement et simplement les offices agricoles voués par la gauche. « Ce que j'ai toujours reproché aux offices, c'est leur caractère syndicaliste », a affirmé le ministre en prenant pour exemple l'« inutilité » de l'office du lait. Ce faisant, l'ancien responsable syndical agricole est passé un peu vite sur le fait que la suppression des offices par produit faisait partie des revendications de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), dont il fut le président, comme du programme électoral de l'UDF et du RPR. Le rapporteur du projet de loi, M. Louis Gosdoff (RPR-Finistère), reconnaissait quant à lui, peu avant le débat en séance publique, que « la méthode d'approche avait changé. On ne peut pas tout bouleverser car de nombreux professionnels ne sont pas encore prêts à affronter le combat économique ». En séance, le député-RPR insistait sur la nécessité de « porter un coup d'arrêt à une évolution dirigée et élitiste de la politique agricole sans toutefois engager un processus de désengagement financier de l'État ».

## Comme médiateur le CSO

M. Guillaume, le geste large et la voix ferme des habitués des tribunes, a rappelé en séance que les pouvoirs publics ont désormais la possibilité de « déléguer aux interprofessions reconnues tout ou partie des attributions » actuellement détenues par les offices. Il s'agit notamment de donner aux organisations interprofessionnelles des responsabilités directes dans la gestion des filières agro-alimentaires. En présentant cette « réforme pragmatique », qui se veut « une troisième voie », entre corporatisme et étatisation, le ministre n'a pas caché qu'il faisait un pari, car « la tradition administrative nous pousse à voir d'un œil mauvais tout ce qui n'est pas un acte de professionnalisme », et d'ailleurs « une certaine tradition professionnelle (...) fait accueillir avec une certaine méfiance une prise de responsabilité effective par les acteurs économiques eux-mêmes ».

Par ailleurs, la composition et les pouvoirs du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (CSO) ont été également modifiés. Le CSO ne comptera plus qu'une quinzaine de membres (au lieu d'une soixantaine), tous « acteurs économiques responsables du secteur agro-alimentaire ». Le CSO nouvelle formule participera à la définition des grandes orientations de la politique agricole et à la répartition des moyens financiers. À la suite de l'adoption d'un amendement de la commission de la production, le CSO pourra jouer les médiateurs entre les offices et les organisations interprofessionnelles en cas de conflit lors de la conclusion d'une convention.

M. Charles Josselin (PS-Côte-d'Or) s'est plu à voir dans le maintien des offices par produit,

même amais au profit des interprofessions, une reconnaissance implicite par le ministre de leur « efficacité ». « Ces offices, a-t-il souligné, n'ont conduit ni à la bureaucratie, ni à l'étatisation ». Quant au « désengagement de l'État », il est pour le député PS « dangereux à un moment où les difficultés s'accumulent sur les différents secteurs agricoles ». Pour M. Marcel Rigout (PCF, Haute-Vienne), le débat entre offices et interprofessions est « byzantin et brisé », et le « titre préliminaire » du projet de M. Guillaume « cache en fait une conception et un contenu dérivés et perdus ». Les élus communistes qui ont protesté contre l'effacement du secteur agricole, ont par ailleurs déposé des amendements, qui rejoignent ceux du Front national, destinés à protéger les produits français.

P. S.

## Quotas laitiers : la solution bourguignonne

DJON  
de notre correspondant

Les producteurs de lait bourguignons viennent de prendre une initiative à laquelle se sont déjà ralliés dix régions et qui pourrait changer les termes du problème des quotas.

Depuis 1983, ces quotas sont fixés par entreprise laitière. Dans une région comme la Bourgogne, qui, avec 430 millions de litres produits par an, ne se sent ni fautive de surplus, l'équilibre s'établissait très facilement entre la réduction de livraisons par des producteurs âgés se retirant et l'augmentation de la production des plus jeunes.

Mais les quotas n'ont pas réussi à juguler la crue inquiétante - et fort coûteuse - du fleuve blanc. Et l'on parle aujourd'hui à Bruxelles d'en venir aux quotas par exploitation, qui interdiraient ce transfert des quantités libérées par les départs à la retraite vers les producteurs en pleine activité. Or ces quantités sont énormes : la Bourgogne comptait près de 14 000 producteurs de lait en 1983 ; il n'y en a plus que 7 500. Plus de 50 % de ces producteurs ont plus de cinquante ans et ils ont encore dix à douze ans à passer à bénéficier des aides à la cessation d'activité.

« Si les producteurs qui restent ne peuvent plus bénéficier des quotas qui se libèrent », dit M. Jean-Jacques Lorig, président de la Fédération régionale des syndicats de producteurs de lait, « c'est 30 % de la quantité produite qui disparaîtra chaque année ». Or plus de deux mille emplois

dépendent directement de Bourgogne de la collecte et de la transformation du lait. « Dans ce cas, ajoute M. Lorig, les entreprises qui ont déjà fortement licencié n'auront plus cette fois qu'à fermer leurs portes ».

Mais le jeune responsable régional ne se contente pas de revendiquer. Il propose aussi d'appliquer la loi. Celle-ci prévoit qu'en cas de crise les régions peuvent demander à gérer elles-mêmes leurs quotas à condition, bien sûr, de ne pas les dépasser. Les administrations régionales et la direction régionale de l'agriculture et de la forêt (DRAF) ont apporté leur soutien à ce projet.

Mais, surtout, consultées sur l'avenir des quotas, les entreprises à l'œuvre, dit, toutes bien sûr par les syndicats, ont répondu de leur plein gré. Elles ont accepté le projet bourguignon. « On nous laisse maîtriser nous-mêmes notre production régionale », dit M. Lorig, et on ne perdra plus de surplus chez nous. « C'est une excellente initiative. Mais les régions du Grand Ouest, largement excédentaires, dont une part importante de la production s'écoule actuellement vers les autres zones, ne peuvent en dire autant ».

Le projet bourguignon serait peut-être un robinet que l'on fermerait. Et ce flot coupé aurait tôt fait de les conduire à la ruine. Est-ce la réponse à laquelle, depuis l'ONILAIT (Office du lait) depuis août, le dossier bourguignon n'a toujours pas reçu de réponse ?

DIDER CORNAILLE.

## CHINE : le nouveau système de contrat de travail

## « On travaille plus et on gagne plus »

QINGDAO  
de notre envoyé spécial

Ce port de la province de Shandong, au sud de Pékin, a l'air d'une ville allemande transplantée sous les tropiques. Colonie de Kaiser jusqu'en 1914, elle est devenue l'un des cinq ports ouverts de la Chine (avec Shanghai, Canton, Tianjin et Dalian). C'est aussi la ville où la première expérience du nouveau système de contrat de travail, qui est entré en vigueur officiellement le 1<sup>er</sup> octobre. En vertu de ce système, l'emploi à vie, voire héréditaire, cède la place graduellement au contrat de travail à durée déterminée. C'est ce que le gouvernement chinois appelle briser « la grande muraille en fer » de l'égalitarisme soviétique, obéissant ainsi une main-d'œuvre qui ne brille guère par son dynamisme et sa productivité à être enfin jugée en fonction de son travail. Tout cela au nom d'un socialisme bien compris.

Elaboré en 1982, le système du contrat a commencé à fonctionner sur une base expérimentale à Qingdao l'année suivante. Aujourd'hui, nous dit le maire, M. Guo Songmin, 10 % des ouvriers de la municipalité, soit 85 000, y sont soumis. Le système ne s'applique pas aux cadres, mais, assure un autre responsable, cela devrait se faire dans le futur. « Fournissez, réplique pour sa part un jeune diplômé à la recherche d'un emploi qui aime bronzette et golfette

sur la plage. Tout ça, c'est de la propagande et de toute manière, cela ne me concerne pas. Je serai cadre ».

Selon le maire, le système de contrat est régi par quatre règles : recrutement selon la qualification ; signature d'un contrat de travail (en général pour cinq ans renouvelable) ; système de primes et d'amendes, droit de licenciement et assurance-chômage. Jusqu'à présent, sept cents ouvriers ont été mis à la porte ou ont démissionné. Les résultats lui paraissent satisfaisants : taux d'absentéisme inférieur de 3 % à 10 % aux employés à vie, meilleure productivité. Mais, par contre, les travailleurs, ayant démissionné le choix, répugnent aux emplois pénibles. Les candidatures deviennent rares. Il faudra donc envisager des stimulants.

## De nombreux avantages

La filature numéro 10 de Qingdao est une entreprise-pilote. Cette usine récente compte 52 % d'ouvriers sous contrat, soit huit cent soixante-deux. Ce sont tous des jeunes. Le directeur, M. Ding, se déclare enthousiasmé des résultats du nouveau système : forte hausse de la productivité, du chiffre d'affaires (+ 51 % en un an, taux d'absentéisme ramené à 2 %). Il faut dire que lorsque l'on est payé au salaire, on hésite à rester chez soi comme le font sans complexe

nombre d'employés à vie. M. Ding affirme qu'il n'y a guère de frictions entre travailleurs des deux types, tout en reconnaissant que ceux qui sont employés à vie sont beaucoup moins productifs, on trouve cependant parmi eux un taux plus important de membres du PC.

Pour compenser la précarité de leur position, les travailleurs sous contrat bénéficient d'avantages : 1 yuan (2 francs) de plus de salaire chaque année, une période d'apprentissage plus courte, une qualification plus rapide. Pour garantir les ouvriers licenciés, un système d'assurance a été mis en place, alimenté par une cotisation patronale de 15 % de la masse salariale et de 2 % du salaire de base pour les ouvriers. Mais il faut avoir travaillé cinq ans pour en bénéficier. L'entreprise ayant été fondée en 1981, les huit ouvriers sous contrat et les dix-sept employés à vie licenciés, de même que les quatre démissionnaires n'ont rien touché. « Ils sont à la charge de la société », dit M. Ding.

Mais que pensent les ouvriers de ce nouveau système ? Les travailleurs sous contrat qui nous ont été présentés sont tous des employés modèles et tous très satisfaits. Telle M<sup>lle</sup> Li Xiang, qui gagne plus de 200 yuans par mois, vient d'entrer au PC, affirme ne pas travailler pour l'argent mais pour les « quatre modernisations » du pays, ajoutant : « C'est cela le socialisme : on travaille plus et on gagne plus (...) l'entreprise et le choix, le travailleur aussi ».

Il est vrai que les travailleurs se pressent pour entrer à la « muraille de fer ». Il faut passer un examen de culture générale, sortir de l'école secondaire. Mais la paie est bonne, les conditions de travail plus satisfaisantes qu'ailleurs. Il faut bien le dire pour faire accepter aux ouvriers une précarité de l'emploi à laquelle trente-six ans de régime communiste ne les ont pas préparés.

Ouvriers et patrons reconnaissent cependant l'existence de réserves. Bien évidemment les officiels les conjuguent au passé, parlent de parents refusant que leurs enfants travaillent sous contrat ou épousent un partenaire à l'emploi non garanti. Mais l'inquiétude demeure, elle est réelle. Dans des projets pilotes, soutenus par les autorités, il est aisé de donner un coup de pouce pour arranger les choses. Mais quand le système sera généralisé, ce sera différent. Qui voudra travailler dur dans une mine ou être employé par un cadencé boiteux qui risque d'être mis en faillite ? Certes le nouveau système ne sera que graduellement mis en place. Il ne touchera pas ceux déjà employés dans les entreprises d'État (87 millions de personnes) ou les militaires démobilisés. Mais cette révolution, ce bouleversement des habitudes, risquent de créer de sérieux problèmes sociaux, pour ne pas dire politiques.

PATRICE DE BEER.

مكتبة الأمل



# Le Monde

## JEUX OLYMPIQUES 92



## ALBERTVILLE

**U**NE belle aventure : ainsi pourrait être définie la candidature d'Albertville et de la Savoie à l'organisation des Jeux d'hiver de 1992.

Le résultat du vote qui doit être émis le 17 octobre prochain à Lausanne par les membres du Comité international olympique (CIO) est attendu avec fébrilité, mais l'important dans cette affaire, lancée il y a six ans à l'occasion du Critérium de la première neige à Val-d'Isère, c'est qu'elle a permis au département de mettre un terme aux querelles de clocher qui empoisonnaient la vie des stations de la Tarentaise. C'est un premier résultat régional déjà acquis.

Deuxième résultat, celui-ci international pourrait-on dire : les J.O. sont réalisables et peut-être pas ruineux.

Or rien n'était moins évident en 1980. Boycottage, déficit chronique : au lendemain des jeux de Lake-Placid et de Moscou, l'olympisme était comme un chef-d'œuvre en péril. La perspective de fêter un jour le centenaire de l'appel de Pierre de Coubertin en faveur de la rénovation des jeux de l'Antiquité paraissait singulièrement utopique.

Au fil des ans les tensions politiques internationales qui entourent les Jeux ne se sont pas atténuées. Pourtant ceux-ci ne semblent plus condamnés à être des gouffres financiers, et ce ne sera pas le moindre mérite de Michel Barnier et de Jean-Claude Killy de l'avoir démontré par avance.

ALAIN GRAUDO.

**L**A formidable compétition qui oppose les sept villes candidates pour l'organisation des Jeux olympiques d'hiver de 1992 s'achèvera le 17 octobre à Lausanne. Elle aura mobilisé des sommes d'énormes et des moyens financiers énormes qui donneront plus d'une fois le vertige aux deux solides montagnards porteurs du projet savoyard, Michel Barnier, président RPR du conseil général, et Jean-Claude Killy, triple médaillé olympique aux JO de Grenoble en 1968 ; une équipe parfaitement complémentaire associant le dynamisme et la capacité de synthèse de l'un à la réputation sportive et professionnelle de l'autre.

C'est dans le rustique hameau du Fornet, au-dessus de Val-d'Isère, porte d'accès au parc de la Vanoise, que les deux hommes, qui revenaient d'une descente effectuée dans les vallons de l'Isère, décidèrent, au printemps 1981, de se lancer dans une course qui allait devenir planétaire au fil des années.

« Obtenir les Jeux olympiques relève de la même démarche que pour décrocher un très gros contrat commercial », expliqua le directeur général de la candidature, M. François Lépine, devenu, au mois d'août dernier, préfet de la Mayenne. Il faut disposer d'un dossier technique impeccable, d'une communication excellente et d'une action relationnelle parfaite avec nos partenaires. Le Comité international olympique, véritable « Sénat du sport », n'est pas en effet un « client » comme les autres. La famille olympique, composée de quatre-

vingt-dix membres dispersés sur tous les continents, s'organise que très rarement des « sessions » collectives. Les autres piliers de l'institution olympique que sont, pour les JO d'hiver, les six fédérations soucieuses de la qualité technique des épreuves, ainsi que les comités nationaux olympiques intéressés d'abord

S'inspirant de la démarche conduite par la ville de Calgary, candidate au même moment que Grenoble pour les JO de 1988, et qui aura dû attendre vingt ans pour finalement décrocher ceux de 1988, la Savoie adopta la stratégie de la villa canadienne. Ses représentants rencontrèrent à trois reprises les quatre-vingt-

contacts individualisés avec les membres du CIO étaient indispensables à la promotion de la candidature savoyarde : « Tous les dossiers techniques se valent », explique Michel Barnier, « c'est finalement la note affective et sentimentale que les membres du CIO vont attribuer à chacune des villes candidates qui fera la différence. Nous avons voulu leur montrer que nous formons une équipe sérieuse et sympathique. Car si nous décrochons les JO la 17 octobre, les membres du CIO devront alors nous « supporter » pendant six ans... »

Des coins les plus reculés de Mongolie aux montagnes des Andes, en passant par les rives de l'Australie et de l'Indonésie, le monde fut sillonné par les membres de l'état-major de la candidature, qui développèrent une campagne mondiale de communication dont les « retombées » sont déjà considérables pour la Savoie.

Sur ce terrain, Albertville devait prendre plusieurs longueurs d'avance sur ses « adversaires », dont certains adoptant in extremis le même genre de démarche. Après des moments de doute et d'incertitude suscités notamment par la perspective d'un affrontement entre la candidature d'Albertville et celle de Paris, l'équipe des JO semble aujourd'hui convaincue de ses chances, et, jusqu'aux dernières heures qui précéderont le vote du 17 octobre, Albertville tentera d'en convaincre les membres du CIO.

Principaux « moteurs » de la candidature de la Savoie, Jean-Claude Killy et Michel Barnier se sont partagé le monde, convaincus qu'une relation personnelle et des

contacts individualisés avec les membres du CIO étaient indispensables à la promotion de la candidature savoyarde : « Tous les dossiers techniques se valent », explique Michel Barnier, « c'est finalement la note affective et sentimentale que les membres du CIO vont attribuer à chacune des villes candidates qui fera la différence. Nous avons voulu leur montrer que nous formons une équipe sérieuse et sympathique. Car si nous décrochons les JO la 17 octobre, les membres du CIO devront alors nous « supporter » pendant six ans... »

CLAUDE FRANCLON.

## La belle aventure

PAGE 29

Des sites « éclatés » dans les stations de deux vallées

PAGE 30

Opération blanche : un mode de financement qui permet d'éliminer les risques

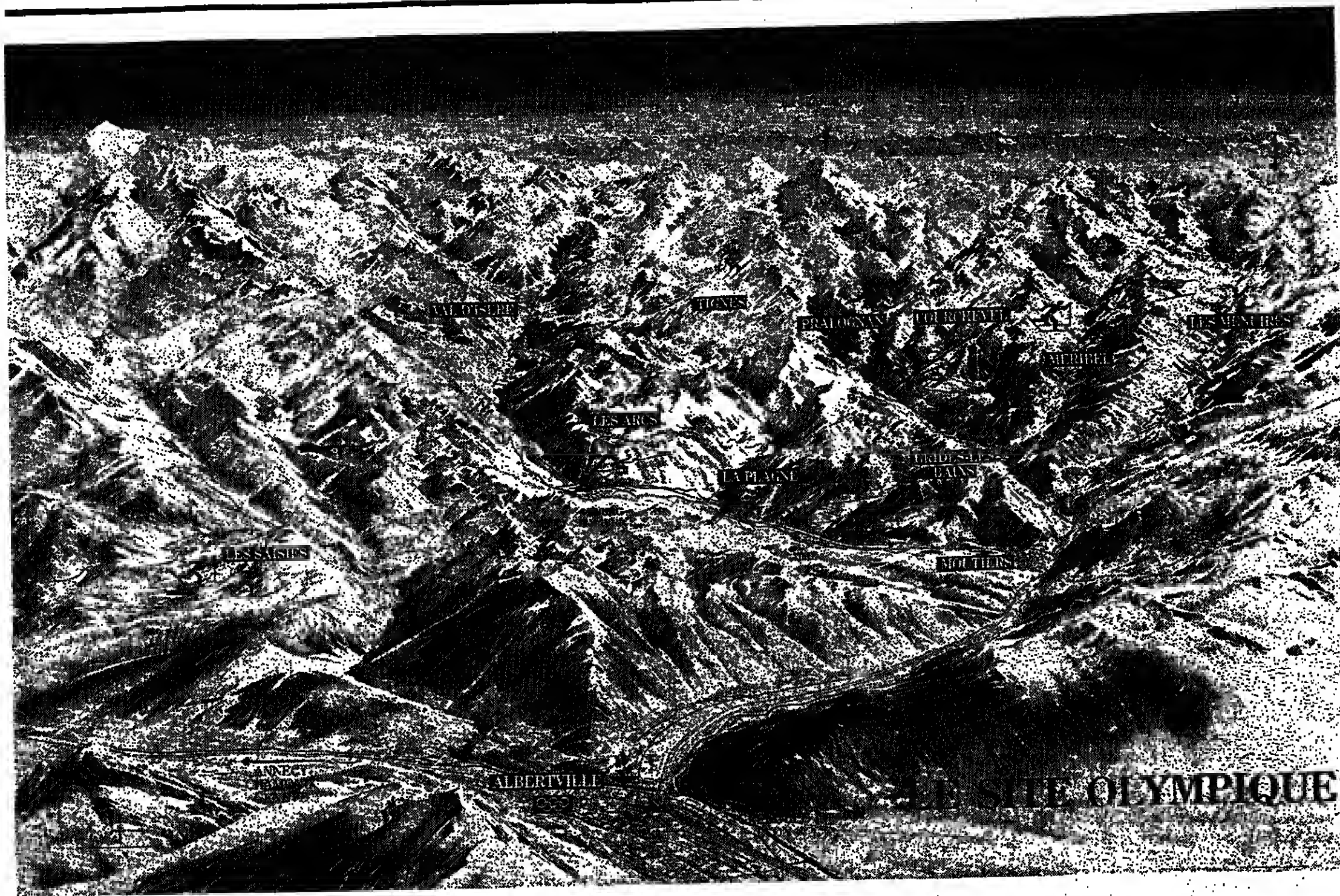
PAGE 31

Barnier, Killy, les deux champions de la candidature

PAGE 32

Un immense champ de neige pour l'an 2000





**Le Crédit Agricole  
de la Savoie,**

premier établissement  
financier du département,  
partenaire du  
développement économique,  
est naturellement  
partenaire de la candidature  
aux Jeux olympiques

**CRÉDIT  
AGRICOLE**  
LE BON SENS PRES DE CHEZ VOUS.

#### Albertville base arrière

Au carrefour du val d'Aulps et de la Tarentaise, Albertville n'est pas qu'un point de passage obligé, c'est aussi la base arrière des stations. Grâce au développement des sports d'hiver, grâce aussi aux aménagements hydroélectriques, la population a triplé en trente ans. Elle atteint aujourd'hui 18 000 habitants. C'est aussi un terrain neutre où les stations peuvent oublier leurs rivalités, et la ville d'origine de M. Michel Bernier, le principal artisan de la candidature olympique.

En fait, l'idée d'accueillir les Jeux d'hiver était dans l'air depuis longtemps. Mais ce n'est véritablement qu'au moment où Nice, aidée par Marielle Goitchel, enterra son projet que la Savoie reprit le flambeau avec l'autre héros des Jeux de Grenoble en 1968, Jean-Claude Killy. « On a tout de suite dit *banco*, précise le maire d'Albertville, Henry Dujol, mais sans mesurer vraiment toute l'importance de cette affaire. »

Puis, peu à peu, le rêve a pris corps. Tout près d'un complexe sportif déjà immense, on imagine le futur stade olympique. Plus loin, sur ces champs de neige, serait construite la patinoire qui, au lendemain de la cérémonie de clôture des Jeux, serait transformée en hall d'exposition. « Ces aménagements sont d'autant plus faciles à concevoir que la ville possède déjà de très nombreux terrains », précise Michel Bailly, adjoint au maire d'Albertville et secrétaire général du comité de candidature.

Au cœur de la ville, l'ancien palais de justice devrait abriter le comité d'organisation des Jeux olympiques. La municipalité prévoit également de restructurer le centre en créant une place publique, un parc de stationnement souterrain et un complexe culturel. Tout cela n'est pas nécessairement le sort qui sera réservé, le 17 octobre, à la candidature d'Albertville, mais les Jeux seraient à l'évidence l'occasion d'accélérer ces projets.

Mais surtout la population et les jeunes en particulier ont très vite compris l'intérêt de la candidature olympique. Au rez-de-chaussée de la mairie, plusieurs dizaines de milliers de cartes postales adressées à chacun des membres du CIO témoignent de cet engouement.

J.-L. S.

## Camiva

**UN DES LEADERS EUROPÉENS  
DU MATÉRIEL DE SÉCURITÉ,  
SAUVETAGE ET LUTTE  
CONTRE L'INCENDIE**



Constructeurs Associés de Matériels  
d'Incendie, Volerie, Aviation  
B.P. 16 - 73230 Saint-Alban-Laysse  
(Chambéry-France)  
Tél. 79 33 93 77 - Téléc. 320 934 F

**SECOURS AÉRIEN FRANÇAIS  
et SAF EXPLOITATION**



Les hélicoptères de secours,  
de liaison et de travail aérien  
de la Savoie Olympique.

مكتبة الأمل



## JEUX OLYMPIQUES 92

### A chaque station ses athlètes

Le site des Jeux olympiques de 1992 sera éclaté. Albertville, comme Grenoble pour les Jeux de 1968, sera le lieu de convergence des athlètes qui s'affronteront, ensuite, dans les stations des vallées de la Tarentaise et du Beaufortain.

Formidable « usine à skier » supportée par 250 000 lits et par un parc de 510 remontées mécaniques, la vallée de la Tarentaise est probablement la mieux armée au monde pour offrir un choix de pistes aussi exceptionnel — une cinquantaine d'entre elles ont été homologuées par la Fédération internationale de ski. Les stations savoyardes auraient été en mesure presque chacune d'organiser la totalité des épreuves de ski alpin des Jeux olympiques. Le choix a été finalement celui de la répartition des épreuves entre les principales stations.

C'est ainsi que la descente se disputera — adoptons définitivement le futur et non le conditionnel — sur la piste Oreiller-Killy de Val-d'Isère qui organisera également le super-géant hommes. Ces derniers iront à Tignes pour s'affronter en slalom et en « géant » tandis que les descendues s'élançoeront sur la piste Léo-Lagrange aux Menuires qui a également été retenue pour le super-géant. Les spécialistes dames du « géant » et du spécial évolueront sur le stade de slalom de Méribel.

Point fort de la candidature savoyarde, le ski alpin ne nécessitera donc aucun aménagement nouveau des pistes ni le recours à des travaux dans la montagne. Un stade de saut sera organisé à 1 300 mètres d'altitude au village de Braz situé sous la station de Courchevel-1850 — la plus huppée des stations savoyardes qui hébergera la famille olympique — où se pratiquait depuis de

nombreuses années, mais d'une façon confidentielle, cette discipline sportive. Les sauteurs s'envoleront sur deux tremplins jumelés de 70 et 90 mètres. Courchevel, grâce à l'aménagement des boucles de ski pour les épreuves de 15 kilomètres et du relais trois fois 10 kilomètres, organisera également le combiné nordique (saut et fond).

Les luges et les bobelcighs évolueront sur une piste réfrigérée longue de 1 500 mètres située sous la station de La Plagne où se patinent depuis un demi-siècle des épreuves de bobsleigh sur route. Les bobeurs et les lugeurs français disposeront enfin, grâce à cette nouvelle piste parfaitement protégée du

soleil, d'un site d'entraînement et de compétition qui leur faisait cruellement défaut depuis l'abandon, après les Jeux de 1968 à Grenoble, de la piste de bobsleigh de l'Alpe-d'Huez que son exposition au sud rendait inutilisable.

#### A partir d'Albertville des sites éclatés dans les vallées de la Tarentaise et du Beaufortain

Les fondeurs et les biathlons développeront leurs amples mouvements sur le vaste plateau du col des Saisies à 1 600 mètres d'altitude. A la frontière de la vallée du Beau-

fortain et du Val d'Arly s'étend sur 2 000 hectares un plateau doucement vallonné, naturellement favorable aux évolutions des fondeurs.

Disciplines olympiques à part entière ou seulement disciplines

déroulera dans la future patinoire couverte de Pralognan-Valnoise. C'est à Méribel que les douze équipes sélectionnées pour le tournoi olympique se rencontreront. La station sera alors dotée de deux patinoires dont l'une pourra recevoir 5 000 spectateurs.

#### Investissements durables

Eofia la ville olympique d'Albertville qui organisera les cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux accueillera également les compétitions de patinage de vitesse et de patinage artistique. Ville, centre et cœur du site olympique qui s'étendra sur 50 kilomètres, Albertville

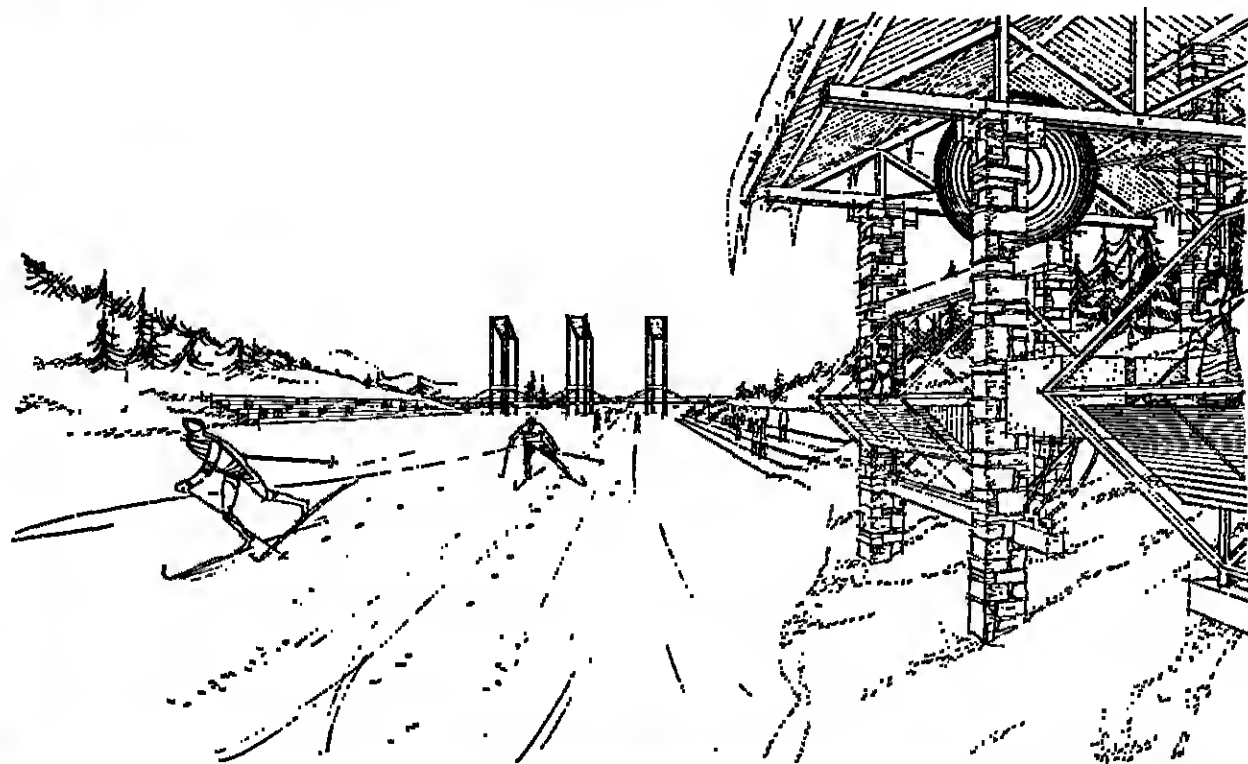
régnait à partir de son noyau ferroviaire et routier sur tous les lieux de compétition et sur l'ensemble de l'infrastructure olympique.

Brides-les-Bains, station thermale vieillotte mais installée à proximité des principaux lieux de compétition, sera profondément réaménagée et modernisée pour recevoir 3 800 athlètes et leurs accompagnateurs. Des remontées mécaniques puissantes conduiront certains athlètes directement au départ des compétitions ou sur la glace de Méribel. Seuls les fondeurs et les biathlons pourraient s'installer sur le lieu même de leurs épreuves dans la station des Saisies.

Dans leur projet de candidature, Albertville et la Savoie se sont fixés comme principe l'utilisation maximale des équipements existants et ont, par exemple, écarté le projet d'édifier un village olympique qui aurait pu être l'occasion de créer une station de ski d'un modèle nouveau en Tarentaise. Ils se sont refusés à construire des équipements somptueux dont l'utilisation après les Jeux serait aléatoire. Ainsi le centre de presse de Moutiers sera constitué d'éléments préfabriqués qui s'articuleront autour d'un noyau central en dur aux dimensions modestes.

Fort de l'expérience de Grenoble qui paie chaque année le lourd déficit de gestion de son Palais des sports (6 à 8 millions de francs) et qui, faute de moyens financiers suffisants, a dû abandonner à un triste sort l'admirable tremplin de saut de 90 mètres de Salot-Nizier, Albertville et les stations savoyardes s'engageront à pas comptés dans la réalisation d'investissements durables.

C.F.



#### FONDEURS AUX SAISIES

Projet d'aménagement de la station des Saisies, établi par le groupe d'architectes régionaux Olympique pour les fondeurs et les biathlons.

# LES MENUIRES

## LES GRANDS ESPACES

SAVOIE FRANCE TEL. 79.08.20.12



## Les fourneaux du CIO

**S**UR les quatre-vingt-onze membres que compte le CIO, il n'y en aura en principe que quatre-vingt-huit qui participeront le 17 octobre à la désignation des villes olympiques de 1992, titre auquel sont candidates pour le France Paris et Albertville. Ce nombre pourrait être encore inférieur si d'autres membres venaient à décéder ou si l'ex-premier ministre tunisien, M. Mohamed M'Zali, n'était pas autorisé à conserver ses fonctions.

Avant de se prononcer, les membres du CIO, qui ont tous été au moins une fois les bêtes des villes candidates, aussi bien pour les Jeux d'été que pour ceux d'hiver, interrogeront une dernière fois les comités d'organisation avant de passer au vote. Celui-ci ne sera pas électronique comme cela avait été initialement prévu. Le recours à des petits papiers sera une fois encore nécessaire pour procéder à l'élimination à chaque tour de scrutin de la ville la moins bien placée jusqu'à ce qu'il ne reste plus que l'élu. Commencées à 8 heures du matin, les opérations devraient être terminées vers 13 heures. Le scrutateur devrait être le Suisse Marc

Holder, président de l'Association des fédérations sportives internationales, en compagnie du Sénégalais Keba Mbaye et du Chinois Zhenliang He.

Aux termes de la charte olympique, les membres du Comité ne sont pas les représentants de leur pays au sein de l'organisation, mais, au contraire, les mandataires de l'olympisme dans leurs pays respectifs. Cela explique qu'ils soient comptés pour l'audience qu'il peuvent avoir dans leur Etat d'origine. Cette situation théorique est contrariée dans les faits depuis l'entrée dans le mouvement des pays de l'Est et du tiers-monde. Cela rend beaucoup plus délicate la prise de décisions et surtout leur mise en application. D'autant que naguère l'indépendance des membres était assurée d'une certaine façon par leur fortune personnelle, qui était un des critères de sélection, au même titre que la notoriété. La pratique des cadeaux et des invitations somptueuses s'est donc développée dans les périodes pré-électorales dans des proportions assez inquiétantes.

A. G.

**R**IENT ne peut garantir que les Jeux olympiques d'hiver de 1992, s'ils prenaient place à Albertville, seraient à coup sûr une « opération blanche », sur le plan financier. Mais le comité d'organisation s'est entouré de beaucoup de précautions pour se mettre à l'abri de mécomptes ou de mauvaises surprises.

La candidature de la Savoie a pu être défendue avec constance par des commis-voyageurs haut de gamme, qui ont joué ces derniers mois au saute-ruisseau par-dessus les continents et les océans. Ce jogging planétaire a été financé pour la première fois par des bailleurs de fonds publics et privés. Moitié, moitié. Une quinzaine de grandes entreprises nationales ont apporté six cent mille francs chacune, utilisant, en contrepartie de leur apport, l'image des JO pour améliorer la leur.

Au fil des mois, ces « pionniers de la candidature » ont été rejoints par près de quatre cents entreprises de la région Rhône-Alpes, qui ont ouvert leur tiroir-casse pour des sommes variant entre mille et deux cent mille francs. Le comité d'organisation a su leur faire entendre qu'il s'agit pour elles à la fois d'une forme de mécénat sportif et d'un investisse-

## Opération blanche

ment, tant on espère que les JO apporteront un coup de fouet à l'économie locale.

A la fin du mois de septembre, ces soutiens régionaux avaient apporté à la candidature de la Savoie près de 5 millions de francs. Le comité a par ailleurs conclu, avec des entreprises, six contrats de licence, pour l'exploitation du « logo » de la candidature olympique de la Savoie. Ce dessin — la croix blanche de la Savoie, se détachant sur le fond rouge d'une flamme olympique, — figure déjà sur des vêtements, des gadgets, des couteaux de poche, des lunettes de soleil, des badges. Total du financement privé : 15 millions de francs. Et les collectivités publiques — Etat, région, conseil général, communes — ont doublé la mise.

Il est clair cependant qu'on est encore bien loin du compte. Le budget total des Jeux olympiques est estimé à 3 milliards de francs (valeur 1985), y compris une part du coût de l'amélioration des accès à la Tarentaise, qu'il aurait fallu réaliser de toute façon. La grande masse des recettes doit être apportée comme de coutume par les droits de retransmissions télévisées — dont le comité organisateur attend quelque 2 milliards.

La difficulté de l'entreprise tient au décalage dans le temps entre l'engagement des dépenses et l'arrivée des recettes. Il faut bien construire avant que les athlètes ne se présentent sur la ligne de départ, que les spectateurs ne se pressent aux guichets, que les médias ne sollicitent les réseaux de télécommunication.

Pour résoudre cette quadrature du cercle, un consortium de banques françaises a brassé les hypothèses et tenté d'estimer les fourchettes d'erreurs de prévisions — quasiment inévitables sur de tels dossiers. La réponse est sortie de l'ordinateur : les besoins de trésorerie, pour ce préfinancement, pourront atteindre 600 millions de francs — qu'il faudra bien avoir en caisse.

### Trois sources

Trois sources possibles de financement ont été envisagées ainsi que différentes combinaisons possibles entre elles : une avance non rémunérée du Trésor public, l'émission de billets de trésorerie, et enfin — grande originalité — l'appel à l'épargne des particuliers, qui deviendraient ainsi « actionnaires des JO ».

Il sera temps, le 18 octobre, de réfléchir à la forme juridique que prendra l'entreprise : groupement

d'intérêts économiques, ou société d'économie mixte, comptant à son capital l'Etat et les collectivités locales, aux côtés d'intérêts privés. Mais la manière de solliciter le public est déjà clairement envisagée : on émettrait des titres participatifs, d'un coût unitaire pas trop élevé, qui seraient remboursés dès 1987 et remboursés après l'extinction de la flamme olympique. Ces titres, à mi-chemin entre obligation et action, apporteraient à leurs propriétaires une rémunération fixe, sous la forme d'un taux d'intérêt, et une rémunération variable — par exemple sous la forme de prestations en nature, comme l'accès aux stades de neige et de glace, où se dérouleront les épreuves.

Michel Barnier et Jean-Claude Killy ne se font pas faute de rappeler dans leurs interventions publiques que les Jeux olympiques de Sarajevo ont rapporté un bénéfice — modeste, certes, mais un bénéfice tout de même.

Mais l'attrait essentiel de ce système de financement serait de renforcer, autour de la grande entreprise des JO, un mouvement d'opinion déjà largement ébauché.

GÉRARD BUÉLAS.

## Parrains et supporters

Le soutien de la candidature d'Albertville a nécessité la mise en place d'une véritable organisation qui comprend :

— un Comité de candidature, présidé par Michel Barnier dont les vice-présidents sont Jean-Claude Killy, Henri Delol et Jean Bruni, chargé de définir les orientations générales du dossier et composé d'un bureau responsable du dossier de candidature et des représentants de : l'Etat, la région, le département, le Comité national olympique et sportif français ainsi que les présidents des Fédérations françaises des sports de neige et de glace, des personnalités qualifiées ;

— un Comité de parrainage chargé de « personnaliser le rayonnement de la candidature », dans lequel figurent parmi des personnalités du monde économique, politique et sportif deux ministres : Christian Bergelin (secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports) et Alain Carignon, ministre de l'environnement, maire de Grenoble ;

— un Comité de soutien, association créée spécifiquement et comprenant quinze grandes entreprises leaders sur leur marché sélectionnées par le comité de candidature : Arthur Andersen et Cie, Assurances générales de France, Caisse des dépôts et consignations, chambre de commerce et d'industrie de la Savoie, Club Méditerranée, Electricité de France, Matra, Pechelery, Pomagalski, Savoie-Aménagement, Saint-Gobain/SGE, Société des eaux minérales d'Evian, Société lyonnaise des eaux, Thomson, Ugine-Aciers ;

— une Délégation aux soutiens régionaux, chargée de rassembler, sous l'égide de la chambre de commerce et d'industrie, les entreprises régionales et locales désireuses de soutenir la candidature ;

— un Commissariat à la candidature, chargé de contrôler, coordonner et suivre l'élaboration du dossier de candidature.

## Un jeu à sept

Pour les Jeux olympiques d'hiver, qui doivent avoir lieu au mois de février 1992, sept villes se sont portées candidates auprès du CIO. A côté d'Albertville, d'autres villes tentent encore de séduire les grands électeurs du Comité :

**ANCHORAGE** : entre la mer et la montagne, la principale ville de l'Alaska souhaite surtout prendre date dans l'avenir.

**BERCHTESGADEN** : rendue célèbre par son « nid d'aigle », la station de Bavière compte sur ses équipements pour faire oublier le passé.

**CORTINA D'AMPEZZO** : organisateur des Jeux en 1956, les Italiens visent le doublé en mettant en avant la même ville des Dolomites.

**FALUN** : les Suédois tentent leur chance pour la troisième fois,

et espèrent que les deux sites : Falun et Arc — 400 kilomètres plus au nord — pour les disciplines alpines soient retenues.

**LILLEHAMMER** : la petite cité norvégienne, à 180 km au nord d'Oslo, dispose de peu d'installations mais du soutien d'un

ancien médaillé olympique, le roi Olav V.

**SOFIA** : à quelques minutes de la capitale bulgare, les sommets enneigés de Vitocha attendent les concurrents. Des pistes de slalom et de descente sont déjà prêtes, reste à construire les centres pour les épreuves nordiques.

Lors de la même session du Comité international olympique, les membres de cette instance, réunis à Lausanne, doivent ainsi désigner la ville qui accueillera les Jeux d'été en 1992. Six villes candidates prétendent au titre : Amsterdam, Barcelone, Belgrade, Birmingham, Brisbane et... Paris.

### ACHETEZ LES GRANDS ESPACES

Acheter votre appartement de montagne dans la Vallée des Belleville, c'est aussi acheter la fantastique liberté des grands espaces. C'est vivre dans les 3 Vallées, le plus grand domaine skiable du monde... C'est faire sa trace dans la plus grande réserve de neige vierge... Eté comme hiver, à 1400 m, à 1850 m ou à 2300 m, faites confiance à Capri-Loisirs, le pionnier des grands espaces. Capri-Loisirs, 3 résidences dans la Vallée des Belleville.

(1) 43.35.8783

**CAPRI**

LOISIRS

Groupe Capri des

développement.

Pour recevoir la documentation sur "La Résidence Curial" aux Neufvilles, "La Résidence Les Neufvilles" à Val Thorens, "La Résidence L'Anlier" à St-Martin de Belleville, retournez ce bon à CAPRI-LOISIRS - 4, place René Drouot - 75741 Paris Cedex 15.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Tel. dom. : \_\_\_\_\_ Tel. bur. : \_\_\_\_\_

## ELECTRICITE DE FRANCE soutient

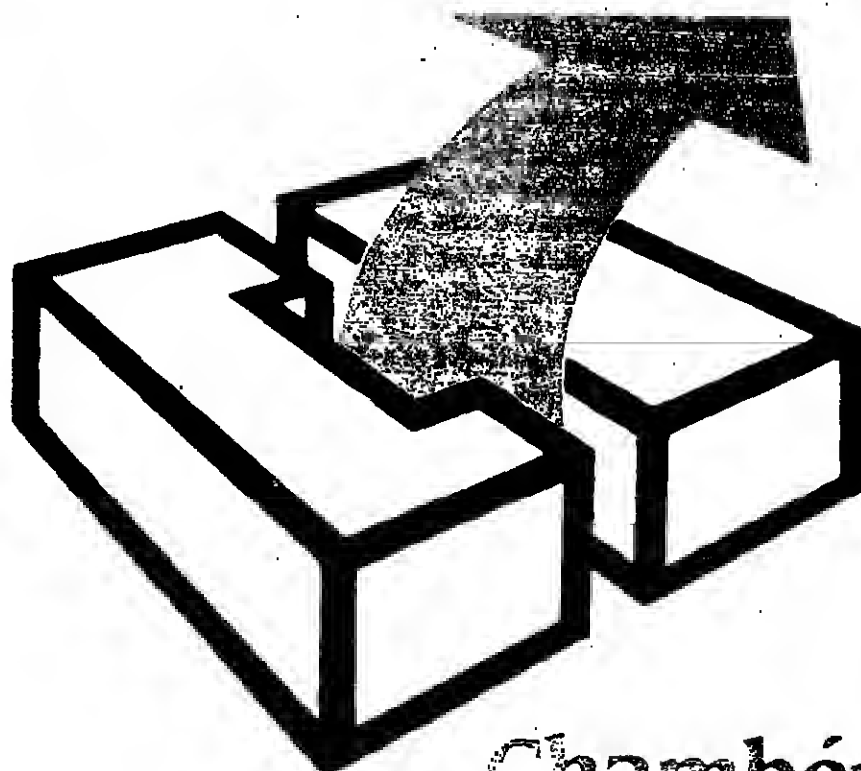
LA SAVOIE  
OLYMPIQUE



ALBERTVILLE 1992  
CANDIDATURE AUX  
JEUX OLYMPIQUES  
D'HIVER  
FRANCE

## le d'un centre d'affaires... le résidentiel.

le meilleur  
investissement  
du moment



Chambéry  
Quartier Curial

Vous trouverez toujours un interlocuteur à votre écoute :  
**MAIRIE DE CHAMBERY**  
73000 Chambéry  
Tél. 79.33.93.55.  
Société d'Aménagement de la Savoie  
Agence Curial, 235, Carré Curial  
73000 Chambéry Tél. 79.70.56.01.

GEMAP CHAMBERY

مكتبة الأمل



# JEUX OLYMPIQUES 92

## DEUX CHAMPIONS DANS LA BAGARRE

### J.-C. Killy : un skieur sur les routes

**E**TAPES de la vie d'un champion : Grenoble, 1968, il glisse sur la neige pour l'olympique ; Lausanne, 1980, il glisse sur les moquettes des salons officiels pour la candidature olympique de la Savoie. Descartes des dossiers, s'il en faut, Jean-Claude Killy force pour Albertville.

Le temps n'a apparemment pas eu de prise sur ce champion d'exception brillamment reconstruit dans les affaires. Quarante et un ans. Et toujours la même silhouette. Toujours la même condition physique. Toujours la même passion. « Les Jeux olympiques sont vraiment le sommet du sport. Plus je vieillais, plus cela me paraît évident. Quand j'étais athlète, je ne m'en rendais pas vraiment compte. »

« A Innsbruck et à Grenoble, je m'étais exclusivement concentré sur les épreuves. J'avais fait totalement abstraction de l'environnement. La pression aurait été trop forte. Aujourd'hui, je réalise bien l'énorme prestige de l'événement, alors que je m'efforçais de penser qu'il s'agissait de courses comme les autres, et qu'après, quoi qu'il arrive, le cirque blanc continuait. »

Voilà pourquoi on l'a retrouvé impliqué avec autant d'ardeur dans la candidature de la Savoie à l'organisation des Jeux d'hiver de 1992. « En m'engageant dans le monde olympique, j'ai découvert son importance. Le président du Comité international est un véritable chef d'Etat. Il s'occupe des intérêts des sportifs, qui tous ensemble constituent la plus grande nation

du monde. C'est cela l'olympisme. Et il faut convaincre ceux qui le dirigent de l'intérêt de notre candidature. Pour cette raison, j'ai fait partie des nombreuses délégations qui se sont rendues sur les cinq continents pendant cinq ans afin de rencontrer les dirigeants sportifs et essayer de les persuader de se rallier à notre projet. » C'est dire que le titre de vice-président du comité d'organisation de candidature n'a pas été de pure forme. Un mois avant le vote, Jean-Claude Killy devait par exemple bouleverser son agenda pour se rendre, toutes affaires cessantes, à Séoul, où l'attendaient des responsables olympiques. « J'ai depuis le début de l'opération un rôle de conseiller technique dans plusieurs secteurs au sein de l'organisation. »



En dépit de la qualité des autres candidatures, Jean-Claude Killy ne doute pas que la Savoie possède les meilleurs atouts pour devenir la troisième étape française des Jeux d'hiver après Chamonix (1924) et Grenoble (1968). « La Savoie possède des sites exceptionnels que le monde entier lui envie. De surcroît, en raison des multiples compétitions internationales qui s'y déroulent chaque année, nous n'avons pas à faire la preuve de notre capacité à organiser de grandes confrontations internationales. C'est un facteur important. Comme la fantastique mobilisation de tous les Savoyards autour de cette candidature. Par exemple, l'hiver dernier, tous les moniteurs de ski ont fait bénévolement la promotion de la Savoie olympique. Tout cela, c'est un peu la magie des JO. La Savoie à cette occasion a donné l'image d'un département qui gagne. Il faudra qu'elle la garde. »

### Ambassadeur extraordinaire

« Je suis aussi une sorte d'ambassadeur extraordinaire. Tous les comités de candidature rivaux ont aussi un ou deux champions qui le soutiennent. C'est d'ailleurs amusant de se retrouver dans les coulisses de l'olympisme à la lutte avec des garçons et des filles qui ont été champions dans les années 60 comme moi. Après des médailles d'or jouissent d'un prestige considérable, mais la majorité ne savent que très vaguement qui je suis, car ils sont issus de pays où l'on ne pratique pas les sports d'hiver. »

A. G.

### Michel Barnier : le président PDG

**S**AVOIE : capitale ? Annecy... Le mont Blanc ? En Savoie, bico sâr. L'image du département ? Les bouchons routiers. Deux erreurs et une image négative. Chambéry est bien le chef-lieu du département ; le sommet de l'Europe est à cheval entre la Haute-Savoie et l'Italie ; les bouchons existent, mais surtout à cause de l'extrait des champs de neige... Il n'empêche. La Savoie-département a encore une notoriété insuffisante. La candidature pour les Jeux vient à point pour corriger ou pour modifier une image de marque souvent injuste, toujours incomplète. Le principal artisan de cette « reconquête » intérieure est Michel Barnier, député, président RPR du conseil général de la Savoie et président du Comité de candidature d'Albertville et de la Savoie.

« Je suis un chef d'entreprise, l'animateur du département. Ici, le travail d'équipe est la règle, même avec un chef », le premier autoportrait de Michel Barnier est direct. Le premier exposé de sa « philosophie » l'est tout autant : « Une entreprise qui ne sait pas se donner une image est une entreprise qui recule, car nous sommes entrés dans une ère de communication à l'échelle mondiale. »

Ces concepts posés, l'homme n'a pas de temps à perdre avec des querelles de clochers rebaptisées — en termes montagnards — « querelles de vallées ». Il fallait un consensus sur tous les plans. Il existe. Donc, le projet olympique est. « Si j'avais senti ici le début d'une bagarre partisane, j'aurais arrêté dès les premières de notre candidature, en 1981 ou en 1982. » Le « jeune premier » — au sens de premier de la classe — de la politique savoyarde, qui cumule les titres de « plus jeune » (conseiller général, député) et de la mémoire. Et il sait manifester sa reconnaissance : « Je n'oublierai

pas que c'est Jean-Pierre Cot (ancien député et ancien ministre socialiste de la coopération) qui a été l'un des premiers à m'envoyer un dossier complet sur le montage financier des Jeux d'été de Los Angeles... »

Comment expliquer l'unanimité politique autour d'un projet sportif ? Par un « terrain favorable », répond Michel Barnier, qui cite volontiers ses deux prédécesseurs à la direction de ce que l'on appelait pas encore l'hôtel du département, le centriste Joseph Fontanet et le socialiste Louis Besson. Avec une mention spéciale pour le second, député lui aussi, mais situé dans l'autre camp politique : « Il a toujours été loyal sur ce projet. »

« Ici, on est habitué à être tolérant sans être complaisant... Cette solidarité vient de loin, du temps où la Savoie, pays pauvre, exportait ses hommes vers la capitale où ils devenaient écaillers, taxiteurs, ramoneurs ou chargeurs de meubles à l'hôtel des ventes. « Dans un département où la difficulté fait partie du patrimoine culturel, on sait toujours faire le partage entre l'essentiel et l'accessoire », souligne le jeune président — trente-cinq ans, — héritier en ligne démocratique d'une partie du duché. »

### Face aux écologistes et aux syndicalistes

Le consensus est à peine écorné par quelques inquiétudes syndicales — notamment de la CGT, — qui redoute les dangers de la « monoculture touristique ». Terrain sur lequel Michel Barnier se sent à l'aise : « Il n'a jamais été question de supprimer une usine pour faire une patinoire ou une piste de ski... » De plus, il n'est pas question, au contraire, d'abandonner les grands projets économiques. Les craintes des écologistes sont faciles à dissiper : la



Savoie olympique ne sera pas la proie des bulldozers qui éventrent les forêts ; elle ne construira pas sans précautions des équipements d'accueil pour les athlètes. Le village olympique a été construit il y a des lustres à Brides-les-Bains pour un autre usage, notamment thermal. Mieux même, l'opération JO pourrait accélérer l'entreprise d'aménagement paysager — qui vise surtout l'embellissement des sites proches des grosses industries — au oom d'un principe d'hospitalité élémentaire : « Quand on reçoit quelqu'un chez soi, on nettoie et on range... »

Restent les retombées politiques pour Michel Barnier lui-même, dont on assure que le combat en première ligne sur le projet des Jeux d'hiver lui a peut-être coûté un poste ministériel. « On me le dit, commente sobrement l'élus RPR, mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel, ce sont les acquis de la mobilisation des Savoyards, la preuve d'un mot que j'aime bien, celui de volontarisme. Les retombées politiques ? On verra bien plus tard. »

CLAUDE RÉGENT.

Savoie  
... des chemins vers les sommets

ici nous vivons  
Lacs, montagnes, parcs naturels... air pur et eaux limpides... nous vivons dans un cadre aménagé pour la détente et les loisirs.

nous travaillons  
Hydro-électrique, agro-alimentaire, industries des matériaux : métaux, plastiques, verre, composites... Grands groupes ou PME/PMI, nous travaillons avec sérieux et talent.

nous construisons  
Électronique de pointe, laboratoires de recherche, concentration en matière grise, parc technologique, nous construisons l'avenir avec confiance et audace !

Comité d'expansion  
Économique de la Savoie  
4, rue du Château  
73000 Chambéry  
Tél. : 79 85 68 25  
Chambre de Commerce  
5, rue Sallier  
73003 Chambéry  
Tél. 79 33 09 54

**SAVOIE**

**CHIEFS D'ENTREPRISES INVESTISSEURS**  
IMAGINEZ-VOUS EN SAVOIE NOUS FERONS LE RESTE.

Créée à l'initiative du Conseil Général de la Savoie, la SAS travaille pour le compte de 65 communes du département. Elle est le partenaire privilégié de tout entrepreneur, notamment dans le CHOIX DU SITE de sa future implantation et dans le domaine de L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE. C'est ce que nous appelons le PRÊT A S'IMPLANTER.

AVEC LA SAS ENTREZ EN SAVOIE PAR LA GRANDE PORTE

Pour obtenir notre dossier : le prêt à s'implanter, retournez-nous ce coupon-réponse à :  
SAS - SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE LA SAVOIE Tél. 79 62 15 62  
B.P. 749 - 73007 CHAMBERY CEDEX

Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_  
Activité \_\_\_\_\_

**SAS**  
SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE LA SAVOIE



## ALBERTVILLE, JEUX OLYMPIQUES 92

## La neige de l'an 2000

La montagne savoyarde, déjà très puissamment équipée depuis le début des années 70, devrait continuer sa vertigineuse ascension immobilière et son expansion mécanique sur les flancs des vallées de la Tarentaise et de la Maurienne.

Moins de vingt ans ont suffi pour faire surgir de véritables villes d'altitude, comme Les Arcs (20 000 lits), La Plagne (29 000 lits), Les Ménuires (18 500 lits), Tignes (25 000 lits), Val-Thorens (14 000 lits), Valmorel (7 500 lits), tandis qu'étaient « noyées » sous de nouvelles constructions les villages de skis plus anciens, comme Val-d'Isère

(17 500 lits), Courchevel (33 000 lits) ou Méribel (20 000 lits). La vallée de la Tarentaise, principal gisement d'« or blanc » des années 70, dispose aujourd'hui d'une capacité d'accueil proche de 250 000 lits.

Après plusieurs saisons difficiles, notamment en 1983 et en 1984, les promoteurs immobiliers ont perçu, en 1985, les prémices d'une reprise qui s'est amplifiée très nettement cette année. 7 000 à 8 000 lits nouveaux seront ainsi livrés en Savoie pour les vacances de Noël 1986, tandis que les stations continuent à grignoter les espaces vierges qui jouxtent leur domaine encore skiable. « La

pression sur la montagne pourrait redevenir très forte au cours des toutes prochaines années », pronostiquent les observateurs du milieu montagnard, convaincus

gérer que les stations existantes vont continuer à grossir et à étendre progressivement leur champ de neige. Certains redoutent

**La montagne savoyarde pourrait devenir demain un immense champ de neige « passant » de vallée en vallée.**

que l'essor des sports d'hiver va s'amplifier et que sa clientèle se diversifiera.

Si aucune étude prospective sur l'avenir de la vallée de la Tarentaise n'a pour l'instant été réalisée ou rendue publique, on peut ima-

giner la création d'une vaste « ville du ski » capable de recevoir au même moment 400 000 à 500 000 skieurs. Si, aujourd'hui, 3 millions de mètres carrés ont été édifiés dans les stations de la Tarentaise — soit environ

250 000 lits, — 1 million de mètres carrés supplémentaires ont déjà été autorisés par le Comité des unités touristiques nouvelles pour conforter les sites existants, tandis qu'un autre million de mètres carrés pourraient aussi surgir au-dessus des alpages et des pentes de la Savoie.

## Champ unique

De multiples projets sont actuellement dans les cartons des stations. « Notre objectif pour les dix prochaines années est de réaliser un champ de neige unique entre la Maurienne et Val-d'Isère », affirme le conseiller du canton de Bozel, Camille Chedal-Anglay, convaincu que les ultimes obstacles géographiques et financiers qui ralentissent la mise en place des liaisons inter-stations — notamment entre Les Arcs et La Plagne et entre Courchevel-Trois-Vallées et La Plagne — seront surmontés. Quant à la jonction de l'« espace Killy » formé par Tignes et Val-d'Isère avec les autres domaines skiables de la Tarentaise, elle soulèvera des problèmes beaucoup plus difficiles à résoudre, compte tenu des territoires avalanches qui devront être traversés et de la distance à parcourir entre Champagny-en-Vanoise et Tignes.

« L'avenir appartient aux vallées, aux régions qui offrent des liaisons immenses », rappelle Chedal-Anglay. Mais de tels investissements nécessiteront inévitablement le développement de stations existantes, afin de financer de coûteux équipements.

D'autres projets nouveaux devraient également voir le jour en Tarentaise, notamment au-dessus du village de Sainte-Foy. Le site de Bonconseil recevra dans quelques années 4 000 à 5 000 skieurs.

« Il pourrait être le prétexte à un équipement gigantesque », estime Dominique Raminbaud, vice-président de la commission nationale de protection de la montagne du Club alpin français. Il redoute en effet que la réalisation de la station de Bonconseil ne soit l'ébauche d'un aménagement beaucoup plus important en direction du Plan de la Sassièr et du glacier franco-italien du Rutor, qui figurait déjà dans la liste des stations nouvelles à créer au cours du plan neige (1970-1975). Celui-ci prévoyait l'installation, dans un site admirable, à 2 000 mètres d'altitude, d'une station de 15 000 à 20 000 lits. L'interdiction, depuis 1977, de créer toute nouvelle station au-dessus de 1 600 mètres d'altitude dans les Alpes a rendu cette réalisation impossible. Mais le projet pourrait réapparaître sous une forme « plus douce » et à une altitude autorisée.

Selon Michel Barnier, président du conseil général de la Savoie, qui prône également pour l'an 2 000 « une neige ininterrompue en Savoie », « susceptible d'offrir des circuits de plusieurs jours à travers plusieurs vallées », le développement immobilier touchera plus fortement qu'aujourd'hui le fond des vallées alpines, dont les principaux villages seront rénovés. Desservis par des axes routiers modernes et par le TGV, les villages des vallées seront alors dynamisés et contribueront très largement à l'accueil des touristes.

« Il y a un risque de voir la vallée de la Tarentaise devenir une immense métropole de loisir étalée sur 50 kilomètres de long », s'inquiète le commissaire à l'aménagement des Alpes du Nord, Michel Lebel.

Une série de projets sont venus récemment réveiller cette vallée conquise au début du vingtième siècle par les usines électrométallurgiques et électrochimiques, aujourd'hui sur le déclin, à l'exception toutefois de celle de Pechiney à Saint-Jean-de-Maurienne.

Partie beaucoup plus tard dans la course pour l'équipement de la montagne, la Maurienne ne connaît probablement jamais un essor comparable à celui de la Tarentaise. Ses « gisements de

neige », plus limités en dimensions, sont toutefois nombreux. Saint-Michel-de-Maurienne souhaite créer à 1 700 mètres d'altitude la station de Beaune-le-Thyl et équiper le mont Brequin (3 135 mètres) pour accéder à la vallée des Bellevilles et au domaine skiable des Trois-Vallées ; Orelle voudrait, de son côté, atteindre la pointe du Bouchet (3 407 mètres) pour gagner ensuite Val-Thorens.

Sur l'autre versant de la vallée, Val-Frèjus tente depuis trois ans de se relier avec la station italienne de Bardonnèche. Son promoteur, Pierre Schnebelin, semble éprouver quelques difficultés à convaincre ses partenaires transalpins et pourrait réorienter ce projet vers le mont Thabor (3 181 mètres), ce qui, à terme, amènera les skieurs dans la superbe vallée de la Clarée, dans les Alpes du Sud.

De très vastes possibilités s'offrent également à la commune de Valmeinier, qui possède les plus beaux champs de neige exploitables de la Maurienne ; déjà reliée à Valloire, la station pourrait, elle aussi, se développer en direction du mont Thabor. Dans ce site grandiose serait alors édifiée une station d'environ 15 000 lits.

Partie prenante dans plusieurs stations existantes comme Arc 2000, la société d'aménagement de la Savoie (SAS) jouera dans les prochaines années un rôle essentiel en tant qu'aménageur des stations nouvelles comme Beaune-le-Thyl, Valmeinier, Orelle. La SAS procède actuellement aux acquisitions foncières nécessaires à leur réalisation et intervient généralement pour le compte des communes de Savoie qui souhaitent assurer la maîtrise publique de l'aménagement. Cet organisme, qui dépend du département, s'est également porté candidat pour la construction de remontées mécaniques, nécessaires notamment à la liaison entre les Trois-Vallées et les stations de Haute-Tarentaise.

## Retouches à la Vanoise ?

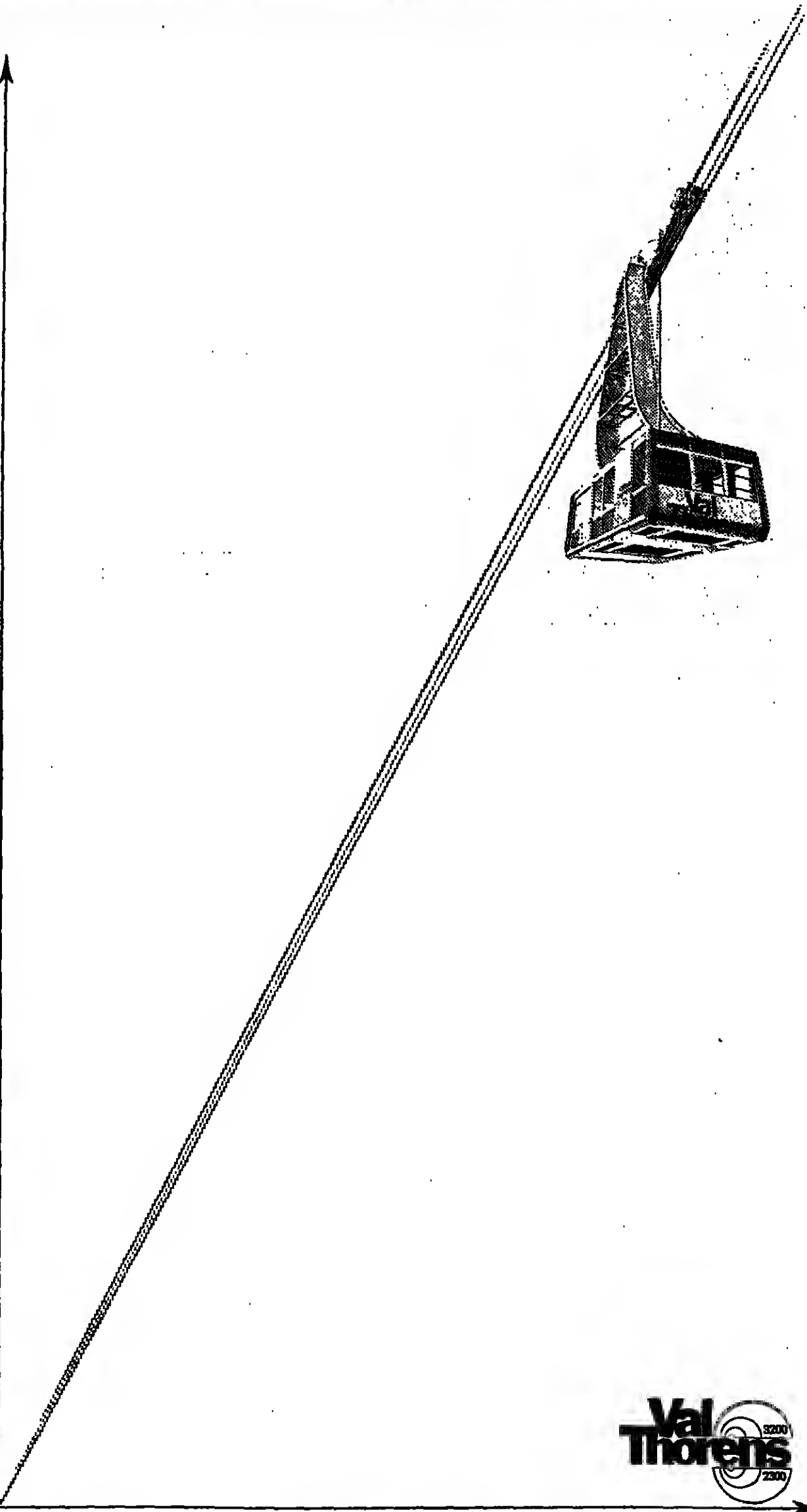
La Maurienne fourmille d'initiatives généralement communales, comme celle de Termignon, qui va lancer un programme d'un millier de lits assorti de quelques remontées mécaniques, ou comme celle de Bessans, attirée par le sommet de l'Albaron (3 638 mètres), qu'elle partage avec la commune de Bonneval-sur-Arc. Cette dernière station voudrait également être une « porte d'entrée » sur l'univers blanc de la vallée de la Tarentaise, grâce à la construction d'une chaîne de remontées mécaniques gagnant les pistes de Val-d'Isère. Mais la présence du parc national de la Vanoise, aux limites inviolables, est un obstacle aujourd'hui incontournable.

Si le parc est parvenu jusqu'à maintenant à contenir la pression qu'exercent sur sa frontière les stations de sports d'hiver de la Maurienne et de la Tarentaise, chacun s'accorde cependant à reconnaître qu'à l'aube de l'an 2000 ces limites pourraient être redéfinies. « Le parc devra avoir avant la fin de ce siècle un meilleur aspect qu'aujourd'hui », affirme son président, Eloi Chardonnet, qui admet que des « retouches » devront être apportées à ses limites afin d'inclure dans la zone centrale des territoires de grande qualité et de céder aux stations quelques secteurs indispensables à leur développement. D'autres, comme Camille Chedal-Anglay, militent pour une révision décalée des limites du parc et pour la réintroduction sur quelques sites savoyards de la pratique du ski héloporté.

La Savoie, convaincue des extraordinaires possibilités qu'offrent ses gisements d'or blanc, n'entend pas pour autant sacrifier sa seconde richesse, l'or vert, plus fragile encore, mais tout aussi porteur d'avenir pour le vingt et unième siècle.

C. F.

FAITES GRIMPER VOS INVESTISSEMENTS. Investissez à Val Thorens : le sommet des 3 Vallées, le sommet de la croissance. Indices de progression de Val Thorens : +52% de lits en 4 ans. En 86, 14 000 lits, avec un maximum en produit investisseur ou hôtelier. Val Thorens, record mondial de remontées : avec le téléphérique de la Cime Caran. Val Thorens, record européen : avec le complexe sportif de Pierre Barthès. Val Thorens, en hausse constante de fréquentation : avec l'hôtellerie 2, 3, 4 étoiles (1500 lits).



Val  
Thorens

Investir à Val Thorens, le sommet des 3 Vallées, c'est réussir avec nous.

Pour recevoir la documentation sur Val Thorens, écrire ou téléphoner à : SAS - M. François Buisson - 60, avenue du Comte Vert - 73000 CHAMBERY - Tél. 79 62 15 62.

☐ Dépliant saison 86/87.

☐ Dossier complet investisseur.

Nom :

Société :

Adresse :

Tél. :

هكنا من الامم







## Le Carnet du Monde

## Naissances

— Jean et Richard NARICH,  
Samantha et Caroline

ont la joie d'annoncer la naissance de

Georgina

le 24 septembre 1986, à Athènes.

## Décès

— Les familles Fhal, Berdougu,  
Sulma, Amar, Achour, Attias  
Et les familles Setbon, Danan,  
Elmalah, Nassar, Abikol, Ezami,  
ont la douleur de faire part du décès de  
leur chère et regrettée

M<sup>me</sup> veuve Sol FHAL,  
née Elmalah,

Les obsèques auront lieu au nou-  
veau cimetière du Raincy, allée du  
Plateau, 93340 Le Raincy, jeudi  
9 octobre, à 10 h 30.

— Les Petits Chanteurs de Paris,  
maîtrise nationale d'enfants  
Les Petits Chanteurs de la Côte-  
d'Azur,  
maîtrise départementale d'enfants  
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-François GIACOMINI,

leur administrateur général,  
survenu le 30 septembre 1986.

Les obsèques auront lieu le jeudi  
9 octobre, à 14 heures, en l'église  
Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-  
Mallarmé, 75017 Paris, sa paroisse.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Henry LAKS,

ingénieur IEG,

survenu le 6 octobre 1986.

De la part de :  
M<sup>me</sup> Henry Laks,  
son épouse,  
De toute la famille,  
Et de ses nombreux amis.

Les obsèques auront lieu le vendredi  
10 octobre au cimetière de Bagneux-  
Parisien, à 11 heures. On se réunira à  
l'entrée principale.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Irène Laks,  
6, place du Président-Mithouard,  
75007 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Gildas Le Lidec,  
et leur fille,  
M. et M<sup>me</sup> Legros Le Lidec,  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-François Chaine,  
et leurs enfants,  
Le commandant et M<sup>me</sup> Paul Le  
Lidec,  
M<sup>me</sup> Claudette Blas,  
les familles Le Lidec, Allain,  
Le Ferrer,  
Parents et alliés,  
ont la profonde tristesse d'annoncer le  
décès de

M. Louis Georges LE LIDEC,  
administrateur en chef  
de classe exceptionnelle  
de la France d'outre-mer (c.r.),  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 5 octobre 1986.

Les obsèques auront lieu dans  
l'intimité familiale, à L'Armor-Piège  
(Morbihan) le samedi 11 octobre à  
13 h 45.

13, square de Port-Royal,  
75013 Paris.  
Ambassade France à Tokyo.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Anard-  
Mader,  
M. Jean-Pierre Savinaud,  
M<sup>me</sup> Michèle Savinaud-Rimier,  
ses enfants,  
Eliane, Mathieu et Philippe,  
ses petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Paul Pierron,  
sa belle-mère,  
Ses proches et amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre SAVINAUD,  
procureur général  
près la cour d'appel d'Orléans,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite,  
médaille de l'Éducation surveillée,

survenu à Orléans, le 22 septembre  
1986, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu  
dans l'intimité.

Une messe sera célébrée, à son intention,  
en l'église Saint-Paterne d'Orléans,  
le samedi 11 octobre, à 17 heures.

Des dons peuvent être adressés à  
Amnesty International ou pour la  
recherche sur le cancer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Jean-Pierre Savinaud,  
10, rue de Navarin,  
75009 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une  
réduction sur les couvertures du « Carnet  
du Monde », sont priés de joindre à  
leur envoi de texte une des dernières  
bandes pour justifier de cette qualité.

## Au Salon de Paris

## Les Jaguar font leur apparition

Britannique jusqu'au bout des  
pieds, la très honorable mar-  
que Jaguar se devait de se faire  
comme tout le monde. Comme on  
route à gauche sur les routes du  
Royaume-Uni, elle présente ses nou-  
veaux modèles au Salon de Paris, ce  
mercredi 8 octobre, alors que l'exposi-  
tion est ouverte porte de Versailles  
bientôt depuis six jours.

Ces deux nouvelles berlines, bapti-  
sées comme il se doit des mêmes



nom que les anciens modèles (sans  
doute pour ne pas troubler les habi-  
tudes des propriétaires de versions  
précédentes — XJ6, Sovereign, Deim-  
ler), prennent la succession des 6-  
cylindres de 3,4 litres et de 4,2 litres  
de ce que l'on appelait la série III.

Les nouvelles berlines sont livra-  
bles avec deux cylindres possibles :  
un 3,6 litres qui sort 221 chevaux à  
5000 tours et un 2,9 litres conçu  
pour les marchés à superventilation.  
Pour 15 chevaux faibles on peut  
s'offrir 165 pur-sang pour  
5000 tours au moteur. Dans les  
deux cas ce sont des vitesses de rota-  
tion plutôt basses pour des mécani-  
ques à vocation sportive.

Ces deux moteurs sont des 6-  
cylindres en ligne, formule qui se  
fait rare, en alliage léger, avec un  
seul arbre à cames dans le cas du  
2,9 litres et deux soupapes par cylin-  
dre, et deux arbres pour le 3,6 litres  
avec quatre soupapes par cylindre.

Quatre roues indépendantes, qua-  
tre freins à disque, carrosserie mono-  
coque tout acier, le tout respire soli-  
dité et inspire confiance : des  
impressions qui se confirment sur la  
route, pour peu que l'on mène ces  
chefs-d'œuvre de finition avec le  
tempérament d'un chauffeur à cas-  
quette. Il sait, lui, ce qu'il en coûte

Le prix demandé en France  
pour ces nouvelles berlines vont de  
219 500 F à 359 500 F. On jugera  
sans doute excessifs ces tarifs. Ce  
n'est pas l'avis de Jaguar, fort de ses  
résultats antérieurs, qui le situent  
actuellement à 50 % du marché de  
la voiture de luxe. Dix mille berlines  
de cette classe ont été vendues en  
Grande-Bretagne, l'an dernier, aux  
Etats-Unis, le marché annuel est de  
quelque six cent cinquante-quinze  
mille voitures de luxe. Du pain sur la  
planche pour Jaguar.

C. L.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## COMPAGNIE

## DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

Les actionnaires sont informés  
que les opérations d'échange des ac-  
tions B contre des actions A, à raison  
d'une action A contre une action B,  
ainsi que les opérations d'attribution  
gratuite d'actions, à raison d'une ac-  
tion nouvelle pour dix actions an-  
ciennes, décidées conformément aux  
résolutions de l'assemblée générale  
extraordinaire du 23 juin 1986, dé-  
buteront le 13 octobre prochain.

Les demandes d'échange ou d'at-  
tribution seront reçues aux guichets  
des établissements suivants :

Banque Indosuez ; Crédit du  
Nord ; Crédit commercial de  
France ; Crédit lyonnais ; Banque  
nationale de Paris ; Société gé-  
nérale ; Banque Paribas ; Crédit ché-  
mique ; Société lyonnaise de banque ;  
Société marseillaise de crédit ; Ban-  
que Martin Maurel.



DMC a conclu le 6 octobre dernier avec le groupe familial majoritaire  
de HERVILLIER SA l'acquisition de 51 % de la participation qu'il dé-  
tient dans cette société. DMC devient ainsi l'actionnaire majoritaire  
du groupe HERVILLIER, leader européen de la laine à tricoter haut de  
gamme.

Le rapprochement entre DMC et HERVILLIER permettra notamment  
de doter cette dernière société de moyens nouveaux de développe-  
ment sur les grands marchés internationaux.

La présidence du conseil d'administration de HERVILLIER SA est  
désormais assurée par M. Daniel Piette, directeur général de la  
branche Produits Consommateurs de DMC, en remplacement de  
M. Claude Hervein.

Messieurs Dominique Dubourg et Philippe Hervein continuent d'as-  
surer leur mandat d'administrateur de la société mère et respective-  
ment leur fonction de Président-Directeur Général des sociétés  
Anny Blot et Berger du Nord.

Conformément aux prescriptions de la Compagnie des Agents de  
Change, DMC acquerra au prix de 240 F pendant 15 séances de  
bourse à compter du 8 octobre 86, soit du 8 au 28 octobre inclus,  
toutes les actions qui lui seront présentées à la vente par les action-  
naires minoritaires de HERVILLIER.

## Marchés financiers

## PARIS, 7 octobre

En roue libre : + 0,10 %

Au lendemain d'une séance  
qui avait vu les valeurs françaises  
grimper de 0,67 %, la Bourse de  
Paris est apparue plus irrégulière.  
« On roule en roue libre », assu-  
rait un professionnel. De fait, à  
l'issue de la « séance du matin »,  
l'indicateur instantané était en  
progrès de 0,8 %, une avance  
ramenée en arrière en séance  
officielle lorsque le baromètre du  
marché affichait simplement une  
hausse de 0,1 %.

La cote a fait montre d'hésita-  
tion. Presses de la Cité, qui  
s'était distinguée lundi avec un  
bond de 20,2 %, lequel avait  
porté à 2 910 F le cours du  
deuxième groupe français d'édi-  
tion, a cédé 2 % dans la séance  
d'après-midi. Parmi ceux-ci  
figurent SPN-Batignolles, Simca,  
Comptoir des Entrepreneurs,  
Fenestre et Bouygues.

A l'inverse, Leroy-Somer et  
Crouzet perdaient 3 % à 4 %,  
tandis que s'affaiblissait Esso,  
Dussault, Europe 1, Parrier,  
Darty, Moulinex et Eurocom.  
Tandis que le dollar se traitait  
à 6,58 F (contre 6,528 F lundi  
midi), le cours de l'or se négociait  
à 442 dollars l'once à Lon-  
dres contre 436,50 la veille à la  
même heure. A Paris, le lingot  
généraliste un peu de terrain, à  
32 050 F (contre 31 600 F),  
tandis que le napoleon revenait  
de 542 F à 540 F.

On apprenait par ailleurs  
qu'une opération de maintien de  
cours avait été décidée sur la  
société Herbillier, une firme typi-  
que dont les actions sont cotées  
au second marché de la Bourse  
de Lille et actuellement convoi-  
tées par DMC. Celle-ci s'est enga-  
gée à intervenir sur le marché  
pour que le cours de cette action  
ne s'effondre pas en deçà de  
240 F. Suspendue depuis le  
23 septembre dernier, la cota-  
tion des actions Herbillier sera  
reprise le 8 octobre (dernier  
cours : 323 F).

## NEW-YORK, 7 octobre

## Score nul

Toujours dans l'indécision, le  
marché new-yorkais n'a pas réussi  
mardi à évoluer de façon signifi-  
cative. Après avoir monté puis baissé,  
il s'est finalement immobilisé au  
niveau auquel la veille. L'indice des  
industrielles a reproduit son score  
précédent et s'est établi sans chan-  
gement à 1 784,45.

Le bilan de la journée a dressé  
l'état des lieux de l'activité ambiante.  
Sur 1 973 valeurs traitées, 789 ont  
haussé, 715 ont progressé et 469  
n'ont pas varié. Bien qu'un augmen-  
tation, l'activité est demeurée, de  
son côté, assez faible avec  
125,10 millions de titres échangés,  
contre 88,50 millions. Selon les pro-  
fessionnels, les investisseurs sont  
passablement découragés par les  
nouvelles économiques toujours très  
décevantes. Si une reprise de  
l'optimisme se produisait, elle risquerait  
d'être fragile. Beaucoup ont  
l'air d'informations ponctuelles et  
attendent la publication des résul-  
tats financiers des entreprises pour  
le troisième trimestre. D'autre part,  
l'espoir d'une baisse des taux d'inté-  
rêt en RFA et au Japon s'atténue.

Ajoutons enfin que la baisse  
d'IBM, locomotive du marché, a  
fait passer un frisson au sein du  
Big Board. La plupart des analystes  
révisent à la baisse les prévisions de  
bénéfices pour le quart de l'anno-  
née. L'action du groupe a for-  
mément réagi en se repliant de 4 %.

VALEURS	Cours sept.	Cours 7 oct.
Alcan	28 1/2	28 1/2
A.T.T.	22 1/2	22 1/2
Boeing	54 1/4	54 1/4
Case	54 1/4	54 1/4
Du Pont de Nemours	78 1/2	78 1/2
General Motors	68 1/2	68 1/2
IBM	125 1/2	125 1/2
Intel	33 1/2	33 1/2
Johnson & Johnson	71 3/4	71 3/4
Merck	68 1/2	68 1/2
Novartis	33 1/2	33 1/2
Roche	37 1/2	37 1/2
Schering	37 1/2	37 1/2
Union Carbide	54 1/4	54 1/4
U.S. Steel	26 1/2	26 1/2
Westinghouse	54 1/4	54 1/4
Yale	54 1/4	54 1/4

## CHANGES

## PARIS

Dollar : résistait à 6,56 F =

Le dollar s'est maintenu mer-  
credi sur les grandes places finan-  
cières internationales non loin de  
son niveau de la veille, pour  
autour 2,0030 DM (contre  
2,0108 DM) et 6,56 F (contre  
6,58 F). Les banques centrales  
européennes et japonaises ne sont,  
cette fois, pas intervenues ;  
semble-t-il, l'activité a été gé-  
néralisée.

FRANCFORT 7 oct. 8 oct.  
Dollar (en DM) .. 2,0108 2,0030  
TOKYO 7 oct. 8 oct.  
Dollar (en yen) .. 153,77 154,38

MARCHÉ MONÉTAIRE  
(cote officielle)  
Paris (8 oct.) .. 7 3/8 %  
New-York (7 oct.) .. 5 7/16 %

## INDICES BOURSIERS

## PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)  
6 oct. 7 oct.  
Valeurs françaises .. 147,7 147,5  
Valeurs étrangères .. 118,4 118,1  
Cote des agents de change  
(base 100 : 31 déc. 1981)  
Indice général .. 296,6 297,2

NEW-YORK  
(Indice Dow Jones)  
6 oct. 7 oct.  
Industrielles .. 1784,5 1784,5

LONDRES  
(Indice Financial Times)  
6 oct. 7 oct.  
Industrielles .. 1251,2 1251,3  
Minas d'or .. 316,2 316,4  
Fonds d'Etat .. 82,4 82,4

TOKYO  
6 oct. 7 oct.  
Nikkei .. 17433 17444  
Indice général .. 1454,3 1454,4

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 7 octobre  
Nombre de contrats : 12 071

COURS	OCT. 86	NOV. 86	MARS 87	JUIN 87
Dérivés ..	109,55	110,75	110,65	110,30
Préférent ..	110	111,15	111,10	110,80

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

COMPAGNIE DE NAVIGATION  
MIXTE - RÉSULTATS  
SEMESTRIELS. — Au 30 juin  
1986, la Compagnie de navigation  
mixte a enregistré un résultat  
avant impôt de 436,2 millions de  
francs, contre 130,8 millions de  
francs au premier semestre 1985.

Les prévisions de résultats établies  
pour l'année 1986 font, en outre,  
ressortir une augmentation de  
26 % des produits financiers de la  
compagnie. Dans le cadre de la  
restructuration des activités  
d'assurance du groupe et de leur

rapprochement avec le groupe  
d'assurance Rhin et Moselle, le  
projet de fusion de la CNM avec  
ses filiales, Via Assurances Via et  
Le Monde SA, a été approuvé par  
le conseil d'administration.

VIA BANQUE : NETTE  
PROGRESSION DES RÉSUL-  
TATS. — Via Banque a enregistré  
au premier semestre 1986 un  
résultat avant impôt de 303,7 mil-  
lions de francs, contre 24,5 mil-  
lions de francs au premier semes-  
tre de 1985.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	- base	+ base	- base	+ base	- base
SE-1 ..	4,675	4,685	4,78	4,79	4,85	4,86
SE-2 ..	4,725	4,735	4,83	4,84	4,90	4,91
SE-3 ..	4,775	4,785	4,88	4,89	4,95	4,96
SE-4 ..	4,825	4,835	4,93	4,94	5,00	5,01
SE-5 ..	4,875	4,885	4,98	4,99	5,05	5,06
SE-6 ..	4,925	4,935	5,03	5,04	5,10	5,11
SE-7 ..	4,975	4,985	5,08	5,09	5,15	5,16
SE-8 ..	5,025	5,035	5,13	5,14	5,20	5,21
SE-9 ..	5,075	5,085	5,18	5,19	5,25	5,26
SE-10 ..	5,125	5,135	5,23	5,24	5,30	5,31

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-1 ..	SE-2 ..	SE-3 ..	SE-4 ..	SE-5 ..	SE-6 ..	SE-7 ..	SE-8 ..	SE-9 ..	SE-10 ..
5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8
3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8
2 1/8	2 1/8	2 1/8	2 1/8	2 1/8	2 1/8	2 1/8	2 1/8	2 1/8	2 1/8
1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8
1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
-1/8	-1/8	-1/8	-1/8	-1/8	-1/8	-1/8	-1/8	-1/8	-1/8
-1/4	-1/4	-1/4	-1/4	-1/4	-1/4	-1/4	-1/4	-1/4	-1/4
-1/2	-1/2	-1/2	-1/2	-1/2	-1/2	-1/2	-1/2	-1/2	-1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en  
fin de matinée par une grande banque de la place.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

مكتبة العالم



**PRE** Cours relevés  
à 18 h 00

**Cours relevés  
à 18 h 00**

Comptant (selection)

Second marché (selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
<b>Obligations</b>								
Emp. 7.50 % 17	124 98	3.527	Chen	848	826	Mon	187 10	187
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	308
Emp. 6.75 % 77	128 38	3.527	Chen	1220	1220	Mon	308 10	



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES
3 RFA : le congrès de la CDU. — La préparation du sommet de Reykjavik. 4 Togo : la préparation de la « fête » franco-africaine. 5 Chili : l'isolement du général Pinochet. 6 Liban : exécutions sommaires dans les régions chrétiennes.	8 et 9 Une enquête de la SOFRES pour le Monde et TF 1 sur les effets du découpage électoral. 10 M. Laurent Fabius à « L'heure de vérité », sur Antenne 2. — Communication.	11 La fin du voyage du pape en France. 12 Les dix tonnes de papiers de M. de Marenches. 12-13 Education : les cent fleurs des PAE ; le musée d'Orléans.	15 Reprise de <i>Whirlpool</i> , d'Otto Preminger, et du <i>Grand Alibi</i> , d'Alfred Hitchcock. — Sortie d' <i>Aliens</i> , de James Cameron. 16 <i>Barry</i> à l'heure du Samedi. 17 Photographie : Six ans de Studio 666 à Metz.	24 Une classe de retraite saisie par la finance... 26 La réforme des offices agricoles devant l'Assemblée nationale. 34-35 Marchés financiers.	Radio-télévision ..... 21 Petites annonces ..... 33 Carnet ..... 34 Météorologie ..... 21 Mots croisés ..... 21 Programmes des spectacles ..... 18 à 20

## Le découpage électoral

## Les dirigeants de la majorité cherchent à éviter toute modification du projet

Pour les « victimes » du découpage préparé par M. Charles Pasqua l'espérance n'aura vécu que ce que vivent les roses... Les deux mains sur le couvercle de la marmite, les responsables de la majorité veulent à tout prix éviter que le fragile équilibre qu'ils ont eu tant de mal à bâtir ne s'écroule sous les demandes multiples de ceux de leurs amis qui n'ont pas obtenu satisfaction.

L'affaire a été abordée au cours du déjeuner qui, comme toutes les semaines, a réuni, le mardi 7 octobre, autour de M. Jacques Chirac, les chefs des partis qui le soutiennent. Un constat a déjà été dressé :

le choix est entre aucune modification au projet de loi, qui reprend exactement le texte du projet d'ordonnance, et quelques amendements ne devant pas dépasser la douzaine. De plus en plus, la préférence semble aller à la première solution, ne serait-ce que par crainte du Conseil constitutionnel. D'autant que celui-ci pourrait déjà trouver du grain à moudre dans le texte actuel, puisque, d'après M. Jean-Claude Gaudin, il ne serait pas question de toucher au découpage du Val-de-Marne, qui, pourtant, a été refusé tant par la commission des « sages » que par le Conseil d'État.

Les pressions se font avec menaces à l'appui. M. René Beaumont (UDF-PR) juge à ce point inacceptable le tracé des circonscriptions dans son département, le Saône-et-Loire, que, si celui-ci n'est pas revu, il en déduira qu'on ne le « considère plus comme un élu de la majorité » et agira « donc, en conséquence ». Il affirme même qu'il est « envisageable » qu'il vote la censure. Sans aller tout à fait aussi loin, M. Jean Briane (UDF-CDS) refuse de « cautionner » le découpage : « Que le gouvernement prenne ses responsabilités, je prendrai les miennes ». De telles déclarations s'apparentent à ce que M. Gaudin qualifie lui-même de « paroles vides » quand on lui rappelle qu'il avait menacé la gauche de « sanctions » si le président de la République ne signait pas les ordonnances.

Car, aujourd'hui, le président du groupe UDF est revenu à de meilleurs sentiments : « Nous devons rétablir l'unité de quelques zones géographiques, et des équilibres démographiques et non nous lancer dans des opérations de représailles ». Aussi, il envisage simplement une dizaine de modifications partagées équitablement entre des sièges d'élus de l'UDF et d'élus du RPR, dont certains grognent aussi, comme M. Jean-Louis Gossard, député du Finistère.

## Ne prendre aucun risque

Ce souci d'équilibre n'est guère partagé au CDS, où l'on souligne : « La plupart des députés RPR ont décliné eux-mêmes leurs circonscriptions. Qu'ils ne viennent pas pleurer. Ce serait tout de même inconcevable que les gémissements du RPR viennent couvrir ceux de l'UDF ».

Pour tenter d'éviter ces marchandages, le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, ne cache pas qu'il préférerait que l'on ne touche à rien. Pour mieux résister à toutes les pressions, les dirigeants de la majorité ont, ce tout cas, prévu de se défendre de tous les moyens : la vitesse et la discrétion. La commission des lois va se réunir dès jeudi pour entendre M. Pasqua désigner son rapporteur, M. Pascal Clément (UDF-Loire) et approuver le travail express de celui-ci, qui ne devrait proposer aucune modification au projet. Le texte viendra en discussion en séance publique dès vendredi. Le premier ministre devrait engager la responsabilité de son gouvernement immédiatement après que MM. Clément et Pasqua se soient exprimés.

La majorité ne veut prendre aucun risque, même si M. Gaudin assure qu'il ne manquera « aucune voix » de l'UDF pour s'opposer aux motions de procédure de la gauche ou du Front national. Mais, comme il suffirait de six abstentions dans la majorité pour qu'elles soient adoptées, l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, qui met fin à la discussion, sera utilisé avant qu'elles ne soient débattues.

Une fois constaté, le lundi 13 au soir, que la motion de censure que déposeraient les socialistes n'aura pas recueilli la majorité des voix des députés, et donc que le projet sera considéré comme approuvé, celui-ci sera transmis au Sénat. La majorité sénatoriale, dès le 17 octobre, devrait voter une question préalable pour empêcher tout débat. La commission mixte paritaire députés-sénateurs se réunira alors le 20 octobre. C'est à ce moment-là que quelques modifications pourront être apportées au texte si les dirigeants de la majorité y consentent et s'ils ont réussi à se mettre d'accord entre eux. Il ne restera plus alors qu'à faire voter ce découpage en deuxième lecture par les deux Chambres, le débat budgétaire étant interrompu, pour ce faire, au Palais-Bourbon.

Si tout se passe comme l'ont prévu les stratégies de la majorité, trois semaines se seront écoulées depuis le refus de M. Mitterrand de signer les ordonnances, et la plupart des mécontents de l'UDF et du RPR continueront d'être mécontents.

THÉRIER BRÉHIER  
et PIERRE SERVANT.

(Lire page 8 et 9 l'enquête de la SOFRES.)

## La rencontre entre M. Giscard d'Estaing et M. Barre

## Le « ticket choc »

Chose promise, chose due. MM. Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre se rencontreront la semaine prochaine en tête-à-tête, ce qui ne leur était pas arrivé depuis mai 1981... (1) Cette évènement aura lieu, le mercredi 15 octobre, dans la matinée, au domicile parisien de l'ancien président de la République, rue Beauvilliers.

La principe de cette rencontre avait été arrêté par les deux hommes la nuit de mardi à mercredi, au cours des journées parlementaires de l'UDF. C'était en réalité la concrétisation d'un travail de rapprochement entrepris depuis la campagne des législatives de mars, qui avait été marquée par le sommet avorté de Clemont-Ferrand. Les préliminaires ont été engagés par les deux entours, les responsables de l'UDF (MM. Jean Lacaze et Jean-Claude Gaudin) et d'anciens ministres des deux hommes (MM. Jacques Barrot, Jean François-Poncet, Jean-Pierre Fourcade, Daniel Hoffe et quelques autres...).

De part et d'autre, on s'attendait à se livrer à une quelconque « exploitation politique » de cette entrevue, comme si l'exploitation politique de ces retrouvailles s'imposait d'elle-même. « Cette rencontre est tout à fait normale », expliquent-ils dans l'entourage de M. Giscard d'Estaing. « Ce qui est anormal, c'est

qu'elle n'ait pas eu lieu plus tôt ».

Les proches de M. Barre ne paraissent pas moins soucieux d'entrer sans arrière-pensées dans cette phase de normalisation entre l'ancien président de la République et son ancien premier ministre.

Cette rencontre permet à M. Giscard d'Estaing de peaufiner son image de grand réconciliateur. Elle offre à M. Barre l'occasion de marquer sa volonté de sortir enfin de son splendide isolement.

De l'entretien de mercredi devrait aussi sortir un double message vers l'extérieur. En direction de M. François Léotard, qui voit se reformer brutalement la porte du club des grands : l'adresse de M. Jacques Chirac, dont l'OPA sur l'UDF peut être contrariée par un échange de portefeuilles entre des deux ex actionnaires, Barre-Giscard contre Chirac-Léotard : deux tickets qui font choc...

D. C.

(1) MM. Giscard d'Estaing et Barre se sont croisés à plusieurs reprises et ont participé à des manifestations publiques communes. Le 18 mai 1983, ils avaient déjeuné en compagnie de leurs épouses. Il s'agit donc bien, mercredi, de leur tête-à-tête entre les deux hommes.

## BOURSE DE PARIS

## Matinée du 8 octobre

## Sans relief

S'inspirant sans doute de l'exemple new-yorkais, la Bourse de Paris s'est immobilisée, ce mercredi matin, au cours de la séance matinale. Un peu d'effacement était attendu à l'ouverture (- 0,03 %). En clôture, l'indice instantané s'élevait à son niveau de la veille. Session sans relief, devant laquelle quelques hausses ont été enregistrées, telles Schneider (+ 6,6 %), Navigation mixte (+ 3,7 %), Prunelle et Bougain (+ 1 %), et quelques baisses aussi : Prouvost (- 3,6 %), Essilor (- 1 %), Bouygues (- 0,7 %).

Valeurs françaises	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	443	442	442
Agropar	1839	1835	1835
Air Liquide (L.)	762	754	762
Alcatel	339	339	337
Banque Paribas	1185	1180	1180
Bourbon	2270	2280	2285
Bouygues	1380	1370	1370
B.S.A.	4220	4220	4220
Canal	3480	3480	3485
Carrefour	1370	1365	1365
Chargers S.A.	1310	1310	1310
Club Méditerranée	590	583	582
Danone	1570	1565	1565
Elf (Gdf)	1372	1372	1370
Elf-Agip	328 80	327 90	328 90
Emil	3250	3210	3215
Leclerc	1320	1310	1320
Michelin	2640	2640	2625
Mid (Caf)	1572	1560	1560
Midi-Hormes	2220	2230	2250
Navig	1080	1100	1120
Oréal (L.)	3530	3560	3565
Pernod-Ricard	885	895	895
Peugeot S.A.	1180	1158	1160
Sinor	714	710	710
Source Parer	816	816	818
Télécom	2865	2865	2870
Thomson C.S.F.	1538	1580	1583
Total C.F.P.	483	448	482
T.S.T.	2885	2885	2885
Veolia	822	818	825

Le numéro du « Monde » daté 8 octobre 1986 a été tiré à 476 990 exemplaires

## La table dans le bon sens

Restaurant - Salon de thé  
Vente à emporter

94, rue Philippe-de-Girard  
75018 PARIS - Tél. : 42.40.19.37

(Publié)

## La Star des mach. écrire dit Duriez

SI VOUS TAPEZ vous-même, journaliste, homme (ou femme) de média, d'édition, de communication sûre et rapide, offrez-vous la Furce de Frappe • N° 1, la Star compacte des machines à écrire, la nouvelle Canon AR 150. • Mémoire 2000 caractères • Ecran 30 caractères • Correction d'alignement (en mémoire) • Centrage • Tabul. décimal • Alignement à droite • Soulignement • 3 espacements, dont l'variable selon larg. du caractère • 16 écritures (16 marg.) • 5 990 F ttc. • Options : Mémoire • 6000 caractères • 587 Ftc • Connectable ordinateur par interface RS 232 • Traitement de texte Canon avec grand écran et lecteur disquettes. Poids 9,8 kg • Ce qu'il y a de mieux pour un particulier. Croquez la fiabilité Canon et le Flair Duriez • 5 autres Canon, de 1.590 F à 3.52 Ftc. • 112, Bd St-Germain • Catalogue couleur 3 timbres à 2,20 F. Gratuit sur place.

A B C D E F G

## La privatisation de TF 1

## Deux cabinets d'audit commencent l'examen des comptes

Le long processus de privatisation de TF 1 s'est concrètement enclenché, mardi 7 octobre, avec le choix, par le ministère de l'économie et des finances et celui de la culture et de la communication, de deux cabinets d'audit chargés d'expertiser les comptes de la chaîne. Il s'agit des sociétés Salustro, Vincent et Gayet, d'une part, et Montec, de l'autre. Leur sélection s'est faite parmi les dix-neuf cabinets comptables (treize-huit avaient été présentés par la Rue de Rivoli) ayant répondu à l'appel d'offres du gouvernement.

Le cabinet Salustro, Vincent et Gayet est français et déjà commissaire aux comptes de Canal Plus. Quant à la société Montec, elle est le correspondant en France du cabinet américain Ernst et Whimney. Ce dernier, qui emploie vingt-cinq mille personnes dans le monde, dont plusieurs centaines en France, est commissaire aux comptes d'une quarantaine de chaînes locales américaines ainsi que de la chaîne brésilienne Télé-Globo et de plusieurs télévisions régionales britanniques.

La désignation de ce cabinet anglo-saxon, indique-on au ministère des finances, s'explique par le fait que les comptes de TF 1 devront être présentés en conformité avec les normes comptables internationales en matière audiovisuelle.

Les travaux des deux cabinets devraient commencer dès ce mercredi 8 octobre et se terminer, en principe, au début du mois de décembre.

## Jacqueline Huet est morte

Jacqueline Huet a été retrouvée morte dans la nuit de mardi à mercredi, dans la baignoire de son domicile parisien. Selon les premiers résultats de l'enquête, elle aurait mis fin à ses jours en absorbant des barbituriques. Jacqueline Huet était âgée de cinquante-six ans. Elle fut l'une des premières speakerines de la télévision française, de 1958 à 1975.

Grande, mince et blonde, elle a élargi rapidement le champ de ses talents en tournant dans une quinzaine de films, dont *Treize à table* et *Le Déjeuner sur l'herbe*. Elle avait aussi fait du théâtre, notamment le *Marchand de Venise* et *Oscar*, et interprété quelques rôles à la télévision. Chanteuse aussi à ses heures — deux disques dont un prix de l'Académie Charles-Cros —, elle avait animé des émissions de variétés, d'abord à Radio-Martinique, puis sur TF 1, « Le monde de l'accordéon ». Mariée et divorcée, deux fois, elle vivait seule et, selon les dires d'une proche, elle souffrait depuis plusieurs semaines d'une dépression nerveuse. Les suites de l'enquête ouverte par la police devraient confirmer la thèse du suicide.

A. W.

● François Bort lauréat du premier prix Paul-Léautaud. — Notre collaborateur François Bort a été couronné, mardi 7 octobre, du premier prix Paul-Léautaud pour son livre *Lettres à Baudelaire, Chandler et quelques autres...*, publié au printemps dernier chez Albin Michel. Il a été choisi, avec sept voix sur neuf, par un jury d'amateurs de Léautaud, qui comprend notamment Alphonse Boudard, Michel Déon, Raymond Devos, et la ministre chargée de la réforme administrative, M. Camille Cabana.

## Sur le vif

## Femme d'argent

Hier dans le métro je fouillais dans mon sac de gym à la recherche d'une petite somme. Si on vous demande combien vous gagnez : a) Vous répondez sans hésiter, je mets une croix sans même regarder la suite. Chaque fois que je le dis, personne veut le croire tellement c'est peu.

Après, ça continue : Vous invitez une copine à dîner, quand arrive l'addition : a) Vous faites votre chèque discrètement ; b) Vous attendez qu'elle soit partie aux toilettes pour payer ; c) Vous vous exclamez : 440 F pour deux, avec ce qu'on n'a mangé, c'est cher quand même !

Ensuite il y a le prix d'une paire de godaanes, le montant du loyer ou la facture du téléphone : Vous le cachez, vous l'oubliez ou vous en parlez. Les fringues achetées chez un grand couturier : Vous les portez à l'envers pour que la grille on la voie, ou vous le découpez, ou vous vous en fouez. Une collègue vous emprunte 30 francs et vous les

rend pas : Vous réclamez, vous oubliez, vous la bouchez. Enfin, plein de trucs comme ça. Je coche. Je fais le calcul de mes points. J'en ai plus de quarante-cinq, dites donc ! J'étais une femme d'argent, une dévouée, je pensais qu'au fur et à mesure que j'en parlais, j'arrivais pas d'en parler et j'étais prise de changer de disque.

Bon, ben, alors, je reviens sur ce que j'ai dit. A comment négocier une augmentation, j'avais marqué : faut la réclamer. Je change et je mets : j'ai la gorge trop serrée pour prononcer ce mot-là, vous savez ce mot qui s'appelle A.R.G.E.N.T. On doit pas l'employer, c'est très mal élevé. Moi, il me passe pas les lèvres. Simplement, il me vient au bout des doigts. Alors je le tape sur ma machine à écrire en espérant qu'en lisant mon papier mon chef — mes respects m'sieur le directeur ! — découvrira pas les yeux, scandalisé par cette obscénité.

CLAUDE SARRAUTE.

## TAPIS PERSANS FAITS MAIN

exceptionnel  
soldes à 50%  
exemple : Hamadan  
210 x 110 = 3.000 F  
MAISON  
DE L'IRAN  
45, Champs-Élysées (8<sup>e</sup>)

## Où trouver le Glenturret ?

Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775. Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple chez Jean-Marie, 55, rue du Théâtre, Paris 15<sup>e</sup>.

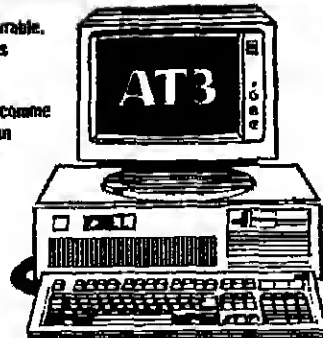
## UN VRAI RESEAU LOCAL SUR IBM C'EST A LA REGLE A CALCUL

L'AT 3, le micro IBM le plus puissant est enfin livrable. Il sert de cœur à la solution réseau local que vous proposez LA REGLE A CALCUL.

Une solution qui utilise des IBM PC multitudes comme terminaux sans limitation de nombre. Une solution incluant les logiciels de gestion pour PASCAL/MULTICOMPTA, MULTIFAC, MULTIPAC.

L'installation, la formation et l'assistance sont assurées par les spécialistes de LA REGLE A CALCUL.

Un réseau local est en administration permanente à LA REGLE A CALCUL.



la Règle à Calcul

A LA REGLE A CALCUL TOUTES LES MACHINES MARQUEES : IBM, BURROUGHS, THOMSON, etc. 30, rue de la République 75011 PARIS TEL. (1) 42.25.60.00



## STEPHANE MEN'S No 1

DU DISCOUNT DE LUXE - DUTY FREE VOUS OFFRE

La prêt à porter masculin, chemiserie de T. LAPIDUS - P. BALMAIN - G. LAROCHE, etc., et sa propre fabrication de luxe (français) A DES PRIX ETONNANTS, uniques à PARIS.

Ex. : Costumes : p. laine et smoking à p. de 1000 F ; vestes : herry's tweed véritable : 695 F ; blazers cachemire (60 %) à partir de 850 F. NOUVEAU RAYON POUR LES GRANDS ET LES FORTS : Le costume en p. laine à p. de 1 100 F ; chemises P. Balmain jusqu'à 48 : 219 F. RAYON MESURE PAR ORDINATEUR : A. P. DE 1950 F LE COSTUME.

Nos magasins sont ouverts du lundi au samedi, de 12 h à 19 h 30. 5, rue Washington, M<sup>o</sup> George-V - 130, Bd St-Germain, M<sup>o</sup> Odéon. RECOMMANDÉ PAR GAULT ET MILLAU, PARIS PAS CHER, LE FIGARO MADAME. AGRÉÉ PAR LE GUIDE PRATIQUE DU CORPS DIPLOMATIQUE.

## LES ENSEIGNANTS AMATEURS D'APPLE CHOISSENT LES - 30% D'INTERNATIONAL COMPUTER LES DEVIENNENT DES FRUITS SECS.

Un Macintosh Plus et 10 logiciels freeware au choix, 18.130 F HT et 21.502 F TTC.



INTERNATIONAL COMPUTER La micro sans frontières 26, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> - 42.72.26.26, 64, av. du Prado Marseille 13006 - 91.37.25.03.

مكتبة الأمل